

France. Direction de la documentation française. Restaurer, réformer, agir : la France en 1945. 1995.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

institutions

Restaurer
Réformer

Agir

La France en 1945

Textes rassemblés par **Patrice Liquière**

Préface de **François Bloch-Lainé**

les études de La **documentation** Française



BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7531 02475324 7

Chez le même éditeur

1945-1995. Les 50 ans de la Documentation française, 1995

« La Seconde Guerre mondiale », *Documentation photographique*, n° 6038, 1978

« Vichy, 1940-1944 », *Documentation photographique*, n° 6102, 1989

« Résistances 1940-1945 », *Documentation photographique*, n° 6106, 1990

« Paris sous l'occupation, 1940-1944 », *Documentation photographique*, n° 6034, 1978

« La IV^e République », *Documentation photographique*, n° 7013, 1992

« L'Europe en chantier », *Documentation photographique*, n° 6105, 1990

6 juin 1944 : le jour J, coll. Les médias et l'événement, 1988

Le 8 mai 1945, coll. Les médias et l'événement, 1985

Hiroshima, la bombe, coll. Les médias et l'événement, 1986

Les institutions de la IV^e République, coll. Document d'étude, série droit constitutionnel et institutions politiques, 1995

« Histoire économique de la France du XX^e siècle », *Cahiers français*, n° 255, 1992

« Le crime contre l'humanité en droit international, en droit français », *Regards sur l'actualité*, n° 203, 1994

Images de la France de Vichy, textes de Denis Peschanski, Yves Durand, Dominique Veillon, Pascal Ory, Jean-Pierre Azéma, Robert Frank, Jacqueline Eichart, Denis Maréchal, La Documentation française, éd. La Martinière, 1988

Ici Londres, les voix de la liberté, sous la direction de Jean-Louis Cremieux-Brilhac, 5 vol., 1976

De Gaulle en son siècle, actes des journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris, 19-24 novembre 1990, 6. vol., Institut Charles de Gaulle, Plon, La Documentation française, 1992

Dans la même collection

La France aux urnes, cinquante ans d'histoire électorale, Pierre Bréchon, 1995

Les grands débats parlementaires de 1875 à nos jours, Michel Mopin, 1988

Restaurer Réformer Agir

La France en 1945

Textes rassemblés par **Patrice Liquière**

Préface de **François Bloch-Lainé**

Ce texte paraît simultanément dans le périodique
Notes et Etudes documentaires, n° 5019
et dans la collection Les études de La Documentation française.

Collection dirigée par Isabelle Crucifix
Conception graphique : Intégral Concept - Pippo Lionni
© La **documentation** Française, Paris, 1995.

« En application de la loi du 11 mars 1957 (article 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

Sommaire

↑ Préface par François Bloch-Lainé	5
↓ Présentation	9
I. - La France en guerre	15
La guerre intérieure	17
Aperçu général sur les mouvements de la Résistance	17
La presse clandestine en France sous l'occupation allemande (1940-1944)	25
Programme du Conseil national de la Résistance	36
La guerre extérieure	41
Conférence faite au palais de Chaillot, le 26 janvier 1945, par le Gouverneur Laurentie sur l'Empire au secours de la métropole	41
Le régiment de chasse Normandie-Niémen	51
Le débarquement allié sur les côtes de Provence (15 août 1944)	54
La victoire	61
Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français et l'admission de la France dans les conseils européens	61
Déclarations du Président Roosevelt relatives à la France (1939-1945)	65
La capitulation de l'Allemagne	72
Les grandes conférences interalliées de 1945	85
II. - Un pays libéré à reconstruire	91
Face aux priorités	93
Les destructions en France	93
Les secours aux sinistrés depuis la Libération	103

Conséquences des restrictions alimentaires sur l'état sanitaire de la France	110
La démobilisation (Formalités et droits)	117
Vers la République nouvelle	121
L'œuvre législative du Gouvernement provisoire	121
Les finances publiques de la France depuis la Libération	165
Ne pas oublier	187
Le camp de concentration de Struthof (Bas-Rhin) pendant l'occupation allemande	187
Le massacre d'Oradour-sur-Glane	192

Annexes	199
Composition du Gouvernement provisoire	201
Chronologie de l'année 1945	203
Table des titres parus en 1945 dans la revue « Notes documentaires et études »	209

Note de la rédaction

Les titres des parties et des chapitres (en caractères gras dans le sommaire) et les notes de bas de page en caractères italiques (NDLR) ont été ajoutés par la rédaction en 1995 à l'occasion de la publication de ce recueil. Tous les autres titres – titres généraux des articles, titres et sous-titres du texte – et les notes de bas de page sans mention particulière figuraient dans les documents originaux de 1945.

Les opinions exprimées dans cette étude n'engagent que leurs auteurs.

Préface

par François Bloch-Lainé

De cette année de la victoire, les survivants se font rares parmi ceux qui l'ont activement vécue, à l'âge adulte et du bon côté. Ils s'en souviennent comme d'une année tout à la fois radieuse et confuse, exaltante et pénible ; d'une somme extraordinaire, déconcertante de chances et d'infirmités, au sortir d'un temps obscur.

Mes semblables, demeurés en France occupée, si proches fussent-ils des correspondants clandestins de Londres et d'Alger (1), étaient encore plongés dans une grande ignorance de l'état de choses.

Ils connaissaient mal, malgré leurs contacts, l'histoire du Comité Français de Libération Nationale, devenu Gouvernement Provisoire de la République, ses aventures et ses travaux. Mal aussi les événements, les tractations qui unissaient ou divisaient les Alliés et qui concernaient soudain la France entière, alors que celle-ci devait se mettre immédiatement et lucidement à l'ouvrage. Il nous a fallu, cette année-là, apprendre ce qui s'était produit ou préparé en-dehors de nos propres tanières et nous dépêcher de sortir de celles-ci, pour exercer les responsabilités qui nous étaient confiées.

Fort heureusement, de l'autre côté de la Manche ou de la Méditerranée, des personnes bien inspirées et efficaces avaient entrepris de rassembler une documentation, dont elles pouvaient poursuivre la collecte et la diffusion sur le territoire national, en dépit des pénuries. Ce service s'était armé en exil pour mettre fin à notre diète. Rattaché au ministère de l'Information, ses activités avaient des similitudes avec celles du ministère du Ravitaillement. Certes, il ne s'agissait pas de nourrir des corps épuisés, mais de satisfaire l'appétit d'informations qu'avaient aiguisé quatre années d'occupation. Les libérés lui doivent une reconnaissance qui s'est poursuivie et que justifie la présente publication, un demi-siècle après.

D'une telle manne, les historiens du temps présent peuvent se servir encore. Notamment pour la difficile mise au point dont la « France coupable », la « France méritante » et les « grisailles » de l'entre-deux sont aujourd'hui l'objet ; en réponse aux interrogations d'une jeunesse innocente et curieuse.

A partir de l'automne 1944, que fut donc la « France avisée » ? Et que fit-elle ? Et que puis-je ajouter à la documentation pour contribuer à l'éclairer (2) ? De mes propres états d'âme à l'époque, je ne tirerai que les très brèves et très partielles notations que voici.

(1) François Bloch-Lainé était l'adjoint, pour le financement de la Résistance, d'Alexandre Parodi, délégué du Général de Gaulle en France occupée, avant de participer à la « reprise » du ministère des Finances.

(2) François Bloch-Lainé s'est posé cette question et s'est appliqué à y répondre en publiant en 1995 un *Ce que je crois* chez Grasset, après deux autres témoignages : *Profession : fonctionnaire* (Le Seuil, 1976) et *La France restaurée* (Fayard, 1986).

– Notre « divine surprise » à nous (quatre ans après l'autre, qui ne fut pas la nôtre) a été de figurer parmi les vainqueurs, grâce au tour de force d'un homme exceptionnel, secondé par une cohorte qui n'était pas innombrable. Cette réhabilitation n'a pas cessé d'être malaisée à ce moment-là. Mais sa quasi-révélation fut pour les humiliés que nous étions un choc salutaire, une fierté qui les dynamisa.

– Dès sa prise de pouvoir à Paris, de Gaulle fut placé devant deux objectifs un peu contradictoires : d'une part, il fallait sanctionner les fautes commises sous l'occupant, reconnaître des culpabilités à des fins de justice et d'assainissement ; d'autre part, il fallait confirmer aux yeux des tiers la bonne conduite de l'ensemble du peuple français et utiliser, pour redresser le pays, toutes les forces disponibles ou récupérables. L'autocritique et l'épuration devaient donc être tempérées à ce moment-là plus que ne peut et doit l'être, aujourd'hui, un jugement rétrospectif, à l'aide des documents de l'époque, dans une situation plus confortable.

– L'année 1945 reste marquée par le différend entre Pierre Mendès France et René Pleven, que l'on a illustré comme une opposition symbolique de la politique « dure » à la politique « molle », avec ses conséquences postérieures. La signification de l'événement n'est pas aussi simple. Des obstacles de fait, minorés par le premier de ces deux ministres, donnaient temporairement raison au second ; lequel a eu tort, cependant, d'abandonner des mesures courageuses, prises en d'autres pays, qui étaient praticables en France dans la suite de l'année et qui eussent mieux influencé l'avenir.

Il est donc vrai que ce débat mal éclairé, entre des camps mal tranchés, a fait prendre un mauvais pli à la décennie de la reconstruction ; une décennie héroïque et hésitante, caractérisée simultanément par un effort sans précédent en matière économique et par des faiblesses en matière budgétaire, donc monétaire.

– Malgré cette inconséquence, le fait majeur fut alors la détermination de rompre avec le passé dans la conduite publique des affaires de la France, tant avec les négligences de l'avant-guerre qu'avec les hontes récentes. Les tendances de la France Libre et celles de la France Résistante se confondaient dans le sens de l'économie volontaire et de la justice sociale. Certes, on eût aimé que les projets élaborés à Alger vinssent renforcer plus précisément ceux du Comité général d'études, proche du Conseil National de la Résistance, dont les travaux avaient été freinés par le danger et l'isolement. Mais les orientations prises de part et d'autre coïncidaient et conduisaient aux mêmes attitudes.

Ceux qui prenaient alors la relève à Paris, s'ils erraient et divergeaient encore, faute de stabilité politique, ont adopté de concert, suivant un consentement neuf, les objectifs et les méthodes que Jean Monnet – autre homme providentiel – conciliateur de grand talent, visionnaire sans dérives idéologiques, a proposés à leur zèle avant la fin de 1945.

Indépendamment des cahots des partis renaissants, ont été tenus des serments assez silencieux dont les lecteurs attentifs retrouveront les traces dans ces documents. Des serments qui unissaient les nouveaux dirigeants du secteur public et du secteur privé. Au ministère des Finances, notamment, s'opérait ainsi ce que des historiens ont appelé une « conversion ». Cette maison modifiait son comportement traditionnel en se voulant champion du développement économique et social, au-delà de la défense des deniers de l'Etat et de quelques orthodoxies. D'autres commentateurs, appartenant à d'autres maisons, peuvent produire de semblables témoignages.

On trouvera donc dans cet ouvrage, publié à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de La Documentation française, les signes prémonitoires de ce qu'on a parfois appelé le « miracle » français. S'agit-il du coup d'envoi des « trente glorieuses » ? L'histoire est beaucoup plus compliquée que cela. Au cours de l'époque ainsi définie, d'autres facteurs heureux et malheureux sont intervenus dont le germe n'est pas dans la situation et les décisions prises à ce grand tournant. Mais ce qui s'est produit alors, après un terrible coup sur la tête, suivi d'une ouverture, également sans précédent, a profondément marqué ma génération et ses voisines. Aux autres de dire les leçons qu'elles en tirent.

NOTES DOCUMENTAIRES ET ETUDES

N° 1

(SÉRIE INTERNATIONALE. — I)

Les étapes de la reconnaissance du Gouvernement Français et l'admission de la France dans les Conseils Européens

- I. Reconnaissance de la France à Londres,
- II. Reconnaissance du Comité Français de la Libération à Alger, et participation à la Commission consultative des affaires italiennes.
- III. Reconnaissance du gouvernement provisoire de la République française, et participation à la Commission consultative européenne.

I. — RECONNAISSANCE DE LA FRANCE LIBRE A LONDRES

Dès le 28 juin 1940, dix jours après l'appel du général de Gaulle, le Gouvernement britannique reconnaît l'organisation de la France libre.

M. Winston Churchill adresse la lettre suivante au général de Gaulle :

Le gouvernement de Sa Majesté considère que les termes de l'Armistice qui vient d'être signé contrairement aux accords conclus solennellement entre les gouvernements alliés, réduisent le gouvernement de Bordeaux à un état de servitude complète vis-à-vis de l'ennemi, et le privent de toute liberté et de tout droit de représenter les citoyens français libres.

En conséquence, le gouvernement de Sa Majesté déclare maintenant qu'il lui est impossible de considérer plus longtemps le Gouvernement de Bordeaux comme le gouvernement d'un pays indépendant. Le gouvernement de Sa Majesté a pris note de la proposition formelle de constituer un Comité français national provisoire qui représenterait pleinement les éléments français indépendants décidés à poursuivre la guerre pour remplir les obligations internationales de la France.

Le gouvernement de Sa Majesté déclare qu'il va reconnaître le Comité français national provisoire et traitera avec lui toutes les questions qui concernent la poursuite de la guerre, aussi longtemps que le Comité continuera à représenter tous les éléments français résolus à combattre l'ennemi commun.

Les relations ainsi établies entre la « France libre » et le Gouvernement britannique se concrétisent dans un accord important concernant les forces françaises libres.

Le 7 août 1940, M. Churchill écrit au général de Gaulle :

Vous avez bien voulu me faire connaître vos idées relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de la force de volontaires français actuellement en cours de constitution sous votre commandement, cela en votre qualité qui vous est reconnue par le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à vous pour défendre la cause alliée.

Je vous envoie maintenant un mémorandum qui, si vous l'acceptez, constituera un accord entre nous relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de vos forces.

Je saisis cette occasion pour déclarer que le gouvernement de Sa Majesté est résolu, lorsque les armées alliées auront remporté la victoire, à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France.

Le mémorandum accepté le jour même autorise le général de Gaulle à constituer une force française de volontaires comprenant des unités navales terrestres et aériennes et des éléments techniques et scientifiques. Il stipule que « cette force conservera dans toute la mesure du possible le caractère d'une force française ». Le texte de ce document est intégralement reproduit en annexe.

Afin d'accroître son prestige international, « La France libre » doit revêtir les formes d'une autorité gouvernementale. Le 27 octobre 1940, le manifeste relatif à la direction de l'effort français dans la guerre, l'ordonnance organisant les pouvoirs publics, la création du Conseil de Défense de l'Empire français représentent les premières grandes réalisations dans cet ordre d'idées.

Le 12 juin 1941, le général de Gaulle est représenté

Présentation

La guerre est gagnée ! Voici la victoire ! C'est la victoire des Nations Unies et c'est la victoire de la France !... »
Général de Gaulle,
allocution radiodiffusée, 8 mai 1945.

Pour l'ensemble des peuples en lutte contre les dictatures nazies et fascistes, 1945, faut-il le rappeler, est l'année de la victoire des Nations Unies. La victoire totale – remportée au printemps contre l'Allemagne puis au milieu de l'été contre le Japon – signifie d'abord pour les contemporains le retour à la paix et le triomphe, qu'on espère définitif, de la démocratie sur la dictature et le militarisme. Pour tous les belligérants, vainqueurs ou vaincus, c'est aussi l'An 1 de la remise en route de tous les rouages d'Etats affaiblis voire ruinés par les combats et/ou par l'occupation étrangère. Ce sont les traumatismes et les blessures qu'il faut soigner, bien différents de ceux des conflits antérieurs, et qui ont pour noms : génocide, extermination, solution finale. 1945, c'est aussi la victoire de la vie sur la barbarie.

Les textes reproduits ici sont extraits du catalogue de la revue *Notes documentaires et études* éditée par les services du ministère de l'Information *. Cette revue, créée à la fin de 1944, poursuivait une des missions que s'étaient fixées les services de documentation mis en place à Londres et à Alger pendant la guerre et qui, avec des moyens de fortune, s'étaient attachés à rechercher et à rassembler toutes les informations et les données disponibles afin de permettre aux autorités françaises libres d'avoir une meilleure connaissance des réalités politiques, économiques et militaires. (cf. encadré). Très rapidement, il apparut que ce premier travail – essentiel – de collecte et de classement de l'information devait avoir un débouché rédactionnel, ne serait-ce que pour informer les mouvements de résistance opérant dans la France occupée. C'est ainsi que les premiers feuillets ronéotypés virent le jour.

En 1945, la revue *Notes documentaires et études* fit paraître 300 numéros dont le nombre de pages variait en fonction des sujets étudiés. Elle constituait une collection alors divisée en plusieurs séries (série française, série coloniale, série européenne, série américaine, série asiatique, série internationale, série « ordre nouveau et collaboration » et des numéros « hors-série »). Les textes publiés émanaient des services ministériels ou étaient commandés à des auteurs français et étrangers, spécialistes des sujets traités. Les conférences et les discours sur les problèmes de l'heure étaient rassemblés dans des numéros

* L'ordonnance du 23 octobre 1944, relative à l'organisation du ministère de l'Information, institue, parmi les grandes directions, la Direction des Informations.

L'ordonnance du 19 octobre 1945, modifiant l'ordonnance précitée, crée, distinctement de la Direction des Informations, une Direction de la Documentation et de la Diffusion.

La Documentation française...

A Londres, un service de documentation et d'études envoie en France, depuis juillet 1942, un « Courrier de Documentation politique ».

Le trait le plus original de cette documentation était d'exclure toute préoccupation de propagande.

A la Libération, les services de documentation, d'étude et de diffusion en France du commissariat à l'Intérieur londonien furent un des éléments constitutifs de la Direction de la Documentation.

A Alger se crée un service officiel de documentation, dépendant du commissariat à l'Information.

« L'organe de documentation du Gouvernement provisoire comprenait, à l'origine, un seul agent. Celui-ci disposait, bien entendu, d'un seul bureau dans un pavillon du lycée Fromentin, avec un buvard, quelques feuilles de papier, et il était renseigné par les quotidiens de la ville. Le chef de service sans personnel s'en fut à la quête de bonnes volontés et de compétences. Il groupa progressivement quelques collaborateurs et collaboratrices...

Des dossiers furent constitués, des textes traduits et analysés, des revues de presse produites, des notes rédigées. Les premières publications ronéotypées – au prix de quels efforts –, vénérables ancêtres des milliers de périodiques et d'ouvrages édités depuis vingt ans par la Documentation française, en possédaient déjà les particularités essentielles...

En 1944, le service de documentation du Gouvernement provisoire était devenu une réalité vivante... Et lorsque le grand déménagement eut lieu, en octobre 1944, plusieurs dizaines de caisses emportèrent vers Paris un ensemble d'ouvrages et de documents entièrement inconnus en France libérée et qui allait constituer la base d'une œuvre beaucoup plus vaste et systématiquement poursuivie. »

Le Gouvernement provisoire de la République gagna Paris dès l'automne 1944.

La nouvelle Direction – à laquelle fut rattaché l'ancien bureau d'études de presse étrangère du quai d'Orsay – s'installa dans le cadre du ministère de l'Information dirigé par P.-H. Teitgen.

Dès cette époque, la Direction comprenait essentiellement :

a) un centre de documentation avec bibliothèque, dossiers, fichiers, dont la vocation s'étendit dès l'origine à l'actualité politique, économique, sociale, culturelle, des problèmes français, étrangers et internationaux ;

b) un service de traductions ;

c) un service d'études et de publications ;

d) à partir de 1946, un service de diffusion. Dès le début, les méthodes de travail de la Direction s'inspirent des principes suivants :

1° La documentation est « ouverte », c'est-à-dire qu'elle n'a pas de caractère confidentiel ;

2° Elle est fournie à l'état brut, à l'exclusion de tout commentaire interprétatif.

Des commissions administratives d'économies passèrent au crible, en 1946 et 1947, les services de l'Etat et notamment ceux nés de la guerre. La consécration de la Direction de la Documentation résulta des conclusions de Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics qui recommanda son rattachement au Secrétariat général du Gouvernement. Cette mesure intervint par le décret du 14 novembre 1947. (...)

La revue

Pendant la guerre, à Alger, le Service de Documentation rattaché au commissariat à l'Information du Gouvernement provisoire avait publié des *Dossiers documentaires* composés de textes politiques traduits et analysés et de notes rédigées sur les problèmes d'actualité et, à Londres, le Service d'études et de diffusion de la France Libre, *Les Courriers documentaires*, destinés aux groupes de Résistance de la France occupée, qui groupaient des rapports, des études et des recueils de textes. Héritier de ces services, le Bureau des études, créé à la Direction de la Documentation dès sa mise en place à Paris, à l'automne de 1944, entreprit la publication de la collection *Notes documentaires et études*. (...)

A partir de 1950, la collection prit le titre qu'elle a conservé de *Notes et études documentaires*

« hors-série ». Le citoyen avait ainsi à sa disposition non seulement des textes officiels, institutionnels, diplomatiques, mais aussi des études inédites sur les sujets les plus divers et concernant le champ mondial (1).

Opérer une sélection, dans ces conditions, n'était pas chose aisée, chaque texte étant si riche d'enseignement qu'en écarter fut à chaque fois un regret. Deux choix ont guidé l'élaboration de ce recueil : d'une part, ne retenir que des textes publiés en 1945 (2) et, d'autre part, ne choisir que des titres centrés sur la France (3).

Ces textes, par les sujets qu'ils développent, par leur forme et leur style, sont devenus, cinquante ans après, un témoignage des préoccupations et des priorités des pouvoirs publics de la Libération et des Français désormais libres et maîtres de leur destinée. Reflets d'une époque, ils sont aussi parmi les instruments d'information dont disposaient alors l'ensemble des administrations qui avec peu de moyens, assaillies par de multiples attentes, devaient, en quelques mois, mener à bien la fin de la libération du territoire, rétablir la légalité républicaine et mobiliser toutes les forces vives pour la reconstruction économique. Leur portée pédagogique et civique doit aussi être soulignée. Nombreux sont les titres qui portent sur la politique de Vichy, sur les mécanismes et les conséquences de la collaboration, sur l'épopée militaire de la France libre et de la Résistance. Parmi les priorités de ces mois de la Libération, figure aussi la nécessité de faire comprendre aux Français ce qu'avait été la politique de L'Etat Français, de raconter et d'expliquer le rôle et les exploits de ceux qui avaient combattu aux côtés des Alliés. Il fallait répondre aux quatre années de mensonges répandus par la presse et les discours de la collaboration et par la propagande de l'ennemi.

Ces textes fourmillent d'allusions, de rappels de faits. Ils sont aussi datés, par les circonstances de leur publication et la plume de leurs rédacteurs (4). Impossible de les lire en occultant le contexte et en ne faisant pas l'effort de se glisser dans l'esprit et le costume de l'époque (5). Au hasard d'une phrase, certaines tournures peuvent parfois surprendre, les moins avertis souriront peut-être. Oui, il y a parfois un souffle, un élan patriotique voire cocardier, mais est-il besoin d'une longue démonstration pour rappeler que les auteurs de ces études ont connu successivement la défaite et l'humiliation, l'occupation étrangère, que beaucoup se sont battus dans les forces de l'extérieur ou de l'intérieur au risque des plus grands périls, qu'ils ont perdu de nombreux camarades et qu'en ces mois de la libération, ils voient l'aboutissement de leur combat pour la liberté. Style qui est celui d'une époque, que l'on retrouve d'ailleurs dans les déclarations des dirigeants civils et militaires des puissances victorieuses ; il y a l'euphorie de la victoire et presque de l'émerveillement. Qui à part une poignée de visionnaires

(1) Voir, en annexe, la liste complète des titres parus en 1945.

(2) A l'exception de deux, publiés en avril 1946, mais dont les sujets intéressent au premier chef l'année 1945.

(3) Impossible, en effet, de faire tenir dans un seul volume – maintenu volontairement dans des dimensions raisonnables – l'ensemble des textes publiés dans la revue pendant toute l'année 1945, ni même de publier *in extenso* la plupart des titres retenus. L'ensemble de ces textes peut être consulté à la bibliothèque de la Documentation française.

(4) Rédacteurs inconnus dans la mesure où ces textes ne sont pas signés nominativement, si ce n'est par l'en-tête de la première page : Direction des Informations puis Direction de la Documentation du ministère de l'Information.

(5) Cf. Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, tome 1 *L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, coll. Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Points Seuil, 1980. Précieuse synthèse sur le contexte politique, économique et social des mois de la Libération et de l'immédiat après-guerre, sur les problèmes qui sont posés aux pouvoirs publics en métropole et outre-mer.

ou d'inconscients aurait pu s'imaginer durant l'été 1940 que, quatre ans plus tard, la France ferait partie des puissances victorieuses et serait reconnue comme l'un des quatre principaux vainqueurs ? Style révélateur aussi de l'unité retrouvée de la nation et de la République qui tend à ignorer l'enthousiasme volontaire, ou forcé, envers la personne du maréchal Pétain sinon de sa politique (6). Vichy et la collaboration sont abordés dans ces textes, les crimes ne sont pas passés sous silence, les premiers responsables sont désignés ; néanmoins nul trace de condamnation à l'encontre du plus grand nombre, ceux qui ont laissé faire, les circonstances atténuantes leur sont de fait accordées. Ce qui compte avant tout, et n'est-ce pas mieux ainsi, c'est le pansement des plaies. Le mythe de la France résistante et dressée contre l'occupant dès le premier jour prend forme.

En ce début de l'année 1945, la situation militaire est faite d'incertitudes et d'angoisses. Depuis l'été 1944, les armées alliées avancent progressivement et plus rapidement que prévu en direction du Rhin, civils et combattants sont animés de la même certitude d'une victoire proche, mais à la mi-décembre tout paraît remis en cause. La contre-offensive de von Rundstedt dans les Ardennes révèle que l'Allemagne est loin d'être vaincue et qu'elle se défendra jusqu'au bout. Les Français craignent de devoir évacuer Strasbourg, symbole s'il en est de la libération du territoire, où les troupes de Leclerc étaient entrées fin novembre, et la priorité militaire au début du mois de janvier 1945 est la défense des abords de la capitale alsacienne. Il faudra attendre la mi-janvier pour voir l'armée allemande refluer. Début février, l'Alsace est libérée et début mars les premiers détachements américains franchissent le Rhin. Le 21 avril, les troupes françaises investissent Berchtesgaden, une semaine plus tard Mussolini est exécuté et, le 30 avril, Hitler se suicide à Berlin. Le 7 mai, l'Allemagne capitule à Reims (7), acte ratifié le lendemain à Berlin. Le même jour, les poches de Saint-Nazaire, La Rochelle, Lorient et Dunkerque que les Allemands tenaient encore – onze mois après le débarquement en Normandie – sont libérées. Dans le Pacifique, le Japon est décidé à se battre jusqu'à épuisement. Il capitulera à la mi-août quelques jours après avoir été frappé par deux bombes atomiques.

Sur le plan institutionnel, le pays vit sous le régime du provisoire. La Troisième République s'était sabordée le 10 juillet 1940 et la mise en œuvre de nouvelles institutions ne peut se faire tant que l'ensemble du territoire n'est pas libéré et tant que plus de deux millions de prisonniers et de déportés ne sont pas rentrés. Le 9 septembre 1944, le Gouvernement provisoire de la République française se réunit, à Paris, sous la présidence du Général de Gaulle (8), il concentre tous les pouvoirs et, le 7 novembre 1944, se tient au Palais du Luxembourg la première séance de l'Assemblée consultative provisoire qui est composée de représentants du Conseil national de la Résistance, des organisations de la Résistance, des partis politiques et des syndicats (9). Comme son nom l'indique, elle ne peut

(6) Est-il nécessaire de rappeler les rassemblements populaires accueillant dans les villes de France le maréchal, y compris ce jour d'avril 1944 où quelques milliers de Parisiens se massaient devant l'Hôtel de Ville ?

(7) Cf. « La capitulation de l'Allemagne » p. 72.

(8) Cf. Annexe « Composition du Gouvernement provisoire ». L'appellation de GPRF est donné à Alger, le 3 juin 1944, au Comité français de libération nationale.

(9) L'Assemblée consultative provisoire avait été instituée par l'ordonnance du 17 septembre 1943. Elle siégeait à Alger. Sa composition fixée à 102 membres en 1943 fut élargie par l'ordonnance du 11 octobre 1944 et celle du 22 juin 1945.

Cf. « L'œuvre législative du Gouvernement provisoire, » première partie p. 122 ; « Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français et l'admission de la France dans les conseils européens », p. 61.

émettre que des avis et des souhaits, et plus la victoire sera proche puis acquise, moins elle s'en privera. Progressivement la démocratie se réinstalle, les partis politiques réapparaissent au grand jour, la presse foisonne de nouveaux titres, souvent issus des feuilles clandestines de la Résistance (10). Pour la première fois depuis le printemps 1936, les électeurs, et pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel, les électrices sont convoqués pour élire les conseils municipaux (29 avril et 13 mai 1945) et les conseils généraux (23-30 septembre) (11). Le 21 octobre 1945, les Françaises et les Français décident par référendum que l'assemblée qu'ils élisent le même jour sera dotée de pouvoirs constituants et le 13 novembre c'est une assemblée issue du suffrage universel qui élit, à l'unanimité, le général de Gaulle, chef du GPRF.

Dans le domaine économique et social, la tâche est immense. Il faut reconstruire (12), ravitailler (13), agir et réformer afin de bâtir une nouvelle société, « instaurer un ordre social plus juste » (14). Cela suppose au préalable la destruction de l'arsenal législatif de Vichy, le châtimement des traîtres (15). Tâche immense, parfois mal comprise, jugée trop lente et semée de désillusions (16).

Outre-mer, les nuages s'accumulent. L'Empire qui a tant contribué à la victoire s'est habitué à vivre coupé de la métropole (17). En Algérie, le jour de la victoire contre l'Allemagne, des Européens sont tués et des milliers de musulmans exécutés. En Indochine, la France est à la veille d'un nouveau combat, mais elle ne le sait pas encore.

1945 commencé dans l'euphorie de la victoire s'achève par la première crise de politique intérieure depuis la Libération. Les relations du général de Gaulle avec l'Assemblée s'enveniment au fil des jours. Le désaccord sur la conception des futures institutions est profond et, fin décembre, la demande de réduction par l'Assemblée des crédits militaires va précipiter la rupture. Elle a lieu le 20 janvier 1946. Ce jour-là, de Gaulle annonce au Gouvernement sa démission.

Patrice Liquière *

(10) Cf. « La presse clandestine en France sous l'occupation allemande », p. 25.

(11) L'organisation des différents scrutins supposait, d'une part, que le territoire soit libéré et, d'autre part, que les prisonniers et déportés soient rentrés, ce qui ne fut pas le cas pour les élections municipales.

(12) Cf. « Les destructions en France », p. 93 ; « L'œuvre législative du Gouvernement provisoire » deuxième partie, p. 132.

(13) Cf. les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle qui, lors de ses premiers déplacements en province, est impressionné par la maigreur et la paleur des visages des foules qui l'acclament.

(14) Cf. « Le programme du Conseil national de la Résistance » p. 35.

(15) En juillet-août est organisé à Paris le procès Pétain ; en février, Robert Brasillach a été exécuté ; le 15 octobre, ce sera le tour de Pierre Laval. Dans tout le pays l'épuration est engagée, elle ne manquera pas de susciter les plus vives polémiques. A Nuremberg, le 20 novembre, s'ouvre le procès des criminels de guerre.

(16) Fin décembre, la carte de pain supprimée un mois plus tôt doit être rétablie et la ration diminuée.

(17) Cf. « L'Empire au secours de la métropole » p. 41

* *Patrice Liquière occupe les fonctions de rédacteur au service des Etudes de la Documentation française où il est plus spécialement chargé des dossiers institutionnels et politiques.*

I - La France en guerre

NOTES DOCUMENTAIRES ET ETUDES

N° 206

(SÉRIE FRANÇAISE. — LVIII)

LA PRESSE CLANDESTINE EN FRANCE sous l'occupation allemande (1940-1944)

SOMMAIRE

Introduction	3	c) L'année 1942 :	
I. HISTOIRE DE LA PRESSE CLANDESTINE	3	1. — En zone non occupée	5
a) L'année 1940 :		2. — En zone occupée	5
1. — En zone occupée	3	d) L'année 1943 dans les deux zones	6
2. — En zone non occupée	4	e) L'année 1944	7
b) L'année 1941 :		II. — DIFFICULTÉS DE LA PRESSE CLANDESTINE	8
1. — En zone non occupée	4	III. — RÔLE DE LA PRESSE CLANDESTINE	9
2. — En zone occupée	4	Conclusion	10

La guerre intérieure

Aperçu général sur les mouvements de la Résistance

*Notes documentaires et études,
21 mars 1945 **

Alors que les mouvements de Résistance jouent un rôle considérable dans la vie politique française, tant par les journaux nés de la Résistance que par les formations politiques qui en sont issues ou par les courants d'idées dont la Résistance a été l'initiatrice, nous avons tenu à réunir un certain nombre de précisions concernant l'origine, l'évolution et la position actuelle des divers mouvements de Résistance ou des formations politiques nées de la Résistance (1) (...).

I. - Les mouvements de la Résistance

Les débuts des différents mouvements de la Résistance furent toujours modestes. A l'origine, un petit groupe d'amis posaient le principe de la lutte contre l'Allemand et organisaient un mouvement qui allait s'amplifiant de jour en jour.

En zone sud

Combat. - Ainsi, dès la fin de 1940, François de Menthon, Président de l'Association catholique de la jeunesse française, et quelques amis, fondèrent en zone sud « Liberté », qui était un mouvement et un journal à la fois.

En 1941, le capitaine Frenay créa *Les Petites Ailes*, journal d'abord dactylographié, puis ronéotypé, enfin imprimé en juillet 1941 - titre qui se changea d'ailleurs en celui de *Vérités*, en septembre 1941. A cette même date, Frenay et de Menthon

réunirent leurs deux mouvements ; de la fusion de « Liberté » et de « Vérités » naquit « Combat », qui groupa notamment des socialistes et des démocrates chrétiens sous la conduite d'hommes sans passé politique. Plus tard, François de Menthon se donna entièrement à la tâche d'animateur du Comité général d'études de la France combattante.

De décembre 1942 jusqu'en 1943 « Combat » est resté en zone sud. En même temps, se créaient des groupes coloniaux de « Combat », notamment en Afrique du Nord où le chef de « Combat » était Capitant.

Libération-Sud. - C'est en octobre 1940, qu'Emmanuel d'Astier de la Vigerie et quelques autres personnalités décidèrent de « faire quelque chose pour lutter contre l'Allemagne ». Au début, jusqu'en février-mars 1941, ce fut une activité sporadique sans organisation d'ensemble : convoyage des Anglais du Nord vers l'Espagne, renseignement, affichage de tracts à Marseille, Toulouse, Nîmes...

A Lyon, Clermont, Toulouse, Marseille, Nice, se formèrent ainsi de petits groupes ; les principales réunions se tenaient à Marseille. En mai 1941, le journal *Libération*, imprimé à Clermont, est créé. Le premier numéro parut en juillet 1941 et, assez vite, il atteignit le chiffre de 10 000 exemplaires. La rédaction était assurée par d'Astier, André Philip, Aubrac, etc.

Le mouvement groupait un grand nombre de socialistes et de syndicalistes, tels Ferri Pisani (qui cachait alors Léon

* NDLR - « Notes documentaires et études », hors-série, n° 14, ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 21 mars 1945.

(1) NDLR - Cette étude ne prend pas en compte les partis politiques résistants dont précise le ou les auteurs « l'action et le programme sont bien connus ».

Jouhaux), Daniel Mayer, le docteur Lévy, etc.

En février-mars 1942 un premier contact officiel eut lieu avec le général de Gaulle. (Morandat est parachuté à Lyon ; d'Astier part secrètement pour Londres). Le mouvement eut, dès lors, des contacts réguliers avec la France Libre.

En juin-juillet 1942 « Libération-Sud », ainsi que « Franc-Tireur » et « Combat » furent reconnus officiellement par le général de Gaulle, et consacrés comme mouvements de Résistance. La déclaration du général de Gaulle de juin 1942, acceptée par ces mouvements, devint en quelque sorte la Charte de la Résistance en zone Sud.

Franc-Tireur. – C'est à Lyon que parut, en 1941, sous le nom de *France-Liberté*, une modeste feuille ronéotypée qui est l'avant-garde de *Franc-Tireur*. Une première équipe de six préside aux destinées de ce journal : Jean-Pierre Lévy, Avinin, de Lyon (dit Talbert) ; Péju (dit Charbonnier) ; Soudeille (dit Jean-Jacques) ; Clavier (dit Lafleur) ; Pinton (premier adjoint au maire de Lyon) ; puis Georges Altman (Chabot) et peu après Petit (Claudius), qui devait représenter « Franc-Tireur » à l'Assemblée d'Alger.

En 1942, Georges Altman et Péju prirent la direction du journal ; en 1943 *Franc-Tireur* se transporta à Paris imprimé à Alfortville (100 000 exemplaires chaque mois (2)).

Mentionnons pour mémoire quelques-uns des nombreux mouvements régionaux et locaux de zone sud, tels que « Libérer et Fédérer » (Lyon) (socialiste révolutionnaire), dans la région toulousaine, « France d'abord », « La France au Combat », dans l'Ardèche, etc.

En zone nord

Divers mouvements avaient simultanément fait leur apparition en zone nord :

Libération-Nord fut fondée en septembre 1941, et comprit des groupes d'actions, des groupes de renseignements et des éléments de l'Armée secrète (cette dernière, fondée en janvier 1943).

Le mouvement fut créé après entente entre des représentants de la CGT, de la CFTC et des socialistes. Son Comité directeur était présidé par Charles Laurent, Secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires.

Les personnalités marquantes en étaient Saillant, Gaston Tessier (Secrétaire général de la CFTC), Ribière (socialiste).

« Libération-Nord » se caractérisait donc par ses tendances syndicalistes.

« Libération-Nord » a voulu rester un mouvement indépendant et ne fait pas partie du MLN.

« Libération-Nord » faisait paraître le journal *Libération*, qui était le seul journal clandestin hebdomadaire avec *L'Humanité*.

L'OCM ou « Organisation civile et militaire », créée en 1942, groupait des formations civiles et des formations para-militaires. Elle avait à sa tête Maxime Blocq-Mascart et comprenait notamment des personnalités de la finance et de la grande industrie, ainsi que des représentants des grands corps de l'Etat.

L'OCM faisait paraître *Les Cahiers de l'OCM*.

L'OCM n'était pas rattachée au MLN (dont nous parlerons plus loin), mais avait conclu une entente avec « Libération-Nord », sous le nom de « Union travailliste de la Libération ». Chacun des deux groupements resta autonome.

La Voix du Nord est un des plus anciens mouvements de Résistance. Son action s'étendait sur le Nord, le Pas-de-Calais ; Lille et Roubaix en étaient les centres les plus importants. Son chef est M. Dassonville.

La « Voix du Nord » a été rattachée au MLN au début de 1944.

Le mouvement a pris une grande part à la libération de la région du Nord. Il publiait un journal *La Voix du Nord*, qui est, à l'heure actuelle, un des plus grands quotidiens régionaux.

Actuellement, il y a des divergences dans son équipe : Dassonville reconnaît le MLN, et le journal est dirigé par un groupe qui n'admet pas le MLN.

(2) On trouvera plus loin des précisions concernant la fédération de Combat, Franc-Tireur et Libération, en Mouvement unis de la Résistance (MUR).

Sans doute, cependant, le journal suivra-t-il le MLN.

Défense de la France. – C'est dans l'hiver 1940-1941 que Philippe Vianney et Robert Salmon se mirent d'accord pour tenter de lutter contre les Allemands. Ils ne pensaient pas, au début, à l'action directe, mais à l'action sur les esprits par la diffusion d'un journal (le premier numéro parut à Paris, le 14 juillet 1941). A Vianney et Salmon se joignirent Jurgensen, Blank et des groupes d'étudiants parisiens et universitaires.

Leur activité portait sur trois points principaux :

1° *Publication et diffusion du journal.* – Le journal, remarquable par l'intérêt de ses articles, aurait fini par atteindre un tirage de 200 000 exemplaires ;

2° *Lutte contre la déportation.* – Le Mouvement a ainsi ravitaillé le CAD (Comité d'action contre la Déportation), en fournissant des faux papiers aux ouvriers et aux Alliés ;

3° *Action para-militaire.* – Formation de groupes armés, surtout dans la région parisienne et la Bretagne.

Au début, « Défense de la France » a tenu à se limiter à la lutte contre les Allemands et a voulu s'abstenir de faire de la politique. Rappelons toutefois que, dans une lettre ouverte au Général Giraud et au Général de Gaulle, « Défense de la France » n'a pas hésité, dès le 10 janvier 1943, à proposer que le Général de Gaulle prît la direction du gouvernement et le Général Giraud le commandement de l'armée.

Depuis la Libération, « Défense de la France » a pris position sur le plan de la politique intérieure. Le mouvement préconise un rassemblement commun de la Résistance qui doit avoir pour programme :

- La continuation de la guerre jusqu'à la victoire finale ;
- L'épuration ;
- La reconstruction.

Ceux de la Libération. – Mouvement qui a annexé le mouvement « Vengeance », organisation avant tout para-militaire, active dans la région parisienne et en Normandie.

Médéric en était une des personnalités les plus marquantes.

Résistance. – Mouvement fondé en octobre 1942 et qui comprenait surtout des

membres de la Jeune République et des Démocrates populaires, groupés autour de Maurice Lacroix, Lecourt et Ferréol. Il publia, dès les débuts un journal imprimé dont le tirage varia entre 20 000 et 75 000 exemplaires. Le mouvement avait aussi des officines de faux papiers et un service de renseignements.

Ceux de la Résistance. – Le nom de « Ceux de la Résistance » n'a été donné qu'au début de 1943, et bien des Groupes formés en 1941 et 1942 et qui tombèrent en partie alors, en s'agrégeant formèrent « CDLR » (en particulier, le Groupe formé en 1940 par Robert Guédon, qui avait organisé dès 1940 des Groupements de Résistance en Normandie, Bretagne et région parisienne).

Primitivement ONR (Organisation nationale de la Résistance), le mouvement, au début de 1943, avait des ramifications uniquement en zone nord ; il s'étendait spécialement en Normandie, sur la région « O », Marne, Reims, Epernay, Châlons, région de la Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Ardennes, Doubs, Haute-Marne et région de Nantes. A la fin de 1943, le mouvement avait touché des groupes très importants à Paris, en Seine-et-Oise, et en Seine-et-Marne.

« CDLR » est surtout un mouvement de Résistance ; il s'est abstenu de toute action politique ; pendant la clandestinité, il a refusé de faire paraître un journal de crainte de voir les militants se détacher de lui. Il avait, depuis le milieu de 1943, un bulletin dactylographié, puis ronéotypé, mais qui n'a pas été transformé en quotidien lors de la Libération. Il fait paraître un hebdomadaire *Volontés*, dont le premier numéro date du 29 novembre.

Le mouvement était essentiellement para-militaire ; au moment de l'insurrection, les Groupes francs de la région parisienne ont pris une part active au combat (en particulier à la prise de l'Hôtel de Ville).

A l'heure actuelle, ce que préconise essentiellement CDLR, c'est l'union des mouvements de Résistance ; d'où des conversations très poussées avec le MLN pour que les autres mouvements s'agglomèrent autour d'un mouvement central, FN compris.

Les personnalités les plus marquantes du mouvement sont :

– Le Commandant Vaillant, Vice-Président du COMAC ;

– Jacques Lecompte-Boinet, Président de la Commission des voies et communications du CNR et Vice-Président de la Commission de l'équipement national à l'Assemblée consultative ;

– Hamon, Vice-Président du Comité parisien de la Libération ;

– Burdot de Fontenay, Commissaire de la République en Normandie ;

– Chailley-Bert, Commissaire de la République à Nancy ;

– Michel Debré, Commissaire de la République à Angers ;

– Jean-Jacques Mayoux, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères ;

– Le Colonel Hirsch Ollendorf, Commandant la XX^e région militaire.

Le Mouvement des Prisonniers de guerre et déportés (MPGD). – Organisation clandestine de formation récente – janvier 1944 – créée par la fusion de deux mouvements de la Résistance, celui des Prisonniers de guerre et celui des Déportés. Il a fait paraître le journal *Libres*.

Le Front national. – Est né en mai 1941. Sa création a répondu au programme, qui était notamment celui du Parti communiste, de réunir toutes les bonnes volontés résolues à lutter contre les Allemands. Les rapports du FN avec le Parti communiste ont été, dès l'origine, étroits et cordiaux, encore que le mouvement comprenne des éléments très divers : aussi bien des communistes comme Cachin, que des hommes de droite, comme François Mauriac, Jacques Debû-Bridel (disciple de Péguy, Déroulède et Maurice Barrès), le RP Philippe, des prêtres, des pasteurs protestants, etc.

Le FN préconise le rassemblement de tous les Français pour rendre à la France son rang de grande puissance, le premier but qu'il s'était fixé, était de faire la guerre ; le FN a été, dès le début, hostile à l'attentisme, et a préconisé la libération du sol français par le peuple français lui-même. Les Francs-Tireurs et Partisans étaient son organisation para-militaire ; et l'on connaît leur rôle dans la lutte pour la libération du territoire.

Le FN voudrait que soit formée une armée nationale avec les troupes levées dans la clandestinité et que ces

troupes soient armées et vêtues immédiatement.

Le FN préconise, pour gagner la guerre, la renaissance de l'industrie française. Et pour réaliser cette renaissance, envisage le principe de la nationalisation de l'industrie, en commençant par la réquisition des usines.

Le FN demande aussi, énergiquement, le châtimement des traîtres.

L'organisation du FN est (et était) à la fois géographique et corporative.

1° *Organisation géographique* ou verticale, par échelons FN dans la commune, l'arrondissement, le département, la Nation, avec un Comité directeur pour la zone nord, un Comité directeur pour la zone sud et un Comité central ; des congrès par arrondissement, département, et congrès national prévus. Le Comité directeur du FN comprend, à l'heure actuelle, les membres suivants :

– Président : Frédéric Joliot-Curie ;

– Vice-Présidents : Docteur Henri Wallon, Justin Godard ;

– Secrétaire général : Pierre Villon, membre du Bureau permanent du CNR ;

– Membres du Bureau : M^{me} Madeleine Braun ; RP Philippe, provincial des Carmes de Paris ; Laurent Casanova ; Pierre Le Brun ; Georges Marrane ; Max André ; Louis Aragon ; Louis Bergeron ; Georges Bidault ; Pierre Blanchard ; Boe ; Jacques Bounin ; Pierre Burgeot ; M^{gr} Chevret ; M^{lle} Ginette Gras ; Professeur Robert Debré ; Jacques Debû-Bridel ; Pasteur Eberhart ; Yves Farges ; Benoît Frachon ; M^{me} Halbwachs-Basch ; Francis Jourdain ; Paul Langevin ; François Mauriac ; Ernest Ferney ; Rambaud ; Abbé Sage ; Pierre Seghers ; René Tavernier ; Jean Thomas ; Paul Viennay ; Général Dassault ; Zunino ; Henry Chonnell.

2° *Organisation corporative* :

FN des écrivains ;

FN des professeurs qui avait pour journal *l'Université libre* ;

FN des instituteurs qui avait pour journal *L'Ecole laïque*, imprimée dès fin 1940, avant même la constitution du FN ;

FN des médecins qui avait pour journal *Le Médecin français* ;

FN du cinéma et du théâtre, qui avait une page dans les *Lettres françaises* ;

FN des juristes, qui avait pour journal *Le Palais libre*.

Pour les ingénieurs, l'Union des cadres industriels de la France (UCIF) comprenait beaucoup d'amis du FN et tirait son journal.

Les journaux étaient diffusés à Paris et envoyés en province par poste.

Le journal central du FN, *Le Front national*, paraissait en principe tous les mois, à Paris ; les premiers numéros ont été ronéotypés dès la fondation du Mouvement.

En province, paraissaient :

– *Le Patriote du Pas-de-Calais* (45 000 exemplaires en juin 1944) ; *Le Nord libre* ; *La Picardie libre* ; *Le Patriote de l'Oise* ; *Le Patriote de Normandie* ; *Le Patriote des Côtes-du-Nord* (25 000 exemplaires tous les mois) ; *Le Patriote*, journal de zone sud, qui a subsisté après la suppression de la ligne de démarcation et qui est devenu *Le Patriote de Lyon*, journal tiré à 10 000 exemplaires en Corse.

Le FN a 12 délégués à l'Assemblée consultative pour la France, un pour la Corse, un pour la Tunisie, et un comme membre du CNR : Villon.

II. – La tendance vers un rassemblement de la Résistance (FN et MLN)

Pendant assez longtemps, ces différents mouvements restèrent sans liens étroits les uns avec les autres. Cependant, au début de 1943, se créèrent les Mouvements unis de la Résistance, les MUR par la fusion de « Combat », « Franc-Tireur » et « Libération-Sud », auxquels se joignirent « La France au Combat » (patronnée par le Parti socialiste à la fin de 1943).

Les MUR couvraient toute la zone sud, qui comprenait les centres de Lyon, Marseille, Clermont, Toulouse et Montpellier.

Ils avaient des groupes para-militaires, des groupes de l'AS (3) et des groupes Francs.

Un rassemblement des Forces de la Résistance s'était donc fait en zone sud. L'idée d'élargir ce mouvement primitif et de l'étendre à la zone nord se fit jour.

Ainsi, en février 1944, divers mouvements de la Résistance de zone Nord s'unirent aux MUR pour former le MLN (Mouvement de Libération nationale). Il groupait :

Combat, Libération-Sud, Franc-Tireur, La France au combat, donc les MUR ; Défense de la France, Résistance, Lorraine, La Voix du Nord.

Ces mouvements se sont unis pour grouper les forces de la Résistance ; pour développer l'action immédiate et préparer l'insurrection. Le MLN entend continuer la lutte pour réaliser la pleine indépendance nationale française et établir une République nouvelle, travailler à la destruction des trusts et à la collectivisation progressive de l'économie.

La structure du MLN demeure ce qu'elle était dans la clandestinité : échelon local, échelon départemental, échelon régional, Comité directeur du MLN.

Le Comité directeur du MLN est composé des membres suivants :

Membre d'honneur : Robert Lacoste ;

Membres : Henri Frenay, Philippe Vianney, Robert Salmon, Marcel Degliane, Georges Rebattet, Jacques Baumel, Maurice Chevance, André Hauriou, Pierre Hervé, Maurice Kriegel, Yvon Morandat, Maurice Ouvillon, Alfred Malleret, Jean-Pierre Lévy, Antoine Avinin, Elie Péju, Eugène Petit, Albert Bayet, Georges Altman, Jean Jurgensen, Aristide Blank. André Bossin, Henri Ferréol, René Fellab, Jean Valdeyron, Pierre Ehrbart, Leduc, Jacques Lecompte-Boinet, Jean de Vogüé, Goldenberg, Stib, Dulac, M^{me} Girard, Guy de Boisson.

Il a un Bureau politique, dont le Président fut d'abord Emmanuel d'Astier et le Secrétaire général, Pascal Copeau ; d'Astier et Copeau ont dû démissionner le 15 novembre 1944 et ils ont été remplacés par Petit (Franc-Tireur) et Baumel.

Le MLN a une Commission de propagande, une Commission administrative, un Service d'action féminine, un Service sportif, un Service artistique, un Service de Radio-Cinéma.

Il prévoit la création d'universités populaires.

(3) NDLR – Armée secrète.

Le MLN a trois représentants au CNR : 27 délégués à l'Assemblée Consultative, et 2 ministres : Frenay et Robert Lacoste.

Ainsi, on assiste à un regroupement des Forces de la Résistance ; en effet, il ne reste dans l'ancienne zone sud que le FN qui soit en dehors du MLN, et en zone nord : le FN, l'OCM, Libération-Nord, CDLR, et Ceux de la Libération. L'évolution, qui, d'une cellule locale a mené à la création d'un mouvement régional, puis au Mouvement de zone, et au Mouvement national, aboutira-t-elle à la constitution d'un seul parti de la Résistance ?

Si, à l'heure actuelle, le MLN propose de constituer, avec Libération-Nord et l'OCM une Union travailliste, qui serait un parti *français, démocratique et socialiste*, il n'en est pas moins opposé à une fusion complète avec le FN ; car, dit-il, il ne peut y avoir un parti unique. Il propose cependant au FN d'entrer dans un front commun de la Résistance, chacun des deux mouvements FN et MLN conservant une certaine indépendance.

Le FN, par contre, préconise la fusion complète des deux mouvements, car, pour lui, le compartimentage de la France en partis n'est pas nécessaire.

La fusion, dit-il, peut se faire en appelant les adhérents des deux mouvements :

- À se réunir en commun, village par village, quartier par quartier, ville par ville, entreprise par entreprise ;

- À déterminer démocratiquement dans ces réunions l'action immédiate à réaliser dans le sens de l'application du programme d'action du CNR ;

- À élire des directions de sections locales et d'entreprises fusionnées et déléguées à des congrès départementaux ;

- À tenir ensuite des congrès départementaux uniques et un congrès national qui éliront des directions départementales à la direction nationale du mouvement unifié.

Pour aboutir à cette unification totale, des Commissions paritaires d'unification pourraient être immédiatement constituées à l'échelon national et aux échelons départementaux et locaux, avec

le but d'élaborer des appels et les instructions nécessaires et de procéder à l'organisation pratique des réunions et des congrès communs. Ainsi se formeraient les *Etats généraux de la Renaissance française*.

Le programme de ce qui serait le *Front uni de la Renaissance française* se résumerait ainsi :

- participation de la France à la guerre avec toutes ses forces ;
- réalisation d'une armée puissante ;

- élimination du sabotage ;
- véritable épuration ;
- châtiment des traîtres et confiscation de leurs biens ;

- révision des taxes qui pèsent sur l'agriculture et sur le ravitaillement des centres urbains ;

- développement de la garde civique républicaine gardienne des libertés démocratiques, de la vie des patriotes et du relèvement national.

III. - Le Conseil national de la Résistance et les Forces françaises de l'Intérieur

Le CNR

Sur l'initiative de Max (4) (à son retour de Londres où une mission lui avait été confiée), fut créé, en mai 1943, le Conseil national de la Résistance. Il comprenait les représentants de seize organisations ou partis :

- le Parti communiste, avec André Mercier, puis Auguste Gillot ;

- le Parti socialiste, avec Daniel Mayer ;

- le Parti radical, avec Rucart, puis Paul Bastid ;

- le Parti démocrate chrétien, avec Georges Bidault (remplacé après la Libération par André Colin) ;

- l'Alliance démocratique, avec Joseph Laniel ;

- La Fédération républicaine, avec Jacques Debû-Bridel ;

- le Front national, avec Pierre Dumont ;

(4) NDLR - Jean Moulin.

- l’OCM, avec Maxime Blocq-Mascart ;
- Ceux de la Libération, avec André Mutter ;
- Ceux de la Résistance, avec Jacques Lecompte-Boinet ;
- Libération-Nord, avec Henri Ribière ;
- La CGT, avec Saillant ;
- La Confédération des travailleurs chrétiens, avec Gaston Tessier ;
- Libération-Sud, avec Emmanuel d’Astier de la Vigerie, puis Pierre Hervé ;
- Combat, avec Frenay, puis Marcel Degliame ;
- Franc-Tireur, avec Pierre Lévy, puis Avinin.

Après l’arrestation de Max, le CNR élu comme Président Georges Bidault, qui le resta jusqu’après la Libération de Paris ; il fut alors remplacé par Saillant.

Le CNR avait à cette époque un bureau permanent, composé de : Georges Bidault ; Villon, du FN ; Saillant, de la CGT ; Copeau, puis Avinin, des MUR ; Blocq-Mascart.

À toutes les réunions assistaient le Président de la Délégation du Général de Gaulle, qui fut Parodi, dans les derniers temps, et uniquement ceux des membres du CNR qui avaient des communications à faire.

Le CNR se réunissait une fois par semaine, en observant des consignes d’extrême prudence : le lieu de rendez-vous était différent chaque fois et les membres du CNR, qui s’y rendaient, ignoraient jusqu’au dernier moment où aurait lieu la réunion.

Le CNR était le lien constant entre les divers partis politiques et les mouvements de la Résistance. C’était, en somme, le gouvernement clandestin de la France occupée.

Il existait, au sein du CNR, des commissions (Commission du Travail, de la Guerre, de l’Economie nationale, des Affaires étrangères, etc.), qui correspondaient en France aux départements ministériels. Au moment de la Libération, elles ont été en liaison avec les secrétaires généraux provisoires.

Le programme du CNR, adopté à l’unanimité, le 15 mars 1944, comportait, d’une part, un plan d’action immédiate, d’autre part, des mesures à appliquer dès la libération du territoire (5).

Plan d’action immédiat. – C’est le CNR qui a prévu l’organisation des Comités de la Libération, Comités locaux placés sous la direction des Comités départementaux de la Libération (CDL).

Il a prescrit que l’état-major national des Forces françaises de l’Intérieur donnât l’ordre à toutes les formations des FFI de combattre l’ennemi dès cette époque en harcelant les troupes, fût distribuer les dépôts d’armes et coordonnât l’action militaire avec l’action de résistance de la masse de la nation.

Mesures à appliquer dès la Libération du territoire. – Le CNR prévoyait l’établissement du gouvernement provisoire de la République, l’établissement de la démocratie la plus large.

Les réformes indispensables sur le plan économique et social ; nationalisation des grands moyens de production ;

Développement des coopératives ;
Amélioration du régime du travail
et plan complet de sécurité sociale ;
Rajustement des salaires ;
Assainissement de la monnaie ;
Extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales, etc.

Les forces françaises de l’Intérieur

Les différents mouvements avaient tous des groupes para-militaires. C’est à la fin de 1943 que les Forces françaises de l’Intérieur ont été créées ; elles devaient comprendre l’AS (Armée secrète), les FTP (Francs-Tireurs Partisans) et l’ORA (Organisation de l’Armée).

Elles relevaient, en principe, d’une Commission du CNR (COMIDAC), puis COMAC, dont le président était Villon.

Le COMAC comprenait Villon, Valrimont, Vice-Président des MUR, de Vogüé, représentant des Mouvements de Résistance des zones nord. Les FFI furent placées en 1944, sous le commandement du Général Kœnig.

(5) NDLR – Cf. p. 121.

IV. - Les journaux parisiens nés de la Résistance

La plupart des journaux nés dans la clandestinité ont continué à paraître après la Libération et sont devenus d'importants quotidiens ou hebdomadaires.

Quotidiens

France-Soir est la continuation de *Défense de la France* clandestin, qui était un journal mensuel imprimé depuis le 14 juillet 1941, à Paris, et qui tirait à 200 000 exemplaires environ.

La direction en est assurée par Philippe Vianney et Robert Salmon (qui supervise le secteur politique intérieure).

Blank en est l'administrateur.

Jurgensen supervise le secteur politique extérieure.

La rédaction comprend les meilleurs techniciens : Lazareff, Pierre Bénard, René Dulin ; l'équipe sportive est, elle aussi, excellente.

France-Soir a quatre éditions, et tire à 265 000 exemplaires en moyenne. Le journal est lu surtout à Paris et dans la région parisienne, Lille, Amiens, Rennes, région de Brest, de Nantes et l'Est (région de Nancy).

Libération-Soir paraissait chaque semaine, photocopié, puis imprimé depuis 1941.

Les directeurs en sont : M. Boyer et M. Texier.

Libération-Matin se rattache à *Libération-Sud*, qui parut, imprimé deux fois par mois, depuis 1941 ; le journal, né à Lyon, est diffusé dans toute la zone sud et en 1944 aussi dans la zone nord.

Emmanuel d'Astier et Léon Rollin en sont les dirigeants. Parmi les collaborateurs du journal, citons : Jean Oberlé, R. Vaillant, Claude Martial.

Combat se rattache à *Combat*, qui a paru à Lyon, imprimé dès l'été 1941. Le journal était tantôt mensuel, tantôt bi-mensuel, et avait un tirage supérieur à *Défense de la France*, pendant la clandestinité (175 000 exemplaires).

Le directeur en est Pascal Pia et le rédacteur en chef Albert Camus.

France-Libre, journal de Ceux de la Libération-Vengeance, du groupe

Médéric, n'existait pas comme journal pendant la clandestinité, mais paraissait sous forme de bulletin.

Son directeur est Raoul Peigné.

Franc-Tireur est la continuation du *Franc-Tireur* clandestin ; journal imprimé depuis décembre 1941, mensuel alors.

Il a été distribué à Paris à partir de 1944.

Il se rattache au MUR et au MLN et ne doit pas être confondu avec les *Francs-Tireurs* régionaux, organes du FN. L'équipe de *Franc-Tireur* est la même que dans la clandestinité : Albert Bayet, qui en est le directeur, Péju, J.-P. Lévy, Avinin, Georges Altman, etc.

Front national, journal central du FN, a pour directeur Jacques Debû-Bridel, et pour rédacteur en chef Georges Adam.

En dehors du *Front national*, le Mouvement fait paraître un grand nombre d'hebdomadaires ou de journaux bi-mensuels corporatifs.

Le *Parisien libéré*, journal de l'OCM, a pour directeur Claude Bellanger.

Résistance, qui existait depuis 1942, a pour directeur Maurice Lacroix.

Libres, journal du Mouvement des Prisonniers de guerre et Déportés, a pour directeur Claude Bonnet.

Parmi les quotidiens de province, nés de la Résistance, citons *La Voix du Nord*, de tendance socialiste, très avancée, dont le directeur est Houque. C'est un des plus grands quotidiens régionaux. Il tire à 300 000 exemplaires.

Parmi les anciens journaux qui avaient continué à paraître clandestinement et qui paraissent de nouveau, citons :

Le Populaire, qui avait commencé à paraître à Marseille en juillet 1942. Il y avait, au moment de la Libération, 7 éditions du *Populaire* en France : *Le Populaire national*, *Le Populaire Sud*, *Le Populaire Sud-Est*, *Le Populaire Limousin*, *Le Populaire Bas-Languedoc*, *Le Populaire Seine-et-Oise*.

L'équipe du *Populaire* était dirigée par Daniel Mayer.

L'Humanité paraît clandestinement depuis 1939 ; hebdomadaire photocopié ou imprimé.

Les rédacteurs sont pris parmi l'ancienne équipe du parti communiste.

Hebdomadaires

Action, organe du COMAC et dirigé par Kriegel Valrimont.

Le Courrier français du Témoignage chrétien, qui est la continuation du journal du même nom dont s'occupait Mandouze.

France d'abord, hebdomadaire des FTPF (Front national). Son directeur est M. Descartes.

La Marseillaise, hebdomadaire du FN (Ile-de-France) et dirigée par André Carrel.

Les Lettres françaises, continuation des *Lettres françaises clandestines*, qui, sous la direction de Claude Morgan, diffusaient la pensée française par les articles de Georges Adam, François Mauriac, Georges Duhamel, René Laleu, Jean Guehenno, Louis Aragon, Claude Aveline,

Edith Thomas, Jacques Maritain, Elsa Triolet, etc.

La Terre, hebdomadaire paysan du Parti communiste ; directeur : Waldeck-Rochet ; rédacteur en chef : Guzenec ; collaborateurs : Bernard Paumier, Roger Payen, etc.

La Vie ouvrière : directeur, Gaston Monmousseau, rédacteur en chef : Delanous.

Bi-mensuels et mensuels

Le Médecin français, organe bi-mensuel du FN des médecins ; rédacteur général : Dr G. Baissette ; principaux collaborateurs : R. Debré, G. Duhamel, Funck-Brentano, Joliot-Curie.

L'Université libre, organe des Comités universitaires du FN publie des articles de G. Roussy, A. Pacaud, etc.

La presse clandestine en France sous l'occupation allemande (1940-1944)

Notes documentaires et études,
24 décembre 1945 *

Introduction

La libération progressive de la France par les troupes françaises et alliées en 1944 produisit, sur la presse française, un effet radical. Tous les journaux, quotidiens et hebdomadaires, toutes les revues et autres périodiques qui, pendant quatre ans, s'étaient étalés « légalement et ouvertement » disparurent du jour au lendemain.

Instruments dociles ou obligés de la propagande allemande ou vichyssoise, leur sort était lié à celui de leurs maîtres. Dans une France libérée et renaissante, ils n'avaient plus aucun droit, aucun rôle, aucune tâche à remplir.

Le lendemain même de leur disparition, derrière l'ennemi qui avait fui, une presse nouvelle les remplaçait. (...)

Cette mise en place immédiate, ordonnée, sans heurts et sans interruption, ne surprit personne. Tout le monde connaissait la force des mouvements de Résistance et l'action déjà éprouvée de leurs organes d'information et de propagande.

Cette presse « nouvelle », en effet, ne naissait pas spontanément. Elle avait derrière elle toute une longue expérience. (...)

C'est l'histoire de ces années de lutte, de misère et d'héroïsme de la presse clandestine que nous avons voulu résumer dans les pages qui suivent.

I. - Histoire de la presse clandestine

L'année 1940

Au lendemain de l'Armistice, il convient ici de le rappeler, la France se trouva partagée en deux zones : la zone

* NDLR - « Notes documentaires et études », n° 206, (série française - LVIII), ministère de l'Information, Direction de la Documentation, 14-16, rue Lord-Byron, Paris (8^e), 24 décembre 1945.

occupée, directement soumise aux Allemands ; la zone libre, administrée par le gouvernement de Vichy jusqu'en novembre 1942, époque à laquelle les nazis s'installèrent sur tout le territoire français et le contrôlèrent de plus en plus étroitement.

Tous les journaux imprimés en France furent naturellement soumis aux directives de la propagande allemande mais par des moyens différents. En zone Nord, les directives étaient données directement et la presse devait prendre obligatoirement les consignes de la Propagandastaffel (52, avenue des Champs-Élysées). En zone sud, même après l'occupation totale de novembre 1942, les directives allemandes ne s'exercèrent que par des moyens indirects, la presse étant censée ne dépendre que du ministère de l'Information.

Cette situation de la France précisa les orientations de la Résistance. (...)

En zone occupée

Les premiers mouvements de Résistance apparurent sous forme de groupes d'études secrets et de bulletins clandestins d'abord ronéotypés, quelquefois imprimés avec plus ou moins de régularité. Autour de chaque bulletin se développait un petit groupe de propagande et d'action. Plusieurs petits mouvements furent ainsi créés, vivant quelques mois, disparaissant, fusionnant avec d'autres, réapparaissant, gardant la forme fluide indispensable pour échapper à la Gestapo.

C'est à Paris que furent fondés les principaux journaux parus en 1940, en zone occupée. Dès juillet circulaient dans la capitale des papiers intitulés « *Conseils à l'occupé* » qui, dactylographiés, passaient de main en main, étaient reproduits sous forme de chaîne et constituaient ainsi le premier trait d'union à travers la population.

En octobre, naissait *Pantagruel*. Le journal se présentait comme une « feuille française d'informations » « Ni vendue ni à vendre ». Rapidement, *Pantagruel* connut un important tirage, atteignant 10 000 exemplaires vers la fin de 1941. Mais toute sa direction fut arrêtée et fusillée. Le journal dut cesser sa publication.

A peu près au même moment parut *En Captivité* « l'organe des fils de France », journal de tendance catholique qui faisait sienne la fière devise de Foch :

« On n'est vaincu que lorsqu'on s'avoue vaincu ». (...)

En décembre, *Résistance* « le journal de la Libération nationale » fit son apparition, également à Paris. Son existence fut courte. Il dut disparaître vers la fin de 1941, la plupart des membres de sa rédaction ayant été arrêtés et fusillés.

Le mouvement des intellectuels résistants avait commencé à s'organiser à Paris dès la rentrée d'octobre (...).

Vers novembre-décembre, les professeurs d'Université et de lycée créèrent un organe bi-mensuel, *L'Université libre*, qui n'interrompit pas une seule fois sa publication pendant quatre ans.

De leur côté, les écrivains de zone nord faisaient imprimer les deux épais numéros de *La Pensée libre* distribués en 1941 à travers toute la France.

En 1940, les partis politiques n'étaient pas encore réorganisés. Seul subsistait le Parti communiste qui vivait dans l'illégalité depuis 1939. Poursuivi, traqué, il continua cependant, au prix de mille difficultés, à faire reparaître ses principaux organes de presse et de propagande : *L'Humanité*, *La Vie du parti*, *La Politique communiste*, *L'Avant-Garde*, *les Cahiers du Bolchevisme*, *La Terre*, *La Vie ouvrière*, *le Réveil des Artisans et Commerçants*, etc. Quatre rédactions successives de *L'Humanité*, l'une d'entre elles comprenant Gabriel Péri, furent arrêtées et la plupart de leurs membres fusillés, sans entraîner la disparition du grand journal communiste. Au moment de la Libération, plus de 300 numéros de *L'Humanité* avaient paru, représentant un tirage global de près de 50 000 000 d'exemplaires.

En zone non occupée

En zone libre, l'opinion n'était pas aussi avancée qu'en zone nord. Le gouvernement de Vichy faisait écran entre le peuple et l'occupant. Des industriels se réjouissaient ouvertement de la défaite, instrument de revanche contre le Front populaire ; d'autres, effondrés, estimaient qu'on ne pouvait plus rien connaître, rien comprendre, rien juger, rien faire et suivaient aveuglément le vieux Maréchal.

L'effort de la presse fut donc de renseigner l'opinion, de reprendre et de répandre les mots d'ordre de la radio de Londres, de fournir des renseignements

sur ce qui se passait en France et en particulier sur le pillage de notre économie. La propagande clandestine fut donc, en zone Sud, au premier plan des préoccupations de la Résistance.

Au lendemain de l'Assemblée nationale de Vichy (1), certains parlementaires de l'opposition s'étaient réunis et avaient rédigé une déclaration motivant leur vote. Cette déclaration fut dactylographiée de nombreuses fois et par le système de la chaîne, portée assez vite, à la connaissance du public.

Au mois d'août, des lettres furent mises en circulation. Elles étaient intitulées : *Tour d'horizon* et signées du Général Cochet. Dans le même temps se constituait le mouvement « Libération nationale ».

En septembre, ne disposant pas d'autres moyens, quelques groupes de deux ou trois personnes écrivaient des tracts dactylographiés à une trentaine d'exemplaires. Chacun de ces tracts se terminait invariablement par la phrase : « Copiez ce tract vous-même 20 ou 30 fois et faites circuler ».

C'est le 25 novembre que le premier « grand » journal : *Liberté* fit son apparition dans les régions de Lyon et de Montpellier. Il était l'organe du mouvement fondé par François de Menthon. (...)

L'année 1941

En zone non occupée

Liberté n'était qu'un commencement. Pendant le premier trimestre de l'année 1941, des *Bulletins d'information et de propagande*, d'abord dactylographiés, puis ronéotypés, circulèrent et connurent une rapide diffusion. En avril, ces bulletins transformés en journal prirent le nom de *Petites Ailes*. Le journal se présentait comme « organe du mouvement de Libération nationale ». Débutant par une édition ronéotypée à 400 exemplaires, il allait, en été, atteindre un tirage de 20 000 exemplaires et prendre le titre de *Vérités*.

Au mois de juillet, parut un nouveau journal, *Libération*, dirigé par Emmanuel d'Astier, et tiré à 15 000 exemplaires. « Organe du directoire des forces de libération française » puis, à partir de janvier

1942 « des forces de la Résistance française », le journal voulait « représenter dans la résistance tous les éléments de la communauté française ». (...)

Libération allait devenir très vite un des plus importants journaux de la presse clandestine et paraître deux fois par mois sans interruption pendant toute l'occupation, avec un tirage de 145 000 en 1943.

Les dirigeants des mouvements « Liberté », « Libération nationale » et « Vérités » se réunirent en août en vue d'une fusion ou d'une coordination de leurs activités. Après six mois de pourparlers, en décembre, ces trois mouvements décidèrent de mettre en commun les moyens dont ils disposaient en matière d'imprimerie et de papier et de se fondre dans un journal nouveau : *Combat*.

Combat parut en décembre, tiré à 10 000 exemplaires. « Organe du Mouvement de Libération française ». (...)

En fait, *Combat* fut avec *Libération* et *Franc-Tireur*, un des trois grands journaux de la zone Sud avec un tirage de 140 000 exemplaires en 1943 et plusieurs éditions locales et régionales.

Complétant le trio des grands clandestins, *Franc-Tireur* naissait à Lyon, en décembre également. « Mensuel dans la mesure du possible et par la grâce du Maréchal », il répudiait toute dictature. (...)

Cette même année 1941 apporta la preuve éclatante de la Résistance spirituelle qui s'affirmait un peu partout en France. En novembre parut le premier *Cahiers du Témoignage chrétien*. (...)

De deux mois en deux mois, ces opuscules de 38 à 42 pages, tirés à 18 000 exemplaires se succédèrent, apportant aux chrétiens, catholiques et protestants, les points de vue du christianisme résistant, sur les questions du jour (déportation, antisémitisme, collaboration, etc.).

En zone occupée

En zone nord, la Résistance poursuivait activement son organisation, lançant de nouveaux journaux et coordonnant ses efforts en vue de l'action.

A Paris, *Valmy*, « organe de la Résistance française à l'oppression », im-

(1) NDLR – Celle qui, le 10 juillet 1940, confie les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

primé sur une imprimerie jouet, fit une courte carrière de janvier à septembre.

A partir de mars, le mouvement « Libération » se développa en zone nord parallèlement au mouvement en zone sud. Son organe *Libération*, « hebdomadaire des Français - libres », tiré d'abord à 15 000 puis à 50 000 eut cette chance de pouvoir paraître régulièrement pendant toute l'occupation allemande.

L'édition parisienne des *Petites Ailes* parut également au début de l'année et eut un gros succès. Le numéro de juillet annonçait un tirage de 100 000 exemplaires.

C'est en juillet que vit le jour *Défense de la France*, un des journaux clandestins les mieux présentés, les plus lus dont le tirage sans cesse croissant atteindrait 400 000 en 1944.

En zone interdite, dans la même ligne que *Libération*, un mensuel : *La voix du Nord*, qui devenu par la suite *La Voix du Nord et du Pas-de-Calais*, s'affirmait comme un grand journal avec un tirage de 20 000 exemplaires, dès le premier numéro. Bi-mensuel plus tard, paraissant sur huit pages et tirant de 5 à 10 000 exemplaires, il réussit à paraître jusqu'à la Libération. (...)

A côté des mouvements de résistance proprement dits, les anciens partis politiques reconstitués clandestinement prirent dans la presse de la Résistance une place de plus en plus importante.

Le parti socialiste, notamment, publia en décembre *Socialisme et Liberté*, bulletin mensuel du « Comité d'action socialiste », mouvement fondé vers la fin de 1940 par des membres de l'ancien Parti socialiste.

Parmi les autres journaux parus pendant la deuxième moitié de 1941, il faut citer :

La France libre, « journal mensuel de propagande pour la libération de la France »,

La France continue, qui essaya de paraître avant la fin de l'année, et :

Vive la Liberté, « Cahiers libres d'information et d'action politique ».

L'année 1942

La presse clandestine fit, pendant l'année 1942, des progrès constants. Sa qualité s'améliora. Une présentation typo-

graphique convenable remplaça de plus en plus la misère héroïque des feuilles dactylographiées ou ronéotypées. Les idées de plus en plus précises et les tendances des nouveaux journaux, s'ajoutant aux anciens, dessinèrent plus exactement les contours de la Résistance.

En zone non occupée

Le Coq enchaîné était publié en mars. « Nous sommes des laïcs, des républicains, des démocrates, disaient les rédacteurs, dans leur profession de foi. Nous ne sommes pas des communistes, mais nous repoussons avec force l'anticommunisme. L'ennemi de la République n'a jamais été à gauche ».

Le premier avril, date symbolique, renaissait *Le Père Duchêne*, successeur du journal du même nom fondé en 1791 par le révolutionnaire Hébert. Aussi était-il âgé de 151 ans comme l'indiquait le premier numéro.

Dans le courant du printemps, le Parti socialiste déjà réorganisé en zone nord se reforma en zone sud. Le 15 mai, le premier numéro ronéotypé du *Populaire* reparaisait. Le n° 2 du 15 juin était imprimé et publiait le Manifeste du Comité d'action socialiste. (...)

Deux autres organes d'inspiration socialiste se créèrent pendant la même période :

– A Toulouse, *Libérer et Fédérer*, « organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France » qui eut un tirage de 5 000 exemplaires en 1943 ;

– *L'Insurgé*, « organe socialiste de libération prolétarienne ». (...)

En zone occupée

Les intellectuels qui, en 1940, puis en 1941 avaient imprimé et diffusé *La Pensée libre*, durent, sous les coups très durs des répressions allemandes et vichyssoises, interrompre la publication de cette revue. Celle-ci fut remplacée au début de 1942 par une revue mensuelle d'abord, ronéotypée puis imprimée sur quatre pages de petit format : *Les Lettres françaises*.

Sous cette forme bien humble encore, la revue littéraire fondée par Daniel Decourdemanche (Jacques Decour) groupa une pléiade des meilleurs représentants de la pensée française.

Les Lettres françaises contribuèrent particulièrement à faire connaître les œuvres résistantes et clandestines sorties des presses des Editions de Minuit.

Créer en France, sous l'oppression, une maison d'édition clandestine, cela semblait une gageure ! Elle fut tenue. Vercors et M^{me} Desvignes entreprirent l'opération à eux deux avec l'aide de Pierre de Lescure et le secours de cinq billets de mille francs (2). Plus tard, Paul Eluard s'en occupa également.

Le premier volume qui parut était signé Vercors et portait comme titre : *Le Silence de la mer*. L'ouvrage n'était tiré qu'à 500 exemplaires. Le succès en fut considérable tant en France qu'à l'étranger, où plusieurs éditions furent vite épuisées. D'autres œuvres devaient suivre. *Le Cahier noir*, de Forez (Mauriac) ; *Le musée Grévin*, de François la Colère (Aragon) ; *L'Honneur des poètes, Angleterre*, d'Argonne (Debû-Bridel) ; *Les Amants d'Avignon*, de Laurent Daniel (Elsa Triolet) et quinze autres constituèrent le trésor souterrain de la France en prison, l'expression magistrale de la liberté de l'esprit que nulle contrainte ne peut réduire. Ainsi fut atteint le but que se proposaient les éditeurs des Editions : « Témoigner aux yeux du monde de la constance spirituelle d'une France qui n'a pas démissionné ».

De leur côté, les musiciens et les poètes adhérant au Front national éditaient *Musiciens d'aujourd'hui*, tandis que le groupe des gens de théâtre faisaient paraître : *L'Art français*.

La Résistance était aussi active dans les groupes d'action que chez les intellectuels. Depuis longtemps déjà s'étaient formés des groupes francs, en particulier les Francs-Tireurs et Partisans qui accomplissaient un peu partout, à Paris et en province, leur utile besogne de sabotage. Des organes d'information et de liaison devenaient indispensables pour eux. On créa *France d'abord* et spécialement pour les FTP de la région parisienne *Le Franc-Tireur parisien* en novembre 1942.

Enfin quelques autres publications vinrent encore enrichir la presse : *Résis-*

tance, « le nouveau journal de Paris » très bien édité, le plus souvent sur papier glacé, qui eut plus tard un fort tirage (50 000) et plusieurs éditions régionales ; *Fraternité*, organe du Mouvement national contre le fascisme et la déportation, qui s'éleva avec violence contre toutes les manifestations de ce fascisme.

L'année 1943 dans les deux zones

Les événements militaires et politiques, extérieurs et intérieurs du mois de novembre 1942 (3) incitèrent les mouvements de Résistance et la presse clandestine des deux zones à coordonner leur action en vue d'une efficacité plus grande.

On comptait au début de 1943 huit grands mouvements : Combat, Franc-Tireur, Libération, pour la zone Sud ; ceux de la Libération, Libération-Nord, Front national et l'OCM pour la zone nord.

En zone nord, un comité de coordination permit d'unifier l'action des mouvements.

En zone sud, tandis que le FN et sa presse s'étendaient un peu partout, les trois grandes organisations : Combat, Franc-Tireur et Libération fusionnaient dans le MUR (Mouvements unis de la Résistance). Cette unification ne portait d'ailleurs que sur l'organisation militaire dans l'action. Les mouvements continuèrent à publier, chacun, leur organe clandestin, mais tous les journaux se donnèrent comme organes du MUR. (...)

L'avance des Alliés, la perspective désormais proche de la victoire décupla les énergies. On assista, pendant l'année 1943, à une extraordinaire multiplication de feuilles locales, régionales et professionnelles :

Le Marseillais ;
Libération, pour la région lyonnaise ;
Le Patriote de Saône-et-Loire ;
Combat du Languedoc et du Roussillon ;
organes du MUR ;
Front, de la région de Basse-Bretagne et de Vendée ;

(2) NDLR – Cf. « La résistance intellectuelle », textes et témoignages réunis et présentés par J. Debû-Bridel, Julliard, Paris, 1970.

(3) NDLR – Il s'agit du débarquement des troupes américaines en Afrique du Nord et de l'entrée des troupes allemandes dans la zone « libre ».

La Marseillaise, pour la région Provençale ;
Le Patriote, du Pas-de-Calais ;
Les Allobroges, de l'Isère et des Hautes-Alpes ;
Front national, pour le Sud-Ouest ;
La France combattante des Côtes-du-Nord ;
Valmy, pour le Limousin, le Périgord et la Marche ;
Le Valenciennois patriote ;
Libération de Lille, Roubaix et Tourcoing ;
Le Patriote, pour la zone sud ;
Debout la France, pour la région du Vaucluse ;
Le Cri de la Patrie, pour la Drôme et l'Ardèche ;
 organes du Front national ;
L'Étincelle, pour la Bourgogne, les dombes, le Beaujolais ;
L'Espoir dauphinois ;
L'Echo Seynois ;
Le Patriote de la Boucle.
 organes du Parti communiste ;
Le Populaire du Bas-Languedoc ;
L'Espoir, le *Populaire du Sud-Est* ;
Le Populaire du Midi ;
Le Populaire du Centre.
 organes du Parti socialiste ;
Résistance de Bordeaux et du Sud-Ouest ;
La Femme comtoise, organe régional de l'Union des Femmes ;
Quatre-vingt-treize, organe niçois du Front patriotique des Jeunes ;
Le Paysan patriote, organe des Comités paysans du Midi et du Sud ;
Paroles françaises ;
Le Bulletin des Chemins de fer, édité par France d'abord ;
L'Ecran français ;
La Scène française ;
L'Usine française ;
Cheminot français, etc...
 A tout cela s'ajoutait plus d'une centaine de feuilles d'entreprises ou d'industries locales paraissant régulièrement, ainsi :
Le Réveil, de chez Nicole ;
La Cigogne, de chez Voisin ;
Chaque jour compte, des Compagnons de Montrouge ;
Le Bâtisseur, des cimentiers parisiens ;

Le Menuisier-Charpentier, de la RP ;
La Couture, des Midinettes ;
Le Secteur électrique, de la CPDE, etc. ;

A peu près tous les centres industriels importants éditérent et diffusèrent leurs journaux en 1943.

Enfin, cette presse ne se contenta plus d'être un instrument de lutte au jour le jour ; elle tendit à exprimer une pensée politique et à élaborer des programmes d'avenir.

Les Cahiers, organe mensuel d'expression de l'OCM parus en janvier, s'efforçaient de « chercher des solutions aux difficiles problèmes devant lesquels se trouvera la France après la libération de son territoire »

Des préoccupations du même ordre donnèrent naissance à deux autres cahiers :

– en juin, aux *Cahiers politiques*, organe du Comité général d'études qui voulait préparer la résurrection du pays. (...)

– en septembre, aux *Cahiers de la Libération* qui désiraient « à côté de l'écriture : résistance, qui est un acte de guerre, une nouvelle écriture où se détermine la pensée française pour les actes de paix ». (...)

Les organismes syndicaux redoublèrent d'efforts auprès de la classe ouvrière et en juillet firent paraître pour elle *Peuple syndicaliste* et *Mouvement ouvrier français*, bientôt remplacé par *La Résistance ouvrière*.

La jeunesse était déjà organisée depuis 1940. Un mouvement existait dans chaque zone. En 1943, le contact fut pris entre les dirigeants des deux organisations et un mouvement unique créé pour toute la France : Les Forces unies de la Jeunesse patriotique qui, le 1^{er} juillet publia un journal du même nom, proposant à ses adhérents l'union des jeunes dans la Résistance pour la libération, la lutte contre la déportation, l'aide aux réfractaires et la lutte contre les doctrines fascistes de Vichy.

Enfin, pour répandre à travers le public, les principes chrétiens que les *Cahiers du Témoignage* diffusaient à la meilleure élite, *Courrier français du Témoignage chrétien* fut fondé pendant ce même

mois de juillet comme « lien du front de résistance spirituelle contre l'hitlérisme ».

Parmi les autres journaux les plus importants parus en 1943, il faut signaler :

– en juin : *Après*, mensuel, publié à Toulouse, qui ne voulait être « ni un mouvement, ni un parti, mais seulement une tribune des Français pour des Français » ;

– en juillet : *L'Aurore*, *Renaissance*, *14 Juillet* et *La France*. Cette dernière feuille, éditée par *Combat*, ne fit paraître que trois numéros. En septembre, elle fut supprimée comme faisant double emploi avec *Défense de la France*. Ce dernier journal, jusque-là diffusé en zone nord, passa en zone sud, destiné tout particulièrement aux milieux que *Combat* ne touchait pas : intellectuels, militaires, bourgeois, professions libérales ;

– en août : *L'Avenir*, « journal provisoirement clandestin », expression du très ancien mouvement fonctionnant en zone Nord et spécialement à Paris : l'OCM. En fin d'année, *L'Avenir* publia *L'Essor* à l'intention des étudiants ;

– en octobre : *Front national*, organe central du mouvement du même nom. *Action*, organe social du MUR et *Le Gaulois*. Ce dernier, édité par France d'abord, s'intitulait : organe de la Résistance souriante. Il n'avait que de pacifiques ambitions : réapprendre aux autres à rire, estimant que « rire de nos malheurs, c'est une forme de courage ».

Les nouveaux journaux connurent des fortunes diverses. Quelques-uns, très vite, rivalisèrent avec les plus anciens pour la présentation et le tirage. Au 15 septembre, le tirage de la presse clandestine se répartissait de la manière suivante :

Combat : 120 000 exemplaires, une ou deux fois par mois, sans compter les éditions locales, telles que *Combat*, édition lyonnaise : 20 000 ; *Combat du Languedoc* : 10 000, ni le supplément illustré de *Combat*.

Libération : 100 000 tous les quinze jours (une édition dans chaque zone).

Défense de la France : 100 000 par mois.

La France : 86 000 exemplaires par mois.

L'Humanité : 70 000 exemplaires par mois.

La Vie ouvrière : 50 à 70 000 exemplaires par mois.

Résistance : 50 000 par mois, sans compter les éditions locales.

Courrier français du Témoignage chrétien : 50 000 par mois.

Le Populaire : 25 000 sans compter les éditions locales.

La Voix du Nord : de 5 à 10 000 tous les quinze jours, sur huit pages.

Libérer et Fédérer : 5 000 par mois.

Les Cahiers du Témoignage chrétien : 18 000 tous les deux mois.

Après : 50 000 par mois.

En fin décembre, *La Voix des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais* tirait à 50 000 ; *Le Métallo de la RP* à 30 000 exemplaires par mois.

Pendant ce même mois, le service des Imprimeries du Parti communiste sortait :

30 000 exemplaires de *La Terre* ;

60 000 exemplaires du *Réveil des artisans et commerçants* ;

80 000 de *L'Avant-Garde*.

Libération et *L'Humanité* avaient, au 15 septembre, dépassé leur 200^e numéro.

Enfin, fait marquant dans l'histoire de la clandestinité, une véritable agence de presse fut créée dont le bulletin bi-hebdomadaire intitulé *Bulletin d'Information de la France combattante*, apportait aux rédacteurs de journaux clandestins les nouvelles du monde entier que Vichy et l'Allemagne avaient tant d'intérêt à cacher au peuple français.

L'année 1944

Les mois qui précédèrent le débarquement virent s'amplifier à travers la presse clandestine le mouvement d'union, de la zone sud à la zone nord.

Le 8 février 1944 était créé le MLN (Mouvement de Libération Nationale). Formé par le Comité directeur du MUR, de *Défense de la France*, Lorraine, *Résistance*, le nouveau mouvement possédait donc six principaux journaux pour exprimer ses diverses tendances : *Combat*, *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Libération*, Lorraine, *Résistance*. Son centre de documentation publia régulièrement *Le Bimur*, *La Revue de documentation*, *La Revue de Presse*. Enfin le mouvement disposa de multiples feuilles régionales et locales dont quelques-unes parurent seulement en 1944 :

La Marseillaise, organe régional du Sud-Est ;

Provence libre, organe régional ;

Le Jeune Combattant ;

Le Combat régional, qui paraît à Marseille ;

La Marseillaise du Centre, organe régional.

Pour compléter la gamme, déjà si variée, de la presse, les groupes insuffisamment pourvus d'organes d'information et de propagande se hâtèrent de les créer.

En janvier, la CGA (Confédération générale de l'Agriculture) clandestine publiait le premier numéro de son bulletin : *La Résistance paysanne*, France d'abord éditait : *Femmes françaises*. Les intellectuels du Mouvement national contre le racisme fondaient *Lumières* et le mouvement de Résistance pour les prisonniers de guerre et les déportés lançait *Victoire*.

En février, le syndicat national des instituteurs, déjà bien informé depuis le début de l'oppression par *L'Ecole laïque*, y ajoutait *L'Ecole libératrice* et l'Assistance française faisait paraître *L'Aide* aux emprisonnés et déportés, aux familles.

De mars à la Libération, on peut encore citer parmi les derniers venus : *L'Effort*, publié par *L'Avenir* à l'intention des ouvriers, *Ceux du Maquis*, *Le Patriote d'Auvergne*, organe régional du parti communiste ; *Jeune Garde*, socialiste ; *Femmes patriotes*, organe des Comités féminins de la Résistance ; *Police et Patrie*.

Le tirage des principaux journaux ne cessa de croître. *Franc-Tireur* annonçait dans son numéro du 1^{er} février que *Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur*, *Résistance*, *Lorraine* tiraient ensemble à 1 500 000 exemplaires par mois.

200 000 exemplaires de *France d'abord* furent diffusés en janvier ; *Défense de la France* de février fut tiré à 400 000 et *Franc-Tireur* d'avril à 150 000.

Quand arriva la Libération, au fur et à mesure qu'elle progressait, la presse sortait de la clandestinité. L'une après l'autre, les feuilles locales émergeaient au grand jour. *Alpes*, *Massif central*, se vendaient publiquement dès le 15 juin. A Paris, le 20 août, au second jour de l'insurrection, on distribuait sur la voie publique les journaux qui, si longtemps, avaient circulé sous le manteau. (...)

II. - Difficultés de la presse clandestine

Les difficultés auxquelles s'est heurtée la presse clandestine sont à peine imaginables.

Fabriquer un journal exigeait d'abord un certain tonnage de papier. La confection des 120 numéros imprimés de *L'Humanité* et des 196 numéros ronéotypés en a exigé 175 780 kilos. Le service impression de *Combat* a transporté, imprimé, expédié et réparti plus de 5 800 kilos de papier pendant les quatre premiers mois de 1943.

Comment trouver de pareilles quantités en une période de pénurie où la presse officielle avait déjà tant de peine à obtenir un contingent réduit ? La presse clandestine, bien entendu, n'avait aucun stock d'avance et devait vivre avec les moyens du bord : achats et marchés clandestins. Un insuffisant tonnage de papier rendait souvent la périodicité des journaux assez irrégulière et les obligea à paraître sur très petit format. *Combat*, par exemple, édita une dizaine de numéros de dimensions très réduites : 14 sur 16 cm.

Mais toutes les démarches, toutes les ruses furent employées pour se procurer papier et encre. Et quand les moyens ordinaires étaient épuisés, on allait se servir chez l'occupant. Cela prenait parfois la forme de véritables expéditions, d'ailleurs fort dangereuses. (...)

Le papier assuré, il fallait des presses et des machines à l'abri des perquisitions ; il fallait le concours de typographes, de rédacteurs et d'informateurs travaillant tous dans le plus grand silence.

En 1940, ère des premiers balbutiements de la presse, aucune organisation n'existait. On se contentait de dactylographier une trentaine de feuilles à distribuer en terminant par la consigne : copiez ce tract 20 ou 30 fois et faites circuler.

En 1941, les procédés d'impression et de diffusion étaient presque aussi rudimentaires. (...)

A partir de 1942, l'édition des journaux clandestins s'organisa, la présentation s'améliora et la parution devint plus régulière. On comptait même de très belles réussites : *Combat illustré*, *Défense de la France*, *L'Avenir*, etc. L'édition imprimée, les caractères étaient rapidement disper-

sés, les plaques fondues et l'imprimerie qui s'était chargée du travail reprenait son apparence inoffensive et ses affaires normales.

Un journal clandestin fut même imprimé pendant plusieurs semaines sur les petites machines utilisées, dans un grand hôtel entièrement occupé par les Allemands, à imprimer les menus. (...)

Mais les perquisitions étaient toujours à craindre. Elles ne manquaient pas et plus d'une fois, les journaux, dépistés, durent disparaître avec des moyens de fortune ou interrompre momentanément leur parution.

La diffusion des feuilles clandestines n'était pas l'opération la moins délicate et la moins périlleuse, à cause des multiples contrôles de la police.

La diffusion d'un seul numéro de *L'Humanité* obligeait les cyclistes à effectuer chacun un parcours, dans Paris, de 50 kilomètres, à travers les barrages de police et entraînait pour les transporteurs un voyage en chemin de fer de plus de 6 000 kilomètres. Pour l'ensemble des 316 numéros clandestins, on arrive ainsi à un chiffre total de 15 800 kilomètres de course dans la capitale et de 1 896 000 kilomètres de parcours en chemin de fer !

Certaines opérations demandaient une audace et un sang-froid peu communs. L'affaire du *Nouvelliste* de Lyon, par exemple, fut un exploit particulièrement bien réussi.

A Lyon, paraissait depuis 1940 un grand quotidien collaborationniste : *Le Nouvelliste*. Dans le courant de décembre 1943, les Mouvements unis de la Résistance confectionnèrent un faux *Nouvelliste* de même forme et de même présentation que l'authentique. Le 31 décembre, 5 minutes après le passage des autos du *Nouvelliste* auprès des kiosques pour y déposer le véritable journal, les camions des groupes francs firent le tour des mêmes kiosques, à Lyon, réclamant les paquets des vrais *Nouvellistes* sous prétexte qu'ils étaient censurés et les remplaçant par les exemplaires édités clandestinement. Vers huit heures seulement, au moment où la vente était déjà bien avancée, la police intervint et récupéra les quelques invendus.

L'importance de la presse clandestine et son influence sur le public provoquèrent de terribles répressions de la part de la Gestapo et de la police française.

Le palmarès de sang et d'honneur des patriotes exécutés pour leur seule activité dans la presse clandestine est long autant que glorieux. La direction du journal *Pantagruel*, Jacques Decour, fondateur des *Lettres françaises*, Gabriel Péri et la plupart des membres des quatre équipes successives de *L'Humanité* furent arrêtés et fusillés.

Un tableau des arrestations et des internements dans la zone sud pendant l'année 1943 permet de noter qu'à l'occasion de plus de 5 000 perquisitions, 1 700 personnes furent appréhendées :

1 179 arrêtées et écrouées pour activités illicites en faveur des mouvements de Résistance éditant des journaux clandestins ; 521 internés par mesure administrative pour les mêmes motifs.

Pour mettre en garde l'opinion publique contre l'action de la presse clandestine, Vichy et les Allemands firent savoir à grands renforts de journaux qu'il s'agissait d'un travail exécuté non par des Français mais par des éléments étrangers au service de l'ennemi. Or, le même tableau vichyssois donne le pourcentage relativement faible d'étrangers mêlés à ces affaires de presse clandestine : 2 %.

La faveur dont jouissait la presse clandestine auprès du public était telle que les Allemands et Vichy utilisèrent le même procédé clandestin pour désorienter le peuple et désorganiser la résistance.

De faux tracts furent imprimés et diffusés comme ce pseudo compte rendu interprétant dans un sens résistant l'entrevue Pétain-Goering à Saint-Florentin (4).

Des numéros contrefaits de journaux de la Résistance furent mis en circulation. Ainsi :

- le n° 21 du 15 décembre 1943 du *Dernier quart d'heure* ;
- le n° 25 du 1^{er} décembre 1943 du *Franc-Tireur* ;
- le n° 286 du 15 février 1944 de *L'Humanité* ;
- le n° 2 du 9 février 1941 de *l'Ouvrier normand* ;

(4) NDLR - Le 1^{er} décembre 1941.

– le numéro du 1^{er} décembre 1941 de *La Vie ouvrière* (édition havraise).

La diffusion de ces faux se faisait au gré des circonstances, mais les procédés manquaient parfois d'élégance et de finesse. Ainsi, en mars 1943, à Lyon, au cours d'une alerte de sept minutes, une pluie de faux numéros du *Courrier de l'Air* s'abattit sur la ville. La semaine suivante, l'alerte fut donnée à Bordeaux. La ville fut survolée par des avions anglo-américains. Trois quarts d'heure plus tard, la fin de l'alerte fut donnée et à ce moment seulement apparurent dans le ciel des avions allemands qui lancèrent le même faux numéro du *Courrier de l'Air* !

Enfin les Allemands créèrent de faux journaux clandestins tels ce curieux *Salut public*, paru vers le milieu de 1943, qui se camouflait en prenant pour titre en première page : *Bulletin du Petit Eleveur*.

Parmi les faux clandestins, suscités par Vichy et les Allemands, doit-on ranger *Bir-Hakeim* ? L'histoire de ce journal est assez singulière et encore incomplètement éclaircie.

Cette feuille mensuelle, du format d'un journal anglais du soir, parut au mois de mars 1943. Elle se disait éditée à Paris, républicaine, et paraissant malgré la Gestapo, malgré le négrier Laval et son gouvernement de Vichy. Très vite le journal eut un gros tirage : 25 000 exemplaires en septembre. Pendant l'année 1943, il fit belle figure parmi les autres journaux de la résistance. Mais les choses se gâtèrent à la parution du n° 9.

Dans une liste de collaborateurs à exécuter, *Bir-Hakeim* avait nommé un certain nombre de personnes, dont Maurice Sarraut, que la Résistance n'avait jamais condamné. D'autre part, sans autorisation, il s'était intitulé « le premier organe de presse du Comité français de la Libération nationale ». Enfin, dans son numéro du 22 février, il se prétendait accrédité comme organe officiel du Conseil suprême de la Résistance, du Front national et du Parti communiste.

Devant ces faits, le Conseil national de la Résistance, le FN et le Parti communiste désavouèrent le journal et le considérèrent comme un organe au service de l'autorité occupante, destiné à semer la division dans les mouvements de Libération. Son directeur, qui était à Lausanne,

fut, en mars 1944, sévèrement châtié par un groupe de résistants qui avaient passé clandestinement la frontière. (...)

III. – Rôle de la presse clandestine

Malgré les poursuites sévères dont elle fut continuellement l'objet, la presse clandestine connut, auprès du public un succès considérable. Un rapport sur cette presse, dressé au début de 1944 pour le gouvernement de Vichy, définit assez bien le rôle qu'elle a tenu et les raisons de sa réussite : (...)

« Par leur activité unanimement anti-allemande, les journaux et brochures clandestines continueront à bénéficier de la sympathie de ceux qu'ils touchent illégalement, qu'ils soient réactionnaires et simplement nationalistes, comme certains de Paris ou jacobins et socialistes comme tous autres publiés en zone sud.

Le simple fait que les journaux dits gaullistes, attaquent le gouvernement et le rendent responsable, avec les Allemands, de tous les maux actuels suffit à assurer à tous ces documents si particuliers un nombre important d'informateurs, de rédacteurs, de colporteurs et de lecteurs.

Toutes ces personnes voient, dans leur activité illégale, la continuation d'une participation à une guerre qu'ils n'ont jamais cessé de penser être juste et devoir être victorieuse. (...)

La crainte de la répression, si dure soit celle-ci, ne paraît pas devoir arrêter tous ces militants. Ceux qui sont menacés de mort affirment leur certitude d'être vengés ; ceux, menacés de prison, la certitude d'être libérés dans quelques mois. »

On ne pouvait faire meilleur éloge de la presse clandestine ni même délimiter son rôle.

Pendant les quatre années de sa dure existence, la presse clandestine accomplit trois tâches importantes :

1°) La presse officielle étant bâillonnée en zone libre comme en zone occupée, passait seulement les nouvelles qui interprétaient toujours la réalité dans le sens favorable à l'occupant. La presse clandestine fit savoir au pays sa vie exacte et procura au public les informations qu'on lui cachait avec grand soin :

a) Elle dénonça les successifs pillages allemands qui vidaient la France des denrées indispensables à sa vie, par exemple :

Libération du 10 avril 1943 : « Le grand pillage » ;

Libération du 15 mai 1943 : « Pourquoi si peu de viande » ;

Libération du 15 août 1943 : « M. Laval, vous avez menti » ;

Franc-Tireur, août 1943 : « Deux mille tonnes de beurre » ;

Combat, décembre 1941 : « Pourquoi nous manquons de tout » ;

Combat, février 1943 : « Comment les collaborateurs affament la France » ;

Combat, janvier 1943 : « La part du lion » (édition de Lyon) ;

L'Humanité, n° 6 : « Appel aux femmes » ;

Le Populaire, novembre 1942 : « Pillards » ;

La Voix du Nord, mars 1943 : « Le pillage allemand ».

b) Elle fit connaître les arrestations et les persécutions des patriotes, par exemple :

Libération, 1^{er} septembre 1943 : « Quand les bourreaux de la PG assassinent » ; « Un bilan » ;

Combat, août 1942 : « Morts au champ d'honneur » ; « 17 lycéens fusillés » ;

Franc-Tireur, 25 août 1943 : « Cela se passe chez nous ».

c) Elle diffusa les documents dont Vichy et les Allemands interdisaient la publication, par exemple :

le message au monde des intellectuels français ; les lettres des Présidents Jeanneney et Herriot à Pétain ; les lettres de personnalités civiles et militaires ; les déclarations des personnalités religieuses, etc.

2°) La Résistance n'était pas une attente passive. Les journaux clandestins donnèrent aux Français les mots d'ordre de l'action au fur et à mesure que se déroulèrent les opérations militaires et politiques :

a) Instructions générales en vue de tous les temps et partout « Ne dites pas que... », etc.

b) Appels, invitations à manifester à l'occasion de certains événements et à certaines dates plus marquantes : 1^{er} mai, 14 juillet, 11 novembre, etc.

c) Mots d'ordre de résistance à outrance aux moments opportuns et en particulier au moment du Service du travail obligatoire.

Ces appels, mots d'ordre, étaient diffusés dans la masse par l'intermédiaire des journaux mais aussi sous forme de papillons et de tracts jetés çà et là ou collés un peu partout.

Le tirage total de ces tracts pendant les quatre ans de presse clandestine est difficile à évaluer. Il doit être considérable si l'on sait que le Parti communiste a, de 1940 à 1944, édité 120 tracts clandestins, dont le tirage global s'élève à 11 961 000 exemplaires.

3°) Enfin les mouvements de résistance représentant les diverses familles spirituelles du pays ne se contentèrent pas d'agir. Dans de petits groupes d'étude, ils élaborèrent les solutions de la reconstruction française par leurs journaux, préparèrent l'esprit de leurs lecteurs aux rétablissements et aux bouleversements nécessaires dans l'ordre culturel, économique, politique, moral et social (*Cahiers du Bolchevisme*, *Cahiers politiques*, etc., numéros spéciaux de plusieurs journaux). (...)

Programme du Conseil national de la Résistance

*Notes documentaires et études,
26 octobre 1945*.*

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Cette mission de combat ne doit pas prendre fin à la libération. Ce n'est, en effet, qu'en regroupant toutes ses forces autour des aspirations quasi unanimes de la Nation, que la France retrouvera son équilibre moral et social et redonnera au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité.

Aussi les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR, délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'oppresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste.

I. - Plan d'action immédiate

Les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR expriment leur angoisse devant la destruction physique de la Nation que l'oppresseur hitlérien poursuit avec l'aide des hommes de Vichy, par le pillage, par la suppression de toute production utile aux Français, par la famine organisée, par le maintien dans les camps d'un million de prisonniers, par la déportation d'ouvriers au nombre de plusieurs centaines de milliers, par l'emprisonnement de 300 000 Français et par l'exécution des patriotes les plus valeureux dont déjà plus de 50 000 sont tombés pour la France.

Ils proclament leur volonté de délivrer la patrie en collaborant étroitement aux opérations militaires que l'armée fran-

çaise et les armées alliées entreprendront sur le continent, mais aussi de hâter cette libération, d'abréger les souffrances de notre peuple, de sauver l'avenir de la France en intensifiant sans cesse et par tous les moyens la lutte contre l'envahisseur et ses agents, commencée dès 1940.

Ils adjurent les gouvernements anglais et américain de ne pas décevoir plus longtemps l'espoir et la confiance que la France, comme tous les peuples opprimés de l'Europe, a placés dans leur volonté d'abattre l'Allemagne nazie, par le déclenchement d'opérations militaires de grande envergure qui assureront, aussi vite que possible, la libération des territoires envahis et permettront ainsi aux Français qui sont sur notre sol de se joindre aux armées alliées pour l'épreuve décisive.

Ils insistent auprès du Comité français de la Libération nationale pour qu'il mette tout en œuvre afin d'obtenir des armes et de les mettre à la disposition des patriotes. Ils constatent que les Français qui ont su organiser la résistance ne veulent pas et, d'ailleurs, ne peuvent pas se contenter d'une attitude passive dans l'attente d'une aide extérieure, mais qu'ils veulent faire la guerre, qu'ils veulent et qu'ils doivent développer leur résistance armée contre l'envahisseur et contre l'oppresseur.

Ils constatent, en outre, que la Résistance française doit ou se battre ou disparaître ; qu'après avoir agi de façon défensive, elle a pris maintenant un caractère offensif et que seuls le développement et la généralisation de l'offensive des Français contre l'ennemi lui permettront de subsister et de vaincre.

Ils constatent enfin que la multiplication des grèves, l'ampleur des arrêts de travail le 11 novembre qui, dans beaucoup de cas, ont été réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers, l'échec infligé au plan de déportation des jeunes Français en Allemagne, le magnifique combat que

* NDLR - « Notes documentaires et études », hors série, n° 65, ministère de l'Information, Direction des Informations, 14-16, rue Lord-Byron, Paris (8^e), 26 octobre 1945.

mènent tous les jours, avec l'appui des populations, dans les Alpes, dans le Massif central, dans les Pyrénées et dans les Cévennes, les jeunes Français des maquis, avant-garde de l'armée de la Libération, démontrent avec éclat que notre peuple est tout entier engagé dans la lutte et qu'il doit poursuivre et accroître cette lutte.

En conséquence, les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR déclarent que c'est seulement par l'organisation, l'intensification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées, par les masses, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques pour la réalisation de la libération nationale inséparable, comme l'a dit le Général de Gaulle, de l'insurrection nationale qui, ainsi préparée, sera dirigée par le CNR, sous l'autorité du CFLN, dès que les circonstances politiques et militaires permettront d'assurer, même au prix de lourds sacrifices, son succès.

Ils ont l'espoir que les opérations de libération du pays, prévues par le plan de l'état-major inter-allié, pourront ainsi être, le cas échéant, avancées grâce à l'aide apportée par les Français dans la lutte engagée contre l'ennemi commun, ainsi que l'a démontré l'exemple glorieux des patriotes corses.

Ils affirment solennellement que la France qui, malgré l'armistice, a poursuivi sans trêve la guerre, entend plus que jamais développer la lutte pour participer à la libération et à la victoire.

**

Pour mobiliser les ressources immenses d'énergie du peuple français, pour les diriger vers l'action salvatrice dans l'union de toutes les volontés, le CNR décide d'inviter les responsables des organisations déjà existantes à former des comités de villes et de villages, d'entreprises, par la coordination des formations qui existent actuellement, par la formation de comités là où rien n'existe encore et à y enrôler les patriotes non organisés.

Tous ces comités seront placés sous la direction des Comités départementaux de la libération (CDL). Ils seront soumis à l'autorité des CDL qui leur trans-

mettront, comme directives, la plate-forme d'action et la ligne politique déterminée par le CNR.

Le but de ces comités sera, à l'échelon communal, local et d'entreprise, de faire participer de façon effective tous les Français à la lutte contre l'ennemi et contre ses agents de Vichy, aussi bien par la solidarité et l'assistance active à l'égard des patriotes que par l'impulsion et le soutien donnés aux revendications vitales de notre peuple. Par dessus tout, leur tâche essentielle sera de mobiliser et d'entraîner les Français qu'ils auront su grouper à l'action armée pour la libération.

Ces comités devront, selon les circonstances et en se conformant aux instructions données par les CDL, appuyer et guider toutes les actions menées par les Français contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation imposées par l'ennemi de l'extérieur et de l'intérieur.

Ces comités devront :

1° développer la lutte contre la déportation et aider les réfractaires à se cacher, à se nourrir, à se vêtir et à se défendre, enlevant ainsi des forces à l'ennemi et augmentant le potentiel humain de la résistance ;

2° traquer et punir les agents de la Gestapo et de la milice de Darnand ainsi que les mouchards et les traîtres ;

3° développer l'esprit de lutte effective en vue de la répression des nazis et des fascistes français ;

4° développer, d'une part, la solidarité envers les emprisonnés et les déportés ; d'autre part, la solidarité envers les familles de toutes les victimes de la terreur hitlérienne et vichyssoise ;

5° en accord avec les organisations syndicales résistantes, combattre pour la vie et la santé des Français par une lutte quotidienne et incessante, par des pétitions, des manifestations et des grèves afin d'obtenir l'augmentation des salaires et des traitements, bloqués par Vichy et les Allemands, et des rations alimentaires et attributions de produits de première qualité, réduites par la réglementation de Vichy et les réquisitions de l'ennemi, de façon à rendre à la population un minimum vital en matière d'alimentation, de chauffage et d'habillement ;

6° défendre les conditions de vie des anciens combattants, des prisonniers,

des femmes de prisonniers, en organisant la lutte pour toutes leurs revendications particulières ;

7° mener la lutte contre les réquisitions de produits agricoles, de matières premières et d'installations industrielles pour le compte de l'ennemi ; saboter et paralyser la production destinée à l'ennemi et ses transports par routes, par fer et par eau ;

8° défendre à l'intérieur de la corporation agricole les producteurs contre les prélèvements excessifs, contre les taxes insuffisantes et lutter pour le remplacement des syndics à la solde de Vichy et de l'Allemagne par des paysans dévoués à la cause de la paysannerie française.

Tout en luttant de cette façon et grâce à l'appui de solidarité et de combativité que développe cette lutte, les comités de villes, de villages et d'entreprises devront en outre :

a) renforcer les organisations armées des Forces françaises de l'Intérieur par l'accroissement des groupes de patriotes : groupes francs, francs-tireurs et partisans, recrutés en particulier parmi les réfractaires ;

b) en accord avec les états-majors nationaux, régionaux et départementaux des FFI, organiser des milices patriotiques dans les villes, les campagnes et les entreprises, dont l'encadrement sera facilité par des ingénieurs, techniciens, instituteurs, fonctionnaires et cadres de réserve, et qui sont destinées à défendre l'ordre public, la vie et les biens des Français contre la terreur et la provocation, assurer et maintenir l'établissement effectif de l'autorité des Comités départementaux de la Libération sur tout ce qui aura été ou sera créé dans ce domaine par le strict rattachement aux FFI dont l'autorité et la discipline doivent être respectées par tous.

**

Pour assurer la pleine efficacité des mesures énoncées ci-dessus, le CNR prescrit que l'état-major national des Forces françaises de l'intérieur, tout en préparant minutieusement la coopération avec les Alliés en cas de débarquement, doit :

1° donner ordre à toutes les formations des FFI de combattre dès mainte-

nant l'ennemi en harcelant ses troupes, en paralysant ses transports, ses communications et ses productions de guerre, en capturant ses dépôts d'armes et de munitions afin d'en pourvoir les patriotes encore désarmés ;

2° faire distribuer des dépôts d'armes encore inutilisés aux formations jugées par lui les plus aptes à se battre utilement dès à présent et dans l'avenir immédiat ;

3° organiser de façon rationnelle la lutte suivant un plan établi avec les autorités compétentes à l'échelon régional, départemental ou local, pour obtenir le maximum d'efficacité ;

4° coordonner l'action militaire avec l'action de résistance de la masse de la nation en proposant pour but aux organisations régionales paramilitaires d'appuyer et de protéger les manifestations patriotiques, les mouvements revendicatifs des femmes de prisonniers, des paysans et des ouvriers contre la police hitlérienne, d'empêcher les réquisitions de vivres et d'installations industrielles, les rafles organisées contre les réfractaires et les ouvriers en grève et défendre la vie et la liberté de tous les Français contre la barbare oppression de l'occupant provisoire.

**

Ainsi par l'application des décisions du présent programme d'action commune se fera, dans l'action, l'union étroite de tous les patriotes, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi se constituera dans la lutte une armée expérimentée, rompue au combat, dirigée par des cadres éprouvés devant le danger, une armée capable de jouer son rôle lorsque les conditions de l'insurrection nationale seront réalisées, armée qui élargira progressivement ses objectifs et son armement.

Ainsi par l'effort et les sacrifices de tous sera avancée l'heure de la libération du territoire national ; ainsi la vie de milliers de Français pourra être sauvée et d'immenses richesses pourront être préservées.

Ainsi dans le combat se forgera une France plus pure et plus forte capable d'entreprendre au lendemain de la libéra-

tion la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie.

II. - Mesures à appliquer dès la libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du CNR, proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

1° afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la Nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;

2° afin de veiller au châtimement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;

3° afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la Nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'Axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;

4° afin d'assurer :

– l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;

– la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;

– la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ;

– la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;

– l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;

– le respect de la personne humaine ;

– l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5° afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) sur le plan économique :

– l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

– une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;

– l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

– le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

– le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;

– le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) sur le plan social :

– le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

– un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

– la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

– la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans

l'organisation de la vie économique et sociale ;

- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;

- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique des prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de

l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du CFLN et de son président, le général de Gaulle !

En avant pour le combat, en avant pour la victoire, afin que VIVE LA FRANCE !

La guerre extérieure

Conférence faite au palais de Chaillot, le 26 janvier 1945, par le gouverneur Laurencie * sur l'Empire au secours de la métropole

*Notes documentaires et études,
26 janvier 1945 ***

C'est à regret que je citerai Déat (1). J'ai pourtant lu, de ce théoricien de la trahison, un mot si remarquable que je ne peux m'empêcher de le rapporter : « Il n'y avait que deux politiques, écrivait-il dans *L'Œuvre* en juin dernier, celle de de Gaulle et la nôtre... Mais celle de de Gaulle était impossible : on peut reconquérir un Empire à partir de la métropole, on ne reconquiert pas la métropole à partir de l'Empire ». Je le répète : cette prophétie à rebours ne date que d'il y a sept mois. Quand *L'Œuvre* l'imprimait, Leclerc était déjà en Normandie, l'armée d'Afrique se préparait à bondir sur les côtes de Provence. Jamais thèse insoutenable ne fut soutenue avec autant d'insistance dans le retard. Combien reste-t-il de temps à Marcel Déat pour y songer, et pour revoir ses conclusions ?...

Pourtant, l'Histoire ne lui donnait pas tort. Je constate avec lui que cela ne s'était pas encore vu. Aucun Etat jusqu'ici s'il avait été vaincu, trahi, privé par ses ennemis et par ses dirigeants de tout moyen et de tout espoir, n'avait retrouvé ses chances dans quelque une de ses colonies lointaines. La chute de Rome avait pu retentir douloureusement dans les tronçons de l'Empire, personne ne s'était levé, des confins de l'Orient ou de l'Occident, pour reprendre Rome et rétablir l'Empire.

Mais les leçons de l'Histoire, cette fois, ne devaient pas s'appliquer. La bonne méthode, dans une pareille guerre n'appartiendrait ni aux habiles ni aux savants ; elle serait l'apanage des cœurs droits et des instincts irréductibles. Déat ne l'a pas compris et c'était pourtant la logique même ; (...)

*
**

La plus grande épreuve de la France n'a pas été la défaite, mais que la défaite eût été acceptée et mieux encore qu'acceptée, recommandée comme une pénitence appropriée, présentée comme le motif d'un égoïsme national morose et désespéré.

La France, en présence de l'ennemi, a été invitée à battre sa coulpe, à se replier sur elle-même, à oublier tant d'amis qu'elle avait dans le monde, à suivre, sans comprendre, celui qui prétendait la conduire, et qui ne pouvait la conduire qu'au néant.

Car il s'agissait de vie ou de mort. On décrétait de nous laisser seuls, avec nos remords et notre révolution nationale, en face d'un ennemi implacable. Le sursis nous était accordé jusqu'à ce que tous nos alliés fussent défaits ou stupéfiés. Alors on nous exécutait : le gouvernement de Vichy voulait nous voir mourir dans de bons sentiments.

Eh bien ! nous étions plus d'un à ne pas vouloir faire une bonne mort. Lorsque, le 17 juin, nous entendîmes à

* NDLR – Le texte original comporte une erreur dans l'orthographe du nom de l'auteur ; il s'agit du gouverneur Henri Laurentie (avec un t), proche collaborateur de F. Eboué et futur Compagnon de la Libération.

** NDLR – « Notes documentaires et études », hors-série, n° 4, ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 26 janvier 1945.

(1) NDLR. – Un des hérauts de la collaboration.

Fort-Lamy cette horrible voix sortir du poste de radio (2), ce ne fut, après une dizaine de minutes d'effroyable silence, qu'un élan et qu'une résolution. Bordeaux capitulait (3), nous refusions, nous, de capituler. L'instinct parlait et il parlait droit. Oh ! cela pouvait bien paraître un peu ridicule. Nous étions là deux cents Français, au cœur de l'Afrique, dans une assez misérable bourgade où chacun avait gentiment pris ses habitudes, mais qui n'en était pas moins une misérable bourgade, bien peu propre à constituer le dernier refuge de la patrie. Et puis, nous étions bien loin, comme on nous l'a dit si souvent depuis lors. Nous faisons les matamores, à bon compte, sur les rives tranquilles du Tchad, dans le décor d'une vie coloniale fruste mais paisible ; nous n'avons vu ni les avions mitraillant les routes, ni la morne épouvante des réfugiés, ni les tanks balayant la campagne, ni la jeunesse de Hitler se ruant avec le sourire sur l'Occident. (...)

Nous nous sentions la mission de faire l'inventaire que Bordeaux avait négligé de faire : l'Empire encore libre de tout ennemi, l'Angleterre sourde aux conseils de paix, l'Union Soviétique naturellement entraînée vers la guerre et l'Amérique conduite par un chef particulièrement averti des périls de la neutralité (4). (...)

Nous avons beau n'être que quelques-uns : nous tenions un territoire français libre, nous avons une responsabilité française à l'égard des populations protégées, nous ne nous étions pas battus ; vraiment non, l'on n'avait pas le droit ni le moyen de nous faire croire que la France s'effaçait. La seule supposition nous en laissait couverte de honte.

Vous m'excuserez de parler de ce que j'ai vu. Enfermés par la saison des pluies dans la marécageuse capitale du Tchad, nous ne savions guère ce qui se passait ailleurs, mais nous ne doutions pas que notre juste passion ne fût partagée par l'ensemble des colonies françaises. Nous avions raison. Nulle part la nouvelle de

l'armistice ne fut accueillie autrement que par le refus unanime et spontané de la population. De tous côtés les télégrammes pleuvaient à Bordeaux pour rappeler à son devoir l'équipe qui s'était emparée du gouvernement. Dans l'ensemble de l'Afrique, sans qu'on se fût concerté, on ne se mit à parler que de la constitution d'un bloc africain qui ferait la guerre pour la France, malgré Bordeaux. Le véritable enthousiasme qui jaillissait à Fort-Lamy se répétait de Rabat à Tananarive et de Dakar à Djibouti.

Cela dura quelques jours, huit jours exactement, depuis le sinistre discours du 17 juin jusqu'à la mise en vigueur de l'armistice. Alors de Gaulle était exclusivement écouté ; du jour au lendemain on cessa de prendre la radio française, passée entre les mains des services de l'ennemi. Et pourtant rien ne vint.

Rien ne vint, parce que les chefs hésitaient. Et cette hésitation des chefs ébranla les timides. Et avec les timides, cette minorité qui avait reçu, sans s'en rendre compte, la propagande de l'ennemi et qui, peu à peu, commençait à trouver naturel que nous fussions vaincus et presque heureux que dans notre misère, nous eussions un chef paternel, prêt, appuyé par les bons, à se sacrifier pour les mauvais, que l'on corrigerait en passant, ce dont, entre nous, ils avaient bien besoin.

Je touche ici à la période douloureuse entre toutes, celle où l'on enregistre au fur et à mesure la défection de tous les chefs de l'Empire, de tous, sauf quelques-uns, le Gouverneur Eboué et son ami M. de Saint-Mart, Gouverneur de l'Oubangui-Chari, notamment, sous lequel nous avions l'honneur de servir. C'est le temps où l'on envoyait de France des inspecteurs des colonies aux quatre coins des territoires français pour glisser au creux de l'oreille des responsables le grand secret : que l'Angleterre serait battue dans six jours ou dans six semaines et que nous avions encore choisi la meilleure part, sans compter qu'eux, les responsables, dans toute cette affaire, gagneraient de l'avant-

(2) NDLR – Celle du Maréchal Pétain annonçant à la radio qu'il s'est adressé à l'adversaire afin de mettre fin aux hostilités.

(3) NDLR – Siège du Gouvernement français depuis le 15 juin 1940.

(4) NDLR – L'auteur anticipe quelque peu dans ce récit des journées de juin 1940, la suite des événements.

cement, ce qui prouvait et leur mérite personnel et la pérennité de l'Etat. C'est le temps où les discours à la radio commençaient à donner une note équivoque, la phraséologie de Vichy n'était pas encore tout entière assimilée ni même communiquée aux colonies et les gouverneurs n'avaient pas reçu le secret d'appeler politique ce qui était absurde et honorable ce qui était déshonorant. C'est le temps où nous recevions des messages étonnants, sortis d'on ne sait quel mauvais lieu, et qui venaient nous débiter leur marchandise frauduleuse, avec des manières qui tenaient du sacristain et de l'entremetteur. (...)

D'une part, on nous montrait la France battue et la nécessité, plus impérieuse que jamais, de la discipline ; d'autre part, nous sentions que cette discipline était mauvaise et qu'un devoir plus haut et plus clair contredisait les momeries de Vichy. Pourtant les cadres supérieurs restaient fidèles au Gouvernement. Fallait-il commencer par les jeter dehors pour remonter de toutes pièces une affaire française ?

Il faut avouer que la chose n'allait pas sans difficultés. D'abord les coloniaux français sont très disciplinés. Un Gouverneur, bon ou mauvais, est un cadeau de Paris. L'idée d'en fabriquer un sur place échappe vraiment à tout le monde. Et l'on s'aperçoit bien qu'elle ne serait pas sans danger : Paris ayant toujours été la source de toute autorité, on ne voit pas bien comment la cooptation aurait jamais pu en donner assez pour permettre au nouvel élu de s'imposer. Et puis, il y avait l'unité de la France. Ne lui ferait-on pas courir de grands risques en instituant ainsi des pouvoirs locaux, au moment même où le pays venait de subir la pire défaite de son histoire ?

Tout cela, Vichy le savait fort bien et spéculait sur ces scrupules. Nous ne l'ignorions pas non plus et nous nous trouvions, du fait même, amenés à changer de méthode. Puisque, par l'inconsistance des chefs, le premier élan avait été perdu, il fallait préparer et saisir une occasion où la règle de la discipline se trouvât suffisamment conciliée aux commandements de la volonté nationale, où l'on pût s'exprimer

au nom de la France, sans dérouter les timides et sans compromettre l'unité du pays.

Ainsi devions-nous prendre à notre compte la fameuse théorie de l'occasion, chère à Charles Maurras et que des disciples de Vichy avaient cru si habilement appliquer sous les yeux de Keitel et dans les jambes d'Otto Abetz. C'est l'histoire de cette occasion, préparée et saisie, que je vais vous conter maintenant.

Les débuts en furent modestes. Il y a dans le Pacifique un archipel qui vit sous le régime bizarre quoique harmonieux du condominium. Les **Nouvelles-Hébrides** sont sous la souveraineté commune de l'Angleterre et de la France. Il suffisait que le Résident français fût un homme de cœur pour prendre parti. Celui qui s'y trouvait, M. Sautot, n'hésita pas et dès le commencement de juillet répudia l'allégeance à Vichy, se subordonna au Général de Gaulle (5) et sut ainsi épargner à la France cette dernière honte qu'eût été la dénonciation de l'alliance britannique sur un territoire dont la Grande-Bretagne était cosouveraine.

Au **Tchad**, il y fallait plus d'initiative. Ce territoire, soutenu de part et d'autre par le Nigeria et par le Soudan anglais, avait sur sa frontière nord la Libye italienne. Mais la difficulté n'était pas là ; elle consistait en ceci que le territoire du Tchad fait partie de l'Afrique équatoriale française et n'était pas équipé pour agir seul. Or, l'Afrique équatoriale, dont le Gouverneur général Boisson venait d'être nommé Haut-Commissaire à Dakar, était présentement dirigée par le Général Husson lequel, en dépit de son allure de vaudeville, prenait fort au sérieux sa dignité nouvelle et la consacrait, du peu de cœur et d'esprit qu'il avait, à Vichy. Sans doute, notre propre Gouverneur, M. Eboué, avait-il pris parti pour la résistance dès le premier jour et ne devait-il jamais dévier de cette ligne. Encore fallait-il qu'il trouvât le moyen de désobéir utilement à son chef, d'organiser sa colonie en vue de répondre à toute éventualité, de faire en sorte, en un mot, qu'un si beau mouvement ne sombrât pas d'abord dans l'inefficacité et le ridicule.

(5) *NDLR* – Le 22 juillet 1940.

Tout cela, il ne pouvait pas le faire seul. Dès le 5 juillet, il demanda au Gouverneur du Nigeria britannique de faire connaître sa volonté au Général de Gaulle. Je fus chargé de porter son message à Lagos, d'où on le télégraphia à Londres. Ainsi pourrait-on se concerter et agir à propos. La réponse ne se fit pas beaucoup attendre. Le Gouverneur Eboué n'en resta pas là. Il adressa un long rapport sur sa colonie, qui mettait le chef des Français libres en mesure de lui donner toutes les instructions appropriées, en vue du meilleur mode d'action à entreprendre.

Cependant, la population s'impatientait. On ne comprenait pas toujours qu'« avant de sauter le pas », comme il le disait, M. Eboué crût bon d'entourer le territoire du Tchad de précautions élémentaires. Sa douceur, sa bonté, sa patience étonnaient tout le monde et l'on craignait qu'il ne fût pas assez énergique pour mener l'affaire à bon port. On se trompait. On ignorait à quel point cet homme, ce grand homme, était d'accord avec sa conscience. On ne soupçonnait pas la résolution qui se cachait sous tant de simplicité.

Il convient, je crois, de saluer au passage sa pure mémoire. Eboué, comme vous le savez, était un noir de la Guyane. Elevé en France, il devait y trouver le meilleur de notre âme et le mêler à son âme d'élite, sans jamais connaître ce complexe d'infériorité qui nuit si souvent aux rapports des noirs avec les blancs. Non seulement, il y avait chez lui un équilibre merveilleux entre l'intelligence et la sensibilité, mais la bonté imprégnait si naturellement son esprit que ses actes et ses pensées, sans jamais cesser d'être lucides, étaient comme aimantés vers le bien. Ainsi la crise tragique de 1940 trouvait-elle en lui un de ces volontaires irréductibles, d'autant plus inaccessibles aux forces du mal qu'ils les combattent avec plus de modération et de silence. Eboué n'aimait ni faire ni entendre des discours. Jamais durant ces dix semaines, il n'en prononça un seul ; il se plaisait au contraire à bavarder avec des amis et ce fut au cours de conversations au bord du Chari, sur un pauvre banc, que le destin du Tchad fut fixé.

Nous étions prêts à toutes les conjonctures. Il ne manquait que l'occasion. Préparée par la correspondance avec le Général de Gaulle, elle arriva un beau matin sous la forme d'un télégramme très secret :

« Trois officiers envoyés par le Général de Gaulle viennent d'arriver à Lagos. L'un d'eux se rendra à Fort-Lamy par premier avion. »

Suivirent dix jours d'attente. Enfin, le 23 août, M. Pleven et le Commandant d'Ornano annonçaient leur arrivée pour le jour même. Dès lors, la consigne était rompue, la nouvelle publiée et l'immense majorité de la population massée au terrain d'aviation, pour attendre les messagers. En les voyant arriver, nous sentîmes qu'on nous avait enlevé un poids énorme de dessus le cœur.

Vous savez le reste. Le 26 août, dans la si pauvre mairie de Fort-Lamy, le Colonel Marchand lisait la proclamation devenue fameuse (6). Le lendemain, de Londres, le Général de Gaulle en faisait connaître les termes au monde et citait le territoire du Tchad à l'ordre de l'Empire.

Dès lors, il y avait un territoire français qui continuait la guerre, un territoire français insoumis à l'ennemi, territoire bien modeste sans doute, mais, à tout il faut un commencement. La résistance cessait d'être idéale et s'appuyait sur la terre ferme.

Il pouvait alors se passer deux choses : ou que notre exemple entraînant toutes les autres colonies, ou qu'au contraire nous dussions rester seuls. Ni l'une ni l'autre supposition ne se trouva juste. Les événements qui se succédèrent les jours suivants parurent pourtant donner crédit à la première. Le 27, on apprenait le ralliement du Cameroun, le 28 celui de Brazzaville et, par conséquent, de l'Afrique équatoriale tout entière. Mais le reste de l'Afrique française ne suivit pas. Non qu'on y manquât de cœur plus qu'ailleurs. Je pourrais au contraire citer plus d'un nom de résistant : les Louveau, les Boislambert, les Bissagnet, tant d'autres, ont su, aux travaux forcés de Vichy, ce que coûtait le crime d'espérance.

(6) NDLR – Le Colonel Marchand, commandant des troupes du territoire annonce le ralliement du Tchad à la France libre.

Non, l'Afrique occidentale, Madagascar, Djibouti, n'avaient, pas plus que nous, déposé l'esprit de résolution. Ce fut l'occasion qui faillit, et dès lors qu'elle échappait, l'autorité des chefs de Vichy s'accrut, jusqu'à leur permettre de régner autant que la marche de la guerre ferait qu'on cessât de le supporter.

Du moins, le 27, le **Cameroun** s'était rallié au mouvement de libération. Depuis l'armistice, ce territoire, bien décidé, dans son immense majorité, à rompre avec Vichy, mais l'administrateur, depuis gouverneur, Saller ne savait par quel bout entreprendre la rupture. Là encore, l'occasion faisait défaut. Elle apparut sous les traits décidés d'un jeune commandant aux yeux bleus, l'un des trois officiers arrivés à Lagos. Avant l'aube, Leclerc débarquait d'une pirogue et, dès lors qu'il fut là, tout devint très simple. Le Cameroun avait un chef désigné par la nature et consacré par le Général de Gaulle (...).

A **Brazzaville**, les choses devaient être à la fois plus faciles et plus difficiles. Plus faciles, parce qu'il suffisait de traverser le Congo pour trouver, en territoire belge, amitié et appui efficaces ; plus difficiles, car il fallait se débarrasser d'abord de ce Gouverneur général polichinelle que je vous ai déjà cité, le Général Husson, et comme c'était un polichinelle, tout pouvait fort bien tourner au mieux ou tout de travers.

Sorti d'une cellule de Damas, où il purgeait des arrêts de forteresse pour avoir cru au destin de la France, le Colonel de Larminat, après un périple singulier, se trouvait à Léopoldville, le 18 août. Avec lui, l'occasion se rapprochait, jusqu'à pouvoir être touchée du doigt. Bien sûr, le gouvernement général belge ne pouvait lui donner une hospitalité officielle. Mais le Congo, n'est-ce pas, est un fleuve international et Léopoldville était en droit d'ignorer ce que faisait Larminat du moment qu'il le faisait sur un bateau amarré à la rive.

Ignorance fort peu innocente et fort heureuse. Le représentant du Général de Gaulle entra en rapports étroits avec les patriotes militaires et civils de Brazzaville et mettait au point le découronnement du gouvernement général, condition indispensable de la rentrée de l'Afrique équatoriale dans la guerre. L'effort des

Belges s'ajouta à celui des Français. Le « gaullisme » belge trouvait là une première et éclatante occasion de s'exprimer. Il ne se démentira pas par la suite, l'amitié de nos voisins ne cessera d'être pour nous un cordial appui.

Cependant l'impatience de Brazzaville grandissait. Elle déborda, le 28 août au matin, lorsque la nouvelle du ralliement du Tchad ayant été connue, il apparut urgent de prendre la décision. Ce fut vite fait. Le général d'opérette Husson s'enchevêtra dans des ordres contradictoires, si bien qu'il fut assez facile à quelques officiers déterminés de le cueillir, de l'empaqueter, de le placer sur une vedette et de l'expédier en face. La même vedette qui l'emporta ramena le Colonel de Larminat à Brazzaville. Le tour était joué. C'était un médiocre cadeau que l'on faisait au Congo belge. Husson n'y demeura pas. Renvoyé en France et mis à la retraite par Vichy, il put y ressasser à loisir les plaisanteries dont il fut l'objet jusqu'à son arrivée en territoire portugais. On en rit encore sur les deux rives du Congo.

Ainsi le bloc Afrique équatoriale française, Cameroun, qu'on appela bientôt l'Afrique française libre, était constitué. Mais la résistance coloniale ne devait pas s'arrêter là. L'instinct de libération continuait d'agiter nos colonies lointaines et bientôt les Etablissements français de l'Inde, avec leur chef, le Gouverneur Bonvin, se déclarèrent pour le Général de Gaulle.

Ailleurs, ce fut un peu plus malaisé. La **Nouvelle-Calédonie** et les Etablissements français d'Océanie n'étaient pas commandés par des patriotes. A Tahiti, la substitution nécessaire se fit par un mouvement spontané de la population, tandis qu'à Nouméa, M. Sautot, lequel, comme je l'ai dit, avait déjà entraîné derrière lui le condominium des Nouvelles-Hébrides, se présenta dans le port et fut salué par l'enthousiasme délirant de la foule, ne laissant plus au Gouverneur de l'île que la faculté de se démettre. Comme en Afrique, à la fin de septembre, la flamme à croix de Lorraine flottait sur les îles françaises du Pacifique.

J'ai passé en revue le ralliement des colonies françaises en 1940, sans parler à aucun moment des indigènes qui s'y trouvaient. Est-ce à dire que nous ayons

mené notre affaire sans eux, en exerçant seulement, par une sorte de nécessité nationale, le droit du plus fort ? La question mérite réponse. Sans doute, le mouvement de résistance fut-il conçu et mené par les Européens. Pourtant, dès le principe, on sentit une adhésion confuse mais générale du monde indigène. Quelque chose disait à ces hommes, qui, eux aussi, étaient des instinctifs, qu'il y avait une inacceptable obscurité dans la politique de soumission et une attirante clarté dans le refus. On a raconté plus d'une agréable légende sur la forme que prenait la personnalité du Général de Gaulle, au fond de l'Oubangui ou sur les bords de la mer Rouge. Je ne m'arrêterai pas à ces histoires, plus pittoresques sans doute qu'exactes. Cependant, les noirs d'Afrique équatoriale ont, à leur façon, été de purs gaullistes, en ce qu'ils ont senti qu'il y avait, dans le gaullisme, une grandeur indéfinissable peut-être, mais certaine. Non seulement il n'y a pas eu la moindre trace de contrainte à leur égard, mais ce n'est pas sur ordre qu'ils se sont mis à baptiser « de Gaulle » tout ce à quoi ils attachaient quelque prix. Depuis 1940, les enfants noirs prénommés « de Gaulle » ne se comptent plus. Blancs et noirs ont réagi selon le même instinct, avec le même sens de la grandeur.

**

Encore que l'ensemble des colonies ralliées en 1940 ne formât pas, en valeur, le tiers de l'Empire français, c'était tout de même un beau bloc et une force essentielle dans la guerre. N'oublions pas que le Tchad couvrait le reste de l'Afrique contre l'ennemi et qu'il commandait la route aérienne du Moyen-Orient. N'oublions pas davantage que la violence du Japon se dessine à l'horizon du Pacifique et que la Nouvelle-Calédonie s'apprête à devenir l'ouvrage avancé de la défense australienne. Que va devenir ce bloc ? Comment lui faire donner, en l'absence de la métropole, tout ce qu'il doit donner pour être vraiment utile à la France et aux Alliés ?

Tout d'abord, il fallait éviter les échecs. J'ai déjà parlé de la discipline : il convient d'y revenir. C'était dans une aventure que nous nous étions lancés. Et,

dès lors qu'on se lance dans l'aventure, on perd vite le goût de la vie bourgeoise. Or, nous devons tirer de l'esprit d'aventure tout ce qu'il contient d'activité et néanmoins nous ranger dans un ordre français qui ne compromît pas les destins de la Patrie. Pourtant, nous avons jeté par-dessus bord un gouverneur général et des gouverneurs ; nous allions gérer nos propres affaires, nous devons prendre des décrets ; l'initiative faisait irruption dans des colonies jusque-là tenues en tutelle. Ne céderions-nous pas à la tentation de garder cette initiative et, oublieux du motif national qui nous avait fait agir, ne créerions-nous pas une véritable autonomie de la résistance coloniale, en dehors d'une France dont les événements nous avaient détaché ? Il faut le dire, cette tentation a existé et c'est justement parce qu'elle a existé que les colonies françaises ont acquis un plus grand mérite. Ici encore, je citerai le Gouverneur général Eboué que le choix du Général de Gaulle avait désigné à présider aux destinées de l'Afrique équatoriale tout entière. Pour lui, l'indiscipline avait pris fin le jour même où le Tchad répudiait publiquement Vichy. L'obéissance était immédiatement transférée au Comité National de Londres et il n'y avait plus de place pour de nouvelles expressions spontanées. Sa patience et sa sagesse garantirent ainsi l'unité de la France. De même, la virile subordination de Leclerc qui, non moins qu'Eboué, maintint très haut l'évidence du principe national et reste, au lieu du condottiere qu'il aurait pu être, le pur chef français qui est entré dans l'histoire.

Et, pourtant, à Vichy, on nous appelait les dissidents. Jamais vocable ne fut employé plus mal à propos. Les prétendus dissidents ne furent mus que par la passion de l'unité et, sous leurs chefs, ils ne cessèrent de demeurer agis par cette passion. Nulle part, plus qu'à Brazzaville, on ne cultiva mieux le sens de la fraternité nationale. Nulle part on ne pensa davantage à rassembler les terres françaises afin d'en faire, pour la France, un instrument de guerre propre à assurer la renaissance et à ramener la grandeur.

Car les colonies françaises libres ne se fixaient pas d'autre but. Comme Clemenceau, elles entendaient faire la guerre ; comme lui, elles la firent.

Dès la fin d'octobre 1940, nous envoyions des troupes en Erythrée qui, en pleine confraternité d'armes avec les Britanniques, se couvrirent de gloire. Les victoires de Keren et de Kub-Kub sont dans toutes les mémoires. Dès janvier 1941, le colonel d'Ornano trouvait la mort dans un raid automobile sur la garnison italienne de Mourzouk. Aussitôt après, c'était Leclerc qui s'emparait de Koufra dans des conditions qui tiennent de l'épopée. Et puis, il y eut la Syrie qu'il fallut arracher et qu'on arracha à Vichy qui en avait livré les aérodromes aux Allemands, mettant ainsi en péril toute la position alliée dans le Moyen-Orient. Et puis, il y eut la première campagne de Leclerc dans le Fezzan, qui trouva les Italiens tout décontenancés. Ensuite, Bir-Hakeim, où le bataillon de l'Oubangui et le bataillon du Pacifique prirent leur large part aux exploits de Kœnig. Enfin, El-Alamein, d'une part, et la conquête du Fezzan, d'autre part, de sorte que, par des voies différentes, Kœnig et Leclerc pénétrèrent ensemble en Tunisie, pour se séparer ensuite et pour se retrouver de nouveau, l'un étant passé par la Normandie et Paris, l'autre par Rome, Marseille et Belfort, par les bords du Rhin.

Cette magnifique histoire n'aurait jamais été possible si les colonies françaises libres n'avaient pas constitué une base de départ aux colonnes françaises. Et plus qu'une base de départ. Il fallait aussi que l'activité de ces territoires fût consacrée à la guerre et à la libération et que les armées pussent s'y former dans les conditions les plus sûres. Si l'on songe que le matériel et le ravitaillement de la colonne Leclerc furent débarqués à Pointe-Noire et que quatre mille kilomètres séparent Pointe-Noire du nord du Tchad, on se rend compte de l'effort qui dut être fourni à l'arrière, par un arrière indéfiniment étiré et parfois vide de populations.

Eh bien ! pendant quatre ans, cet effort fut donné. L'Afrique française libre, comme les îles du Pacifique, se sentait personnellement responsable de la guerre française et se mit à la cadence d'un grand travail national. La seule surprise que l'on comptait faire à la métropole était de lui rendre des colonies plus jeunes, plus actives, mieux équipées, avec des routes plus commodes et plus longues, des ponts

tout neufs, des villes doublées ou triplées. Car on s'apercevait bien vite qu'en prenant de l'élan pour la besogne de guerre, on mettait en route du même coup mille chantiers utiles à la vie durable de la colonie. On a dit parfois que l'Afrique française libre avait été récompensée de sa vertu. Mais il est vrai de dire aussi que cette vertu trouvait sa récompense en elle-même par le seul jeu de l'initiative mise au service d'une juste cause. (...)

**

Et il était vrai que nous fussions seuls à représenter la France. Les Allemands mirent longtemps à s'en apercevoir, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis ne s'y trompèrent pas. Rapidement, Brazzaville devint l'une des capitales du monde en guerre et cette aimable station coloniale, longuement étirée sur les bords du Congo et qui retenait si peu l'attention de la France et même des coloniaux français, avant la guerre, s'ouvrit à tous les mouvements de l'univers et se forma une opinion politique que Paris prisonnier ne pouvait pas exprimer. Il fut un temps où l'on compta avec Brazzaville et où Brazzaville savait que l'on devait compter avec elle. Ainsi, parmi les Alliés, la France restait vivante.

Le devoir que l'on avait de dire pour la France ce que son mutisme forcé lui interdisait amena tout naturellement le gouverneur général Eboué à définir les principes d'une politique indigène à laquelle l'opinion métropolitaine aurait généralement souscrit si elle l'avait pu. Publiquement, il affirmait que le progrès dont nous étions les fourriers résulterait davantage du perfectionnement interne de la vie et des institutions indigènes que de l'application, mal adaptée, de recettes toutes faites à des sociétés si différentes de la nôtre. Mais il considérerait, d'autre part, que l'élite indigène avait très rapidement évolué à notre contact et qu'il fallait lui faire sa place, tout en éprouvant d'abord sa responsabilité dans le cadre africain. Sa circulaire du 8 novembre 1941 connut, au Congo belge, dans les colonies britanniques et en Amérique un grand retentissement. Les mêmes principes qu'elle mettait en évidence servirent plus tard de thème à la Conférence de Brazza-

ville (7). Au début de cette année, M. Pleven, commissaire aux Colonies, réunissait, sur les bords du Congo, tous les gouverneurs de l'Afrique française pour établir avec eux les lignes d'une politique coloniale française, conforme aux conditions nouvelles du monde. La Conférence de Brazzaville, dans sa sagesse hardie, prouva combien l'Empire avait à cœur de se prononcer au lieu et place de la France et de maintenir la réputation de notre pays, dans le domaine de l'esprit et du cœur.

J'ai dit : l'Empire. C'est qu'en effet, depuis le mois de juillet 1943, l'Empire français était à nouveau rassemblé. Ce n'est pas l'un des moindres mérites des colonies françaises libres que d'avoir opéré ce rassemblement et elles n'y ont réussi que parce que vraiment elles représentaient la France. (...)

C'est ainsi que l'on gagna d'abord **Saint-Pierre-et-Miquelon**. A la Noël de 1941, ces îles déshéritées reçurent en cadeau les corvettes de l'Amiral Muselier et il suffit de la présence de ces frêles bateaux pour provoquer, par un plébiscite écrasant, l'adhésion de la population à la politique de la France en guerre.

Ainsi, l'Empire, réuni d'abord aux colonies gaullistes, puis rassemblé par elles et autour d'elles, assura-t-il à la France son expression politique malgré l'éclipse de la défaite et de la capitulation. Ainsi, par l'Empire, la politique française ne cessa-t-elle de se faire sentir vis-à-vis de l'ennemi comme vis-à-vis des amis.

Cette politique, en 1940, portait le signe de la fidélité à l'alliance britannique. Si étroite que puisse être une alliance, il ne faut pas s'y dissoudre. Vichy n'a cessé de prétendre que nous l'avions fait. Vichy n'a cessé de hurler, à travers toutes les ondes de sa radio, que nous nous étions vendus aux Anglais et qu'avec nos personnes nous avions aussi vendu les colonies. M. Churchill régnait en maître chez les dissidents et quand M. Roosevelt entra en scène à son tour, on inventa le monstre anglo-saxon unique, quoique bicéphale, et qui dévorait tous les prolongements de la France. Parfois même, on attribua au

camarade Staline les mêmes facilités d'assimilation. Peu importait la contradiction. Ce qu'il fallait bien introduire dans l'esprit des Français, c'est que les Alliés de la France lui avaient volé son patrimoine, avec l'appui des traîtres gaullistes.

Dirai-je que, si quoi que ce fût de semblable s'était produit, la faute en eût été à Vichy et à Vichy seulement ? Par le seul fait de l'armistice, les colonies, si l'on veut bien y réfléchir, étaient littéralement abandonnées. Elles devenaient de ces *res derelictae* dont les juristes disent qu'elles appartiennent au premier occupant. Pour empêcher toute appropriation, il fallait s'y rendre, mais, pour s'y rendre, il fallait renoncer à l'indispensable protection ennemie et reprendre une posture nationale. On préféra demeurer à Vichy et se justifier en criant : « Au voleur ! ». (...)

Le voleur ne vint pas ou plutôt il ne vint qu'en Extrême-Orient et c'est Vichy qui le reçut. Japonais et Siamois entamèrent notre Indochine et chacun parut s'en réjouir à l'Hôtel du Parc (8), où l'on continuait pourtant à nous taxer de trahison. Il est temps d'en finir avec les vestiges de cette infamie et je tiens à donner à cet égard les informations les plus précises de façon qu'il ne puisse rien rester dans l'esprit de quiconque d'une propagande qui n'a jamais été qu'une propagande ennemie.

Il n'y a jamais eu, ni en Afrique équatoriale, ni au Cameroun, la moindre garnison britannique ou américaine. Les contrats commerciaux passés avec la Grande-Bretagne d'abord et avec les Etats-Unis garantissaient autant les besoins communs de la guerre que les droits du producteur parfaitement comptés. Les colonies françaises n'ont vécu que sur leurs propres ressources. Aucun organisme économique étranger nouveau n'y a pris place. Aucune base, ni aérienne, ni navale, n'a été concédée à quiconque, pas plus dans la Méditerranée que dans l'Atlantique, dans le Pacifique ou dans l'océan Indien. Les seuls accords signés, soit avec les Etats-Unis, soit avec la Grande-Bretagne, l'ont été pour des opé-

(7) NDLR – Le 30 janvier 1944, à Brazzaville, devant les représentants des territoires de l'Empire, le Général de Gaulle exposa sa conception des relations futures de la métropole et de son Empire.

(8) NDLR – Siège des services du Chef de l'Etat français à Vichy.

ractions communes de guerre et leurs délais d'exécution ne dépassent pas une durée de six mois après la fin des hostilités. L'Empire français rentrant spontanément dans la guerre y est entré sans contracter aucune hypothèque. Le patriotisme des colonies a toujours été pur et lucide. Il s'inspira de la fidélité loyale à l'alliance britannique, mais il demeura farouche sur le chapitre de l'intégrité française. (...)

D'autres gouvernements alliés ont dû se résigner à opérer uniquement et constamment à partir d'une terre amie, mais étrangère. Si la France était restée avec la diversité et l'étendue de son Empire soumise à une pareille nécessité, elle y perdait le meilleur de sa place dans la guerre et pour la paix future. Dans la guerre, où il fallait qu'un effort militaire sensible et actuel fût donné, et nous avons vu qu'il l'a été. Dans la guerre, il fallait également qu'un effort économique vînt contribuer à l'effort commun des Alliés et que les ressources françaises disponibles fussent offertes à la cause de la victoire. C'est ainsi que le nickel et le chrome de Nouvelle-Calédonie, que la viande de Madagascar, que le coton, les diamants et les bois d'Afrique équatoriale, que le rutile du Cameroun, que les huîtres d'Afrique occidentale, tout a pu prendre le chemin de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis pour y soutenir, pendant les dures années 1941, 1942 et 1943, l'industrie progressive qui devait s'opposer à l'industrie allemande et alimenter les batailles.

Je ne vous citerai pas de chiffres pour ne pas vous lasser. Qu'il me soit seulement donné d'indiquer que l'Afrique centrale, en deux années, augmentait six fois le chiffre de sa production de caoutchouc, deux fois le chiffre de sa production de coton, trois fois le chiffre de sa production d'or, cinq fois le chiffre de sa production de diamants.

L'Empire s'était mis au travail avec un élan irréductible. Le front de la production restait à la hauteur du front combattant.

*
**

Marcel Déat s'est trompé. Pourtant, il aurait pu avoir raison : c'était une entreprise téméraire que de prétendre sauver la métropole et périlleuse en somme,

pour les colonies mêmes qui la menaient, autant qu'elle pouvait l'être pour l'unité française. Comment tous les dangers de l'opération furent-ils évités ? Comment le succès vient-il récompenser l'action de l'Empire ? C'est d'abord à la fidélité qu'on le doit. Cette fidélité a été totale et intransigeante ; elle a suscité le refus spontané de la capitulation et distingué dès l'origine la fraude qui se cachait sous le culte du Maréchal. Elle a donné ensuite à la guerre menée par l'Empire un sens purement français. Les populations des divers territoires, comme les coloniaux français, n'ayant pensé qu'à la mère patrie et n'ayant voulu que sa délivrance, ne risquèrent pas d'être détournés de ce souci initial et exclusif.

Mais si la fidélité de l'Empire était, après tout, une qualité connue et dont on avait déjà fait l'épreuve pendant l'autre guerre, l'initiative coloniale, au contraire, telle qu'elle vient de se manifester, constitue, dans la vie de la communauté française, le grand fait nouveau qu'il faut souligner. Que cette initiative n'ait joué que pour le salut de la Métropole ne change rien à sa force. Ce qui compte, c'est que les colonies ont agi par elles-mêmes et qu'elles ont pris la politique française à leur compte, aux lieu et place de la Métropole provisoirement absente.

Il faut qu'à Paris on y réfléchisse bien. Ces colonies loyales, mais passées à l'épreuve de la guerre, de *leur guerre*, n'y ont plus tout à fait le même aspect que l'on se figurait naguère. Elles ont grandi. Ce sont leurs chefs qui les menaient sans doute, mais elles savaient fort bien où leurs chefs les menaient. L'initiative, tacitement et publiquement, était le fait de tous les éléments de la population et parmi eux de celle de cette bourgeoisie évoluée pour qui tout a été très clair, la défaite comme le refus de la capitulation. Le choix de cette élite a été délibéré : mes Africains éclairés savaient trop bien ce que signifiait le racisme allemand et ils préféraient la France, fût-elle à terre, car ils avaient confiance dans ses intentions. Ainsi contribuèrent-ils à la sauver.

Ils avaient confiance dans les intentions de la France, mais il faut maintenant que ces intentions passent en actes. C'est ici que nous touchons à la grande leçon de cette étonnante histoire. Dans la famille

française, on avait traité assez humainement les enfants mineurs pour les trouver un jour, dans le désarroi général, comme les seuls défenseurs du patrimoine commun, mais cette lutte a accéléré leur maturité. Si nous allions demain, je ne dis pas les oublier, mais seulement oublier leur âge et leur réflexion plus assise et leur courage éprouvé, si nous allions reconstituer le cercle de famille comme si rien ne s'était passé, ces jeunes hommes, car ce ne sont plus de grands enfants, en éprouveraient une déception profonde et ne comprendraient plus. Ils penseraient que la France a changé et ce dépit du cœur ne serait pas curable.

Qu'au contraire, la France les reconnaisse pour ce qu'ils sont devenus, qu'elle leur fasse leur juste place dans la communauté et leur impatiente affection débordera. Au milieu de tous les peuples libres de son Empire, la France se sentira soutenue par une équipe ardente, l'équipe de 1940, celle qui lui apportera le salut dans la défaite et qui, dans la paix, lui rendra la grandeur.

Madagascar se prononçait à son tour l'année suivante dans des conditions plus cruelles. La résistance absurde du Gouverneur général Annet aux troupes britanniques est connue de tout le monde. Nos alliés entendaient que la grande île de l'océan Indien ne devînt pas une proie facile pour les conquérants japonais et ils avaient raison. On aurait préféré pourtant que l'opération se fît avec la France combattante, l'initiative anglaise y aurait gagné en clarté et en décision. Néanmoins, rien ne justifiait les ordres donnés de Vichy pour s'opposer à l'intervention. Rien ne justifiait non plus l'exécution de ces ordres par l'autorité locale. Dieu merci, le fort de la population était loin de partager la feinte indignation qui s'affichait alors sur les murs de Paris et la disparition du gouverneur général Annet laissa place tout naturellement à l'établissement d'un régime gaulliste, décidé sans transition à faire passer Madagascar dans la guerre. Cependant, le ralliement de **la Réunion** s'opérait par les seuls Français combattants. L'arrivée du *Léopard* devant Saint-Denis détermina le retour à la vie nationale de l'île Bourbon ; ce fut simple et rapide. De l'aveu du gouverneur sortant, quatre-vingt pour cent au moins de la population n'avaient cessé de le souhaiter.

Je pourrais m'étendre plus longuement sur les circonstances qui retardèrent jusqu'en décembre 1943 le ralliement de la côte française des Somalis. Le Gouverneur Nouailhetas se rendit tristement célèbre par un certain nombre d'assassinats qu'il n'hésita pas à faire commettre sur la personne de ses administrés européens ou indigènes, tandis que la population vivait misérablement et sans comprendre dans l'attente d'on ne sait quoi. C'est ce qu'on appelait à Vichy « l'admirable fidélité de la côte française des Somalis à la personne du Maréchal ». Là aussi, dès que la France combattante apparut, tout devint clair et l'on comprit que les crimes de Nouailhetas avaient été des crimes.

Entre-temps, l'Afrique du Nord avait vu débarquer sur ses plages les armées alliées et s'était trouvée détachée de Vichy. Je n'ai pas à relater ici les étranges tours de passe-passe qui illustrèrent d'abord ce chapitre du rassemblement de l'Empire. Je veux simplement noter à quel point la conjoncture fut dangereuse pour la France et combien ce fut une grande et belle chose qu'elle fût parvenue à préserver son unité en dépit de toutes les équivoques. En Afrique du Nord, comme en Afrique occidentale, il y avait en effet tendance à laisser se constituer des satrapies distinctes avec lesquelles les chefs des armées alliées auraient pu se trouver amenés à traiter. L'opinion française n'a pas toujours compris ce dont il s'agissait. Elle voit aujourd'hui plus clair. Ce dont elle doit être exactement persuadée, c'est que ce sont précisément les pires suppôts du régime de Vichy qui au moment où les forces alliées leur paraissaient commencer à l'emporter n'hésitèrent pas à faire litière des plus hautes nécessités nationales, et de même qu'ils avaient accepté de laisser l'Allemagne maîtresse du destin de la France, tolérèrent tout aussi bien que n'importe qui intervînt dans nos affaires, quitte à compromettre la structure même de l'ensemble français. Ils ne refusaient qu'une chose : avouer leur erreur.

Le rôle du Gouverneur général Boisson doit être, à cet égard, particulièrement souligné. Le même homme qui, en 1940, nous menaçait, selon un procédé florentin, de représailles sur nos familles, lui qui était stérile comme Pétain, ce même homme se montrait prêt en 1942 à se

subordonner à un pouvoir qui ne fût pas le pouvoir exact de la France.

Ce pouvoir exact, ce fut le comité de la Libération qui l'installa dans l'Empire. On ne remarquera jamais assez à quel point l'institution du gouvernement républicain à Alger a compté dans l'histoire de France : c'était la démonstration que l'Empire constituait le support de l'autorité française résistante, que non seulement il reconnaissait cette autorité, mais qu'il la justifiait et, comme je l'ai déjà dit, qu'il était la véritable représentation de la France devant le monde en guerre.

Les obscurités d'Alger ne sont pas toutes encore dissipées aux yeux des Français : c'est qu'on ne voit pas assez la difficulté qu'il y avait à dissoudre en Afrique du Nord les miasmes de Vichy. Ce nettoyage fut long et souvent pénible ; mais, par delà cette petite histoire, il est évident que, non seulement l'Empire s'était subordonné au gouvernement, mais qu'il formait d'une façon parfaitement consciente le fondement même sans lequel ce gouverne-

ment n'aurait pas pu parler avec autorité au nom de la France.

Peu après la constitution du comité de la Libération nationale, les Antilles françaises se débarrassaient à leur tour du pro-consul de Vichy. Ce sont les dernières par la date à s'être ralliées, mais non pas les dernières par le cœur. L'amour du pays s'y confondait avec l'amour de la liberté et l'onregistra une véritable explosion d'enthousiasme, quand le représentant du Général de Gaulle, débarquant à la Martinique, le 14 juillet 1943, dit à la foule : « Je vous apporte la France et la République ».

A cet Empire, ainsi recomposé à partir des colonies françaises libres et par leur foi, il ne manque qu'une seule de nos possessions, la plus belle à vrai dire, l'Indochine. Là aussi, les nombreux partisans de la Résistance furent traqués, les plus vigoureux condamnés et internés mais, comme ailleurs, l'implacable logique nationale s'y fera sentir à son heure. L'Indochine restera dans la famille française avec la place qui lui est due.

Le régiment de chasse Normandie-Niémen

*Notes documentaires et études,
22 juin 1945 *.*

C'est dans ses propres avions, des appareils de chasse russes du type Yak, que le régiment Normandie-Niémen revient en France, après près de trois ans de combats sur le front russe. Les appareils qu'il monte ont été offerts par la Russie soviétique à l'aviation française. Voici un résumé de ce qu'a été pour le régiment l'histoire de ces trois ans :

En 1942, le Général de Gaulle décida d'envoyer un groupe d'aviateurs français en Russie, pour y combattre aux côtés de l'armée soviétique. C'est ainsi que fut créée en Syrie l'escadrille « Normandie ». Sur l'ordre du Général Vallin, alors commandant des Forces aériennes françaises libres, 14 pilotes et 15 mécaniciens

partirent pour la Russie, passant par l'Iran, la mer Caspienne et l'Oural. Ils arrivèrent à Moscou à la fin de novembre. Durant l'hiver, particulièrement rigoureux, ils poursuivirent leur entraînement, sous les ordres du Commandant Tulasne.

En mars 1943, l'escadrille, équipée d'avions de chasse russes du type Yak 1, fut envoyée au front dans le secteur d'Orel. De mars à juillet, il n'y eut pas de grande offensive russe : les missions du groupe Normandie consistèrent en exercices de chasse d'accompagnement effectués aux côtés du groupe soviétique « Doumtchesko ». En juillet 1943, les pilotes, passés au nombre de 20, participèrent à la bataille d'Orel. Pendant les sept premiers jours de la bataille, du 12 au 19 juillet, ils n'eurent pas un instant de

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 82, (série française – XVIII) Ministère de l'Information, Direction des Informations, 27 rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 22 juin 1945.

repos. L'escadrille accomplit 138 missions d'escorte ou de couverture des troupes de terre. Elle livra 70 combats. 15 pilotes français abattirent 19 avions ennemis et en endommagèrent plusieurs autres. Le 17 juillet, le Commandant Tulasne était porté disparu après un combat aérien dans le secteur d'Orel.

L'escadrille reçoit alors de nouveaux appareils, du modèle Yak 9. Le Commandant Pouyade en reçoit le commandement, et il conduit ses pilotes au combat dans le secteur de Spass-Demiansk, pendant la bataille de Briansk. L'escadrille participe aussi aux batailles de Smolensk et d'Orcha, et est décorée de l'ordre « Pour la guerre mondiale » et de l'ordre « Pour la défense de la Patrie ».

A la fin d'août 1943, l'escadrille prend part à l'attaque russe sur le front de Yelna. En deux jours, 12 appareils ennemis sont abattus ; 2 autres le sont probablement. A la fin de l'offensive, le groupe avait totalisé 51 victoires et endommagé en outre 12 appareils ennemis. A cette occasion, quatre pilotes sont décorés de l'ordre de la « Guerre pour le salut de la patrie ».

Le 19 septembre, le groupe attaque hardiment une puissante formation de bombardiers allemands qui menaçaient d'atteindre les troupes soviétiques ; les lieutenants Lefèvre, Barbier et Risso se distinguent au cours de l'action et le Général Gromov-Pronine leur consacre une brillante citation.

Du 1^{er} au 23 octobre, 13 pilotes français appuient l'offensive d'Orcha. Ils remportent 11 nouvelles victoires.

En novembre, l'escadrille est envoyée au repos : elle totalise alors 77 victoires certaines, 9 probables et 15 appareils endommagés. C'est pendant l'hiver 1943-1944 que l'escadrille devint le régiment « Normandie ».

Le régiment regagna le front dès le mois de mai 1944. En juillet, il prit part à l'offensive dans le secteur de Minsk. Dans la seule journée du 1^{er} juillet, il effectua 51 missions. En août, il soutient les troupes soviétiques qui forcent le passage du Niémen et prennent Marienpol. Le Maréchal Staline cita le régiment à l'ordre du jour ; il reçut le titre d'Aviation de la Garde.

Au 1^{er} septembre 1944, le régiment comptait 40 pilotes ; il totalisait 89 victoires homologuées et 15 appareils endommagés et probablement détruits, soit au total 104 victoires. 4 pilotes avaient été décorés de l'ordre du « Drapeau Rouge » (...) : Lieutenant Albert Marcel (1) (...), Lieutenant Risso (...), Capitaine Mourier (...), Lieutenant-colonel Pouyade (...).

Cependant, l'activité du régiment Normandie ne se ralentissait pas. Il prend part aux batailles de Lithuanie et de Prusse orientale. Ainsi, entre le 13 et le 17 janvier 1945, le régiment abattit 24 avions allemands et en endommagea 7 autres. Au cours des mêmes opérations, le régiment était cité pour la troisième fois à l'ordre du jour par le Maréchal Staline, pour son active coopération au franchissement de la rivière Pregel.

En février, malgré des conditions atmosphériques défavorables, temps incertain, plafond bas, gel et dégel, malgré la prédominance du vent d'ouest qui favorisait les Allemands, le régiment se distingue encore. Les Allemands ont, pour la première fois, mis en ligne de nouveaux appareils de chasse, munis de moteurs plus puissants et appartenant à des escadres d'élite. Dans l'ensemble, les combats furent plus rares, mais plus acharnés que le mois précédent. Malgré la valeur des pilotes ennemis et leur méfiance accrue, les résultats du régiment « Normandie » ont été remarquables.

Plus de 300 heures de vol, réparties en 375 missions de guerre, ont été effectuées. Au cours de ces missions, 50 combats aériens ont été livrés, 9 avions ennemis ont été abattus contre 5 des nôtres perdus ou disparus, 7 autres fortement endommagés. Au sol, nos aviateurs ont mitraillé 2 terrains, coulé 1 vedette, détruit 2 camions et fait exploser un hangar.

Au 1^{er} mars 1945, « Normandie » avait accompli près de 3 400 missions, au cours d'environ 3 000 heures de vols de guerre (ses pilotes ayant accompli au total environ 5 500 heures de vol) et livré 800 combats, il comptait à son actif 258 victoires officielles, 34 probables. 42 appareils ennemis ont été endommagés ou détruits au sol, 132 camions, 24 voitures, 22 locomotives, 19 véhicules hippomobiles, 27 trains,

(1) NDLR – Le texte original mentionne l'intégralité des citations après chaque nom cité.

3 usines, 8 gares, 4 cantonnements, 5 terrains d'aviation, 1 vedette, ainsi que des tranchées, des chars, des péniches et des remorqueurs ont été attaqués et détruits.

Ces magnifiques résultats ont coûté à « Normandie » 13 de ses pilotes tués, 29 disparus et 6 blessés gravement.

Le régiment devait encore une fois être cité à l'ordre du jour par le Maréchal Staline, à l'occasion de la prise du port de Pillou, sur la Baltique. Il changea encore une fois de commandant, et passa sous les ordres du Lieutenant-colonel Delfino.

En février, le communiqué suivant était publié au Kremlin, à l'occasion de la remise de décorations aux pilotes du régiment :

« Le Presidium du Soviet suprême de l'URSS publie l'ordre du jour suivant à l'occasion de la remise de décorations russes à des aviateurs français du régiment de chasse « Normandie-Niémen ».

Pour l'accomplissement remarquable des missions militaires qui leur furent confiées par le Commandement sur le front de lutte contre les envahisseurs allemands et pour le courage déployé dans ces occasions, les décorations suivantes sont accordées :

Drapeau rouge

Aspirant André Jacques ; Aspirant Genes Pierre ; Capitaine Cuffaut Léon ; Aspirant Carbon Yves ; Aspirant Lemare Georges ; Capitaine Matras Pierre ; Aspirant Challe Maurice.

Ordre Alexandre Nevski

Lieutenant Risso Joseph.

Ordre de la guerre pour la Patrie (1^{re} classe)

Aspirant Bayssade Jean ; Lieutenant Bertrand Jean ; Commandant Delfino Louis ; Aspirant Dechanel Pierre ; Aspirant Delin Robert ; Aspirant Issibarne Robert ; Lieutenant Castin Robert ; Aspirant Manceau Jean-Jacques ; Aspirant Marchi Robert ; Aspirant Mertzisen Gabriel ; Aspirant Martin Rémi ; Aspirant Miquel Charles ; Aspirant Monier Charles ; Lieutenant Moynet André ; Aspirant Perrin Marcel ; Lieutenant Sauvage Jean ; Aspirant Taburet Gael ; Capitaine Challe René ; Sauvage Roger.

Ordre de la guerre pour la Patrie (2^e classe)

Lieutenant Amarger Maurice ; Lieutenant Verdier Marc ; Aspirant Versini Roger ; Aspirant Gaston Jacques ; Aspirant de Geoffre François ; Aspirant de Saint-Phalle Jacques ; Aspirant Casaneuve Jacques ; Aspirant Querne Louis ; Aspirant Lebras Albert ; Laurent Alexandre ; Aspirant Lorillon Pierre ; Aspirant Penverne Roger ; Aspirant Pierrot Fernand ; Capitaine de Saint-Marceau ; Aspirant Feldzer Constantin ; Aspirant Emonet Jean.

Ordre de l'Etoile rouge

Aspirant Menu Lionel ; Aspirant Schoendorff Joseph.

Le Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS :

signé : KALININE

Le Secrétaire du Présidium du Soviet suprême de l'URSS :

Signé : GORKINE

Kremlin, 23 février 1945

Le titre de Héros de l'Union Soviétique fut conféré à trois aviateurs français : le Capitaine de la Poype, le Capitaine Albert et le sous-lieutenant Jacques André, ainsi qu'au Lieutenant Lefèbre, un des héros du régiment, tué le 28 mai 1944, et qui avait été cité également à l'ordre de l'Armée aérienne, citation comportant l'attribution de la Croix de guerre avec palme. Le texte de sa citation est le meilleur témoignage de ce qu'a réalisé, pour l'amitié franco-soviétique, le régiment Normandie :

« Lieutenant Marcel Lefèbre, du régiment de chasse « Normandie ». Jeune commandant d'escadrille, animé des plus belles vertus militaires et d'une absolue confiance dans la victoire. Affecté au groupe « Normandie » depuis sa création, en est rapidement devenu un chef de file aimé et estimé de tous. Au cours de 128 missions de guerre, a obtenu, sur le front germano-soviétique, 11 victoires officielles, 3 probables et 2 avions endommagés. Le 28 mai 1944, a été gravement brûlé dans son avion, qui avait pris feu en plein vol, au retour d'une mission de guerre, dans le secteur de Vitebsk. — Mort à Moscou des

suites de ses blessures, le 5 juin 1944. Totalisant 1 300 heures de vol.

« A été un magnifique propagandiste français en Union Soviétique, où il était estimé de tous ceux qui l'ont appro-

ché, et où sa réputation de bravoure, de modestie et de patriotisme s'était répandue jusqu'aux coins les plus reculés de l'immense Russie. Est et restera, dans ce pays, le symbole du Français qui a donné sa vie pour que la France vive. »

Le débarquement allié sur les côtes de Provence et ses conséquences stratégiques (15 août 1944)

*Notes documentaires et études,
10 août 1945 **

Introduction

Le débarquement sud
dans la stratégie générale

La préparation

C'est semble-t-il, à Téhéran, du 26 novembre au 2 décembre 1943, que les Trois Grands se mirent d'accord sur les modalités générales d'établissement du deuxième front en Europe occidentale. Les états-majors s'entendirent alors en particulier sur la succession des coups qui seraient portés à l'ennemi pour l'empêcher de faire voguer ses maigres ressources d'un théâtre d'opération à un autre. Il fut alors décidé qu'une coordination étroite serait établie entre les opérations en Italie, le débarquement en Normandie, et le débarquement en Provence.

Les opérations devaient être poussées en Italie de manière qu'une première grande victoire : la prise de Rome fut remportée, juste avant le débarquement de Normandie.

A la suite de cette victoire, le corps expéditionnaire français en Italie serait retiré du front pour venir former, avec le 6^e corps d'armée américain et de nouvelles troupes françaises à l'entraînement en Algérie, l'armée d'invasion sud, sous les ordres du Général Patch.

Le déclenchement du débarquement sud était fixé au jour D + 100, D étant le jour du débarquement en Normandie. L'état-major suprême escomptait en effet qu'à cette date, la bataille du nord aurait absorbé la plus grande partie des forces allemandes et qu'en conséquence même si la décision n'était pas encore obtenue sur la Manche, le débarquement de Provence porterait à l'ennemi un coup décisif.

En Russie, l'offensive devait se déclencher aussi rapidement que possible après ce jour.

Chose remarquable, les prévisions stratégiques furent exactement réalisées. Après une brillante campagne où le corps expéditionnaire français joua un rôle capital, les troupes du Général Alexander entraient à Rome dans la nuit du 4 au 5 juin, avec un léger retard sur l'horaire, – retard qui fut compensé par le fait que le mauvais temps en Manche fit remettre de 24 heures le débarquement de Normandie.

Après leur entrée à Sienna le 3 juillet, les troupes françaises furent retirées du front comme prévu et installées dans les « areos » de concentration où elles attendirent le départ pour la côte de France.

En Algérie, les troupes du Général de Lattre, le 6^e corps d'armée américain se préparaient elles aussi au débarquement par des exercices nombreux et particulièrement réussis.

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 107 (série internationale. – XXXVI), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 10 août 1945.

La situation générale au 15 août

Au moment du débarquement sud, la situation stratégique générale se présentait de la façon suivante.

En Normandie, après une longue lutte de 50 jours, les armées américaines avaient réussi à percer à Avranches et les chars Sherman se répandaient à travers tout le pays. La contre-attaque de Rommel lancée avec 4 panzer-divisions le 7 août, de Mortain vers l'ouest, pour étrangler le goulot d'Avranches, venait d'être jugulée par les autres chars et surtout par les chasseurs-bombardiers américains.

La manœuvre d'encerclement par le sud de la 7^e Armée allemande dans le boyau d'Argentan-Falaise était en pleine évolution, avec le concours de la division Leclerc. En bref, la partie était gagnée en Normandie. Mais on estimait que les Allemands chercheraient à tenir la ligne de la Seine.

Par ailleurs, dans le Sud-Ouest et le Sud de la France, l'ennemi avait encore des forces considérables. (...)

Sans le débarquement de Provence, ces forces, quoique harcelées par les FFI et gênées par les destructions, auraient pu retraiter sans encombre au maximum à l'est du massif central et permettre à la Wehrmacht d'établir un pont solide sur la ligne générale Seine, Saône, Rhône.

Sur le front de l'Est, l'offensive russe avait submergé la Galicie et la Pologne orientale, atteint la Vistule de Sandowicz au sud de Varsovie, et poussé une pointe jusqu'auprès du golfe de Riga. Une des batailles se livrait entre les dernières armées blindées allemandes de Schoerner et de Guderian, tant dans les pays baltes que devant Varsovie. Il importait au plus haut point que les Allemands ne puissent retirer de troupes du front Ouest.

L'importance de l'opération sud

Pour toutes ces raisons, le débarquement de Provence eut une importance considérable. Tout d'abord il amena la libération complète de la France, en accu-

lant à une retraite rapide toutes les troupes qui se trouvaient au sud de la Loire et à l'ouest du Rhône. Ensuite, il permit aux Alliés par la libération de la côte et du grand port, d'établir leur contrôle total sur la Méditerranée occidentale, en chassant de leurs dernières bases les sous-marins et les bombardiers de la Luftwaffe. Le rétablissement des relations entre la France et l'Afrique du Nord ne fut pas un des moindres résultats obtenus.

Enfin, en ramenant en France nos troupes d'Afrique et leurs chefs glorieux, il permit à notre peuple de voir flotter à nouveau, mêlés à ceux de la Résistance française, les enseignes de la Victoire (1).

Les opérations de la 1^{re} Armée française du 15 août au 15 septembre 1944

Rapport du 5^e Bureau de l'état-major de la 1^{re} Armée française

Dans ses appels et dans ses ordres antérieurs à l'ouverture des théâtres d'opérations ouest, le gouvernement provisoire de la République assignait à l'Armée française de l'Empire et à l'Armée française de l'intérieur un but primordial : prendre la plus large part à la libération de la Patrie.

Le 15 août 1944, le 1^{er} échelon de l'Armée française, amené d'Italie et d'Afrique du Nord, par des bâtiments alliés, prenait pied en Provence, sous le commandement en chef du Général de Lattre de Tassigny. En un mois d'opération, cette armée, complétée par des renforts incessants et agissant dans le cadre de la 7^e Armée américaine, libérait la totalité du Sud-Est, obligeait l'ennemi à tenter le repli hâtif de ses divisions du Sud-Ouest et du Centre, réalisait enfin sa jonction avec les armées alliées venues d'Angleterre, permettant ainsi l'unité de front de la mer du Nord à la Suisse. (...)

La bataille de Provence

(...) Il (2) n'en disposait pas moins, entre Port-Vendres et Vintimille d'un dispositif de défense très largement étalé,

(1) NDLR – L'étude se poursuit par la description des forces engagées et par les combats jusqu'à la libération de Marseille et de Toulon (27 et 28 août).

(2) NDLR – L'ennemi.

mais appuyé à l'est du Rhône, d'une part sur les places fortes de Marseille et de Toulon, d'autre part sur un double système de mines sous-marines et terrestres, d'obstacles de plages, de barrages d'armes automatiques, de mortiers et d'artillerie extrêmement denses sur les lieux de la côte accessibles au débarquement. Les ports sont obstrués et minés, les quais rendus inutilisables, la plupart des villes et localités sont organisées en centres de résistance, véritables quinconces de points d'appui. En outre, fidèle à sa doctrine de la contre-attaque brusquée, l'ennemi conservait, à l'intérieur des terres, une masse de manœuvre équivalant à deux tiers de ses effectifs.

Cette dernière considération devait inciter le commandement français à mener sa bataille avec hardiesse, c'est-à-dire en manœuvrant et en allant vite. La puissance des moyens passait provisoirement au second plan. (...)

Le haut commandement allié avait fixé pour mission à l'armée de Lattre de Tassigny de débarquer, à partir du 16, sur les plages de Cavalaire et de Saint-Tropez, un premier échelon comprenant une division de marche d'infanterie algérienne et une division blindée. Cette masse devait passer au sud de la ligne Collobrières, Carnoules, Forcalquier, Tourves. Elle devait attaquer et prendre Toulon, puis poursuivre l'offensive en direction de Marseille et du nord-ouest, en liaison sur sa droite, avec un corps d'armée américain.

Cette mission était ardue. La réunion des moyens devait, en effet, s'opérer dans un pays de parcours difficile. En dehors de la route littorale de Saint-Tropez à Toulon, que des destructions peuvent rendre, à peu de frais, inutilisable pendant plusieurs jours, l'Armée française ne disposait au nord que d'une pénétrante à simple courant. Dans le sens nord-sud, l'assouplissement de la manœuvre est également malaisé : il n'existe que deux transversales, passant, l'une par Grimaud, l'autre par Collobrières, entre les plages du débarquement et la limite avant du regroupement des forces. A ces difficultés de communications, s'ajoutaient celles d'un terrain accidenté et boisé, permettant à la défense de rapides et massives concentrations de feu et d'effectifs.

Quant à la prise de Toulon, qui défend vers l'intérieur un ensemble de courts massifs (Coudon, Faron, Mont Caume) et vers l'est un réseau assez dense de localités maîtrisant les routes, elle ne semblait possible que par une opération montée en force, et demandant à la manœuvre par les hauts du terrain son élément de succès. C'est dans ce sens que s'était orientée initialement la pensée du commandant d'armée. L'instruction personnelle et secrète du 6 août donnait au commandement des grandes unités les directives suivantes :

1° pousser rapidement vers l'ouest sur la direction générale Cavalaire-Solliès-Le Beausset, en cherchant toujours à s'élever vers le nord pour déborder les résistances côtières ;

2° attaquer Toulon par deux actions combinées : l'une frontale sur la direction La Crau-La Garde ; s'élargissant jusqu'à la route Signes-Chibron-Le Beausset, pour aboutir à l'encerclement de la ville par les hauteurs de l'ouest.

La rapidité des premières pénétrations françaises à partir des plages de débarquement conduisit le Général de Lattre de Tassigny à modifier, sur le terrain, son plan primitif et à tenter de prendre la grande base maritime par un coup d'audace, sans attendre la réunion de tous les moyens prévus.

Le 18 au soir, en effet, la ligne atteinte par nos troupes était jalonnée du nord au sud par : Théoule, Bagnols-en-Forêt, Bargemon, Draguignan, Salernes, Carcès, Brignoles, la Roquebrussanne, Cuers, l'est de Solliès, région de La Londeles-Maures. La majorité des effectifs et environ la moitié du matériel du premier échelon des Forces françaises sont à terre : on est en avance et sur la zone et sur l'horaire prévus. Le commandant d'Armée décide, dans ces conditions :

1° d'attaquer Toulon par surprise ;

2° de pousser simultanément sur la direction de Marseille-Aix.

A cet effet, les relèves nécessaires se font dans le plus bref délai, et, à dater du 20, chefs et troupes ne cesseront de marcher au canon, prenant l'ennemi de vitesse et le contraignant à lutter sur ses positions sans espoir de dégagement vers le nord ou vers l'ouest.

Dès le 19, d'ailleurs, les mouvements prescrits étaient exécutés dans de bonnes conditions : tandis qu'un groupe blindé enlevait Saint-Maximin au nord, un commando occupait au sud l'ouvrage de Mauvannes. Une division de marche d'infanterie se rassemble à l'ouest, prête à passer à l'attaque. Une division nord-africaine amorçait le débordement de Toulon par le Mont Caume et le Croupatier. Enfin, une division coloniale, appuyée d'éléments légers, se dirige sur l'axe Solliès-La Farlède.

Sont atteints successivement le Mont Redon à l'est, le Revest au nord-est, les lisières nord du Beausset à l'ouest, et plus à l'ouest encore, le col de l'Ange et Coulin.

Devant ces résultats, le Général de Lattre décide de passer à l'assaut de Toulon, tout en orientant le maximum des forces vers la manœuvre sur Marseille.

Le 21 au soir, la place est entièrement investie. Le 22, Hyères est pris. Le 23, un détachement nord-africain pénètre dans le quartier Saint-Roche et s'empare de la préfecture maritime. (...)

Enfin, le 26, Toulon est entièrement nettoyé. L'épilogue aura lieu le 27, avec la reddition à Saint-Mandrier, de 2 500 Allemands, dont l'amiral commandant la défense de la place.

Entre-temps, la lutte pour Marseille évoluait, elle aussi favorablement. (...)

La garnison comprenait 15 000 hommes, sous le commandement du Général Schaeffer, dont le PC se trouvait en face de la base de sous-marins de Mourrepiane.

Le bouchon d'Aubagne saute à l'aube du 21. Commence alors une véritable course vers Marseille, que le commandement pousse vivement, malgré la fragilité des moyens engagés.

Au nord, au centre, au sud, l'avance est continue. Le 23, à midi, deux bataillons d'un régiment de tirailleurs algériens débouchant de la direction de Saint-Julien, atteignent le carrefour de la Madeleine. A 16 h 30 ils sont à la Préfecture. Le soir, le général commandant la division installe son PC en pleine ville. L'arrivée de l'armée régulière soulage les Forces françaises de l'intérieur, durement accrochées depuis 48 heures.

Dès lors, la manœuvre française consiste à réduire, un à un, les îlots de

résistance ennemis, afin de permettre la jonction des éléments convergents qui pénètrent dans la ville par des voies différentes. Les Allemands appuient leur système de défense sur l'artillerie côtière, dont les tirs sont dirigés à partir d'excellents observatoires, tels que Notre-Dame de la Garde. Celle-ci est prise le 26. Le 27 à 16 h 50 le drapeau blanc est hissé sur le fort Saint-Nicolas, et le Général Schaeffer envoie au Général de Montsabert une demande de suspension d'armes pour la nuit, destinée aux pourparlers de reddition. Après accord, le canon se tait dans la nuit du 27 et, le 28 au matin, la garnison allemande dépose les armes.

Nos troupes ont fait 15 000 prisonniers, dont deux généraux et plusieurs colonels. Elles n'ont, au regard de ce chiffre, que des pertes légères. Par contre, plusieurs centaines des FFI ont été tués dans la bataille. La libération de Marseille fut fêtée le 29, par une prise d'armes suivie d'une revue où défilèrent tour à tour la division nord-africaine qui avait pris la part principale à l'opération et les milices patriotiques qui l'avaient si bien soutenue.

L'exploitation en direction de Lyon

La victoire de Marseille marque un tournant dans la conduite générale des opérations. L'anéantissement de l'ennemi en Provence et la manœuvre hardie des Américains sur Grenoble ouvrent, en effet, une phase nouvelle aux conceptions du commandement de l'Armée.

Pour en saisir le caractère, il semble tout d'abord utile de tracer un tour d'horizon rapide sur la situation en France et en Italie. En France, le 29 août, les Forces alliées continuent leur avance vers le Nord et vers l'Est, élargissant leurs têtes de pont sur la Basse-Seine. La division Leclerc est entrée à Paris. Troyes est dépassé. Une énorme poche englobant la presque totalité du Bassin parisien menace ainsi vers l'est les communications des forces allemandes du Centre et du Sud-Ouest. Il semble que ces forces se replient vers l'Alsace. (...)

Sur le théâtre d'opérations sud-est (...), les difficultés sont multiples : d'une part, la succession de plaines étroites coupées de nombreux cours d'eau permet à l'ennemi le combat retardateur ; d'autre

part, à mesure que nos troupes montent vers le nord, les lignes de ravitaillement sont de plus en plus longues et posent des problèmes sérieux au 4^e bureau de l'Armée.

Le commandant en chef n'en décide pas moins ;

1° de pousser un groupement de forces à l'ouest du Rhône en vue de reconnaître en direction de Montpellier-Narbonne et de progresser vers le nord pour participer à la conquête de Lyon ;

2° de s'avancer sur l'axe : Sisteron-Grenoble-Bourg-Besançon ;

3° de relever les unités américaines sur les Alpes, au nord du col de l'Arche.

Les ordres du commandement s'exécutent normalement.

A l'ouest du Rhône, l'opération est rapidement conduite à la fois vers Lyon et vers la frontière espagnole.

Le 31 août, une division blindée franchit le Rhône sur un pont de bateaux au nord d'Avignon et atteint Bagnols. Une division de marche d'infanterie avance dans son sillage. Le lendemain, les mouvements se poursuivent sur La Voulte que les blindés atteignent. Une reconnaissance dépasse Saint-Etienne, le tout au prix d'efforts accomplis par les unités du génie pour établir, en un temps record, des passages de fortune sur le fleuve et sur les deux itinéraires de progression.

Entre-temps, les nouvelles qui parviennent de Lyon signalent que l'Allemand y procède à la destruction des ponts et à de nombreux pillages. Le 2 septembre, le commandement du corps d'armée engagé décide de déboucher, dès le soir, sur les hauteurs dominant Lyon au nord et à l'ouest. A cet effet, il provoque l'encerclement de la ville ; par le sud, sur l'axe Saint-Etienne-Mornant par le nord-ouest, dans la région de Saint-Rambert, par l'ouest dans la région de Tassin, d'où l'on s'efforcera de pénétrer au cœur de la ville.

Un retard dans l'arrivée de l'essence modifie légèrement ce projet et ce n'est que le 3 au matin que Lyon est pris, avec environ 2 000 prisonniers et un important butin.

Dans le même temps, un groupement blindé franchissant le Rhône au nord d'Avignon, et dans la région d'Arles atteint Lunel, le 2, et pousse, en fin de soirée, un escadron de reconnaissance sur

Port-Vendres. Le 3, Narbonne, Perpignan et Montpellier sont atteints.

A l'est du Rhône, les mouvements prescrits s'exécutent entre le 31 août et le 3 septembre. Un groupement blindé, entré le 31 en liaison avec un corps d'armée américain dans la région de Grenoble : franchit le Rhône le 2 septembre au sud de Lagnieu et occupe Ambérieu, le 3, il atteint Saint-Claude, Nantua et Brenod.

Sur les Alpes, nos troupes prennent contact au col de l'Arche, le 1^{er} septembre, avec les forces aéroportées américaines. Renforcées par les Tabors, elles entament, le 3, leur progression sur Briançon.

La bataille de Bourgogne

Dans son exploitation de la victoire de Provence vers Lyon, l'armée française s'est heurtée à des destructions nombreuses, et à des tentatives de retardement, mais jamais, au cours de cette phase, l'ennemi n'a cherché à lui opposer une résistance solide.

A la date du 3 septembre, au contraire, la situation de la Wehrmacht apparaît comme tellement critique, qu'il ne semble pas que l'ennemi puisse plus longtemps se contenter de reculer. La désorganisation du réseau ferré par les Forces françaises de l'intérieur se double d'une insuffisance des moyens de transport autoroutiers. Dès lors, la retraite en bon ordre des divisions stationnées dans le Centre et dans le Sud-Ouest exige un raidissement de l'attitude allemande. Le commandement ennemi ordonne donc aux garnisons des grands ports atlantiques de tenir sur place jusqu'à épuisement de leurs moyens de résistance. Tandis que la 1^{re} Armée française se porte à marche forcée sur Belfort, les débris de la 19^e Armée allemande tenteront de retarder notre avance au nord de Lyon. Car le nœud vital à défendre par les Allemands est désormais Dijon, dernier grand centre ferroviaire et routier sur la route de Belfort.

Dijon devient le centre des préoccupations du commandement interallié et du commandement de l'Armée française. Ce dernier décide d'exploiter à fond, en direction des trouées de Saverne et de Belfort, ordonnant notamment à un corps d'armée de s'élever aussi rapidement que possible dans la direction de : Châlon,

Dijon, Epinal. En même temps, il prescrivait la jonction avec l'armée américaine venant, sur la gauche, du Bassin parisien.

Le 5 septembre au matin, aux environs de Chalon-sur-Saône, une de nos divisions blindées se heurta à environ quatre bataillons d'arrière-garde qui assurent la couverture face au sud des éléments de la 19^e Armée en retraite vers le nord-est. En fin de journée, la ligne est enfoncée. Le 6, la progression s'accélère sur Chagny qui est pris, puis sur Beaune. Le 7, Beaune est occupée et des reconnaissances sont poussées au sud de Dijon :

Dans le même temps, les renseignements de source sûre signalent que d'importantes colonnes allemandes de toutes armes refluent de l'est du Sud-Ouest pour atteindre Dijon par les axes Chateauroux-Nevers-Autun et Clermont-Moulins-Montceau-les-Mines. Elles sont évaluées à plus de 50 000 hommes. Les FFI les harcèlent sans cesse.

Le général commandant l'armée décide alors de couper les lignes de repli de l'Allemand par deux actions parallèles ; l'une sur la direction : Besançon, Belfort, Colmar, l'autre sur la direction : Dijon, Epinal, Strasbourg.

Cette seconde manœuvre dure trois jours. Le 8, Beaune est dépassée et nos troupes se heurtent à Nuits-Saint-Georges à une sérieuse résistance qu'elles s'efforcent de déborder vers l'est. Dans cette région, un groupement blindé taille en pièces une forte colonne allemande, s'emparant d'un train blindé et de 1 000 prisonniers. Le 9, en fin de journée la ligne Montceau-St-Symphorien-Nuits-Saint-Georges, Pont de Pany est atteinte et les reconnaissances vont jusqu'à Plombières. Le 10, la progression continue : sur l'aile gauche, dans la région d'Autun, une de nos colonnes encercle un ennemi très supérieur en nombre et capture 3 500 prisonniers ; dans la nuit du 10 au 11, l'ennemi évacue Dijon.

La manœuvre pour Dijon est terminée. Celle pour Langres commence.

Dans la journée du 11, une de nos divisions blindées, tout en prenant contact avec l'adversaire à Till Châtel et Pichanges, pousse ses reconnaissances en direction de Langres. L'ennemi subit des pertes sévères, dont 5 000 prisonniers. Le lendemain les escadrons arrivent à 4 km de Langres. La ville tombe dans la journée. Entre-temps, un détachement important réalise la liaison avec la division Leclerc à Châtillon-sur-Seine, coupant ainsi toutes les lignes de retraite des forces allemandes en cours de repli vers l'est. Conséquence immédiate : reddition à Tours, aux Américains, de 18 000 Allemands, dont un amiral et trois généraux.

La situation à l'est de la Saône évolue avec moins de rapidité. Le 15, des lisières sud des Ecurgey sont atteintes. On a l'impression que dans ce secteur la résistance allemande se raidit.

Sur les Alpes, le nettoyage de la Maurienne et de la Tarentaise s'est poursuivi. A cette date, Modane tombe entre nos mains.

Il suffit, pour mesurer l'œuvre accomplie par la 1^{re} Armée française, de faire le bilan de son action, entre le 15 août et le 15 septembre :

- avance de 700 km ;
- prise de Toulon et de Marseille en 12 jours ;
- libération du quart du sol national ;
- capture de plus de 50 000 prisonniers ;
- réalisation de l'unité de front avec les armées franco-alliées venues de Normandie.

NDLR – Le texte se poursuit par une annexe composée d'extraits d'une conférence de presse du Général de Lattre de Tassigny sur la bataille de Provence et la bataille de Bourgogne.

NOTES DOCUMENTAIRES ET ETUDES

N° 107

(SÉRIE INTERNATIONALE. - XXXVI)

Le débarquement allié sur les Côtes de Provence

(15 août 1944)

Introduction : Le débarquement Sud dans la stratégie générale.

- I. Le rôle de la marine française.
- II. Le rôle de l'aviation française.
- III. Les opérations de la 1^{re} Armée française du 15 août au 15 septembre 1944.

Annexe. - Bataille de Provence et bataille de Bourgogne.

Le débarquement allié sur les côtes de Provence et ses conséquences stratégiques

INTRODUCTION

Le débarquement sud dans la stratégie générale

La préparation.

C'est semble-t-il, à Téhéran, du 26 novembre au 2 décembre 1943, que les Trois Grands se mirent d'accord sur les modalités générales d'établissement du deuxième front en Europe occidentale. Les états-majors s'entendirent alors en particulier sur la succession des coups qui seraient portés à l'ennemi pour l'empêcher de faire voguer ses maigres ressources d'un théâtre d'opérations à un autre. Il fut alors décidé qu'une coordination étroite serait établie entre les opérations en Italie, le débarquement en Normandie, et le débarquement en Provence.

Les opérations devaient être poussées en Italie de manière qu'une première grande victoire : la prise de Rome fut remportée, juste avant le débarquement de Normandie.

A la suite de cette victoire, le corps expéditionnaire français en Italie serait retiré du front pour venir former,

avec le 6^e corps d'armée américain et de nouvelles troupes françaises à l'entraînement en Algérie, l'armée d'invasion Sud, sous les ordres du général Patch.

Le déclenchement du débarquement sud était fixé au jour D + 100, D étant le jour du débarquement en Normandie. L'Etat-Major suprême escomptait en effet qu'à cette date, la bataille du nord aurait absorbé la plus grande partie des forces allemandes et qu'en conséquence même si la décision n'était pas encore obtenue sur la Manche, le débarquement de Provence porterait à l'ennemi un coup décisif.

En Russie, l'offensive devait se déclencher aussi rapidement que possible après ce jour.

Chose remarquable, les prévisions stratégiques furent exactement réalisées. Après une brillante campagne où le corps expéditionnaire français joua un rôle capital, les troupes du général Alexander entraient à Rome dans la nuit du 4 au 5 juin, avec un léger retard sur l'horaire, — retard qui fut compensé par le fait que le mauvais temps en Manche fit remettre de 24 heures le débarquement de Normandie.

La victoire *

Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français et l'admission de la France dans les conseils européens

*Notes documentaires et études,
10 janvier 1945 ***

I. – Reconnaissance de la France libre à Londres

Dès le 28 juin 1940, dix jours après l'appel du Général de Gaulle, le gouvernement britannique reconnaît l'organisation de la France libre.

M. Winston Churchill adresse la lettre suivante au général de Gaulle :

« Le gouvernement de Sa Majesté considère que les termes de l'armistice qui vient d'être signé contrairement aux accords conclus solennellement entre les gouvernements alliés, réduisent le gouvernement de Bordeaux à un état de servitude complète vis-à-vis de l'ennemi, et le privent de toute liberté et de tout droit de représenter les citoyens français libres.

« En conséquence, le gouvernement de Sa Majesté déclare maintenant qu'il lui est impossible de considérer plus longtemps le gouvernement de Bordeaux comme le gouvernement d'un pays indépendant. Le gouvernement de Sa Majesté a pris note de la proposition formelle de constituer un Comité français national provisoire qui représenterait pleinement les éléments français indépendants décidés à poursuivre la guerre pour remplir les obligations internationales de la France.

« Le gouvernement de Sa Majesté déclare qu'il va reconnaître le Comité français national provisoire et traitera avec lui toutes les questions qui concernent la poursuite de la guerre, aussi longtemps que le Comité conti-

nuera à représenter tous les éléments français résolus à combattre l'ennemi commun. »

Les relations ainsi établies entre la « France libre » et le gouvernement britannique se concrétisent dans un accord important concernant les forces françaises libres.

Le 7 août 1940, M. Churchill écrit au Général de Gaulle :

« Vous avez bien voulu me faire connaître vos idées relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de la force de volontaires français actuellement en cours de constitution sous votre commandement, cela en votre qualité qui vous est reconnue par le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à vous pour défendre la cause alliée.

Je vous envoie maintenant un mémorandum qui, si vous l'acceptez, constituera un accord entre nous relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de vos forces.

Je saisis cette occasion pour déclarer que le gouvernement de Sa Majesté est résolu, lorsque les armées alliées auront remporté la victoire, à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France. »

Le mémorandum accepté le jour même autorise le Général de Gaulle à constituer une force française de volontaires comprenant des unités navales terrestres et aériennes et des éléments techniques et scientifiques. Il stipule que « cette force conservera dans toute la

* NDLR – On trouvera dans cette partie intitulée « La victoire » deux textes ayant pour sujet les rapports de la France avec ses alliés. La victoire, si elle fut pour la France libre une victoire militaire, fut aussi l'épilogue d'un rude combat diplomatique dont l'issue fut incertaine jusqu'à la fin des hostilités.

** NDLR – « Notes documentaires et études, » n° 1 (série internationale. – I) ministère de l'Information, Direction des Informations, 27 rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 10 janvier 1945.

mesure du possible le caractère d'une force française ». (...)

Afin d'accroître son prestige international, « La France libre » doit revêtir les formes d'une autorité gouvernementale. Le 27 octobre 1940, le manifeste relatif à la direction de l'effort français dans la guerre, l'ordonnance organisant les pouvoirs publics, la création du Conseil de défense de l'Empire français représentent les premières grandes réalisations dans cet ordre d'idées.

Le 12 juin 1941, le Général de Gaulle est représenté par le professeur Cassin à la réunion interalliée de Londres.

Dans son discours du 23 septembre 1941, le Général de Gaulle annonce la création et définit les buts du *Comité national français*.

« Non seulement il faut que la France combatte par tous les moyens en son pouvoir aux côtés des Alliés et spécialement aux côtés de l'Empire britannique pour vaincre Hitler par les armes, mais encore il est nécessaire qu'elle s'organise de manière à pouvoir exprimer la volonté de la France, à faire valoir ses intérêts, à rassembler toutes les résistances françaises au dedans et au dehors et à se préparer aux devoirs qui lui incomberont en France même et dans l'Empire à mesure de la Libération. »

Le 25 septembre, la création du Comité national français est notifiée aux gouvernements alliés et le 26 septembre, l'ambassadeur de l'URSS à Londres, M. Maisky, envoie au Général de Gaulle une lettre de reconnaissance du gouvernement de l'URSS.

Le 13 juillet 1942 était publié à Londres le communiqué suivant :

« Le Comité national français a proposé que le Mouvement français libre fût connu dorénavant sous le nom de la « France combattante ». Le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a accepté cette proposition en ce qui le concerne, et s'est mis d'accord avec le Comité national sur les déclarations suivantes :

« France combattante » : ensemble des ressortissants français, où qu'ils soient, et des territoires français qui s'unissent pour collaborer avec les Nations Unies dans la guerre contre les ennemis communs ; et symbole de la résistance à l'Axe de tous les ressortissants français qui n'acceptent pas la capitulation et qui, par les moyens à leur disposition, contribuent, où qu'ils se trouvent, à la libération de la France par la victoire commune des Nations Unies.

« Comité national français » : organe directeur de la France combattante, organise la participation à la guerre des ressortissants et des territoires français qui s'unissent pour collaborer avec les Nations Unies dans la guerre contre les ennemis communs et représente leurs intérêts auprès du gouvernement du Royaume-Uni. »

Comme le précisait une circulaire du 29 juillet

« En prenant la décision de subsister l'appellation : « France combattante », à l'appellation : « France libre », le Comité national, prenant acte de l'adhésion de tous les groupements qui, à l'intérieur même du pays, participent activement à la résistance, a voulu marquer que la « France combattante » groupait à la fois :

La « France libre », représentée par les forces françaises libres, les possessions d'outre-mer et les Français à l'étranger et la « France captive » qui lutte contre l'envahisseur et l'autorité usurpée d'un pseudo-gouvernement fonctionnant sous le contrôle de l'ennemi. » (...)

Le 28 septembre, le gouvernement de l'URSS faisait la déclaration suivante :

Le Comité national français a fait savoir au gouvernement soviétique son désir d'appeler désormais France combattante le Mouvement des Français, où qu'ils se trouvent, qui n'acceptent pas la capitulation devant l'Allemagne hitlérienne, et qui luttent contre celle-ci pour la libération de la France. Le gouvernement soviétique est allé à la rencontre de ce désir du Comité national français, désir qui exprime la volonté des patriotes français de contribuer par tous les moyens à leur disposition à la victoire commune contre l'Allemagne hitlérienne et ses complices en Europe. (...)

« Le gouvernement soviétique indique ainsi qu'il reconnaît le Comité national comme le gouvernement réel de la France et qu'il le considère comme seul qualifié pour diriger la résistance française et préparer la rentrée de la France dans la guerre. »

Au cours des mois d'octobre et de novembre, le Comité national français est reconnu successivement par la Belgique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Grèce, la Yougoslavie, les Pays-Bas.

Le 13 janvier 1942, le Général de Gaulle assiste à la conférence interalliée de Londres.

Le 9 juillet 1942, le gouvernement des Etats-Unis adresse au Président du CNF un mémorandum dans lequel il :

« ...reconnaît la contribution du Général de Gaulle et les efforts du Comité national

français afin de maintenir vivant l'esprit traditionnel de la France et estime que les buts communs seront plus facilement atteints en prêtant toute l'assistance militaire et tout l'appui possible au Comité national français comme symbole de la Résistance française, en général, contre les puissances de l'Axe. Le gouvernement est disposé à traiter avec les fonctionnaires français libres partout où ils exerceront effectivement l'autorité. »

Le 31 décembre 1942, le Comité national français avait établi des relations officielles avec 21 *gouvernements alliés*.

Les formules de reconnaissance comportaient de notables différences, mais elles habilitaient, d'une façon générale, le Comité national à traiter avec les Alliés de toutes les questions d'intérêt commun relatives à la poursuite de la guerre et en particulier de toutes celles concernant la collaboration avec les Alliés des territoires ralliés à la France combattante.

Ces reconnaissances avaient permis au Comité national :

1° d'affirmer officiellement, dans toutes les conférences et commissions interalliées, la place de la France aux côtés des puissances en lutte contre l'Axe ;

2° d'assurer la sauvegarde des intérêts français à l'étranger, ainsi que la protection des citoyens français se réclamant du Comité national ou privés de la nationalité française en raison de leur attitude patriotique ;

3° de veiller au maintien de la souveraineté nationale dans les territoires français ou sous mandat français affranchis des servitudes de l'armistice, soit de leur propre mouvement, soit à la suite d'une action militaire ;

4° d'obtenir des gouvernements alliés et notamment des grandes puissances des engagements formels concernant la restauration de la France dans sa grandeur, dans son indépendance et dans l'intégrité de ses territoires métropolitains et d'outre-mer.

Ces résultats rendaient évidemment très souhaitable que, comme le Général de Gaulle le proposa dès l'abord au Général Giraud, l'organisme central à installer à Alger à la suite de la libération

de l'Afrique du Nord fût le Comité national français élargi et remanié afin d'y faire entrer les représentants des territoires récemment libérés.

II. - Reconnaissance du Comité français de la libération nationale à Alger

Malheureusement, les circonstances prévalant en Afrique du Nord ne permirent pas d'agir de cette manière et c'est un pouvoir central entièrement distinct du Comité national français qui fut institué à Alger, le 3 juin sous le nom de Comité français de la libération nationale.

De ce fait, les reconnaissances antérieurement accordées n'étaient plus valables et le nouveau Comité dut repartir de zéro et recommencer la tâche qui consistait à obtenir des gouvernements alliés le statut international nécessaire (1).

Les gouvernements européens repliés à Londres ont rapidement reconnu le Comité français de la libération nationale. Mais ce n'est que le 26 août 1943 que les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS établissent des relations officielles avec le CFLN. (2)

Malgré la reconnaissance du CFLN par les Alliés, la France ne participe pas encore aux grandes conférences alliées. Elle n'a pas de représentant à la Conférence tripartite de Moscou (du 19 au 30 octobre 1943) qui réunit MM. Eden, Molotov et Hull. Cependant, la participation de la France à la Commission consultative des affaires italiennes fut admise au cours des débats. Les quatre pays intéressés désignèrent leurs représentants : MM. Harold Mac Millan pour la Grande-Bretagne, Robert Murphy pour les Etats-Unis, Vichynski pour l'URSS, Massigli pour le CFLN.

Cependant, la France n'a encore obtenu qu'une satisfaction partielle, sa sécurité internationale est conditionnée par le règlement de la question de l'Allemagne et de l'Europe centrale bien plus que par les solutions à apporter au pro-

(1) Extrait du *Bulletin d'informations des CFL*, n° 2.

(2) NDLR - L'étude se poursuit par le texte des reconnaissances du CFLN par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'URSS.

blème italien. C'est pourquoi le Général de Gaulle déplorait encore dans son discours du 14 mars 1944 devant l'Assemblée consultative provisoire d'Alger « l'absence relative de la France dans les grands problèmes politiques ou stratégiques ».

III. – Reconnaissance du GPRF

En mai 1944, le Comité français de la libération nationale, approuvé par l'Assemblée consultative provisoire, décide de prendre le titre de *Gouvernement provisoire de la République française*. Le GPRF est reconnu le mois suivant par une dizaine de pays alliés. A la même époque, des négociations sont entamées au sujet de l'administration civile dans la France libérée; Elles aboutissent aux accords du 25 août signés par MM. Eden et Massigli, et les Généraux Eisenhower et Kœnig.

Après la signature de ces accords, dont la conclusion a été facilitée par les entrevues du Général de Gaulle avec Roosevelt et M. Churchill lors de son voyage à Washington (3) et à Londres, les communiqués officiels donnent certaines indications quant à leur objet : ils ont pour but de réglementer les relations entre le commandement suprême interallié et les autorités françaises. Ils ont un caractère temporaire et pratique et traitent de l'administration, de la juridiction, du sort des biens ennemis, de l'information, de l'importation et de la distribution de denrées alimentaires pour les populations civiles. L'arrangement relatif à la circulation monétaire précise que les autorités françaises émettront les billets utilisés par les forces alliées. Un protocole a été signé par MM. Eden et Massigli, prévoyant l'extension à la métropole des accords d'aide mutuelle signés à Alger le 8 février 1944.

Toute question d'intérêt militaire est réservée au haut commandement allié. Le communiqué américain précise en outre que le Général Eisenhower a été autorisé à traiter avec les autorités françaises d'Alger aussi longtemps qu'elles auraient l'appui de la majorité des Français

combattant l'Allemagne. Le Général Eisenhower devra se réserver toute l'autorité nécessaire afin que le peuple français ait l'occasion de manifester librement sa volonté en choisissant son gouvernement dès que la situation militaire le permettra.

Le 23 octobre 1944, les gouvernements de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des USA reconnaissent l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française (4) en matière administrative sur la zone de l'intérieur, conformément aux accords du 25 août 1944 et proposent comme ambassadeurs MM. Bogomolov, Durff Cooper et Jefferson Caffery.

Ces reconnaissances ont comme conséquence l'admission de la France dans la Commission consultative européenne dont les buts avaient été définis comme suit à la conférence tripartite de Moscou.

« Les gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine, unis dans leur volonté, d'après la déclaration des Nations Unies du 1^{er} janvier 1942 et les déclarations postérieures, de continuer les hostilités contre les puissances de l'Axe avec lesquelles ils sont respectivement en guerre, jusqu'à ce que ces puissances aient déposé les armes dans une reddition sans condition, conscients de la responsabilité qu'ils ont assumée pour se libérer eux et leurs alliés de la menace d'invasion, reconnaissant la nécessité d'assurer rapidement et avec ordre la transition de la guerre à la paix, et d'établir et de maintenir une paix et une sécurité internationales en évitant toute dispersion des ressources humaines et économiques du monde destinées aux armements, déclarent d'un commun accord :

1° Qu'engagés dans la poursuite de la guerre contre leurs ennemis, ils resteront unis dans l'action pour assurer l'organisation et le maintien de la paix et de la sécurité ;

4° Qu'ils reconnaissent la nécessité d'instituer le plus tôt possible une organisation générale et internationale basée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques où pourront siéger tous ces Etats, petits et

(3) NDLR – Du 6 au 10 juillet 1944.

(4) NDLR – « (...) Lors d'une conférence de presse (...) comme on me demandait « quelles étaient mes impressions quant à la reconnaissance du gouvernement par les alliés ? », je me bornai à répondre : « le gouvernement français est satisfait qu'on veuille bien l'appeler par son nom ». (...) Charles de Gaulle, « Mémoires de guerre, Le Salut 1944-1946 », Librairie Plon, Paris, 1959.

grands, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale ; »

Cette conférence n'a donc encore qu'un rôle consultatif et non exécutif. Mais il est permis dès maintenant d'affirmer qu'en

dépit des difficultés accumulées au cours de cinq années de guerre la France combattante et résistante a atteint le but fixé par le Général de Gaulle au lendemain des événements de juin 1940 : « Il faut que la France soit présente à la victoire ». (5)

(5) NDRL – L'étude se termine par le texte de l'accord du 7 août 1940.

Déclarations du Président Roosevelt relatives à la France (1939-1945)

Notes documentaires et études,
13 avril 1945 *

I. – Avant l'entrée en guerre des Etats-Unis

Le responsable de la guerre
à venir

A l'heure actuelle, l'Angleterre et la France semblent avoir assez clairement manifesté leur décision de mettre désormais un terme à cette politique qui ne vise à rien moins qu'à la domination des nations et des peuples. L'action de ces deux puissances signifie nettement à l'Allemagne que *si une guerre doit éclater elle ne saurait provenir que de l'invasion d'une autre nation par l'Allemagne*, et qu'il n'y aura pas de guerre si une telle invasion ne se produit pas.

Ainsi le monde se trouve averti par avance du côté où sera la responsabilité en cas de guerre.

Conférence de presse à Warm Springs
(Georgia).
Le 31 mars 1939.

Réponse à Paul Reynaud (1)

Je réponds à votre message d'hier auquel, vous n'en douterez pas, nous avons

donné la plus sérieuse et la plus cordiale attention.

D'abord, permettez-moi de vous redire l'admiration sans cesse grandissante du peuple et du gouvernement américains devant le courage éclatant avec lequel les armées françaises résistent à l'envahisseur sur le sol français (2).

Je voudrais aussi vous répéter, de la façon la plus formelle que, déployant tous les efforts possibles dans les conditions actuelles, le gouvernement des Etats-Unis a permis aux armées alliées d'obtenir, au cours de ces dernières semaines, des avions, des canons, des munitions de toutes sortes, et que mon gouvernement redoublera d'efforts en ce sens aussi longtemps que les gouvernements alliés continueront leur résistance. Je crois pouvoir affirmer que chaque semaine qui passera verra du nouveau matériel en route vers les nations alliées.

Conformément à sa politique, opposée à la reconnaissance des accroissements territoriaux obtenus par voie d'agression et de conquête militaire, le gouvernement des Etats-Unis ne considérera comme valide aucune mesure de force constituant une atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la France.

En ces heures si déchirantes pour le peuple français et pour vous-même, je

* NDRL – « Notes documentaires et études », n° 52 (série internationale. – XVII), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 13 avril 1945.

(1) NDRL – Paul Reynaud est Président du Conseil depuis le 21 mars 1940.

(2) NDRL – L'offensive allemande a été déclenchée le 10 mai, cinq jours avant la rédaction de ce message.

vous envoie les assurances de mon extrême sympathie et je puis vous assurer qu'aussi longtemps que le peuple français continuera à défendre ses libertés, lesquelles constituent la cause des institutions populaires du monde entier, aussi longtemps il pourra s'attendre à recevoir des Etats-Unis du matériel de guerre et du ravitaillement, de tout ordre, en quantité croissante.

Vous comprendrez que ces déclarations n'impliquent aucun engagement de nature militaire. Il appartient au seul Congrès de prendre un engagement de cette espèce.

Message à M. Paul Reynaud.
Le 15 mai 1940

Le sort de la flotte française

1. Le Président désire que vous fassiez savoir qu'au cas où le gouvernement français, avant de conclure un armistice avec les Allemands, ne s'assurerait pas que sa flotte ne pût tomber entre les mains de ses ennemis, le gouvernement des Etats-Unis verrait dans une telle négligence le signe d'une politique qui porterait fatalement atteinte à la préservation de l'Empire français ainsi qu'à la restauration future de l'indépendance et de l'autonomie de la France.

De plus, si le gouvernement français s'abstient de prendre ces mesures et permet à la flotte française de passer aux Allemands, le gouvernement français perdra d'une façon permanente la sympathie et l'amitié du gouvernement des Etats-Unis.

Dépêche à l'ambassadeur des Etats-Unis près du Gouvernement français (Bordeaux).
17 juin 1940.

Mon cœur est avec la France

Mon cœur est avec la France en ces jours d'angoisse. Je prie pour que le peuple de France puisse bientôt jouir à nouveau des bienfaits de la paix ainsi que de la liberté, de l'égalité, et de la fraternité.

Message au Maréchal Pétain.
Le 1^{er} janvier 1941.

« Les quatre libertés »

Nous voulons que le monde futur soit fondé sur quatre libertés essentielles.

La première est la *liberté de parole et d'expression* – dans le monde entier.

La deuxième, la *liberté pour chacun d'adorer Dieu comme il lui convient* – dans le monde entier.

La troisième est la *liberté de vivre à l'abri du besoin*, ce qui implique, sur le plan mondial, des ententes économiques assurant aux nations une vie saine et pacifique – dans le monde entier.

La quatrième est la *liberté de vivre sans crainte*, ce qui implique, sur le plan mondial, une réduction des armements si complète qu'aucune nation ne soit en mesure de commettre contre son voisin un acte d'agression physique – dans le monde entier.

Ce n'est pas une utopie. C'est la base précise d'un ordre mondial accessible à notre temps, à notre génération. Un tel ordre est l'antithèse même du prétendu ordre nouveau, qui est fondé sur la tyrannie, et que les dictateurs cherchent à imposer par le fracas des bombes.

Message annuel au Congrès.
Le 6 janvier 1941.

II. – Après l'entrée en guerre des Etats-Unis

Premier message au peuple de France

Récemment, nous avons été informés d'un changement de gouvernement (3) dans le pays que nous connaissons comme *la République française, nom cher à tous les hommes qui sont épris de liberté*, nom et institution dont nous espérons qu'ils revivront bientôt dans leur pleine dignité.

Pendant toute l'occupation nazie de la France, nous avons formé des vœux pour le maintien d'un gouvernement français qui s'efforcerait de recouvrer son indépendance, de rétablir les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, et de restaurer la civilisation historique de la France.

(3) NDLR – Il s'agit du rappel par le Maréchal Pétain de Pierre Laval le 16 avril 1942 comme Chef du gouvernement.

Notre politique, sous ce rapport, a été cohérente depuis le début.

Toutefois, nous craignons maintenant que ceux qui sont récemment arrivés au pouvoir ne cherchent à contraindre le brave peuple français à se soumettre au despotisme nazi.

Les Nations Unies, en cas de besoin, prendront les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation, à des fins militaires, du territoire français par les puissances de l'Axe, dans quelque partie du monde que ce soit.

Le bon peuple de France comprendra facilement qu'une telle action serait nécessaire pour que les Nations Unies puissent s'opposer à toute aide fournie aux armées, aux marines et aux aviations de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. (...)

Discours radiodiffusé.
Le 28 avril 1942.

III. - Après le débarquement en Afrique du Nord

A l'Afrique du Nord (4)

Nous venons chez vous dans le seul dessein d'anéantir vos ennemis ; nous ne voulons vous faire aucun mal.

Nous venons chez vous en vous assurant que nous partirons dès que la menace de l'Allemagne et de l'Italie aura été dissipée.

Message au peuple de l'Afrique du Nord française, transmis par le Général Eisenhower.
Le 7 novembre 1942.

Délivrer la France,
objectif suprême

(...) Il est trop évident que l'invasion et l'occupation de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale française constitueraient la plus grave menace contre la sécurité des Etats-Unis et de toutes les républiques américaines, en

même temps qu'elles sonneraient le glas de l'Empire français.

Devant l'évidence du plan ennemi, j'ai donc décidé d'envoyer en Afrique du Nord un puissant corps expéditionnaire, avec mission d'aider les pouvoirs existant en Algérie, en Tunisie et au Maroc, à empêcher, après tant d'autres, cette nouvelle violation du droit international par les Allemands et les Italiens.

C'est ce que j'expose en toute clarté aux autorités françaises d'Afrique du Nord, tout en faisant appel à leur coopération pour repousser la menace allemande. Je n'ai qu'un dessein : donner mon appui et mon assistance aux autorités et aux services administratifs de la France. Tel est l'objectif immédiat de ces troupes américaines. Je crois inutile de vous dire que *l'objectif suprême reste pour nous de délivrer la France et son Empire du joug qui lui est imposé par l'Axe. Ce faisant, nous garantissons du même coup la sécurité du continent américain.*

Je crois également inutile de vous répéter que *les Etats-Unis ne convoitent aucun territoire* et qu'ils gardent fidèlement le souvenir de l'amitié traditionnelle et de l'aide mutuelle que nous nous sommes si largement prodiguée au cours de l'histoire.

Je vous adresse et j'adresse, à travers vous, au peuple de France l'expression de mon profond espoir et de ma foi que nous connaîtrons tous, dans un avenir prochain, des jours meilleurs.

Message au Maréchal Pétain.
Le 8 novembre 1942.

Darlan expédient temporaire

J'ai accepté, à titre provisoire, les arrangements politiques réalisés par le Général Eisenhower en Afrique du Nord et en Afrique occidentale françaises. *Je comprends et j'approuve entièrement l'opinion régnant aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans les autres Nations Unies, selon laquelle l'histoire des deux dernières années interdit de conclure aucun accord permanent avec l'Amiral Darlan (5).* De

(4) NDLR – Le 8 novembre 1942, les forces américaines débarquent en Afrique du Nord.

(5) NDLR – L'Amiral Darlan est nommé en février 1941, vice-président du Conseil et successeur éventuel du Maréchal Pétain. Il démissionne au moment du retour aux affaires de Pierre Laval (avril 1942) mais reste commandant en chef des armées. Sa présence à Alger, au moment du débarquement américain, ne simplifie guère une situation politique déjà confuse. Aussi, guidés par des impératifs militaires, les Américains le reconnaissent comme Haut-Commissaire. Darlan sera assassiné le 24 décembre 1942.

même les peuples des Nations Unies ne comprendraient jamais la reconnaissance ou la restauration du gouvernement de Vichy en France ni sur n'importe quel territoire français. Nous sommes opposés aux Français qui soutiennent Hitler et l'Axe.

Nul dans notre armée n'a la moindre autorité pour discuter le futur gouvernement de la France et de l'Empire français. *Le futur gouvernement français sera établi, en France métropolitaine et en France d'outremer, non par un individu, mais bien par le peuple français, lorsque celui-ci aura été libéré par la victoire des Nations Unies.* L'arrangement provisoire, réalisé aujourd'hui en Afrique du Nord et en Afrique occidentale française, n'est qu'un *expédient temporaire*, uniquement justifié par les nécessités urgentes du combat (6).

Cet arrangement provisoire nous a déjà fait atteindre deux objectifs militaires : d'une part, il nous a permis de sauver des vies aussi bien françaises qu'américaines et britanniques ; d'autre part, de gagner du temps, facteur vital. L'arrangement temporaire a, en effet, permis d'éviter, en Algérie et au Maroc, une période de nettoyage d'un mois ou deux. Le temps qu'eût demandé cette opération aurait retardé la concentration de nos forces pour l'attaque à l'ouest de Tunis et, si nos espoirs se réalisent, sur Tripoli.

Chaque jour de retard dans l'opération en cours aurait permis aux Allemands et aux Italiens d'établir une solide résistance, de se retrancher, puis d'exécuter contre nous une offensive de grand style, qui aurait devancé la nôtre. Ainsi, là encore, la rapidité de notre action actuelle épargnera beaucoup de vies qui eussent été sacrifiées, si nous avions dû la différer pendant un mois ou deux.

On notera, en outre, que des forces françaises, sous le commandement du Général Giraud, sont déjà entrées en action en Tunisie contre l'ennemi, combattant aux côtés des soldats américains et britanniques, pour la libération de la France.

La proclamation de Darlan nous a aidés en rendant inutile une période de

nettoyage. *Les arrangements temporaires faits avec Darlan, sans aucune exception, s'appliquent uniquement à la situation actuelle, sur un terrain bien déterminé.*

J'ai exigé la libération en Afrique du Nord française de toutes les personnes qui avaient été emprisonnées pour s'être opposées à l'impérialisme de l'Axe, et j'ai demandé l'abrogation de tous les actes et décrets dictés par des gouvernements ou par une idéologie favorable aux nazis.

Les rapports qui me parviennent indiquent, par ailleurs, que les Français d'Afrique du Nord subordonnent toutes les questions politiques à la constitution d'un front commun contre l'ennemi (7).

Déclaration faite au Congrès.

Le 17 novembre 1942.

Salut aux alliés français

A la suite de l'occupation alliée de l'Afrique du Nord, de puissantes unités de l'armée française sont entrées en action au côté des forces armées des Nations Unies. Nous saluons des alliés et des amis en ces Français venus rejoindre ceux-là qui, depuis les sombres jours de juin 1940, ont si vaillamment mené le combat pour la libération de leur patrie abattue.

Message annuel au Congrès.

Le 7 janvier 1943.

La France choisira librement

Nous avons pu constater à Casablanca que tous les Français qui résident actuellement hors de France s'unissent pour la réalisation d'une même fin suprême ; la libération complète de la France et de tous les Français qui gémissent aujourd'hui sous le joug nazi. Chaque jour voit grandir cet esprit d'abnégation qui unit tous les Français en mesure de combattre pour la libération.

C'est au cours des Révolutions américaine et française qu'a été établi le principe fondamental qui guide nos démocraties. La pierre angulaire sur laquelle repose tout l'édifice de notre démocratie est le principe

(6) NDLR – Et par la complexité du contexte politique qui a été illustrée par le qualificatif de « pétaudière algéroise ».

(7) NDLR – On notera, dans cette déclaration faite au Congrès, que Roosevelt ne s'embarrasse pas de nuances concernant le rôle qu'il compte faire jouer à Darlan dont le choix comme interlocuteur a été fraîchement accueilli aux Etats-Unis

que du peuple, et de lui seulement, découle toute souveraineté. L'un de nos buts de guerre, inscrit dans la Charte de l'Atlantique, est de rendre les peuples, aujourd'hui asservis, de nouveau maîtres de leur destinée. Il ne doit subsister aucun doute sur l'inflexible volonté de la part des Nations Unies de rendre leurs droits sacrés aux peuples aujourd'hui subjugués.

La souveraineté française réside dans le peuple de France. Son expression a été temporairement suspendue par l'occupation allemande. Quand les armées victorieuses des Nations Unies auront chassé l'ennemi commun, les Français seront représentés à nouveau par un gouvernement né du choix populaire.

Ce sera un choix libre, dans toute l'acception du mot. Aucune nation du monde, libre de son choix, ne se donnera jamais une forme fasciste de gouvernement, ni un régime nazi, ni une dictature militariste à la japonaise. Ces formes de gouvernement procèdent d'une usurpation de pouvoir, bientôt suivie d'une mutilation des libertés civiques. C'est pourquoi, lorsqu'elles parlent de ces formes de gouvernement, les Nations Unies ont le droit de dire : « Jamais plus ! »

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit lui aussi dans la Charte de l'Atlantique, ne signifie pas qu'un gouvernement ait le droit de se livrer à des massacres, d'asservir son propre peuple, non plus qu'aucun autre peuple du monde. Et nous pouvons assurer au monde que cette guerre mondiale, cet holocauste de vies humaines perpétré dans toutes les parties du globe, ne répond ni de près, ni de loin, à la moindre idée de maintenir au pouvoir les Quisling (8) et les Laval, en quelque endroit du monde que ce soit.

*Discours au dîner annuel de l'Association
des Journalistes accrédités
à la Maison Blanche.*
Le 12 février 1943.

Une prétendue collaboration

La politique de ce gouvernement dans ses rapports avec la République fran-

çaise a été basée sur les termes de l'armistice entre l'Allemagne et la France et sur la reconnaissance de certaines limitations précises imposées au gouvernement français par ledit armistice. Au surplus, nous avons reçu du chef de l'Etat français, au nom de son gouvernement, l'assurance qu'il n'accorderait à l'Allemagne aucune espèce de collaboration qui dépassât les exigences de la convention de l'armistice. C'était le moins que l'on pût attendre d'une France exigeant le respect de son intégrité.

Nous pouvons compter que le peuple de France, toujours fidèle à son idéal de liberté et à ses libres institutions, gardant en son esprit et dans son cœur l'amour de ces biens sans prix, conservera son adhésion à ces principes jusqu'à ce que le moment soit venu de les restaurer. *Il n'est pas concevable qu'il accepte de plein gré aucun accord de prétendue « collaboration », qui impliquerait en réalité une alliance avec une puissance militaire dont la politique essentielle ne tend à rien moins qu'à la destruction totale de la liberté, de l'indépendance, et des institutions populaires. (...)*

Message radiodiffusé au peuple français.
Le 16 mai 1943.

L'un de nos buts
primordiaux...

Une fois débarqués, nous aurons le choix entre plusieurs directions possibles et je puis assurer que la France est l'une de ces directions. Il y a pour nous de nombreux objectifs : avant tout l'élimination de l'Allemagne, cela va sans dire. *Mais l'un de nos buts primordiaux est la restauration du peuple de France et la souveraineté de la France.*

Quand bien même nous ne nous dirigeons pas, en ce moment, vers la France elle-même (9), *notre objectif final – et nous l'atteindrons, de la meilleure manière possible – est la délivrance du peuple français ; et non seulement du peuple du midi de la France, mais aussi du peuple du nord de la France, et de Paris.*

Nous voulons aider le réarmement de ces forces françaises et la reconstruction

(8) NDLR – Vidkun Quisling, chef du parti pro-nazi norvégien, chef du gouvernement. Il sera exécuté à la Libération.

(9) NDLR – L'avant-veille a commencé le débarquement en Sicile.

de la puissance française. Ainsi, lorsque le moment sera venu d'entrer en France et d'en chasser les Allemands, il y aura une armée française et des navires français qui collaboreront avec les Britanniques et nous-mêmes.

Message radiodiffusé au début de la bataille de Sicile.

Le 11 juillet 1943.

La souveraineté française

Le 14 juillet est une fête pour tous les peuples du monde épris de liberté. Cette fête, nous la célébrons cette année-ci en Amérique avec une ferveur particulière. La France – notre alliée et notre amie – est maintenant rentrée tout entière dans la guerre. La France immortelle affirme une fois de plus, de la façon la plus héroïque, sa grandeur et sa gloire.

En cet anniversaire du jour où les Français ont conquis leurs libertés, je veux rappeler une fois de plus que c'est à l'époque de la Révolution américaine et de la Révolution française qu'ont été établis les principes fondamentaux qui régissent nos démocraties. La pierre angulaire de notre édifice démocratique est le principe qui place la source de l'autorité gouvernementale dans le peuple et dans le peuple seul.

Les Français ne peuvent avoir qu'un point de ralliement : la France même. Son rayonnement dépasse tous les partis, toutes les personnalités et tous les groupes, les uns et les autres ne pouvant vivre que dans la gloire de la nation française.

Un de nos buts de guerre, inscrit dans la Charte de l'Atlantique, est de rendre à nouveau maîtresses de leurs destinées les populations aujourd'hui courbées sous le joug de l'envahisseur. *Il ne doit subsister aucun doute, en aucun endroit, quant à l'inébranlable décision des Nations Unies, résolues à rendre aux peuples opprimés l'exercice de leurs droits sacrés.*

La souveraineté française réside dans le peuple de France. Aujourd'hui ce peuple est bâillonné par une oppression

barbare. Dans la liberté de demain, quand les Français et leurs frères d'armes des Nations Unies auront chassé l'ennemi du sol français, le peuple français recouvrera ses libertés en choisissant lui-même le gouvernement qui lui conviendra.

Vivent la Liberté, l'Egalité et la Fraternité ! Vive toujours la France !

Washington.

Le 14 juillet 1943.

L'Empire français travaille avec nous

(...) Nous avons eu, depuis la chute de la France, une politique parfaitement cohérente, visant à empêcher la flotte française ainsi que les bases navales et aériennes de la France de tomber aux mains de l'ennemi, cela jusqu'au mois de novembre dernier, quand l'Axe a occupé la totalité de la France (10).

Mais alors que la France venait de perdre sa flotte (11), nous avons mené à bon terme le débarquement en Afrique du Nord, et nous avons partout agi en étroite collaboration avec tous les Français qui résistaient en patriotes à la domination de l'Axe, et qui avaient contribué au maintien de l'esprit de liberté en France métropolitaine. Il semble qu'au total nous avons plutôt lieu de nous féliciter.

Conférence de Presse.

Le 16 juillet 1943.

L'année de la victoire

Je partage votre espoir et votre confiance que 1944 sera l'année de la victoire qui permettra à la France et à toutes les nations opprimées de respirer de nouveau l'air de la liberté.

Message lu à l'Assemblée consultative d'Alger.

Le 18 janvier 1944.

La renaissance du peuple français

Un des événements les plus encourageants de l'année, dans le domaine international, a été la renaissance du peuple

(10) NDLR – En réponse au débarquement américain en Afrique du Nord, en France l'armée allemande occupe la zone « libre ».

(11) NDLR – Elle se saborde à Toulon, le 27 novembre 1942.

français, et le retour de la Nation française dans les rangs des Nations Unies. Loin d'avoir été écrasée par la terreur de la domination nazie, la France s'est redressée avec une foi plus forte que jamais dans les destinées de son pays et dans la vigueur de l'idéal démocratique auquel la Nation française a, selon sa tradition, si largement contribué.

Au cours de la Libération, la France a donné la preuve de sa résolution croissante de combattre les Allemands, poursuivant ainsi les efforts héroïques des groupes de résistance sous l'occupation et de tous ces Français disséminés par le monde qui refusèrent de se rendre après le désastre de 1940.

Aujourd'hui, les armées françaises sont de nouveau sur la frontière allemande, et de nouveau combattent côte à côte avec nos enfants. Depuis nos débarquements en Afrique, nous avons mis dans les mains des Français toutes les armes et le matériel de guerre que nos ressources et la situation militaire permettaient. Et je suis heureux de dire que nous sommes maintenant sur le point d'équiper pour le combat d'importantes forces françaises nouvelles avec les armes les plus modernes. Outre la contribution que la France peut apporter à notre commune victoire, sa libération signifie également que sa grande influence nous sera à nouveau acquise pour la solution des problèmes de la paix.

Nous reconnaissons pleinement l'intérêt vital de la France à une solution durable du problème allemand et la contribution qu'elle peut apporter à l'établissement de la sécurité internationale. Son adhésion formelle à la déclaration des Nations Unies, il y a quelques jours (12), ainsi que la proposition faite lors de la discussion de Dumbarton Oaks et d'après laquelle la France recevait un des cinq sièges permanents dans le Conseil de Sécurité projeté, démontre à quel point la France a repris, en puissance et en autorité, la place qui lui revient. Il est clair dans mon propre esprit que, comme facteur essentiel du maintien de la paix dans l'avenir, nous devons instituer après la guerre le

service militaire obligatoire et j'adresserai à ce sujet un message spécial au Congrès.

Message au Congrès.

Février 1945.

La libération de Paris

On ne peut guère mesurer la joie qui a rempli le cœur de tout homme civilisé à la nouvelle de la libération de Paris qu'en se souvenant de la tristesse qui s'était emparée de cette capitale une certaine journée de juin, il y a quatre ans, lorsque les troupes allemandes y étaient entrées (13).

Malgré la marée montante des succès alliés, ce sentiment de tristesse a toujours subsisté et ce n'est qu'aujourd'hui qu'il est dissipé. Car Paris est le symbole précieux de cette civilisation qu'Hitler et ses bandes armées s'étaient jurés de détruire.

Nous nous réjouissons avec le courageux peuple de France à l'occasion de la libération de la capitale, et nous nous associons aux félicitations adressées aux chefs et combattants français alliés qui ont rendu possible cette brillante préface de la victoire totale.

Message du 28 août 1944.

La France fut notre première alliée

La France fut la première alliée de notre pays dans notre propre guerre de libération. Depuis 150 ans, ses traditions de liberté ont inspiré partout les hommes libres. Dans cette guerre, tous les mensonges de quatre années d'occupation nazie n'ont pas réussi à atteindre la flamme de son âme indomptable, ni à supprimer la résistance de son peuple à l'ennemi. Et aujourd'hui la France est debout à nos côtés, une alliée puissante. Une fois de plus, elle lutte au premier rang parmi les Nations libres et pacifiques du monde. Les Nations Unies ont parcouru un long chemin depuis ce jour où, il y a trois ans, nous avons conclu notre pacte. La puissance militaire de l'ennemi était alors à son apogée et était utilisée sans scrupule dans l'effort pour conquérir le monde. Ensemble nous avons repoussé cet

(12) NDLR – La France signe la déclaration des Nations Unies le 1^{er} janvier 1945.

(13) NDLR – Le 14 juin 1940.

ennemi en Europe orientale et en Europe occidentale. Ensemble nous avons posé les bases d'une paix des Nations Unies.

Message au Congrès.
2 janvier 1945.

La France et le contrôle de l'Allemagne

Nous avons dû dire clairement au cours de cette conférence ce que signifiait pour l'Allemagne une reddition inconditionnelle. Cela signifie le contrôle tempo-

raire de l'Allemagne par la Grande-Bretagne, la Russie, la France et les Etats-Unis. Chacune de ces puissances occupera et contrôlera une zone bien délimitée de l'Allemagne et l'administration des quatre zones sera coordonnée à Berlin par un Conseil de contrôle composé des représentants des quatre nations. La reddition sans condition signifie aussi la fin du nazisme et du Parti nazi, de ses lois barbares et de ses institutions.

Message au Congrès après Yalta.
Mars 1945.

La capitulation de l'Allemagne

Notes documentaires et études,
17 mai 1945 *

I. – Les négociations de la reddition

Le document, dont nous donnons ici le texte intégral, a été rédigé par la « Division des relations avec le public » de l'état-major suprême des Forces expéditionnaires alliées. Nous en reproduisons ici la version française, telle qu'elle a été communiquée aux services français d'information.

Mercredi soir, 3 mai, l'Amiral Friedeburg et le 21^e Groupe d'Armées commandé par le Field Marshal Sir Bernard L. Montgomery sont entrés en contact.

Les représentants allemands ont traversé les lignes jeudi et à la suite de leur rencontre ce jour-là, la reddition de toutes les forces allemandes de Hollande, en Allemagne du nord-ouest et de Danemark, y compris Heligoland et les îles Frisones, a été conclue, la reddition prenant effet le 5 mai à 8 heures du matin. Cette reddition n'a été qu'une reddition tactique sur le champ de bataille des forces allemandes s'opposant au 21^e Groupe d'Armées et elle a été signée par le Field Marshal Montgomery au nom du Général Eisenhower.

Dès que les termes de la reddition ont été conclus, les Allemands ont fait

savoir qu'ils désiraient discuter la question – plus importante et plus vaste – de la reddition de la totalité des forces armées allemandes.

En conséquence, le Commandant suprême a consenti à ce que les représentants allemands fussent amenés à Reims, samedi 5 mai, dans ce but. Le groupe était composé de l'Amiral Hans Georg von Friedeburg (Commandant en chef de la Flotte allemande, succédant à l'Amiral Doenitz et ancien commandant de la Flotte sous-marine) et le Colonel Fritz Poleck, de l'Ober Kommando Wehrmacht (qui est l'équivalent du Département de la Guerre américain ou du War Office anglais). Le Colonel Poleck est membre du Service de l'Intendance et spécialiste du Ravitaillement.

Escortés par le Lieutenant-Colonel Vicomte Bury et le Major FJ Lawrence, de l'état-major du 21^e Groupe d'Armées, les représentants allemands ont quitté Luneburg par la voie des airs, samedi 5 mai, à 8 heures du matin, et ont changé d'avion à Vorst, à 10 heures. Ils ont jugé impossible d'effectuer tout le voyage par avion, en raison des conditions atmosphériques défavorables, et se sont arrêtés à Bruxelles à 11 h 15. Peu après l'atterrissage, l'avion blanc du Maréchal de l'Air Sir Arthur

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 59, « série internationale. – XX », ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 17 mai 1945.

Coningham s'est posé et a fait impression sur l'Amiral Friedeburg, qui a posé plusieurs questions à ce sujet.

Il fut décidé de poursuivre le voyage en voiture et un véhicule fut demandé au QG arrière du 21^e Groupe d'Armées. Entre-temps, le groupe a déjeuné dans une cantine de la RAF et a mangé des sandwiches de Spam arrosés de « Kiltie Scotch Ale » fabriquée à Bruxelles. L'Amiral Friedeburg a bu sa bière au goulot et en a été très satisfait.

A 13 h 30, le groupe quitta Bruxelles dans une voiture du 21^e Groupe d'Armées conduite par la volontaire Bobbie Alexander de Inverness (Ecosse).

L'Amiral Friedeburg s'endormit dans la voiture presque immédiatement, après avoir reconnu qu'il n'en pouvait plus après dix jours sans dormir, pour ainsi dire. (...)

La suite de voitures arriva à l'état-major suprême, IC avance (Ecole Professionnelle de Reims) à 17 h 04. Leur arrivée coïncida avec l'annonce de la capitulation des trois armées au Général Devers, du 6^e Groupe d'Armées. L'école est un bâtiment moderne de briques rouges quadrangulaire et employé en temps de paix comme collège industriel mixte. Depuis quelques mois, le bâtiment fut employé comme QG avancé du Général Eisenhower et avait été employé dans le même but par les Allemands auparavant.

Le groupe fut reçu à l'entrée par le Brigadier (1) EJ Foord, Chef du service de renseignements tactiques (2^e Bureau de l'état-major suprême) et le Lieutenant-Colonel KAS Morrice, Chef des 2^e et 3^e Bureaux (état-major.général). Les représentants allemands et les officiers alliés échangèrent les saluts militaires, les officiers allemands ne saluant pas à la manière nazie.

En dépit du secret qui devait entourer cet incident, plus de 200 membres du personnel de l'état-major suprême étaient présents lors de l'arrivée du groupe à l'entrée principale.

Les représentants allemands furent conduits au premier étage du bâtiment. Ils demandèrent la permission de se rafraîchir avant de rencontrer les officiers supérieurs

alliés. L'Amiral Friedeburg chantonnait en se lavant et en changeant son col. Il semblait calme, alors que le Colonel Poleck semblait nerveux et ne semblait pas comprendre tout à fait ce qui allait arriver.

A 17 h 20, le Major Général KWD Strong, Chef du 2^e Bureau (état-major suprême), escortait l'Amiral Friedeburg au bureau du Lieutenant-Général Walter Bedell Smith, Chef d'état-major. L'Amiral ne salua pas, mais se mit au garde-à-vous alors qu'il rencontra un groupe d'officiers supérieurs dans l'antichambre du Général Smith; Le groupe des officiers alliés était composé comme suit : Général Karl A. Spaatz, le Commandant en chef des Armées aériennes stratégiques et tactiques des Etats-Unis ; le Lieutenant-Général FE Morgan, Adjoint au Chef d'état-major ; Amiral Harold Burrough, Commandant des Forces navales alliées ; le Major Général HR Bull, Chef du 3^e Bureau ; le Maréchal JM Robb, Chef de l'Etat-Major de l'Air ; Brigadier général EJ Foord ; le Capitaine Harry C. Butcher, aide de camp de marine du Général Eisenhower ; le Colonel RGH Phillimore, du 3^e Bureau, qui rédigea les termes de la reddition ; et le Major Ruth M. Briggs, secrétaire d'état-major.

L'Amiral Friedeburg, les Généraux Smith et Strong, discutèrent pendant 22 minutes, jusqu'à 17 h 42.

Au début de l'entrevue, on demanda à l'Amiral Friedeburg de montrer ses lettres de créance et ses pouvoirs de représentant de l'Amiral Doenitz. Il était clair, cependant, qu'il n'était pas habilité pour décider de la reddition. On se rappela que les préliminaires de la reddition de l'armée italienne avaient eu sensiblement la même forme, alors que les émissaires italiens n'avaient eu également autorité que pour parlementer et non prendre des engagements. Par la suite, ils avaient obtenu cette autorisation par télégraphe, et avaient achevé les négociations en vue de la reddition.

Le Chef d'état-major indiqua à l'Amiral Friedeburg les termes imposés par le Commandant suprême. Ces termes comportaient la reddition sans conditions, entraînaient pour toutes les troupes l'obli-

(1) NDLR – Général de brigade.

gation de rester sur leurs positions actuelles et l'engagement qu'il ne serait pas permis aux appareils de l'aviation et aux bâtiments navals de se disperser loin de leurs positions actuelles. Il fut également stipulé que l'Ober Kommando Wehrmacht devait garantir de veiller à la transmission et à l'exécution de tous les ordres formulés par les Commandements alliés. Le Général Bedell Smith expliqua à l'Amiral Friedeburg que la position militaire allemande était désespérée. L'Amiral Friedeburg exprima la crainte que de nombreux soldats allemands ne soient tués par les Russes, à moins qu'il ne leur fût permis de se rendre directement aux armées alliées du front de l'Ouest.

Le Général Smith ne se montra nullement favorable à cette suggestion et déclara que les Alliés étaient prêts à discuter uniquement d'une reddition par les Allemands aux Alliés sur le front de l'Ouest conjuguée à une reddition simultanée et sans conditions aux Alliés russes.

L'Amiral Friedeburg emporta alors le texte des termes de la reddition dans la pièce qui lui avait été réservée comme bureau et où l'on servit des rafraîchissements, des sandwiches et du whisky, à lui et au Colonel Poleck. A leurs délibérations se joignit pendant un certain temps le Général Strong, qui leur donna de nouveaux éclaircissements sur les termes imposés par le Commandant suprême.

Moscou, Washington et Londres furent informés du déroulement des événements par un message du Général Eisenhower dans lequel il était expliqué que l'Amiral Friedeburg n'était habilité que pour offrir la reddition des restes de l'armée allemande sur le front de l'Ouest. Le message mentionnait également que la discussion de cette offre limitée avait été refusée, et que l'Amiral était disposé à discuter de la reddition complète s'il pouvait obtenir d'être habilité pour ce faire. Il lui avait été signifié de demander l'autorisation du gouvernement allemand.

Pendant ce temps, les différents officiers généraux et supérieurs de l'état-major suprême, de même que les représentants russes : le Major Général d'artillerie Ivan Susloparoff et le Colonel Ivan

Zenkovitch, étaient assemblés dans la Salle des cartes, dans l'attente de toute réunion officielle qui pourrait avoir lieu. Aussitôt que l'Amiral Friedeburg eut quitté le Chef d'état-major pour considérer les termes qui lui étaient présentés, le Général Smith relata dans le détail ses discussions aux représentants russes.

Le Général Susloparoff est le Chef de la Mission russe en France et était spécialement habilité par le Gouvernement russe comme représentant russe pour toutes négociations. (...)

A tous les stades des discussions, le Commandant suprême (2) fut tenu au courant des événements par le Chef d'état-major et par le Général Strong. Il ne rencontra pas l'Amiral Friedeburg au cours de ces stades préliminaires.

Après une attente assez longue, il apparut évident qu'aucune réunion officielle en vue d'une reddition ne pourrait avoir lieu immédiatement, et les officiers rassemblés dans la Salle des cartes se dispersèrent.

Finalement, l'Amiral Friedeburg dépêcha un message à l'Amiral Doenitz. Le message fut rédigé selon le code de l'état-major suprême, envoyé à la 2^e Armée britannique pour acheminement vers l'avant par estafette.

Ce message déclarait que le Chef d'état-major du Général Eisenhower avait présenté deux propositions, à savoir que l'Amiral Friedeburg reçoive pleins pouvoirs pour effectuer une reddition complète et sans conditions sur tous les théâtres d'opérations, ou bien que l'Amiral Doenitz envoie son Chef d'Ober Kommando Wehrmacht et les Commandants en chef de ses Forces armées, de sa Marine et de son Aviation, munis des pouvoirs nécessaires pour effectuer une reddition totale.

L'Amiral Friedeburg souligna également les conditions réglant le mouvement des troupes, appareils de l'aviation et navires effectuant leur reddition, et l'obligation pour l'Ober Kommando Wehrmacht de garantir la transmission de l'exécution des ordres du commandement allié.

Il fit également ressortir à son gouvernement que le nouveau gouvernement allemand serait considéré comme coupable

(2) NDLR – Il s'agit du Général Eisenhower.

de la poursuite des hostilités, à moins qu'il n'accepte rapidement les termes de la reddition.

L'Amiral Friedeburg réclama une prompte décision sur l'alternative offerte par le Chef d'état-major en insistant sur son caractère d'extrême urgence. Si la première proposition, à savoir celle de l'habiliter à signer la reddition, était adoptée, il demanda qu'une autorisation écrite lui fut immédiatement envoyée, de sorte qu'il puisse agir aussitôt, même si la ratification officielle par les Commandants en chef des différentes armes à une date ultérieure était considérée comme nécessaire.

Plus tard, les représentants allemands furent escortés jusqu'aux chambres qui avaient été réservées à leur intention, dans une maison de sept pièces, 3, rue Godinot, à Reims, qui servait habituellement de logement temporaire pour les officiers de passage à l'état-major suprême. Ils étaient accompagnés par le Lieutenant-Colonel Vicomte Bury, le Major Lawrence et le Sous-Lieutenant George Reinhard de New York City, attaché au 2^e Bureau et qui avait été désigné comme interprète officiel des représentants allemands. Les trois officiers devaient rester dans la maison avec les Allemands à toute heure du jour et de la nuit.

L'Amiral Friedeburg et le Colonel Poleck passèrent la nuit sous la protection de six hommes de la Police militaire se relayant par groupes de trois. Ces hommes, qui n'avaient pas été spécialement choisis, étaient les soldats de 1^{re} classe Jack H. Arnold, de Lancaster, en Pennsylvanie ; Charles F. Trautner, d'Oakland, en Californie ; Joseph R. Fink, de Détroit ; Frédéric A. Stone, de Pittsburgh ; Clifford P. Cleland, de Plattsburgh, dans l'Etat de New York, et Elmer E. Cole, de Little Fall, dans le New Jersey.

Le service était assuré dans la maison par deux militaires. Le soldat de 1^{re} classe Joyce Bennet, de New York City, ancienne secrétaire du directeur de l'Hôtel Windemere à New York, était gérante de la maison. Les trois cuisiniers étaient le Sergent Eric Ericson, de North Caldwell, dans le New Jersey ; le Caporal Charles N. Fickinger, de Belleville, dans l'Illinois, et le

Caporal George Cark, de Monmouth, dans l'Illinois. Les deux ordonnances affectés aux représentants allemands étaient le soldat de 1^{re} classe John Hyhsall, de Pontiac, dans le Michigan, tandis que le soldat de 2^e classe William Bittay, de New Brunswick, dans le New Jersey, servait de garçon.

Peu après leur arrivée dans la maison, les Allemands ont demandé du savon qu'ils n'avaient pas pu obtenir avant leur voyage jusqu'à Reims.

A 21 h 45, l'Amiral Friedeburg et le Colonel Poleck dînèrent avec les trois officiers alliés qui leur servaient d'escorte. Le menu se composait de jus de tomate, côtelettes de porc, purée de pommes de terre, carottes et pois, fruits et vin rouge. Au cours du repas, l'Amiral Friedeburg s'extasia sur la beauté du linge de table et fit remarquer que le propriétaire de la maison « devait être riche ».

Plus tard dans la soirée, des Martinis confectionnés par les officiers alliés furent servis à l'Amiral Friedeburg et au Colonel Poleck. Pour servir des biscuits avec les cocktails, le soldat de 1^{re} classe Joyce Bennett donna à contrecœur des biscuits qu'elle avait récemment reçus de chez elle.

Les représentants allemands écoutèrent la radio dans leur salon jusqu'à minuit et quart et puis se retirèrent.

Dans la soirée, le Général Bedell Smith eut une entrevue privée avec le Général Eisenhower, au cours de laquelle il lui expliqua plus en détail l'attitude adoptée par l'Amiral Friedeburg. Cette position était généralement interprétée comme favorable à la reddition, mais la reddition proprement dite devait être l'occasion d'une réunion plus officielle et plus représentative. L'état-major suprême allié avait suggéré une cessation immédiate de toutes les hostilités, suivie d'une réunion plus officielle, pour marquer la reddition, si cela était nécessaire.

Le Premier ministre de Grande-Bretagne, M. Churchill, téléphona à plusieurs reprises au cours de la journée de samedi pour demander des nouvelles, et il fut tenu parfaitement au courant de tous les développements de la situation.

Dans la matinée de dimanche, onze mois jour pour jour après le jour J (3), les

(3) NDLR – Il s'agit du 6 juin 1944, date du débarquement allié en Normandie.

représentants allemands attendirent dans leur chambre la réponse de leur gouvernement, tandis que le personnel de l'état-major suprême allié se tenait prêt à agir dans n'importe quel sens voulu par les événements.

Le dimanche 6 mai, l'Amiral Friedeburg et le Colonel Poleck furent réveillés sur leur demande à 7 heures du matin et prirent leur petit déjeuner avec les officiers alliés. Le menu (...) consistait en quartiers de pamplemousse, œufs au plat et bacon, café et toast.

Après le petit déjeuner, l'Amiral Friedeburg demanda à lire quelques magazines américains « illustrés ». Le soldat de 1^{re} classe Joyce Bennett apporta des exemplaires du « Stars and Stripes » (4) et plusieurs magazines américains.

Les représentants allemands passèrent la matinée à lire et à écouter la TSF. Ils déjeunèrent à 13 heures d'un cocktail de fruits, poulet rôti, purée de pommes de terre, maïs, pêches, et burent du café et du vin.

Les représentants allemands demeurèrent dans leur chambre. Après le déjeuner, il y eut une accalmie au cours de l'après-midi et l'on apprit que le Colonel Général Gustav Jodl, Chef d'état-major de l'Armée allemande (qui remplaçait le Général Guderian à ce poste), était en route pour Reims par la voie des airs, accompagné de son aide de camp, le Commandant BS Wilhelm Oxenius, et du Général de division de Guingand, Chef d'état-major de 21^e Groupe d'armée. Un avion transport des troupes de modèle C-47 baptisé « Mary Lou II », portant deux étoiles sur oriflamme rouge, arriva à l'aérodrome de Reims à 17 h 08, dimanche. Le groupe descendit d'avion, et le Général de brigade Foord, qui était là pour accueillir le groupe, salua et le salut lui fut rendu par les Allemands et par le Général de Guingand. Le visage du Général Jodl était absolument sans expression, et il se dirigea d'une allure arrogante vers l'automobile qui l'attendait pour le conduire au QG. Il arriva à l'école professionnelle à 17 h 20, ayant croisé en chemin deux détachements de prisonniers allemands que l'on conduisait au réfectoire sous escorte, les deux détachements com-

prenant chacun environ 200 hommes. Au moment où il pénétrait au QG, les policiers militaires saluèrent et il rendit le salut. Comme dans le cas de l'Amiral von Friedeburg, il fit le salut militaire en usage dans l'armée allemande et non le geste nazi. Il fut escorté directement jusqu'au bâtiment du QG occupé par le Chef d'état-major et là il se lava, se rafraîchit, puis se dirigea vers la pièce qui avait été réservée à la délégation allemande.

A 17 h 45, l'Amiral von Friedeburg et le Colonel Poleck arrivèrent de leur chambre. Comme l'Amiral ouvrait la porte donnant sur la pièce réservée aux Allemands et apercevait le Général Jodl, il ne saluait pas, mais s'exclamait « Ah ha ». Un moment après que la porte se fut refermée, l'Amiral Friedeburg sortit de la pièce et demanda du café et une carte d'Europe. L'Amiral parut soulagé, mais le Général Jodl faisait les cent pas à l'intérieur de la pièce.

Le Général Strong convoqua la délégation allemande et emmena le Général Jodl et l'Amiral von Friedeburg dans la chambre du Général Smith à 18 h 15. A 19 h 20, le Général Smith et le Général Strong quittèrent la pièce et se rendirent au bureau du Général Eisenhower, laissant les deux Allemands seuls. En même temps, le Général Smith envoya chercher le Général Susloparoff. Vingt minutes plus tard, le Général Smith et le Général Strong revinrent dans le bureau du Général Smith. A 19 h 44, le Général Susloparoff et le Colonel Zenkovitch arrivèrent au QG et se rendirent dans la pièce réservée à leur usage. Ils ne virent pas les Allemands et n'eurent pas de contact avec eux. A 19 h 53, le groupe réuni dans le bureau du Général Smith envoya chercher du café. A 19 h 53, le Général apparut dans l'antichambre de son bureau et déclara à plusieurs officiers présents qu'il y aurait un retard d'au moins trois heures. Dix minutes plus tard, le Général Strong entra dans la pièce occupée par les Allemands et, après quelques minutes de conversation, il revint dans le bureau du Général Smith. A 21 h 12, les Allemands quittèrent le bâtiment et regagnèrent leur chambre. Il était apparent qu'un message avait été

(4) NDLR – « La Bannière étoilée ».

envoyé au Gouvernement allemand, et comme la soirée avançait, les Russes et les officiers chargés d'un haut commandement à l'état-major suprême partirent, étant sous-entendu qu'ils resteraient à proximité immédiate. A environ 2 heures du matin, les voitures d'état-major commencèrent à s'arrêter devant le QG, se succédant les unes aux autres, et une atmosphère d'excitation se répandit dans tout le bâtiment. Les secrétaires et les chauffeurs qui n'étaient pas de service et de nombreux officiers subalternes d'état-major se réunirent en groupes dans la cour d'honneur, les salles et dans les escaliers.

A 2 h 15 du matin, les correspondants qui attendaient furent escortés depuis une salle de conférence à l'étage inférieur jusqu'à la Salle des cartes.

A 2 h 29, les premiers membres des délégations alliées pénétrèrent dans la Salle des cartes. Ce groupe comprenait les officiers russes, le Général Morgan, l'Amiral Burrough, le Général Spaatz, le Maréchal de l'Air Robb et le Général Bull. Peu de temps après, le Général Sevez, représentant du Général Juin, Chef d'état-major du Général de Gaulle.

A 2 h 34, le Général Smith entra et examina la disposition des sièges, s'entretenant brièvement et sans cérémonie avec ceux des officiers qui étaient déjà rassemblés. Finalement, à 2 h 39, les trois officiers allemands pénétrèrent dans la pièce escortés par le Général Strong et le Général de brigade Foord.

Ils se trouvèrent dans une pièce brillamment éclairée, spécialement illuminée pour permettre de prendre un enregistrement cinématographique et photographique de l'intégralité des débats qui allaient avoir lieu. Les murs bleu pâle de cette pièce carrée de 10 mètres de côté étaient couverts de cartes d'état-major montrant la disposition des forces armées sur tous les fronts de la Guerre mondiale. Ailleurs se trouvaient des tableaux du caractère le plus secret montrant les opérations aériennes de la journée courante, les listes des pertes en hommes, les statistiques des denrées déposées ou parachutées, les réseaux des lignes de chemin de fer et des voies de communication. Sur l'un des murs se trouvait un « thermomètre » sur un fond de swastikas montrant le flot

croissant des millions de prisonniers allemands aux mains des Alliés.

Ils marchèrent d'un pas solennel jusqu'à la table, se tinrent au garde à vous et s'inclinèrent devant les officiers assemblés. Quand tous les délégués furent assis, le Général Strong plaça les documents à signer devant le Général Smith. Le Général Smith s'adressa alors brièvement aux Allemands leur disant que c'étaient là les documents de reddition présentés à leur signature et leur demandant officiellement s'ils étaient prêts à les signer. Le Général Jodl hocha légèrement la tête en signe d'assentiment. L'identité des différents documents et l'ordre dans lequel ils furent signés seront indiqués en détail par le 2^e Bureau. Tous les documents furent placés dans des chemises cartonnées manille de format légal. L'apposition des signatures sur les documents commença à 2 h 40 et était terminée à 2 h 45. L'heure officielle mentionnée sur le document de reddition est 2 h 41. Un stylographe spécial fut fourni à chaque signataire. Ces porte-plumes étaient de couleur marron avec capuchon d'or.

Pendant toute la durée des débats, le Général Strong fit circuler les papiers parmi les signataires, et expliqua brièvement en allemand le contenu de chaque document aux représentants du Reich. Il ne prit jamais place sur la chaise voisine de celle du Général Smith et qui lui était réservée.

Quand toutes les signatures eurent été apposées le Général Jodl se mit au garde à vous et s'adressa en anglais au Général Smith en ces termes : « Je voudrais dire un mot. Il continua en allemand : « Général. Par cette signature le peuple allemand et les forces armées allemandes sont, pour le meilleur et pour le pire, livrés entre les mains du vainqueur.

« Dans cette guerre, qui a duré plus de cinq ans, l'un et l'autre ont réalisé et ont souffert plus peut-être que n'importe quel autre peuple du monde. En cette heure, je ne peux exprimer qu'un espoir : c'est que le vainqueur les traite avec générosité. ».

Il n'y eut aucune réponse à ce discours. Tous les délégués se levèrent et les Allemands partirent à 2 h 47, se retirant dans la pièce qui leur était réservée. Le reste des délégués quitta la pièce immédia-

tement après pour se rendre au bureau du Général Eisenhower.

A 2 h 55, les Allemands furent escortés chez le Commandant suprême et furent présentés au Général Eisenhower et au Maréchal de l'Air, sir Arthur Tedder, adjoint au Commandant suprême.

Une brève conversation s'ensuivit et ils partirent à 2 h 57. Le Général Eisenhower demanda d'un ton bref aux Allemands s'ils avaient compris parfaitement les termes de la reddition et étaient prêts à les exécuter. Ils répondirent affirmativement, s'inclinèrent avec raideur et quittèrent la pièce. Ensuite, le Général Eisenhower rassembla ses collaborateurs qu'il nomma plaisamment sa « famille », pour des félicitations réciproques et des prises de photographies.

A 3 h 39, le Général Eisenhower, en compagnie du Maréchal de l'Air en chef, Sir Arthur Tedder, entra dans la salle des opérations à nouveau pour faire un enregistrement cinématographique sonore d'un discours de la victoire pour les actualités. Ceci fut terminé à 3 h 46.

La table mesurait 6 mètres de long sur 2 m 40 de large. C'était une vieille table dont le dessus était craquelé et sans tapis. Devant chaque siège, se trouvaient un crayon, un bloc de papier et une carte portant le nom du délégué à qui était destiné le siège. Il y avait un certain nombre de petits cendriers carrés de porcelaine. Au centre de la table se trouvaient un double porte-stylo et un petit microphone, ce dernier était destiné à un enregistrement sonore qui doit servir de document historique officiel. Les cendriers n'ont pas été utilisés, car personne ne fuma au cours de la réunion. Les chaises étaient en bois blanc ordinaire et provenaient de stocks saisis aux Allemands.

II. - Acte de capitulation

1° Nous soussignés, agissant au nom du Haut Commandement allemand, capitulons par la présente sans conditions au Commandant suprême des Forces expéditionnaires alliées et, simultanément, au Haut Commandement sovié-

tique, avec toutes les forces de terre, de mer et de l'air qui sont à ce jour sous le Commandement allemand.

2° Le Haut Commandement allemand donnera immédiatement à toutes les autorités militaires, navales et aériennes allemandes, et à toutes les Forces sous Commandement allemand, l'ordre de cesser les opérations actives à 11,01 p.m. (23 h 01), heure de l'Europe centrale, le 8 mai, et de rester sur les positions qu'elles occuperont à ce moment.

Aucun bateau, navire ou avion ne sera sabordé, et aucun dégât ne sera causé à leurs coques, à leurs machines ou à leur équipement.

3° Le Haut Commandement allemand donnera immédiatement aux Commandants intéressés tous ordres ultérieurs transmis par le Commandant suprême des Forces expéditionnaires alliées et par le Haut Commandement soviétique et veillera à leur exécution.

4° Cet acte de reddition militaire est sans préjudice de tout instrument général de reddition imposé par ou au nom des Nations Unies et applicable à l'Allemagne et aux Forces armées allemandes dans leur ensemble et qui remplacerait ce document.

5° Dans le cas où le Haut Commandement allemand ou certaines Forces sous son contrôle n'agiraient pas conformément à cet acte de reddition, le Commandant Suprême des Forces expéditionnaires alliées et le Haut Commandement soviétique prendront les mesures punitives ou autres qu'ils jugeront appropriées.

L'acte de reddition de Berlin (5) a été signé par les personnalités suivantes :

Pour les Alliés, le Maréchal de l'air Sir Arthur Tedder, délégué du Commandant Suprême, le Général Eisenhower, et le Maréchal Grégoire Joukov, Commandant le premier Groupe d'Armées de Russie Blanche ;

Pour l'Allemagne, le Maréchal Wilhelm Keitel, chef du Haut Commandement Allemand ; l'Amiral Hanz Georg Friedeburg, Commandant les Forces navales du Reich et le Colonel-Général Hans Jurgen Stumpf, Commandant les Forces aériennes allemandes.

Le Général Karl Spaatz, commandant en chef les forces aériennes des Etats-Unis, et le Général Jean de Lattre de Tassigny, Commandant la 1^{re} Armée française, ont également assisté à la cérémonie.

(5) NDLR – Le 8 mai 1945, l'acte de capitulation est ratifié à Berlin.

III. Termes de la reddition de la marine allemande

(Seul le présent texte fait autorité)

La déclaration suivante met au point de quelle façon la marine allemande s'est rendue aux Alliés.

Pour l'information du public il peut être établi que tous les navires allemands ou sous contrôle allemand, de guerre, auxiliaires, de commerce ou autres en mer ont l'ordre de donner leur position en clair au plus proche poste de radio allié, et de faire route vers les ports alliés qui leur seront désignés. Ils resteront dans ces ports jusqu'à ce qu'ils reçoivent d'autres directives.

Tous les navires de guerre, auxiliaires, marchands et autres actuellement dans un port reçoivent l'ordre d'y rester.

Les sous-marins en mer doivent faire surface, déployer un pavillon ou une flamme noire et donner leur position en clair au plus proche poste de radio allié. Ils feront ensuite route en surface vers le port qui leur sera désigné.

Tous les navires de guerre ou de commerce, à l'ancre ou en mer doivent désarmer toutes leurs pièces, enlever le bloc de culasse des canons et décharger leurs tubes lance-torpilles. Au port, toutes munitions, tous explosifs, tous cônes de combat de torpilles et toutes pièces portatives seront mis à terre. Les drageurs de mines et les bateaux de sauvetage, bien que désarmés de la même façon, recevront l'ordre de faire le plein de combustible, si possible, et de se préparer immédiatement à faire leur service comme il leur sera ordonné.

Des instructions seront données pour que les chaînes barrant les ports soient tenues ouvertes, et les charges de démolitions et champs de mines contrôlés rendus ineffectifs. Tout le personnel recevra l'ordre de rester à bord des navires ou dans les établissements jusqu'à ce qu'il reçoive d'autres ordres.

IV. - L'ordre du jour de la victoire du Général Eisenhower

Etat-Major suprême des Forces expéditionnaires alliées

Hommes et femmes des Forces expéditionnaires alliées :

La croisade pour laquelle nous nous sommes embarqués au début de l'été 1944, a atteint sa glorieuse conclusion. J'ai le rare privilège, au nom de toutes les nations représentées dans ce théâtre de guerre, de louer chacun d'entre vous pour votre devoir que vous avez vaillamment accompli. Bien que ces mots soient faibles ils viennent du fond de mon cœur qui déborde d'orgueil pour votre loyal service et d'admiration pour vous en tant que guerriers. (...)

Sur la route de la victoire, vous avez enduré chaque privation et inconfort et avez surmonté chaque obstacle que l'ingéniosité et le désespoir avaient placé sur votre route. Vous n'avez pas cessé, jusqu'à ce que votre front ait été fermement joint avec la Grande Armée Rouge venant de l'Est et d'autres Forces Alliées venant du Sud. La victoire la plus complète a été atteinte en Europe. Travaillant et combattant ensemble en une association unique et indestructible, vous avez atteint la perfection dans l'unification de la puissance aérienne terrestre et navale qui servira de modèle à notre siècle.

La route que vous avez parcourue sur des centaines de kilomètres est marquée par les tombeaux de ceux qui furent vos compagnons d'armes. Vous avez exigé d'eux le sacrifice suprême ; le sang de nombreuses nations – Américaines, Britanniques, Canadiennes, Françaises, Polonaises et d'autres – vous a aidé à remporter la victoire.

Chacun de ceux qui sont tombés est mort en tant que membre de l'équipe à laquelle vous appartenez, vous qui êtes liés par un amour commun de la liberté et le refus de vous soumettre à l'esclavage.

Nul monument de pierre, nul mémorial de quelque ampleur fût-il ne pourrait exprimer aussi bien votre respect et votre vénération pour leur sacrifice que la perpétuation de l'esprit de camaraderie au nom duquel ils sont morts.

Au moment où nous célébrons la Victoire en Europe, rappelons-nous que nos problèmes communs dans l'avenir proche et lointain peuvent être résolus du mieux possible si nous appliquons les mêmes conceptions de coopération et de dévouement à la cause de la liberté humaine qui ont fait, de ces Forces expéditionnaires une machine puissante de des-

truction méritée. Ne prenons pas parti dans ces querelles sans profit où s'engageront inévitablement d'autres hommes sur le point de savoir quel pays, quelle arme a gagné la guerre en Europe.

Chaque homme, chaque femme, de chaque nation ici représentée, a servi selon ses capacités, et les efforts de chacun ont contribué au résultat final.

C'est cela dont nous nous souviendrons – en agissant ainsi, nous reverrons chacun des tombeaux respectés et nous apporterons le réconfort à ceux qu'aimaient les camarades qui n'ont pas pu vivre pour voir ce jour.

DWIGHT D. EISENHOWER

V. – Ordre du jour du Maréchal Staline

Le 8 mai 1945, à Berlin, les représentants du Haut Commandement allemand ont signé la capitulation inconditionnelle de toutes les Forces armées allemandes.

La grande guerre nationale, qui a été menée par le peuple soviétique contre les envahisseurs germano-fascistes, s'achève par une victoire de nos armes. L'Allemagne est irrémédiablement battue.

Camarades soldats et marins rouges,

Sous-officiers et officiers de l'armée et de la marine de guerre,

Généraux, amiraux et maréchaux de l'Union soviétique,

Je vous félicite à l'occasion de la fin victorieuse de la grande guerre nationale. (...)

Gloire éternelle aux héros tombés dans la lutte pour la liberté et l'indépendance de notre patrie ! Gloire à l'Armée Rouge et à la marine de guerre soviétique victorieuses !

VI. – Message radiodiffusé du Général Eisenhower

J'ai le privilège rare de parler de l'Armée victorieuse qui compte presque cinq millions de combattants. Ils ont, ainsi

que les femmes, qui les ont si habilement aidés, composé les Forces expéditionnaires alliées qui ont libéré l'Ouest de l'Europe. Ils ont détruit ou fait prisonnières les armées ennemies en nombre supérieur au leur, et ont traversé triomphalement des centaines de kilomètres entre Cherbourg et Lubeck, de Leipzig à Munich.

Il y a plus de trois ans, la Grande-Bretagne, la Chine et la Russie se défendaient désespérément contre les assauts de puissantes machines militaires, délibérément préparées pour atteindre le but de l'Axe, dominer le monde, le crime sans nom de Pearl Harbor nous a soudain jetés dans la guerre. Notre pays, toujours récalcitrant à attribuer à un quelconque autre pays des visions malsaines, ou inapte à s'opposer à une attaque par surprise, s'est trouvé rejeté de quelques-uns de ses importants avant-postes et incapable de prendre des mesures immédiates et efficaces pour combattre les desseins ennemis. Mais l'Amérique, grâce à la qualité de son Chef, n'est pas devenue la proie facile attendue par ses agresseurs. Notre feu Président (6) a aussitôt rencontré cet autre caractère indomptable, M. Churchill, Premier ministre, l'homme qui a conduit son pays tout au long des sombres jours de 1940 et de 1941, lorsque la Grande-Bretagne s'est dressée seule, ennemie inconquise du nazisme. (...)

Depuis ce jour de juin, où nos hommes débarquèrent sur les plages de Normandie, une des plus magnifiques campagnes fut effectuée. Luttant en coopération effective avec la Grande Armée Rouge et les Forces alliées combattant en Italie, les Français, les Anglais, les Américains et les autres Forces alliées dans ce théâtre d'opérations se sont frayé un chemin avec une vitesse et une puissance croissantes au travers des défenses les plus redoutables que l'Allemagne ait pu imaginer.

Les soldats, les marins et les aviateurs, appuyés par les efforts dévoués de milliers de personnes travaillant dans les services d'approvisionnement et aidés par de nombreux camarades des mouvements de Résistance, ont d'abord gagné la bataille sur les plages. Ils ont gagné la

(6) NDLR – Franklin D. Roosevelt est décédé le 12 avril 1945 ; Harry Truman – vice-Président depuis la réélection de F. Roosevelt en novembre 1944 – lui succède ; il sera élu Président en 1948.

poursuite à travers la France, la campagne destinée à détruire les Allemands à l'ouest du Rhin et la traversée de cet obstacle historique. Puis ils ont ouvert une brèche dans le cœur de l'Allemagne pour effectuer leur jonction avec leur camarades russes et alliés venant de l'Est et du Sud. Ce ne fut pas une guerre séparée de l'air, de la terre ou des mers. Tous ont été assemblés en une seule machine de puissance de vengeance pour l'étonnement et la destruction de nos ennemis.

Ces succès éclatants ne furent pas atteints sans chagrin et sans souffrance. Dans ce seul théâtre d'opérations 80 000 Américains et un nombre semblable parmi leurs Alliés, ont perdu leur vie pour permettre au reste de vivre dans la lumière de la liberté. Quatre cent mille de nos citoyens ont supporté la douleur des blessures physiques, et d'autres milliers ont souffert des privations dans les camps de prisonniers (...).

Permettez-moi d'ajouter à présent un mot personnel.

J'ai eu le grand honneur, avec une responsabilité égale, de commander les Forces alliées en Méditerranée et, plus tard, les Forces expéditionnaires en Europe. Ceci me donne le droit d'exprimer ma satisfaction totale aux nombreuses personnes qui, par leur considération, leur compréhension et leur efficacité ont rendu ma tâche supportable.

J'adresse mes plus sincères remerciements à mes supérieurs, les chefs d'état-major combiné anglais et américains, et les chefs politiques de ces deux pays. (...)

Ainsi, la machine de conquête la plus puissante de l'Histoire a été complètement détruite. Le projet délibéré de violation brutale et universelle que la nation allemande absorba avec avidité au sortir de l'esprit maladif d'Hitler, a connu le sort décrété contre lui par la justice outragée. La race de ceux qui s'étaient donné le titre de surhommes et qui, il y a six ans, s'étaient lancés dans une carrière de pillage rampent maintenant parmi les ruines de ses propres cités détruites, tandis qu'ils espèrent, dans la crainte, un sort meilleur que celui qu'ils ont infligé à leurs propres et innocentes vic-

times. A travers toutes les Nations Unies les cloches de la réjouissance résonnent.

Ces cloches expriment notre bonheur que le fléau nazi ait été éliminé de la terre. Pour l'ennemi de l'humanité qui subsiste encore, le Japon, ces cloches annoncent la défaite imminente. (...)

(...). Le Japon lui-même doit maintenant se rendre compte que son sort est réglé (7).

Tous ceux d'entre nous ici avons une ambition sous-jacente : retourner rapidement dans nos familles. Mais nous sommes entrés dans cette guerre pour faire notre devoir envers notre pays et pour la cause qui demeure tout aussi sacrée aujourd'hui qu'elle l'était le 7 décembre (8) quand nous nous sommes soudain trouvés en guerre. (...)

Je parle au nom de plus de trois millions d'Américains sur ce théâtre d'opérations en disant que, quand nous aurons le bonheur de revenir vers vous, il n'est pas besoin de parades pour nous accueillir, de fêtes spéciales. Tout ce que nous demandons, c'est de reprendre notre place dans la tiédeur des cœurs que nous avons laissés derrière nous, et de reprendre une fois de plus nos travaux du temps de paix – au nom de nos propres conceptions américaines de la liberté et du droit, qui ont toujours régi notre pays bien-aimé.

VIII. – Discours du Président Truman

Cette heure est solennelle et glorieuse.

Le Général Eisenhower m'informe que les forces de l'Allemagne se sont rendues aux Nations Unies. Les drapeaux de la liberté flottent sur toute l'Europe. En ce jour de victoire, nous nous unissons pour offrir nos remerciements à la providence qui nous a guidés et soutenus dans les jours sombres de l'adversité. Notre joie est tempérée et diminuée par la conscience aiguë que nous avons du prix terrible que nous avons payé pour débarrasser le monde d'Hitler et de sa bande malfaisante.

N'oublions pas, mes frères américains, la peine et le chagrin qui règnent

(7) NDLR – Le Japon capitulera le 15 août 1945.

(8) NDLR – 7 décembre 1941, date de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

encore aujourd'hui dans le foyer de tant de nos voisins, de voisins dont les possessions les plus chères ont été offertes en sacrifice pour racheter notre liberté. (...)

Nous devons travailler pour finir la guerre. Notre victoire n'est qu'à demi gagnée. L'Ouest est libre, mais l'Est est toujours sous l'emprise traîtresse des Japonais. Lorsque la dernière division japonaise se sera rendue sans conditions, à ce moment-là seulement, notre tâche de combat sera achevée.

Nous devons travailler pour guérir les plaies d'un monde qui souffre, pour construire une paix durable, une paix enracinée dans la justice et la loi. Nous ne pouvons construire une telle paix que par un travail acharné auquel nous consacrerons tous nos efforts, en travaillant en plein accord avec nos alliés dans la paix, comme nous l'avons fait dans la guerre.

La tâche qui nous attend n'est pas moins urgente, n'est pas moins importante, n'est pas moins difficile que le devoir que nous avons heureusement rempli. Je lance un appel à tous les Américains pour qu'ils restent fermes à leur poste, jusqu'à ce que la dernière bataille soit gagnée, pour qu'aucun homme n'abandonne son poste ou ne ralentisse son effort avant ce jour-là.

Et maintenant, je vais vous lire ma proclamation officielle à l'occasion de cette journée :

« Les armées alliées, par leurs sacrifices et leur dévouement, et avec l'aide de Dieu, ont arraché à l'Allemagne une reddition finale et inconditionnelle. Le monde occidental a été libéré des forces mauvaises qui, pendant cinq ans et plus, ont empoisonné les corps et brisé les vies de millions et de millions d'hommes libres.

« Ces forces ont violé leurs églises, détruit leurs foyers, corrompu leurs enfants et tué leurs êtres chers. Nos armes et notre libération ont rendu la liberté à ces peuples plongés dans la souffrance, mais dont l'esprit et la volonté n'ont jamais pu être asservis.

« Il reste beaucoup à faire. La victoire acquise à l'Ouest doit l'être maintenant à l'Est. Le monde entier doit être débarrassé du mal dont la moitié de la Terre vient d'être délivrée. Unies, les

Nations qui aiment la paix nous ont montré que leurs armes sont supérieures à la puissance des dictateurs et des puissances tyranniques qui, autrefois, nous jugeaient faibles et mous.

« L'aptitude de notre peuple à se défendre contre un ennemi quelconque sera démontrée dans la guerre du Pacifique, comme elle l'a été en Europe. Devant le triomphe de l'esprit et des armes que nous avons remporté, et devant les promesses d'avenir que ce triomphe représente pour les peuples, quels qu'ils soient, qui se joignent à nous dans leur amour de la liberté, il convient qu'en tant que nation, nous rendions grâce à Dieu tout-puissant qui nous a guidés puis nous a donné la victoire.

« En conséquence, moi, Harry Truman, en qualité de Président des Etats-Unis, je déclare que le dimanche 13 mai 1945 sera un jour de prières. Je fais appel au peuple des Etats-Unis afin qu'il s'unisse et offre sa profonde reconnaissance à Dieu pour la grande victoire que nous avons remportée, et pour le prier qu'il nous soutienne jusqu'à la fin de nos tribulations actuelles, et qu'il nous guide jusqu'à la paix. Je fais également appel à mes compatriotes afin qu'ils dédient ce jour à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour que notre victoire soit possible. En foi de quoi j'ai signé de ma main et apposé le sceau des Etats-Unis. »

IX. - Discours de M. Winston Churchill

Hier matin, à 2 h 41, au GQG du Général Eisenhower, le Général Jodl, représentant du Haut Commandement allemand et de l'amiral Doenitz, Chef désigné de l'Etat allemand, a signé la reddition sans conditions de toutes les forces terrestres, navales et aériennes allemandes en Europe aux Forces expéditionnaires alliées et, simultanément, au Haut Commandement soviétique. Le Général Bedell Smith, Chef d'état-major général de l'armée des Etats-Unis, et le Général François Sevez ont signé le document au nom du SHAEF (9), et le Général Susloparoff au nom du Haut-Commandement russe.

Aujourd'hui, ce document sera ratifié et confirmé à Berlin, où le Maréchal

(9) NDLR - Quartier général des Forces alliées en Europe.

de l'Air Tedder, Commandant suprême des Forces expéditionnaires alliées, et le Général de Lattre de Tassigny signeront au nom du Général Eisenhower. Le Maréchal Joukov signera pour le Haut-Commandement soviétique. Les représentants allemands seront le Maréchal von Keitel, Chef du Haut-Commandement, et les Commandants en chef des Forces terrestres, navales et aériennes. Les hostilités prendront fin officiellement à minuit une minute ce soir mardi 8 mai. Mais pour sauver des vies, le « cessez-le-feu » a commencé à être sonné hier sur tout le front, et nos chères îles de la Manche doivent aussi être libérées aujourd'hui. (...)

Aujourd'hui, nous pensons surtout à nous-mêmes ; demain, nous rendrons un hommage particulier à nos héroïques camarades russes, dont le courage sur le champ de bataille a été l'une des plus belles contributions à la victoire générale.

La guerre allemande est donc terminée. Après des années de préparation intensive, l'Allemagne se jeta sur la Pologne au commencement de septembre 1939. En conformité avec notre garantie à la Pologne, et en accord avec la République française, la Grande-Bretagne, les colonies britanniques et tout le Commonwealth déclarèrent la guerre à la suite de cette vile agression (10).

Après que la courageuse France ait été abattue, nous, de notre île et de notre Empire, nous avons continué la lutte seuls pendant une année, jusqu'à ce que la puissance militaire de la Russie Soviétique se joignît à nous (11). Ensuite vinrent la puissance et les ressources énormes des Etats-Unis (12). Finalement, ce fut presque le monde entier qui s'unit contre ces malfaiteurs qui sont maintenant à genoux devant nous.

Notre gratitude pour tous nos prestigieux alliés nous remplit le cœur, dans cette île et dans l'Empire britannique tout entier.

Nous pouvons nous accorder une courte période de réjouissances, mais n'oublions pas un seul moment les travaux et les efforts qui nous attendent. Le Japon,

avec toute sa trahison et son avidité, n'a pas été dompté. Le mal qu'il a fait à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et aux autres pays et ses horribles cruautés demandent justice et châtiment.

Il faut maintenant consacrer toute notre force et toutes nos ressources à l'accomplissement de notre tâche chez nous et au dehors.

En avant, Grande-Bretagne ! Vive la cause de la liberté ! Dieu garde le Roi !

X. - Discours du Maréchal Staline

Camarades compatriotes,

Le grand jour de la victoire sur l'Allemagne est arrivé. L'Allemagne hitlérienne, mise à genoux par l'Armée Rouge et les troupes de nos Alliées, a reconnu sa défaite et accepté la reddition inconditionnelle.

L'acte provisoire de la reddition allemande a été signé à Reims le 7 mai. Il a été ratifié à Berlin, le lendemain, par les représentants du Haut Commandement allemand, en présence des représentants du Commandement suprême des troupes alliées et du Commandement suprême de l'Armée Rouge, et est entré en vigueur le 8 mai.

Sachant que les dirigeants allemands, capables de tous les subterfuges, n'attachent pas plus de valeur aux traités conclus qu'à un chiffon de papier, nous n'avions aucune raison de croire à leur parole. Toutefois, depuis ce matin, en exécution des conditions de reddition, les troupes allemandes se rendent en masse et remettent leurs armes aux troupes soviétiques. L'acte signé à Berlin n'est donc point un simple chiffon de papier, mais signifie la capitulation effective des forces armées allemandes.

Il est vrai que certaines unités allemandes, en Tchécoslovaquie, refusent encore d'accepter nos conditions. Il est hors de doute que l'Armée Rouge saura leur faire respecter les engagements contractés.

(10) NDLR - Le 3 septembre 1939.

(11) NDLR - Le 22 juin 1941.

(12) NDLR - Les Etats-Unis entrent en guerre le 8 décembre 1941.

Nous pouvons affirmer avec certitude que le jour historique de la victoire de notre peuple sur l'impérialisme allemand est arrivé.

Nous savons maintenant que les grands sacrifices de notre peuple pour la liberté et l'indépendance de la patrie, les privations et souffrances sans nombre qu'il a endurées au cours de la guerre et les efforts intenses fournis par l'armée et les travailleurs n'ont pas été vains. Ils ont abouti à la victoire finale sur l'ennemi.

La lutte séculaire des peuples, slaves pour leur existence et leur indépendance s'est terminée par un triomphe final sur les envahisseurs allemands et sur la tyrannie allemande.

Désormais, le drapeau des peuples libres, qui est aussi le drapeau de la paix, flottera sur l'Europe.

Il y a trois ans, Hitler a proclamé publiquement son désir de morceler l'Union soviétique, de la priver du Caucase, de l'Ukraine, de la Russie Blanche, des pays Baltes et de nombreuses autres régions. Il s'était fixé un but précis : « Détruire la Russie de telle manière qu'elle ne puisse plus se relever. »

Il y a trois ans de cela. Mais ces rêves insensés de Hitler ne se sont pas réalisés. Ils ont été réduits à néant durant la guerre. La réalité a été contraire aux plans nazis. Et l'Allemagne est irrémédiablement battue, et ses troupes ont capitulé.

L'Union soviétique se réjouit de sa victoire, bien qu'elle n'ait jamais eu l'intention de morceler ou de détruire l'Allemagne.

Camarades,

La grande guerre patriotique est terminée, et terminée par une victoire. La guerre est finie en Europe. La période de paix commence pour notre continent.

Mes chers compatriotes, je vous félicite à l'occasion de notre grande victoire.

Honneur à l'héroïque Armée Rouge qui a défendu l'indépendance de notre patrie, et qui s'est assurée la victoire sur l'ennemi.

Honneur à notre grand peuple, peuple victorieux !

Gloire éternelle aux héros tombés dans la lutte, et qui ont sacrifié leur vie pour la liberté et le bonheur de notre peuple.

XI. – Discours du Général de Gaulle

La guerre est gagnée. Voici la victoire. C'est la victoire des Nations Unies et c'est la victoire de la France. L'ennemi allemand vient de capituler devant les armées alliées de l'Ouest et de l'Est. Le Commandement français était présent et participe à l'acte de capitulation. Dans l'état de désorganisation où se trouvent les pouvoirs publics et le commandement militaire allemands, il est possible que certains groupes ennemis veuillent çà et là prolonger une résistance sans issue (13), mais l'Allemagne est abattue et elle a signé son désastre. Tandis que les rayons de la gloire font une fois de plus resplendir nos drapeaux, la Patrie porte sa pensée et son amour d'abord vers ceux qui sont morts pour elle, ensuite vers ceux qui ont pour son service tant combattu et tant souffert. Pas un effort de ses soldats, de ses marins, de ses aviateurs, pas un acte de courage ou d'abnégation de ses fils et de ses filles, pas une souffrance de ses hommes et de ses femmes prisonniers, pas un deuil, pas un sacrifice, pas une larme n'auront donc été perdus. Dans la joie et dans la fierté nationales, le peuple français adresse son fraternel salut à ses vaillants alliés qui, comme lui, pour la même cause que lui, ont durement, longuement prodigué leurs peines, à leurs héroïques armées et aux chefs qui les commandent, à tous ces hommes et à toutes ces femmes qui, dans le monde, ont lutté, pâti, travaillé pour que l'emportent, à la fin des fins, la justice et la liberté.

Honneur, honneur pour toujours à nos armées et à leurs chefs, honneur à notre peuple que des épreuves terribles n'ont pu réduire, ni fléchir, honneur aux Nations Unies qui ont mêlé leur sang à notre sang, leurs peines à nos peines, leur espérance à notre espérance et qui, aujourd'hui, triomphent avec nous.

Vive la France !

(13) NDLR – Y compris sur le territoire français. Certaines poches allemandes, essentiellement sur l'Atlantique, résisteront jusqu'au dernier moment. La Rochelle, Lorient et Saint-Nazaire ne seront libérées que le 8 mai et Dunkerque le 9.

Les grandes conférences interalliées de 1945

Notes documentaires et études,
11 avril 1946 *

Introduction

Au moment où les déclarations des chefs d'Etat qui surent organiser et remporter la victoire laissent apparaître les sujets de désaccord qui s'élevèrent parfois au cours des entrevues qu'ils eurent périodiquement pendant toute la durée du conflit, il ne nous a pas paru inutile de passer en revue les grandes conférences interalliées de l'année qui vit s'achever la guerre. Les unes furent plus spécialement consacrées à la liquidation de l'Axe et au règlement du sort de l'Allemagne, les autres à la préparation des traités de paix et à l'élimination des causes de friction entre les Alliés. Prises dans leur ensemble, elles constituent un ensemble cohérent où tous les problèmes concernant l'organisation pacifique du monde furent abordés.

I. – La Conférence de Crimée (Yalta) (4-12 février 1945)

C'est à Yalta, en Crimée, que M. Churchill, le Président Roosevelt et le Maréchal Staline se rencontrèrent en février 1945 pour mettre au point ce que le communiqué publié à l'issue de la conférence appela les « *Plans pour la défaite complète de l'Allemagne* » (1).

Les décisions prises à Yalta par les trois gouvernements telles qu'elles furent exposées dans le communiqué publié simultanément à Londres, Washington et Moscou le 12 février 1945, concernaient les problèmes suivants :

Défaite de l'Allemagne (...)

Occupation et contrôle du pays. –

Partage de l'Allemagne en zones d'occupation. (...)

Problème des réparations (...)

Conférence des Nations Unies. –

Une Organisation des Nations Unies sera créée dès que possible sur les bases des décisions de Dumbarton Oaks (2). A cet effet, une Conférence des Nations Unies se réunira à San Francisco le 25 avril 1945 pour préparer la Charte de cette organisation. Il sera offert à la Chine et à la France d'être nations invitantes au même titre que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS. (...)

Déclaration sur l'Europe libérée. –

La déclaration réaffirme la fidélité des trois gouvernements aux principes de la Charte de l'Atlantique et aux termes de la déclaration des Nations Unies. Les trois puissances expriment l'espoir que le Gouvernement provisoire de la République française puisse être associé à la procédure suggérée.

Pologne (...)

Yougoslavie (...)

Entretiens des ministres des Affaires étrangères (...)

Unité dans la paix comme dans la guerre. – Le communiqué conclut en réaffirmant l'unité des trois puissances dans la paix comme dans la guerre.

II. – La Conférence de San Francisco (25 avril-25 juin 1945)

Le 9 avril, le Département d'Etat annonça que conformément aux décisions prises à Yalta, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine avaient envoyé les invitations aux nations devant assister à la Conférence du 25 avril. La France avait refusé de compter au nombre des nations invitantes. Les invitations com-

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 281, (« série internationale. – LXXXIX »), secrétariat d'Etat à la Présidence du Conseil et à l'Information, Direction de la Documentation, 14-16, rue Lord-Byron, Paris (8^e), 11 avril 1946. Nous reproduisons ici, exceptionnellement du fait du sujet traité, un titre paru en 1946.

(1) Assistèrent également à la conférence : ... NDLR – La suite de la note n'est pas reprise dans la présente édition.

(2) NDLR – En septembre 1944, les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'URSS et de la Chine avaient étudié les modalités de création de la future organisation internationale de sécurité collective. Cf. « Les Organisations internationales à vocation universelle », coll. « Les Notices de la Documentation française », 1993.

portaient le texte de la formule de vote au futur Conseil de Sécurité.

Les nations invitées étaient les Nations Unies ayant signé la Charte de l'Atlantique à la date du 1^{er} mars, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, la République dominicaine, l'Equateur, l'Egypte, l'Ethiopie, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Iran, l'Irak, le Libéria, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, le Salvador, l'Arabie Séoudite, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela et la Tchécoslovaquie. La Pologne ne fut pas invitée car elle n'avait pas constitué en temps voulu le gouvernement d'unité nationale, condition préalable à son admission à la Conférence.

N'ayant pas été représentée à Dumbarton Oaks et considérant nécessaire d'apporter certaines modifications au texte d'invitation à la Conférence de San Francisco, la France avait estimé ne pouvoir accepter d'être puissance invitante, ainsi qu'un communiqué de Paris l'annonça le 5 mars. Le point de vue de la France fut exposé dans un mémorandum voté à l'unanimité par l'Assemblée consultative le 27 mars. Ce mémorandum élaboré par une Commission spéciale présidée par M. Paul Boncour avait été remis le 22 mars aux ambassadeurs et ministres alliés à Paris.

A Londres, une Conférence impériale se réunit pour examiner les propositions résultant des accords de Dumbarton Oaks et concerter l'attitude à adopter à San Francisco. A l'issue de cette conférence, MM. Forde et Evatt, Vice-Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères d'Australie, vinrent à Paris s'entretenir avec le Général de Gaulle, M. Bidault, et M. Giacobbi, ministre des Colonies, pour s'entretenir des problèmes du Pacifique Sud-Ouest. (...)

Le 25 avril, le Président Truman prononça le discours d'ouverture de la Conférence et M. Stettinius souhaita au nom des Etats-Unis et des trois autres puissances invitantes la bienvenue aux délégués (3). (...)

Le 4 mai, les puissances invitantes proposèrent à la France d'assister à leur réunion sur un pied d'égalité, ce qu'elle accepta. (...)

Le travail de la Conférence fut dominé par trois grands problèmes :

- 1° Le droit de veto ;
- 2° Les accords régionaux ;
- 3° Le régime de tutelle.

Le droit de veto : si l'accord s'était fait à Dumbarton Oaks sur ces faits que la responsabilité principale du maintien de la paix, incombait principalement aux grandes puissances et sur ce que celles-ci devraient être représentées d'une façon permanente au Conseil de Sécurité, aucune décision n'avait été prise, quant à la procédure de vote lorsqu'une action de leur part devient nécessaire.

A Yalta, le Président Roosevelt, M. Churchill et le Maréchal Staline avaient adopté une formule suggérée par le premier et décidant que :

a) chaque membre du Conseil de Sécurité aurait une voix ;

b) les décisions sur les questions de procédure seraient adoptées par 7 voix (sur 11 votants) ;

c) les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions exigeraient sept voix dont celles de tous les membres permanents, étant entendu toutefois que les partis en cause s'abstiendraient.

A San Francisco, cependant, tout en reconnaissant que c'était essentiellement aux grandes puissances qu'incombait la charge de faire appliquer les décisions du Conseil et que le droit de veto était par conséquent logique lorsque l'emploi de la force armée devenait nécessaire pour

(3) Constitution des principales délégations : (...) France : M. Georges Bidault (ministre des Affaires étrangères), M. René Pleven (ministre des Finances), M. François Billoux (ministre de la Santé publique), M. Joseph Paul-Boncour (ancien Président du Conseil), M. Henri Bonnet (ambassadeur à Washington), M. Jean Monnet (envoyé spécial aux Etats-Unis pour les questions de prêt-bail), le Docteur Paul-Emile Naggiar (des Affaires étrangères), M. Jules Basdevant (conseiller juridique du Quai d'Orsay), le Général Juin (Chef d'état-major général) et l'Amiral Thierry d'Argenlieu.

prévenir une agression, les puissances « moyennes » sous la conduite de l'Australie, estimèrent que les « Cinq Grands », c'est-à-dire les membres permanents ne devraient pas pouvoir opposer leur veto à des propositions tendant au règlement pacifique de conflits auxquels ils ne se trouveraient pas mêlés.

Le D^r Evatt déposa le 3 mai un amendement dans ce sens, avec l'appui de la Nouvelle-Zélande, du Canada, des Pays-Bas et de plusieurs Etats de l'Amérique latine. La France, elle, annonçait le 1^{er} mai qu'elle retirait ses amendements et se rangeait au point de vue commun des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine.

Cette question était fondamentale car il avait été décidé que tous les articles de la Charte des Nations Unies devraient obtenir une majorité des deux tiers en séance plénière.

Les négociations finirent par limiter le problème à une distinction entre la discussion des conflits et l'enquête à leur sujet. Il fut décidé que rien n'empêcherait un membre de se faire entendre par le Conseil de Sécurité, mais que lorsqu'il s'agirait d'envoyer une commission d'enquête sur les lieux du conflit, le veto pourrait alors être prononcé. En effet, si l'envoi d'une commission était une méthode de règlement pacifique, il entraînerait cependant pour le Conseil l'obligation de donner suite aux résultats de l'enquête, action qui pouvait faire l'objet du veto. (...)

Les « Cinq » publiaient conjointement une déclaration en réponse au questionnaire des puissances « moyennes ».

Celle-ci, après avoir souligné que le Conseil de Sécurité aurait deux catégories de fonctions : a) celles entraînant une action coercitive ; b) celles entraînant une action de procédure, précisait :

Le premier groupe de décisions sera soumis à un vote qualifié, c'est-à-dire qu'il nécessitera les voix des Cinq Grands, restant entendu que les partis en cause s'abstiendront. Sur les questions de procédure par contre, les voix des sept membres du Conseil, quels qu'ils soient, constitueront une majorité et le droit de veto ne jouera pas.

Sans satisfaire complètement les puissances moyennes, cette déclaration fit disparaître leur opposition.

Le 13 juin, la procédure de vote pour le Conseil de Sécurité comme définie par les Cinq, fut finalement adoptée sans changement. (...) (4)

On arriva cependant à un compromis et le 20 mai il fut décidé, avec l'approbation des Cinq et des Etats de l'Amérique latine de présenter l'amendement suivant à la Conférence : « Rien dans la Charte ne s'oppose au droit des nations membres de se défendre individuellement ou collectivement si une attaque armée est dirigée contre l'une d'entre elles jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité. Les mesures prises en vertu du droit de défense seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité et n'affecteront en aucune manière l'autorité et la responsabilité du Conseil de prendre l'action qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ou rétablir la paix.

Régime de tutelle : après confrontation des différents points de vue, la Conférence approuve le plan suivant :

1° les Etats administrant des territoires sous leur dépendance reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des populations indigènes ;

2° ils assureront le progrès politique, social, économique et culturel de ces peuples vers l'exercice du gouvernement ou l'indépendance conformément à la situation particulière de chacun de ces territoires et aux vœux librement exprimés de leurs habitants ;

3° ils respecteront les droits fondamentaux des habitants sans distinction de race, de confession, de couleur ou de sexe :

.....
Le 26 juin, après neuf semaines de discussions, la Charte des Nations Unies était signée par les 50 délégations.

Une commission préparatoire, devait assurer l'interim entre la Conférence et l'entrée en activité de l'Organisation des Nations Unies.

(4) NDLR – Le texte se poursuit par un passage sur les accords régionaux.

III. - La Conférence de Potsdam (17 juillet-1^{er} août 1945)

Moins d'un mois après la Conférence de San Francisco où les Nations Unies avaient jeté les premières bases d'une organisation de la paix mondiale et cinq après celle de Crimée où les chefs des trois grandes puissances avaient dressé les plans de la victoire définitive sur les nazis, M. Churchill, le Président Truman et le Maréchal Staline se rencontraient dans Berlin conquis et dévasté (5).

Le plus grand secret régna sur les travaux de la Conférence jusqu'au communiqué commun publié le 2 août.

Le 29 juillet, cependant, on apprit que l'Amiral Lord Louis Mountbatten, Commandant suprême allié pour l'Asie du Sud-Est, avait participé aux entretiens de Potsdam. Le lendemain une proclamation signée par M. Churchill et le Président Truman et approuvée télégraphiquement par le Maréchal Tchang Kaï Chek fut lancée au peuple japonais l'invitant à se rendre sans condition.

Du 25 au 28 une interruption fut imposée à la Conférence par le départ de MM. Churchill, Eden et Attlee. Le parti de M. Churchill ayant été battu aux élections, M. Attlee revint à Potsdam en qualité de Premier ministre et M. Bevin vint remplacer M. Eden comme ministre des Affaires étrangères.

Le 2 août, un communiqué fut publié simultanément à Londres, Washington et Moscou. Les décisions prises y étaient exposées. Elles concernaient le sort réservé à l'Allemagne, la coopération entre les Alliés et l'organisation des Nations Unies.

Les Alliés n'ont pas l'intention de détruire le peuple allemand ou de le réduire en esclavage, mais d'éliminer le militarisme et le nazisme d'Allemagne et de lui permettre de préparer l'éventuel rétablissement de sa vie politique sur des bases démocratiques et pacifiques.

Principes politiques
et économiques
pour le traitement
de l'Allemagne
dans la phase initiale
du contrôle allié

I. - Principes politiques

1° L'autorité suprême en Allemagne est exercée par les commandants en chef des forces armées des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et de la France dans les zones respectives d'occupation de ces puissances ;

2° Dans la mesure du possible le traitement de la population sera uniforme dans toute l'Allemagne ;

3° Les buts de l'occupation de l'Allemagne sont les suivants :

a) Désarmer et démilitariser l'Allemagne ;

b) Supprimer le Parti nazi, les organisations affiliées et dissoudre les institutions nazies ;

c) Préparer l'éventuel rétablissement de la vie politique allemande sur des bases démocratiques et pacifiques ;

4° Abolition des lois nazies ;

5° Arrestation et mise en jugement des criminels de guerre ;

6° Epuration des administrations et des services publics ;

7° Contrôle de l'éducation ;

8° Réorganisation des services juridiques ;

9° Décentralisation de la structure politique ; développement des responsabilités locales ;

10° Liberté de la parole, de la presse et des manifestations religieuses dans les limites de la sécurité.

II. - Principes économiques (6)

Conclusion des traités de paix
et admission dans l'organisation
des Nations Unies

(...) En ce qui concerne l'admission
dans l'organisation des Nations Unies,

(5) La composition des diverses délégations était la suivante : ... NDLR - La suite de la note n'est pas reprise dans la présente édition.

(6) NDLR - Le texte se poursuit par l'énumération des principes économiques et par les mesures concernant les réparations, le sort de la flotte de guerre et de la marine marchande allemandes, la cession de Kœnigsberg à l'URSS, les criminels de guerre, l'Autriche, la Pologne.

l'article 4 de la Charte des Nations Unies prévoit que :

1° Peuvent être admis dans l'organisation des Nations Unies tous les Etats pacifiques acceptant les obligations contenues dans la Charte et jugés par l'organisation comme ayant le pouvoir et la volonté de les remplir ;

2° L'admission de ces Etats sera ratifiée par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité (7).

IV. - Le Conseil des ministres des Affaires étrangères (Londres) (11 septembre-2 octobre 1945)

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Union soviétique (8), de la France et de la Chine, se réunit à Londres le 4 septembre 1945. Créé conformément aux décisions de Yalta et de Potsdam, la première tâche qui lui avait été fixée était la préparation des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande et l'établissement de propositions pour le règlement des questions territoriales en suspens à la fin des hostilités. (...)

Le 28, le mémorandum français sur l'Allemagne était examiné par le Conseil. Tout en acceptant les décisions de Potsdam, la France formulait deux demandes :

1° que soit reconsidérée par les Alliées la décision de nommer, pour les administrations allemandes, des secrétaires d'Etat qui prépareraient la voie à un gouvernement central de l'Allemagne, comme prévu à Potsdam ;

2° que soient examinés avec attention les plans français pour une administration alliée permanente de la Ruhr et de la Rhénanie.

Après la présentation du mémorandum français, aucun communiqué ne

fut publié jusqu'à celui du 2 octobre annonçant que la Conférence avait abouti à une impasse et que la présente session avait pris fin. (...)

Après l'annonce de la fin de la conférence, les ministres indiquèrent à la presse les motifs de cette soudaine suspension.

L'obstacle à l'accord entre les trois puissances (9) avait été la question de la participation des différents membres du Conseil aux discussions sur les traités de paix. La position de l'URSS était que seules devaient y participer les puissances signataires des actes de reddition, ce qui revenait à éliminer la Chine des discussions sur les traités de paix avec les satellites de l'Allemagne en Europe et la France de même, à l'exception de celles sur le traité avec l'Italie.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au contraire désiraient ne pas exclure de la préparation des traités de paix les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En d'autres termes, le conflit était entre les partisans de la poursuite de la politique des « Trois Grands » et ceux en faveur d'une plus large coopération.

Les ministres ne se séparent cependant pas sans s'être félicités des résultats acquis et avoir exprimé l'espoir de voir les entretiens reprendre ultérieurement et aboutir à une solution.

V. - La Conférence de Moscou (15-27 décembre 1945)

Le 8 décembre, on annonçait simultanément à Washington, Londres et Moscou que les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'URSS allaient se réunir le 15 dans la capitale soviétique.

Cette rencontre, suggérée par le Secrétaire d'Etat américain et conforme aux décisions de Yalta et de Potsdam, renouait entre les « Trois Grands » des

(7) NDLR - Cette partie se termine sur le régime de tutelle et sur la révision des commissions de contrôle alliées et le transfert des populations allemandes.

(8) (...) La France était représentée par M. Bidault (ministre des Affaires étrangères), M. Couve de Murville (ambassadeur à Rome) et M. Hervé Alphand (directeur général des Affaires économiques au Quai d'Orsay). (...)

(9) NDLR - La Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'URSS.

relations tendues depuis l'échec de la Conférence de Londres.

La France qui n'était pas représentée à Moscou, laissa officieusement mais clairement entendre qu'elle ne pouvait se considérer engagée par des décisions prises en dehors d'elle, mais qu'elle souhaitait que la conférence dissipât certains malentendus entre les Anglo-Saxons et les Russes notamment en ce qui concernait le contrôle de l'énergie atomique, les affaires d'Iran et la situation en Extrême-Orient.

Au cours d'une conférence de presse, M. Byrnes précisa, le 11 décembre, qu'aucune des questions intéressant directement la France ne ferait l'objet des entretiens de Moscou et qu'aucune décision mettant en jeu ses intérêts ne serait prise sans qu'elle soit consultée au préalable. (...)

Les principaux problèmes à résoudre par les ministres des Affaires étrangères étaient les suivants :

1° la proche réunion de l'Organisation des Nations Unies ;

2° l'avenir et le contrôle de l'énergie atomique ;

3° la situation en Extrême-Orient ;

4° la confiance dans les relations entre l'URSS et les puissances occidentales. (...)

Le 24 décembre un communiqué publié simultanément à Londres, Washington et Moscou annonçait que les ministres des Affaires étrangères des « Trois Grands » étaient arrivés à un accord de principe. Cet accord réglait la procédure pour l'élaboration des traités de paix qui devait être confiée aux Nations signataires des armistices, et d'autre part annonçait que les ministres des Affaires étrangères ou leurs représentants devaient se réunir sous peu pour reprendre les travaux interrompus à Londres le 2 octobre.

Le communiqué final de la Conférence de Moscou publié le 27 décembre, annonçait la création d'une Commission d'Extrême-Orient et d'un Conseil allié pour le Japon (l'URSS faisait partie des deux) ; la création d'une Commission de contrôle pour l'énergie atomique dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ; divers accords particuliers concernant l'instauration d'un régime de tutelle en Corée, l'établissement d'un gouvernement unifié et démocratique en Chine et l'élargissement des gouvernements roumain et bulgare dans un sens démocratique. (...)

Si les conférences de 1945 ne sont pas toujours parvenues à donner une solution aux problèmes qui étaient posés, elles en ont réglé un grand nombre et ont précisé les données des autres. Elles ont préparé l'Organisation des Nations Unies qui vient d'entreprendre ses travaux (10). C'est à cette dernière qu'il appartient désormais de prévenir les conflits et de sauvegarder la paix du monde.

Conférences antérieures

Atlantique. – Churchill-Roosevelt : août 1941.

Casablanca. – Churchill-Roosevelt : 14-24 janvier 1943.

Washington. – Churchill-Roosevelt : 11 mai 1943.

Québec. – Churchill-Roosevelt-Mackenzie King : 11 août 1943.

Moscou. – Churchill-Staline : 9-18 octobre 1943.
Eden-Hull-Molotov : 19-30 octobre 1943.

Le Caire. – Roosevelt-Churchill-Tchang Kai Chek : 21-26 novembre 1943.

Téhéran. – Roosevelt-Churchill-Staline : 28 novembre-1^{er} décembre 1943.

Dumbarton Oaks. – Cadogan-Stettinius-Gromyko : 21 août-29 septembre 1944. Cadogan-Stettinius-Wellington Koo : 29 septembre-6 octobre 1944.

(10) NDLR – La première session de l'Assemblée générale de l'ONU se tient à Londres du 10 janvier au 14 février 1946. Elle met en place les différents organes de l'Organisation et choisit New York comme lieu d'implantation du siège de l'ONU.

II - Un pays libéré à reconstruire

Direction des Informations
27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er})

NOTES DOCUMENTAIRES ET ÉTUDES

N° 104

(SÉRIE FRANÇAISE. - XXIII)

Les secours aux sinistrés depuis la libération

Le Gouvernement connaît les nombreux et graves problèmes que posent les destructions dues à la guerre. Jusqu'à présent, les solutions qu'il veut leur donner n'ont pu qu'être amorcées et il n'est pas douteux que dans les mois d'automne et d'hiver qui viennent, les critiques et les réclamations des sinistrés et de leurs associations vont se multiplier.

Aussi paraît-il nécessaire que les Français soient tous exactement informés de ce qui était à faire et de ce qui est fait. (1).

I. — PROBLEME FINANCIER

L'évaluation des dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation ennemie a été faite par la Commission du Coût de l'Occupation (page XIX de son rapport).

Au total, dit la Commission, les dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation allemande, se chiffrent comme suit dans l'état actuel de nos renseignements :

	en milliards de francs valeur 1939	en milliards de francs valeur 1945 coefficient 3,41
Spoliations	689	2.342
Destructions	539	1.832
Autres dommages aux biens	76	258
Charges spéciales	30	102
Dommages aux personnes.	105	359

Total évaluable en argent. 1.439 4.893

Non compris, dans l'évaluation en argent, le travail forcé estimé à 12,5 milliards d'heures de travail.

Sur la partie des dommages évaluable en argent, on peut fixer approximativement à :

1°) 900 milliards de francs, valeur 1939, les pertes ayant porté sur le capital, ce qui représente 45 % de la fortune nationale (estimée à 2.000 milliards de francs) ;

2°) 540 milliards de francs, valeur 1939, les pertes ayant porté sur le revenu, ce qui représente 180 %, soit 21 mois du revenu national d'avant guerre (estimé à 300 milliards de francs).

Si l'on retient seulement les pertes en capital estimées en valeur 1945 (900 milliards valeur 1939 \times 3,4 = 3.060 milliards ou, en chiffres ronds, 3.000 milliards), ces pertes représentent

pour l'avenir une charge de reconstitution par tête d'habitant, compte tenu des pertes de population dues elles-mêmes à la guerre et à l'occupation de 3.000 milliards : $30.850.000 = 75.300$ francs, en chiffres ronds, soit, pour une famille moyenne de quatre personnes, en plus des privations subies pendant l'occupation, environ 290.000 francs.

II. — PROBLEME JURIDIQUE

Un bref rappel de la législation sur les dommages de guerre et sa son évolution n'est pas inutile.

a) Législation de Vichy

Acte dit loi du 11 octobre 1940 — 12 juillet 1941.

Règle générale de reconstruction, immeubles d'habitation, bâtiments agricoles, reconstitution des foyers familiaux et mobiliers professionnels.

Les sinistrés reçoivent, s'ils reconstruisent, une subvention égale à 80 % du coût normal de reconstruction d'un immeuble équivalent. Dans certains cas (familles nombreuses et petits immeubles) la participation de l'Etat peut être portée à 90 %.

La reconstitution des foyers familiaux donne lieu au versement d'une allocation forfaitaire déterminée en considération de la situation de famille, soit en parlant d'un barème fixé par le texte, soit au moyen de la police d'assurance-incendie.

Pour les mobiliers professionnels, le montant de la participation financière est fixé par arrêté.

Acte dit loi N° 3.090 du 12 juillet 1941.

Bâtiments, ouvrages des collectivités et services publics.

Le montant de la participation est en principe égal à 80 % des dépenses de reconstitution des immeubles bâtis ou installations nécessaires au fonctionnement des services publics.

Les concessionnaires sont assimilés aux industriels et commerçants et reçoivent 70 %.

Acte dit loi du 28 octobre 1942.

Entreprises industrielles, commerciales et artisanales.

La reconstitution des entreprises industrielles, commerciales et artisanales est subordonnée à l'établissement d'un plan dressé dans l'année qui suivra la fin des hostilités.

La participation accordée est de 70 %.

Sans attendre la publication du plan, les industries ou commerces dont la remise en marche est immédiatement nécessaire peuvent recevoir des avances.

(1) Note émanant du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, qui a bien voulu en autoriser la diffusion.

Face aux priorités

Les destructions en France

Notes documentaires et études,
10 février 1945 *

I. – Introduction

Les destructions causées par la guerre actuelle ont commencé en mai 1940.

Neuf départements du Nord de la France eurent alors particulièrement à souffrir : Somme, Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Oise, Ardennes, Marne, Seine-Inférieure, Meurthe-et-Moselle.

Chacun d'entre eux comptait au 1^{er} juin 1940 plus de 10 000 immeubles détruits.

Depuis, la guerre a porté ses ravages sur l'ensemble du territoire français.

En 1942, 1943, 1944, des attaques aériennes furent dirigées sur les installations portuaires, ferroviaires et industrielles des régions de l'ouest, du nord et du centre.

La campagne de l'été 1944 causa de nouveaux ravages très importants sur des parties du territoire encore épargnées. Les ports de la Manche et de l'Atlantique : Le Havre, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Bordeaux, les centres industriels (banlieue et agglomération parisiennes et lilloises, le Creusot, Saint-Etienne), les gares, les nœuds de communications (Saint-Pierre-des-Corps, Abbeville, Amiens, Haze-

brouck, Tergnier, Vierzon, Lyon-Vaise, etc.) eurent particulièrement à souffrir.

Ces destructions n'ont pas seulement porté sur des immeubles. Toutes les artères vitales de la vie économique du pays ont été gravement atteintes. Le réseau ferré, les routes et les ponts, les voies navigables, les réseaux téléphoniques et télégraphiques étaient coupés au lendemain de la Libération. Ce n'est que grâce aux mesures énergiques prises immédiatement par le gouvernement et les autorités locales, et à l'immense effort de tous ses travailleurs, que la France a pu surmonter victorieusement cette crise extrêmement grave.

II. – Destructions immobilières

Répartition des destructions par catégories d'immeubles

Les bombardements aériens détruisirent malgré la précision du tir des bombardiers alliés, un grand nombre d'immeubles d'habitation, le plus souvent, intimement mêlés aux objectifs visés.

Le tableau suivant, rédigé en juin 1943 permet de préciser à cette date la répartition des destructions par catégories d'immeubles :

Catégories	En juin 1940		En juin 1943	
	Partiellement détruits	Totalement détruits	Partiellement détruits	Totalement détruits
Immeubles d'habitation	230 362	59 221	278 779	71 461
Bâtiments agricoles	46 205	13 332	55 892	15 394
Bâtiments exclusivement industriels ou commerciaux	15 934	6 409	19 302	7 640
Bâtiments publics	10 185	977	12 290	1 155
Autres bâtiments	9 708	3 375	11 386	3 892
Totaux	312 394	83 214	377 649	99 542

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 17 (série française – IV), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 10 février 1945.

Cet état n'a plus été tenu à jour depuis 1943. Mais il semble d'après les renseignements que l'on possède actuellement que la proportion des destructions pour chaque catégorie de bâtiments n'a pas subi de variations considérables.

Répartition géographique des principales destructions (1)

Etat provisoire des bâtiments sinistrés par actes de guerre au 1^{er} janvier 1945

La statistique suivante donne :

1° Dans la colonne *Total général*, les derniers renseignements connus à la date du 8 novembre 1944 ;

2° Dans la colonne *Observations*, les estimations établies d'après diverses sources d'information.

Il y a donc lieu d'ajouter les chiffres de la colonne « Observations » à la colonne « Total général » pour obtenir les chiffres probables des destructions dans les départements intéressés.

Départements	Destructions		Total général	Observations
	Partielles	Totales		
Ain	1 421	1 035	2 456	
Aisne	37 056	5 482	42 538	
Allier	3 342	365	3 707	
Alpes (Basses) (1)	627	121	748	
Alpes (Hautes)	414	245	659	
Alpes-maritimes	10 719	606	11 325	
Ardèche	240	24	264	
Ardennes	16 604	8 273	24 877	
Ariège	26	143	169	
Aube	7 345	2 682	10 027	
Aude	1 750	50	1 800	
Aveyron	Pas de destructions			
Belfort (Territoire)	1 533	188	1 721	+ 7 000
Bouches-du-Rhône	2 657	710	3 367	+ 10 000

Départements	Destructions		Total général	Observations
	Partielles	Totales		
Calvados	1 058	102	1 160	+ 70 000
Cantal	—	—	—	
Charente	1 760	222	1 982	+ 1 000
Charente-maritime	1 882	257	2 139	
Cher	2 990	274	3 264	
Corrèze	—	—	—	
Corse (2)	3	—	3	+ 3 000
Côte-d'Or	3 923	724	4 647	
Côtes-du-Nord (1)	2 303	153	2 456	
Creuse	747	15	762	
Dordogne	1 327	1	1 328	
Doubs	3 465	340	3 805	
Drôme	3 101	1 258	4 359	
Eure	15 924	6 695	22 619	
Eure-et-Loir	10 794	1 333	12 127	
Finistère	12 172	2 506	14 678	+ 2 000
Gard	816	344	1 160	
Garonne (Haute-)	2 600	755	3 355	+ 3 000
Gers	30	33	63	
Gironde	5 653	307	5 960	+ 4 000
Hérault	3 926	1 314	5 240	
Ille-et-Vilaine	28 000	3 200	31 200	
Indre	2 726	76	2 802	
Indre-et-Loire	12 210	2 668	14 878	
Isère	543	91	634	
Jura	48	6	54	
Landes	9	1	10	
Loir-et-Cher	1 597	609	2 206	
Loire	344	5	349	+ 1 000
Loire (Haute-)	146	16	162	+ 1 000
Loire inférieure (1)	6 653	5 397	12 050	+ 13 000
Loiret	6 687	2 542	9 229	+ 3 000
Lot	Pas de destructions			
Lot-et-Garonne	30	14	44	
Lozère	3 500	30	30	
Maine-et-Loire	—	1 000	4 500	+ 1 000
Manche	3 590	212	3 802	+ 50 000
Marne	18 661	4 951	23 612	
Marne (Haute-)	3 112	1 136	4 248	
Mayenne	6 634	663	7 297	
Meurthe-et-Moselle	12 231	913	13 144	
Meuse	5 339	1 659	6 998	
Morbihan	6 871	6 294	13 165	+ 4 000
Nièvre	1 571	1 969	3 540	+ 5 000
Nord	87 024	17 095	104 119	
Oise	24 002	7 389	31 391	
Orne	2 766	850	3 616	+ 25 000

(1) NDLR – Ces départements ont depuis changé de nom : « Basses-Alpes » est devenu « Alpes de Haute-Provence » ; « Côtes-du-Nord » : « Côtes d'Armor » ; « Loire-Inférieure » : « Loire-Atlantique » ; « Basses-Pyrénées » : « Pyrénées-Atlantiques » ; « Seine-Inférieure » : « Seine-Maritime ».

(2) NDLR – La Corse n'était pas encore divisée en Corse-du-Sud et Haute-Corse.

(1) NDLR – Le texte original offre un aperçu de la répartition géographique des principales destructions ainsi qu'un tableau sur les destructions immobilières subies par quelques villes du 1^{er} juin 1944 au 1^{er} octobre 1944, et une statistique départementale des destructions au 1^{er} juin 1944.

Départements	Destructions		Total général	Obser- vations
	Partielles	Totales		
Pas-de-Calais	100 000	20 000	120 000	
Puy-de-Dôme	1 544	77	1 621	
Pyrénées (Basse-) (1)	306	83	389	
Pyrénées (Hautes-)	-	6	6	
Pyrénées-Orientales	1 280	510	1 790	
Rhône	4 321	955	5 276	
Saône (Haute-)	646	107	753	+ 2 000
Saône-et-Loire	4 824	705	5 529	
Sarthe	3 160	173	3 333	
Savoie	2 117	2 107	4 224	+ 2 000
Savoie (Haute-)	1 199	479	1 678	
Seine	54 504	3 830	58 334	
Seine-et-Marne	13 702	580	14 282	
Seine-et-Oise	27 427	6 041	33 468	+ 8 000
Seine inférieure (1)	28 157	14 181	42 338	+ 8 000
Sèvres (Deux-)	2 025	325	2 350	
Somme	93 102	29 183	122 285	
Tarn	9	7	16	
Tarn-et-Garonne	-	6	6	
Var	2 900	949	3 849	
Vaucluse	1 875	629	2 504	+ 5 000
Vendée	1 369	67	1 436	
Vienne	3 268	532	3 800	
Vienne (Haute-)	644	22	666	
Vosges	5 800	874	6 674	
Yonne	4 252	628	4 880	+ 15 000
Total	750 933	178 399	929 332	276 000

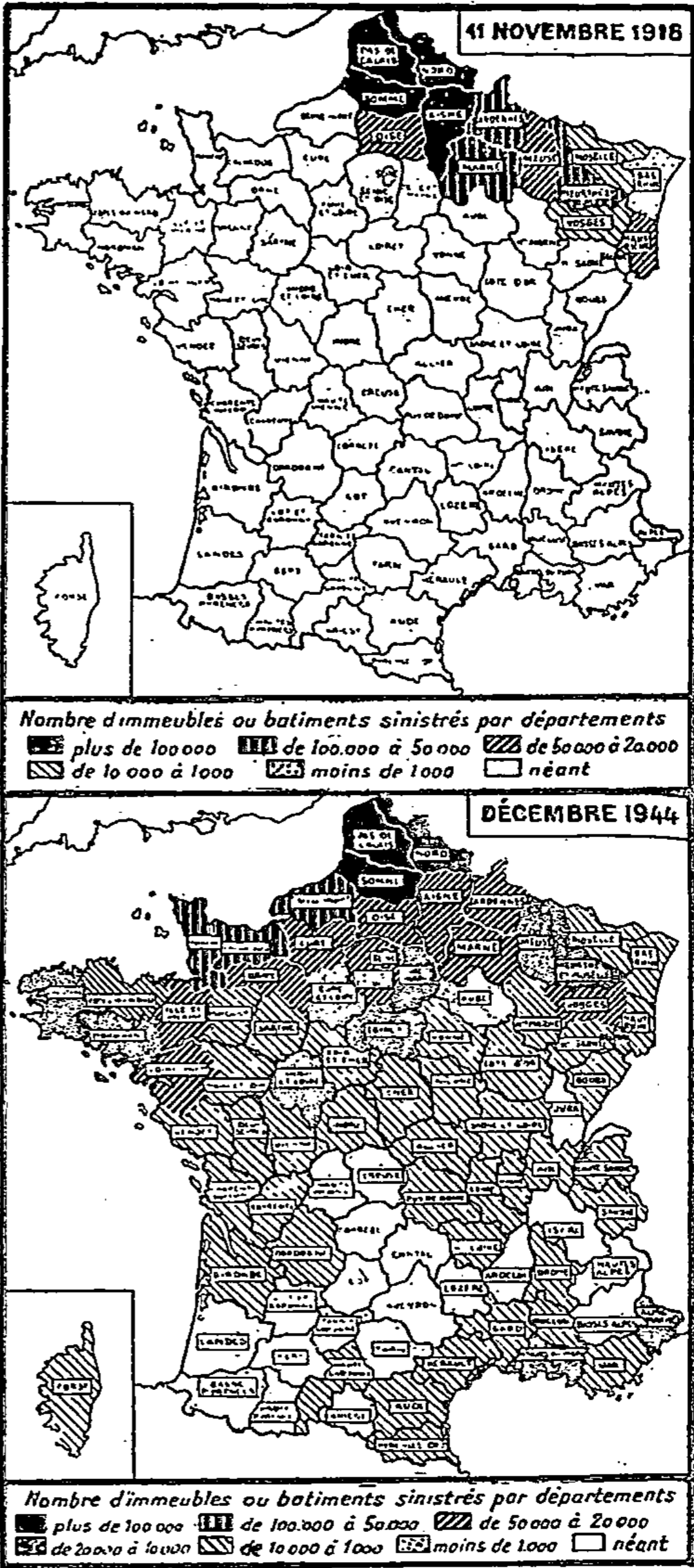
III. - Le réseau ferré

En 1940, lors de la première campagne de France, les réseaux du Nord et de l'Est eurent gravement à souffrir des opérations militaires. Cinq cents ouvrages environ furent détruits et, pour la plupart, rétablis dans le courant de 1941.

En 1942 et pendant le premier semestre de 1943, des dépôts et des ateliers furent bombardés et de nombreuses locomotives mitraillées, mais c'est surtout à partir de l'été 1943 que se multiplièrent les bombardements massifs et les actes de sabotage qui finirent par désorganiser à la veille du débarquement l'ensemble du réseau ferré français.

Par la suite, la campagne de libération et les combats qui se poursuivent encore aux frontières de l'Est ont occasionné de nouvelles et importantes destructions.

Comparaison du nombre d'immeubles ou bâtiments sinistrés par département en novembre 1918 et décembre 1944



Nous nous bornerons à donner ici un aperçu de l'état du réseau au lendemain de la libération et au 1^{er} janvier 1945.

Installations fixes

Les voies

Les destructions affectant la voie proprement dite peuvent être toujours réparées dans un délai de quelques jours. En fait il n'existe plus d'autres coupures de lignes sur les itinéraires que celles créées par les destructions d'ouvrages d'art.

Cependant, les coupures de voies étaient particulièrement nombreuses à la fin d'août 1944, puisque l'on comptait : 759 km de voies principales détruites ; 2 350 km de voies de service détruites ; soit 3 109 km de voies détruites.

Très vite les coupures – autres que celles créées par les destructions d'ouvrages d'art ont été réparées sur les itinéraires importants. Au 1^{er} janvier 1945, 547 km de voies principales étaient remises en état. Par contre, le manque de rails et de traverses n'a permis qu'une réfection partielle des voies de service, dont 631 km seulement ont été rétablis.

Signalons aussi que sur 8 430 appareils de voie détruits ; 2 170 ont pu être remis en marche.

Installations de signalisation

Sur toutes les lignes, les installations de signalisation eurent beaucoup à souffrir des bombardements et plus particulièrement des sabotages. 571 postes de signalisation ont été détruits ou endommagés. (...)

En outre, les pièces de toute nature nécessaires à la réparation et à l'entretien des installations fixes : traverses, boulons, aiguilles et les matériaux de voies manquent sur tout le réseau.

Installations des gares

En 1940, un certain nombre de bâtiments avaient été touchés.

Les bombardements massifs de 1941, 1942 et 1943 ont provoqué la destruction de plusieurs centres ferroviaires très importants, particulièrement dans la région du Nord, où :

- sur 28 dépôts de locomotives importants, 20 ont été détruits ;
- sur 322 gares, 115 ont été détruites à plus de 50 % et 55 à plus de 80 % ;

– sur 30 grands triages triant mensuellement plus de 20 000 wagons, 24 ont été rendus entièrement inutilisables.

La situation s'est considérablement aggravée à partir de 1944, et l'on peut définir comme suit l'importance de ces destructions sur l'ensemble du réseau à la fin août :

Appareils de voies	8 465
Grands triages	27
Dépôts de locomotives	71
Grands ateliers	19
Grands bâtiments	1 320 000 m ²

Certaines installations comme Noisy, Juvisy, Villeneuve-Saint-Georges, Vierzon, Saint-Pierre-des-Corps, Nevers, Longeau, Sotteville, Le Mans, Hellemmes, Tergnier, Hirson, furent anéanties ou gravement endommagées par les bombardements massifs de l'aviation alliée, d'autres comme Dijon-Perrigny, Marseille-Joliette, la gare maritime de Cherbourg, le furent par les sabotages allemands. (...)

Ouvrages d'art

A la fin de juin 1940, 542 ouvrages d'art avaient été détruits dans les régions du Nord et de l'Est. Plusieurs autres ont été gravement atteints au cours de la période de 1941 à mai 1944. (...)

Avec la reprise des opérations militaires en France, les destructions se sont multipliées, s'étendant désormais à l'ensemble du territoire. Au lendemain de la Libération, la situation était la suivante :

Passages inférieurs détruits ou endommagés : 1 965, passages supérieurs détruits ou endommagés : 336, total : 2 301.

Si les 3/5 de ces ouvrages, dont 1 944 passages inférieurs sur 1 965 détruits, ont pu être provisoirement rétablis dans les premières semaines qui ont suivi la Libération, une cinquantaine d'autres, particulièrement importants, ont subi de très graves dommages. Ils nécessitèrent de longs travaux rendus difficiles par le manque de matière première, d'outillage et de main-d'œuvre spécialisée. Néanmoins, dans le courant du second trimestre 1944, toutes les grandes liaisons ont pu être rétablies, comme le montre le tableau suivant :

Ouvrages détruits	Communications rétablies	Mise en service
Pont d'Athis sur la Seine (Villeneuve-Saint-Georges, Juvisy).	Départ de la gare de Paris-Lyon.	7 septembre (une voie)
Pont de Mours, sur l'Oise.	Ligne du charbon Paris-Nord.	27 novembre (deux voies)
Pont de Chalifert, sur la Marne.	Paris-Reims.	24 septembre
Pont de Chaponval, sur l'Oise.	Paris-Creil (Nord), par Epluches.	25 septembre
Pont d'Orléans, sur la Loire.	Paris-Limoge-Toulouse.	1 ^{er} octobre
Viaduc de Maintenon.	Ligne du Mans (embranchement Rennes-Nantes).	21 novembre
Pont de Verberie, sur l'Oise.	Paris-Nord, ligne du charbon.	25 novembre
Ponts de Mézières, Cheux, Luines,-	Itinéraire Valenciennes-Hirson-Longuyon (relations	25 novembre
Donchery, Bazeilles, sur la Meuse.	entre les mines du Nord et le bassin de Briey).	25 décembre
Pont de Trilport, sur la Marne.	Paris-Meaux.	29 décembre
Pont du Guétin, sur l'Allier.	Entre Bourges et Saincaize : relations directes sans	
	transbordement entre Paris-Austerlitz, Moulins,	
Viaduc de Chaumont, sur la Marne.	St-Germain des Fossés, Vichy, Clermont-Ferrand, Nîmes.	31 décembre
Viaduc de Bezons, sur la Seine.	Ligne Paris-Belfort, Saint-Dié, Epinal, Vosges.	7 janvier 1945
Pont de Neuilly-sur-Marne.	Paris-Grande banlieue, Cherbourg, Le Havre.	9 janvier
	Ceinture Ouest. Plus grande circulation venant du Nord,	
	vers le Centre et le Sud. Transport de ravitaillement entre	
	le Sud, l'Est, le Nord.	20 janvier
Pont de Libourne, sur la Dordogne.	Paris-Bordeaux, par Tours.	Fin janvier
Tunnel de Blaizy et 4 viaducs entre Blaizy	Ligne Paris-Dijon.	Fin janvier
et Dijon.		
Pont de Montlouis, sur la Loire.	Ligne Paris-Bordeaux.	Début février
Pont de Nevers, sur la Loire.	Paris-Moulins-Clermont.	Février

Matériel roulant

Locomotives

Le tableau suivant permet de se faire une idée de l'évolution de notre parc de locomotives depuis 1939 :

	Août 1939	Juillet 1941	Juin 1944	Septembre 1944	Novembre 1944	Janvier 1945
Loc. à vapeur	17 058	15 441	11 000	2 875	5 151	5 855
Loc. électriques	1 230	-	1 220	285	-	965

Nous ne portons dans ce tableau, à partir de juin 1944, que le chiffre des locomotives reconnues utilisables, c'est-à-dire, ne comportant tout au plus que des réparations d'entretien courant. C'est ainsi qu'au 28 septembre 1944, date du premier recensement après la Libération, on comptait :

Nombre total de locomotives	10 300
Locomotives reconnues utilisables	2 875
et au 23 novembre 1944 :	
Nombre total de locomotives	10 680
Locomotives reconnues utilisables	5 151

Parmi les locomotives disparues, plus d'un millier ont été détruites ou emmenées par les Allemands lors de leur retraite.

Voitures et wagons

Dans les grandes gares de triage bombardées, des centaines de voitures et wagons détruits sont entassés. Beaucoup sont définitivement hors d'usage. Le tableau suivant permet de se faire une idée de l'évolution depuis 1939 du parc de voiture et de wagons : (...)

	Juin 1944	1 ^{er} Septembre 1939	Mai 1940	Septembre 1944	Janvier 1945
Voitures	22 200	29 100	24 930	6 247	8 700
Wagons	217 000	457 000	455 000	174 000	160 000

Traction et énergie

Les installations de traction électrique ont – elles aussi – gravement souffert, notamment sur les lignes de Paris au Mans, et de Paris à Orléans et à Bordeaux. Sur 66 sous-stations, existant sur l'ensemble de ces deux lignes, 5 ont été entièrement détruites et 15 gravement endommagées.

Les approvisionnements de charbon, déjà très fortement diminués par les prélèvements allemands, ont été anéantis en beaucoup d'endroits par la bataille, l'incendie et le pillage. Ils sont sur l'ensemble du réseau encore extrêmement faibles. Plusieurs dépôts fonctionnent au jour le jour, la plupart d'entre eux n'ont pas plus de 2 à 3 jours d'avance.

Reprise de l'exploitation

Etat du réseau au lendemain de la Libération

Au lendemain de la Libération, la SNCF se trouvait privée de toute continuité sur la plupart des itinéraires au départ de Paris :

Région Est :

- Paris-Mulhouse, coupé à Nogent-sur-Marne ;
- Paris-Strasbourg, coupé avant Meaux ;

Région Nord :

- Paris-Creil vers Saint-Quentin ou Lille, coupé au passage de l'Oise.

Région Ouest :

- Paris-Rouen et Cherbourg, coupé à Argenteuil et Maisons-Laffitte et à Mantes ;
- Paris-Le Mans vers la Bretagne, coupé à Maintenon.

Région Sud-Ouest :

- Paris-Toulouse, coupé à Orléans ;
- Paris-Bordeaux, coupé à Beaugency et à Tours.

Région Sud-Est :

- Paris-Bourgogne, coupé à Melun et entre les Laumes et Dijon.
 - Paris-Le Bourbonnais, coupé dès le pont d'Athis, sur la Seine et à Nevers sur la Loire. (2)
-

Etat du réseau

le 15 janvier 1945

Au 15 janvier 1945, les services de voyageurs suivants étaient assurés :

Sur le Sud-Ouest :

Paris-Toulouse : 3 express quotidiens mettant environ 20 heures (contre 9 avant guerre).

Paris-Bordeaux : 2 trains mettant environ 15 heures (contre 8 avant guerre).

Sur l'Est :

Paris-Nancy : 3 trains mettant 7 heures 30.

Paris-Mézières : 3 trains mettant 7 heures 30.

Sur le Sud-Est :

Paris-Lyon : 3 trains mettant 12 heures (contre 7 avant guerre).

Paris-Saint-Etienne : 2 trains mettant 11 à 12 heures.

Sur le Nord :

Paris-Boulogne : 1 train mettant 5 heures (contre 3 avant guerre).

Paris-Lille : 5 trains (y compris 2 autorails) mettant 4 heures 45 pour les autorails et 7 heures 30 pour les trains (contre 1 heure 30 et 2 heures avant guerre).

Paris-Saint-Quentin : 3 trains mettant 4 heures.

Paris-Le Havre : 1 train mettant 7 heures (contre 3).

Sur l'Ouest :

Paris-Cherbourg : 1 train mettant 10 heures.

Paris-Granville : 1 train mettant 8 heures 30.

Paris-Le Mans : 5 trains mettant 3 heures 45.

Paris-Brest : 2 trains mettant 13 heures.

Ligne transversale :

Bordeaux-Sète : 1 train mettant 24 heures.

La lecture de cet horaire amène les remarques suivantes :

Certaines transversales importantes comme le Bordeaux-Genève font encore défaut.

D'autre part, les horaires sont plus lents qu'avant guerre.

(2) NDLR – Suit un état du réseau au 1^{er} novembre 1944.

Cela tient au mauvais état du réseau qui exige un ralentissement des trains au passage d'ouvrages provisoires :

- à la rareté du combustible qui ne permet pas d'atteindre des vitesses élevées et qui entraîne un alourdissement considérable des convois, car un train de 400 t consomme moins de charbon que deux trains de 200 t ;

- aux arrêts plus fréquents nécessités par la moins grande fréquence des convois.

Cela tient aussi pour une bonne part aux déviations d'itinéraire :

- sur la ligne Paris-Bordeaux, par exemple, le trafic est détourné par Montauban à cause de la destruction des ponts de Montlouis et de Libourne ;

- sur Paris-Lyon, la destruction du tunnel de Blassy-Bas impose une déviation soit par Epinac-les-Mines, soit par Nevers ;

- sur Paris-Saint-Etienne, le trafic passe par Vierzon, alors que la voie directe passe par Montargis-Gien.

- sur Paris-Le Havre, tous les ouvrages d'art étant détruits entre Mantes et Le Havre, les trains passent par Gisors et Serqueux. (...)

Au 1^{er} janvier 1945 les grandes liaisons étaient-elles partout rétablies. Mais il ne faut pas oublier, ainsi que le déclarait M. René Mayer à l'Assemblée consultative, que c'est « avec des moyens de fortune que la SNCF a été obligée de faire face à de très nombreux transports militaires qu'il lui faut assurer en priorité pour alimenter le front de bataille. Elle contribue ainsi au succès remporté par les armées alliées ». (3)

IV. – Les ponts et chaussées

Destruction des ponts routiers

Aperçu général

En 1918, à la conclusion de l'Armistice, la situation était la suivante :

- 12 départements atteints ;

- 2 091 ponts détruits cumulant une longueur totale de brèches de l'ordre de 25 000 mètres.

En 1940, à la conclusion de l'Armistice (4), le bilan des ponts détruits était encore plus lourd :

- 60 départements touchés par les destructions ;

- environ 2 500 ponts routiers détruits cumulant une longueur de brèches de l'ordre de 72 000 mètres.

De 1940 à 1943, malgré le manque de matières premières et de main-d'œuvre, 1 050 ponts purent être reconstruits et 945 d'entre eux remplacés par des ouvrages provisoires.

Mais, pendant cette même période, et jusqu'en juin 1944, époque où s'ouvrent les vastes opérations de libération, 300 ponts routiers furent détruits par les bombardements aériens ou les coups de main de la Résistance.

A partir de juin 1944, les destructions des voies de communication s'étendirent à presque tout le territoire, 88 départements sur 90 furent touchés (l'Aude et la Seine sont les seuls intacts).

Les destructions de ponts sont généralement plus complètes qu'en 1940. L'armée allemande avait dans de nombreux cas préparé d'avance des chambres de mine profondes qui ont provoqué non seulement l'effondrement des voûtes, mais des piles sur une très grande hauteur. C'est par exemple le cas du pont Wilson à Orléans, dont les piles ont été rasées jusqu'au plan d'eau. Sur le Rhône, plusieurs des ponts effondrés présentent des brèches de plus de 150 mètres.

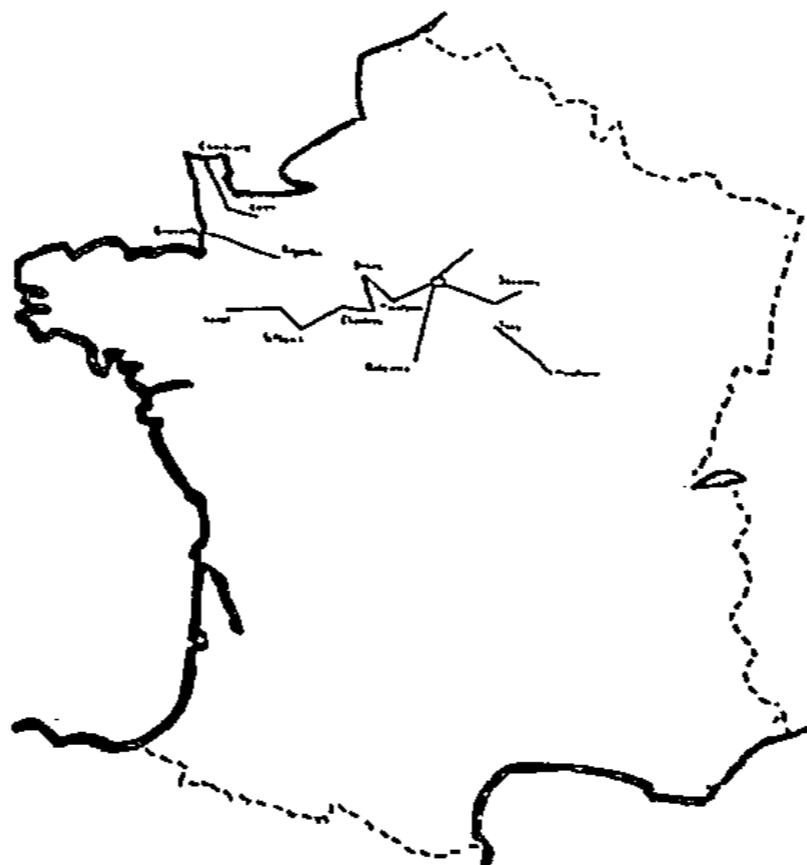
Notons qu'en de nombreux points les Forces françaises de l'intérieur, les fonctionnaires des Ponts et Chaussées et même de simples particuliers ont pu, au dernier moment, s'opposer par la force ou par l'adresse, à des destructions que l'ennemi allait mettre en œuvre.

Le total des ponts détruits en 1944 s'élève pour 87 départements recensés à plus de 4 010 ; et encore, ce bilan est incomplet, puisqu'il y manque les chiffres

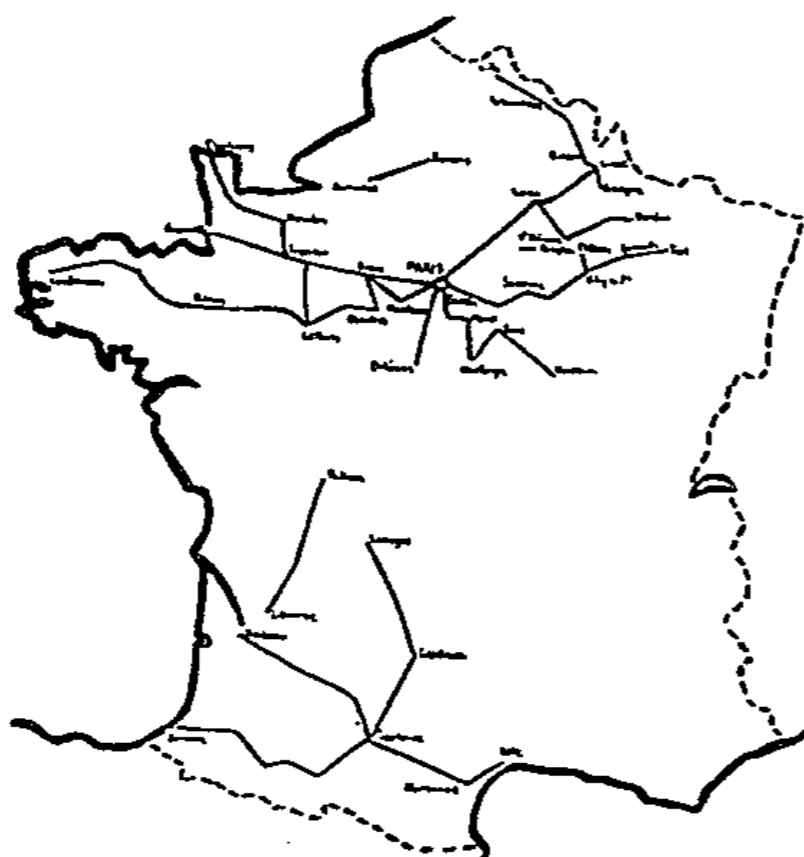
(3) NDLR – Depuis la mi-décembre 1944, les Allemands ont lancé une contre-offensive dans les Ardennes qui, pendant plusieurs semaines, va menacer Strasbourg, libérée depuis le 23 novembre 1944.

(4) NDLR – le 22 juin 1940.

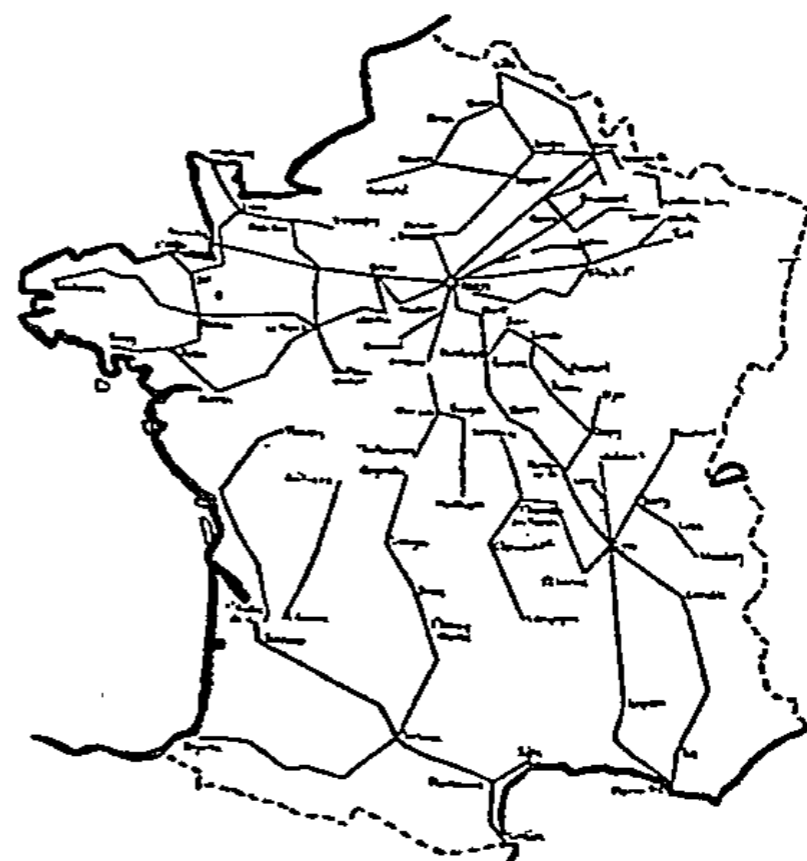
Voies ferrées
Itinéraires rétablis et à nouveau praticables
à la date du 1^{er} Septembre 1944



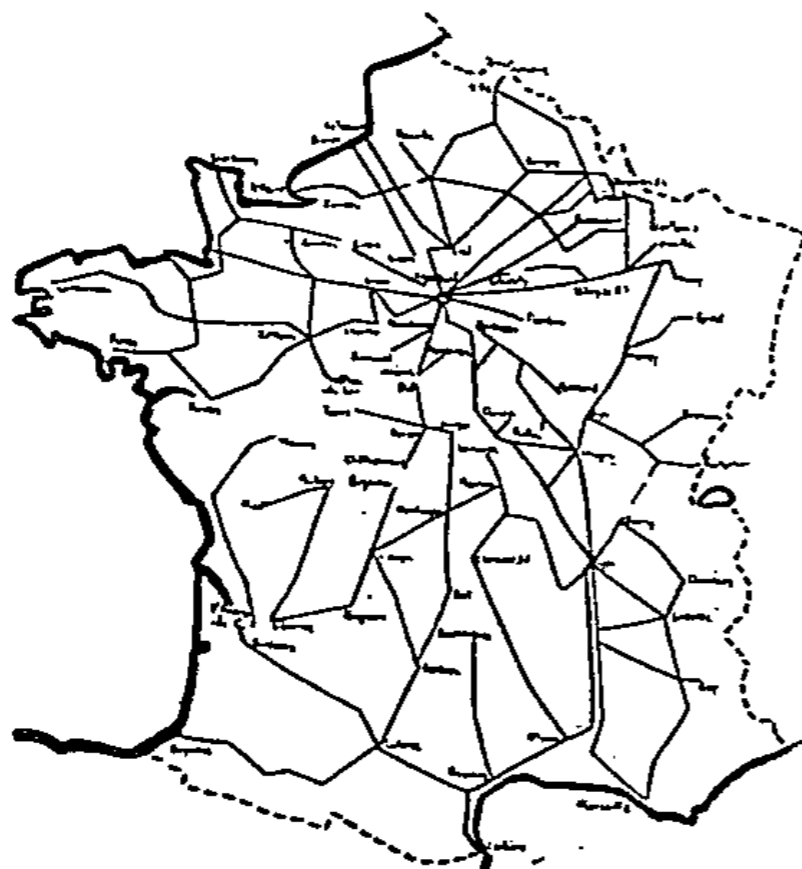
Itinéraires rétablis et à nouveau praticables
à la date du 15 Septembre 1944



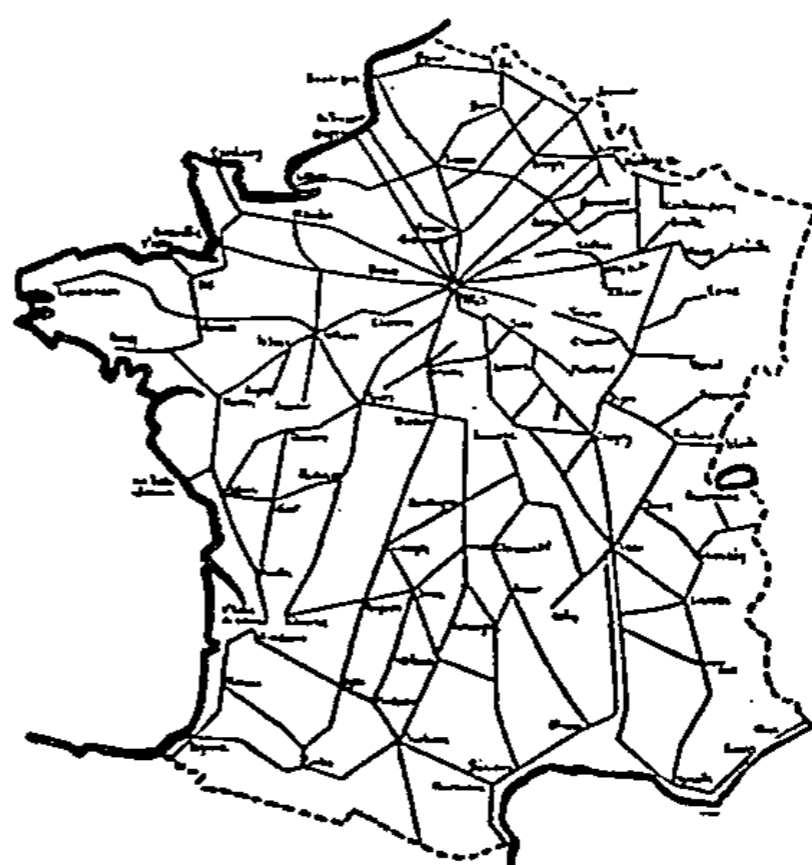
Itinéraires rétablis et à nouveau praticables
à la date du 1^{er} Octobre 1944



Itinéraires rétablis et à nouveau praticables
à la date du 1^{er} Novembre 1944



Itinéraires rétablis et à nouveau praticables
à la date du 1^{er} Décembre 1944



des départements de l'Est encore situés dans la zone de combat : la Moselle, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin.

Ces premiers résultats permettent d'estimer à environ 90 kilomètres la longueur totale des brèches ouvertes.

La moyenne pour les 87 départements recensés est de 46 environ.

Parmi ceux-ci, les départements les plus touchés sont : l'Orne (133), la Haute-Marne (134), l'Aisne (123), le Calvados (190), la Corse (130), l'Eure (133).

En ce qui concerne les grandes villes, le sort de Paris où aucun pont n'a été détruit, apparaît comme très exceptionnel. Au contraire, à Lyon, 22 ponts routiers sur 23 qui faisaient l'orgueil de la ville ont été détruits, ainsi que les 3 viaducs de chemin de fer.

Indépendamment des ponts, de nombreux ouvrages d'art spéciaux ont été détruits. C'est ainsi que dans les départements de montagne les tunnels routiers et les grands murs de soutènement ont été souvent l'objet de tentatives de destruction. Les départements les plus touchés à cet égard sont l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie. (5)

Rétablissement des communications

Au fur et à mesure de la libération du territoire, les Services des Ponts et Chaussées, habitués à prendre l'initiative des travaux urgents, se sont appliqués à redresser cette situation et y ont réussi malgré l'extrême pénurie des matériaux et de main-d'œuvre.

Très vite des passages provisoires furent assurés en utilisant momentanément les débris des anciens ponts, en réinstallant des bacs dissimulés aux recherches des Allemands qui voulaient les détruire avant de battre en retraite, en construisant des ponts en charpentes ou même en entreprenant la construction définitive des ponts qui étaient le plus légèrement atteints. Les génies militaires américain et anglais ont lancé des ponts métalliques articulés dont la mise en place extrêmement rapide permit de livrer passage aux convois les plus

lourds au-dessus de brèches qui atteignaient 70 mètres sans appuis intermédiaires. Ces ponts ont été utilisés sur les itinéraires militaires, notamment sur la Seine, à Melun. Toutefois, cette aide des Armées alliées apportée au rétablissement des communications en France n'a pu être que très limitée en raison de la rapidité de l'avance et de la nécessité de réutiliser pour d'autres franchissements le matériel du génie.

Grâce au maillage très serré du réseau routier et aux possibilités de détournement d'itinéraires qu'il offre, la circulation a pu dans une première période s'accommoder sans trop de gêne de la limitation du nombre des franchissements rétablis. Les Services ont pu concentrer leurs efforts sur les passages les plus importants. La situation s'est ensuite rapidement améliorée au fur et à mesure de l'ouverture des ponts ferroviaires qui avaient été mis en construction un peu partout.

Là où la longueur de la brèche rendait pratiquement impossible la construction d'un pont provisoire, des bacs furent établis – malgré leur débit très limité, ils ont rendu des services très appréciables.

Le 15 octobre 1944, pour 20 départements recensés, la situation était la suivante :

Ponts réparés	8
Ponts provisoires et passerelles en service	74
Bacs en service	37
Ponts provisoires en construction .	33

Un mois plus tard, le 15 novembre, pour 70 départements la situation était devenue :

Ponts réparés	87
Ponts provisoires et passerelles en service	1 200
Bacs en service	70
Ponts provisoires en construction .	175

Au 15 janvier 1945, cette situation était encore sensiblement améliorée et pour 85 départements recensés était devenue la suivante :

Ponts réparés	154
En cours de réparation	209
Ponts provisoires et passerelles en service	1 877
Ponts provisoires en construction .	322

(5) NDLR – Suit un passage sur la répartition géographique des ponts-routes détruits au 15 octobre 1944.

Ces chiffres montrent bien l'effort important de réparations et de construction fourni par les Services des Ponts et Chaussées.

Cet effort a pu aboutir très rapidement au rétablissement de la circulation sur les grands itinéraires routiers qui étaient tous redevenus praticables (sauf quelques détournements locaux, notamment aux abords de la Dordogne) dès fin novembre 1944.

Dès cette époque, il était devenu possible d'atteindre n'importe quel point de la France avec un camion pesant 12 à 15 tonnes en ordre de marche.

La situation évolue vers une amélioration, en ce sens que certains des passages établis sont en voie de renforcement.

Ainsi les difficultés qu'éprouvent encore les gros poids lourds de la route qui ne peuvent franchir la Seine, la Loire, le Rhône et la Dordogne que sur quelques passages en nombre limité, disparaîtront graduellement.

Toutefois, les crues de la fin novembre 1944, le mauvais temps et le froid qui sévissent depuis cette époque, entravent considérablement les travaux et l'on ne peut guère espérer maintenant de nouvelles améliorations notables avant la prochaine belle saison.

Les crues ont même entraîné la destruction de quatre ponts provisoires déjà établis. (6)

VII. - Les transmissions

Le service téléphonique

Etat du réseau au 1^{er} janvier 1945

Du point de vue téléphonique le territoire métropolitain a été divisé en quatre zones :

1° Zone de l'intérieur, délimitée par le décret du 21 octobre 1944 et dans laquelle le trafic téléphonique est libre sur l'étendue de chaque région administrative, prise isolément. C'est ainsi que le trafic est libre à l'intérieur de la région de Paris, formée de quatre départements (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise), ce qui permet, par exemple, à un abonné de Beauvais de communiquer avec un abonné de Melun. La liberté de trafic s'applique encore aux conversations échangées entre les départements limitrophes appartenant à des régions voisines. C'est le cas, par exemple, des départements de la Vienne (région de Poitiers) et de la Haute-Vienne (région de Limoges). L'échange de toute autre communication soit à l'intérieur de la zone, soit avec un poste situé dans une quelconque des trois autres zones est soumis à l'autorisation.

2° Zone des armées, délimitée par le décret du 21 octobre 1944 sus-visé, dans laquelle le trafic téléphonique entre abonnés est libre à l'intérieur de chaque département, pris isolément; l'échange de conversations extra-départementales est soumis à autorisation.

3° Zone avancée des armées dans laquelle le trafic téléphonique est entièrement soumis à autorisation. Cette zone comprend huit départements (Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Haute-Saône, Doubs) et le Territoire de Belfort.

4° Zone côtière et frontière dans laquelle le trafic téléphonique est libre dans les limites de chaque département (exception faite des restrictions visées au paragraphe 3°), l'échange de communications avec un poste situé en dehors de la zone côtière ou frontière du département est soumis à autorisation. (7)

(6) NDLR - L'étude aborde ensuite l'état du réseau navigable, la situation des ports et de la navigation.

(7) NDLR - Suit une étude sur l'état du service télégraphique.

Les secours aux sinistrés depuis la Libération

Notes documentaires et études,
8 août 1945 *

Le Gouvernement connaît les nombreux et graves problèmes que posent les destructions dues à la guerre. Jusqu'à présent, les solutions qu'il veut leur donner n'ont pu qu'être amorcées et il n'est pas douteux que dans les mois d'automne et d'hiver qui viennent les critiques et les réclamations des sinistrés et de leurs associations vont se multiplier.

Aussi paraît-il nécessaire que les Français soient tous exactement informés de ce qui était à faire et de ce qui est fait (1).

I. - Problème financier

L'évaluation des dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation ennemie a été faite par la Commission du coût de l'occupation (page XIX de son rapport).

Au total, dit la Commission, les dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation allemande, se chiffrent comme suit dans l'état actuel de nos renseignements :

	En milliards de francs valeur 1939	En milliards de francs valeur 1945 (coefficient 3,4)
Spoliations	689	2 342
Destructions	539	1 832
Autres dommages aux biens	76	258
Charges spéciales	30	102
Dommages aux personnes	105	359
Total évaluable en argent	1 439	4 893

Non compris, dans l'évaluation en argent, le travail forcé estimé à 125 milliards d'heures de travail.

Sur la partie des dommages évaluable en argent on peut fixer approximativement à :

1°) 900 milliards de francs, valeur 1939, les pertes ayant porté sur le capital, ce qui représente 45 % de la fortune nationale (estimée à 2 000 milliards de francs) ;

2°) 540 milliards de francs valeur 1939, les pertes ayant porté sur le revenu, ce qui représente 180 % soit 21 mois du revenu national d'avant guerre (estimé à 300 milliards de francs).

Si l'on retient seulement les pertes en capital estimées en valeur 1945 (900 milliards valeur 1939 $\times 3,4 = 3\,060$ milliards ou, en chiffres ronds, 3 000 milliards) ces pertes représentent pour l'avenir une charge de reconstitution par tête d'habitant, compte tenu des pertes de population dues elles-mêmes à la guerre et à l'occupation de 3 000 milliards : $39\,850\,000 = 75\,300$ francs en chiffres ronds, soit, pour une famille moyenne de quatre personnes, en plus des privations subies pendant l'occupation, environ 300 000 francs.

II. - Problème juridique

Un bref rappel de la législation sur les dommages de guerre et de son évolution n'est pas inutile.

Législation de Vichy

Acte dit loi du 11 octobre 1940 –
12 juillet 1941

Règle générale de reconstruction, immeubles d'habitation, bâtiments agricoles, reconstitution des foyers familiaux et mobiliers professionnels.

Les sinistrés reçoivent, s'ils reconstruisent, une subvention égale à 80 % du coût normal de reconstruction d'un immeuble équivalent. Dans certains cas (familles nombreuses et petits immeubles), la participation de l'Etat peut être portée à 90 %.

La reconstitution des foyers familiaux donne lieu au versement d'une allocation forfaitaire déterminée en considéra-

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 104 (série française. – XXIII), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 8 août 1945.

(1) Note émanant du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, qui a bien voulu en autoriser la diffusion. NDLR – Depuis le remaniement ministériel du 16 novembre 1944, ce ministère est confié à Raoul Dautry, ingénieur et l'un des initiateurs de la création de la SNCF en 1938.

tion de la situation de famille, soit en partant d'un barème fixé par le texte, soit au moyen de la police d'assurance-incendie.

Pour les mobiliers professionnels, le montant de la participation financière est fixé par arrêté.

Acte dit loi n° 3090 du 12 juillet 1941

Bâtiments, ouvrages des collectivités et services publics.

Le montant de la participation est en principe égal à 80 % des dépenses de reconstitution des immeubles bâtis ou installations nécessaires au fonctionnement des services publics.

Les concessionnaires sont assimilés aux industriels et commerçants et reçoivent 70 %.

Acte dit loi du 28 octobre 1942

Entreprises industrielles, commerciales et artisanales.

La reconstitution des entreprises industrielles, commerciales et artisanales est subordonnée à l'établissement d'un plan dressé dans l'année qui suivra la fin des hostilités.

La participation accordée est de 70 %.

Sans attendre la publication du plan, les industries ou commerces dont la remise en marche est immédiatement nécessaire peuvent recevoir des avances.

L'allocation d'attente est accordée, suivant un barème dégressif, en partant de la valeur locative de l'immeuble détruit, au propriétaire que le sinistre de l'immeuble a placé en état de nécessité, au sens de la législation sur l'assistance aux réfugiés.

Les propriétaires peuvent contracter des prêts à taux réduit soit auprès du Crédit foncier, soit auprès du Crédit national, en vue de couvrir les dépenses représentées par la différence entre le coût de reconstruction ou de réparation et la subvention de l'Etat (acte dit loi du 12 juillet 1941, n° 3092, acte dit loi du 28 octobre 1942 précité).

Législation du Gouvernement provisoire

Le Gouvernement provisoire s'est appliqué, sans engager l'avenir, à combler les lacunes, à éliminer les imperfections, à simplifier et clarifier la réglementation et à

accélérer les procédures et l'exécution des travaux.

Trois ordonnances principales ont été publiées :

Ordonnance n° 45.609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction.

Ce texte qui abroge quatre lois et deux ordonnances permet de prendre dans le cadre des actes de Vichy provisoirement applicables des décisions provisoires après vérification rapide et sommaire des dossiers présentés par les propriétaires qui effectuent eux-mêmes les travaux. Une avance du tiers de la décision provisoire peut être versée, puis des acomptes allant jusqu'aux trois quarts du montant de la décision peuvent être ensuite versés pour les travaux terminés.

La même ordonnance a déterminé les modalités d'intervention de l'Etat pour les travaux à exécuter d'office, les constructions et aménagements provisoires, les déblaiements et destructions d'ouvrages militaires.

Ordonnance n° 45.610 du 10 avril 1945 fixant les modalités d'application des lois sur la reconstruction.

Cette ordonnance reprend en un texte unique une série de dispositions de caractère juridique éparses dans la législation en vigueur.

Des modifications importantes permettent d'accélérer et de simplifier le règlement des dossiers.

Le texte établit en particulier une liste des mandataires autorisés. Il régleme l'intervention des intermédiaires de toutes catégories pour l'établissement des dossiers dans le but d'éviter les abus qui ont été commis à l'occasion de la reconstruction de 1919.

Le même texte autorise le ministre de la Reconstruction à rembourser aux sinistrés les frais d'établissement de leurs dossiers.

Le taux d'intérêt des prêts susceptibles d'être consentis aux sinistrés est réduit de 4,50 % à 3,25 %.

Enfin, l'interdiction pour les victimes de dommages de guerre édictée par Vichy de se grouper librement en associations est supprimée.

L'ordonnance du 24 avril 1945 permet au ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme d'acquiescer et de mettre à la disposition des agriculteurs, particulièrement éprouvés par faits de guerre, les éléments indispensables de leur capital d'exploitation.

Anticipant sur la législation qui fixera définitivement le champ d'application des lois sur les dommages de guerre une instruction ministérielle du 29 janvier 1945 a étendu à toutes les destructions résultant de la présence de l'ennemi sur le sol national le bénéfice des lois sur la reconstruction.

Compléments de la législation actuellement en préparation

Une commission d'étude où tous les ministères et tous les intérêts se trouvent représentés a été créée par le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, le 18 mai dernier. Les travaux de cette commission ou plus exactement les travaux de huit sous-commissions spécialisées ont abouti à des conclusions précises qui ont permis la mise au point de projets d'ordonnance destinés à simplifier et à améliorer les textes actuels dont nous avons posé les bases avec les ministères intéressés au cours des six derniers mois.

Cinq projets de textes concernent respectivement la reconstitution des exploitations agricoles, les allocations mobilières familiales et professionnelles, l'application de la législation des dommages de guerre aux trois départements recouverts, la reconstitution des services publics et les dommages d'occupation, sont prêts, et seront soumis au Conseil des ministres dans quelques jours.

La Commission met la dernière main aux projets relatifs aux bâtiments d'habitation, à la reconstitution industrielle et commerciale, aux problèmes financiers, et aux dommages de guerre outre-mer et à l'étranger.

Et ce second train de textes pourra être publié avant l'automne. Avant qu'il lui soit présenté, le gouvernement aura à statuer en outre sur un projet d'ordonnance relatif à la construction par l'Etat d'immeubles sans affectation immédiate (ISAI) qui permettra de mettre en route la construction d'îlots importants, c'est-à-dire d'ouvrir de grands chantiers, d'employer des éléments préfabriqués et de faire ainsi la preuve qu'on peut abaisser notablement les prix de la construction.

Dans trois mois, le gouvernement aura ainsi élaboré une législation, provisoire sans doute mais pratique, qui permettra d'attendre sans que les sinistrés s'en trouvent lésés et sans que les réparations et les reconstructions aient été retardées autrement que par le manque de matériaux, la refonte définitive de la législation des dommages de guerre.

Sans doute le Gouvernement provisoire n'aura-t-il rien fait pour répondre au vœu unanime des sinistrés : le paiement intégral des dommages. Mais il s'est trouvé unanime pour refuser de s'engager dans cette voie et il a eu au moins trois raisons pour ne pas le faire :

- les charges financières qu'il a à assurer sont déjà écrasantes ;

- il ne connaît pas les restitutions et réparations qu'il pourra obtenir de l'Allemagne ;

- et il pense qu'un problème si ample qu'il engage les finances publiques pour de longues années requiert que le pays se prononce et vait d'être soumis à la représentation issue de la consultation populaire (2).

Il a en tout cas marqué sa volonté d'assurer la reconstruction de la France sur la base de la solidarité nationale en établissant un projet d'impôt sur le capital et un projet d'impôt sur l'enrichissement.

III. – Problèmes techniques

A la Libération, le gouvernement a dû se résigner douloureusement à consa-

(2) NDLR – Depuis le 7 novembre 1944, une Assemblée consultative siège au Palais du Luxembourg. Elle est composée de 248 membres désignés qui représentent le Conseil national de la Résistance, les organisations de la Résistance, les syndicats et les partis politiques. L'Assemblée nationale constituante sera élue au suffrage universel direct le 21 octobre 1945. Les dernières élections législatives avaient été celles de mai-juin 1936. V. *Infra*, « L'œuvre législative du Gouvernement provisoire ».

crer la plus grande partie des médiocres moyens matériels dont il disposait à d'autres besoins que ceux des sinistrés, en particulier à ceux des armées françaises et alliées, à ceux des transports (SNCF, ports, canaux) et à la préparation du retour des prisonniers de guerre. Il espérait pourtant, à partir du 1^{er} janvier, pouvoir en consacrer une certaine partie à la reconstruction immobilière, mais du fait de la crise des transports, qui a été particulièrement sévère de la mi-janvier à la mi-mars, ce n'est guère qu'à partir d'avril qu'un effort a pu être entrepris et au surplus c'est seulement à ce moment que les services du ministère de la Reconstruction ont commencé à être en place et ont pu travailler avec efficacité. Mais la réduction, dès le mois de mai, de 75 000 à 25 000 tonnes du contingent de charbon affecté à la fabrication des matériaux a de nouveau paralysé la reconstruction et empêché de procurer un abri à tous les sinistrés avant la mauvaise saison. Tout ce qu'il a été possible de tenter pour s'approcher de ce résultat a cependant été fait. Au 1^{er} août, la situation des régions sinistrées se présente comme suit.

Déminage

Sur 370 000 hectares minés, 110 000 ont été déminés. En particulier plus du tiers des terres cultivables minées et notamment les vignobles du Languedoc et du Haut-Rhin a été rendu à la culture ; une des régions les plus minées, celle de Dunkerque, sera complètement débarrassée de ses engins le 15 août prochain.

Sur 100 millions de mines enfouies sur le territoire, 6 millions sont enlevées. La cadence mensuelle a atteint 1 million 500 000 en juillet. Elle atteindra le chiffre de 3 millions à la fin de l'année et celui de 5 millions au milieu de 1946, ce qui permet d'espérer que le déminage sera achevé avant l'été 1947.

Les effectifs employés ont été de :

Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
200	2 783	8 806	14 377	20 000

On peut espérer, si les prisonniers nous sont donnés moins parcimonieusement – malgré nos réclamations et celles des préfets, il ne nous en est encore fourni que des chiffres insuffisants – que 25 000 seront au travail en août et 100 000 à la fin de l'hiver.

Actuellement 29 écoles de démineurs sont en fonctionnement, et une école normale fournit les cadres des écoles et les cadres supérieurs des chantiers.

Le nombre des appareils détecteurs employés a été de :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
0	0	0	34	230	850	1 550

Il atteindra 2 400 en août, 3 400 en septembre et 4 600 en octobre.

Le nombre des véhicules automobiles mis à la disposition du service de déminage dont dépend évidemment lui aussi le développement des chantiers est passé de zéro en janvier à 12 en mars, 60 en avril, 100 en mai et, depuis quelques jours, il atteint 250.

Déblaiement

Sans camions automobiles, sans attelages, sans outillage, le déblaiement ne pouvait qu'être lentement mis en route.

Voici les chiffres mensuels des cubes réalisés :

Janvier :	750 000
Février :	850 000
Mars :	1 500 000
Avril :	2 000 000
Mai :	2 900 000
Juin :	3 800 000.

.....
A l'heure actuelle, on peut considérer que 5/9 des déblaiements sont terminés et tout le travail de déblaiement d'évacuation des gravats, de triage et de récupération des matériaux susceptibles de emploi sera fait dans le courant de l'année prochaine, grâce aux moyens de transports que la Guerre (3) va mettre à notre disposition, à partir du mois d'août. Mais déjà,

(3) NDLR – Le ministère de la Guerre.

dans environ cinquante départements, les travaux seront terminés avant la fin de 1945.

Si on a pu parer au plus pressé en exécutant les déblaiements des agglomérations, il reste à faire exécuter la démolition des fortifications établies par l'ennemi et le comblement d'une partie des trous de bombes.

Matériaux

La situation est infiniment plus grave en ce qui concerne la mise hors d'eau des immeubles endommagés et la construction des baraquements provisoires. Elle est entièrement due à la faiblesse de la production des matériaux de construction depuis le 1^{er} janvier. Voici les chiffres fournis par la production industrielle :

Mois	Ciment en milliers de tonnes	Plâtre en milliers de tonnes	Briques en milliers de tonnes	Tuiles en milliers de tonnes	Verre en milliers de m ²	Produits sidérurgiques en milliers de tonnes
Janvier	63	13	37	12	975	48
Février	70	15	41	13	1 200	47
Mars	123	29	51	16	1 200	76
Avril	120	27	65	22	1 300	71
Mai	101	24	71	26	1 325	69
Juin	120	25	77	26	1 300	91
Total	597	135	343	117	7 350	402

A titre d'exemple, les pourcentages de répartition théorique de ces matériaux ont été pour le mois d'avril et pour trois catégories de matériaux dont dépendent les travaux élémentaires :

	Ciment	Plâtre	Briques et tuiles
Reconstruction	13,5	67	30
Communications y compris SNCF	28,5	14	14
Production industrielle (barrages, etc.)	37,2	2	35
Agricult. et Ravitaillement	6,5	2	5,5
Marine	2,4	3,5	1
Guerre	2	7	7
Intérieur	2	1	2
Divers	7,9	3,5	5,5
Total	100,0	100,0	100,0

Les proportions se sont un peu améliorées depuis.

Néanmoins, pour le total des six premiers mois, le pourcentage moyen des contingents « Reconstruction de ciment » a

été de 17 %, soit 99 850 tonnes, contre 597 000 tonnes de production semestrielle, chiffre qui est à comparer pour la même période de six mois à : 1 950 000 tonnes en 1939, 1 430 000 tonnes en 1941, 1 970 000 tonnes en 1942, 1 280 000 tonnes en 1943.

Pour le verre, quoique la quantité mise à la disposition du ministère de la Reconstruction ait été de 70 % de la production, la pénurie est grande et de nombreux immeubles et de nombreux baraquements attendent du verre pour être utilisables.

Mais c'est encore pour l'acier que la situation est la plus redoutable. L'allocation de la Reconstruction est de l'ordre de 2,5 % de la production. Le ministère de la Production industrielle n'a donné à la Reconstruction que 3 000 tonnes pour le 3^e trimestre, à peine de quoi permettre la construction de 100 maisons par mois.

Ces chiffres expliquent qu'à l'heure actuelle, sur 1 million 361 000 bâtiments endommagés, 457 000 *seulement* aient pu être mis hors d'eau dont 191 000 réparés définitivement. La comparaison des chiffres ci-dessus avec les chiffres britanniques est instructive.

Baraquements

Faute de matériaux, c'est-à-dire faute de charbon, la mise à l'abri des sinistrés ne pouvait être activée que grâce à l'emploi des baraquements.

La solution des baraquements en bois est médiocre, coûteuse et surcharge les transports ferrés. Il a bien fallu cependant se résigner à l'employer. Les besoins du seul ministère de la Reconstruction ont été estimés en janvier dernier à plus de 6 millions de mètres carrés.

Dans le premier semestre de 1945, le service des Constructions provisoires de la Production industrielle n'a pu, faute de bois et de moyens de transport dans les forêts, fabriquer et expédier de ses usines que 589 500 mètres carrés dont les attributions ont été les suivantes : 280 000 m² au ministère de la Reconstruction, soit 48 % ; 27 000 m² aux Alliés, soit 4,5 % ; 19 700 m² à la Guerre, soit 3,5 % ; 32 000 m² à la Marine, soit 6 % ; 60 000 m² à l'Air, soit 10 % ; 24 000 m² à la SNCF, soit 4 % ; 115 000 m² Prisonniers, déportés, soit 19 % ; 31 000 m² divers, soit 5 %.

Soit au total 589 500 m² (...).

Mais, par ailleurs, et avec l'accord de la Production industrielle, le ministère de la Reconstruction a pu faire fabriquer chez des artistes locaux pendant le premier semestre, environ 300 000 mètres carrés.

Et il a reçu sur les commandes passées par le ministère de la Production industrielle :

- de Suisse, 16 500 m² sur 31 500 m² commandés ;
- d'Amérique, 160 000 m² sur 430 000 m² commandés.

Il compte recevoir d'ici octobre, sur les commandes de la Production industrielle :

- de Suisse, 15 000 m² ;
- d'Amérique, 200 000 m² et 500 maisons métalliques.

Et il a négocié directement l'achat :

- en Angleterre, de 200 000 m² de baraquements d'unités de DCA de la région de Londres et de Newcastle ;

– et, en Suisse, de 22 500 m² de baraquements du réduit militaire et administratif qui avait été aménagé au centre de ce pays.

Il s'efforce de faire accepter par les Etats-Unis une commande de 10 000 maisons individuelles et tente d'en obtenir autant du Canada.

La Suède qui, actuellement, fournit des maisons individuelles à la Belgique et à la Hollande lui en livrera vraisemblablement 2 000 au printemps prochain.

D'autre part, le gouvernement a récemment reçu l'accord de SHAEF (4) pour faire fabriquer en Allemagne, des baraquements dans la limite d'un contingent de 1 000 000 de mètres carrés : 3 000 m² de baraques ont été livrées en mai, puis les expéditions ont été arrêtées. Comme elles étaient destinées à la Moselle et au Bas-Rhin, leur retard est cause, dans ces deux départements, d'une situation extrêmement douloureuse et extrêmement inquiétante.

Si l'on en croyait des informations venues d'Allemagne et reproduites par la presse de l'Est, à Hambourg, depuis la cessation des hostilités, 47 000 nouvelles maisons auraient été construites, 22 000 nouveaux appartements seraient terminés dans les deux prochains mois, des toits couverts de tuiles neuves pourraient être aperçus à travers toute l'Allemagne. Cela souligne l'impérieuse nécessité de veiller à ce que les prestations en provenance de ce pays soient très activement poussées par le général Kœnig (5).

Enfin, et, bien entendu, au fur et à mesure que les prisonniers rentrent, le ministère des Prisonniers cède peu à peu les baraquements de ces camps à celui de la Reconstruction.

Mais le ministère de la Reconstruction ne s'en est pas tenu aux baraquements en bois. Dès le 1^{er} janvier, les instructions suivantes ont été données aux services :

« Utilisez, mettez en valeur les ressources locales. Faites ouvrir des carrières, allumez les fours à chaux et à plâtre. Faites travailler les briqueteries, les tuileries de campagne. En accord avec les services

(4) NDLR – Quartier général des Forces alliées en Europe.

(5) NDLR – Alors commandant de la zone française d'occupation en Allemagne.

forestiers de votre département, faites exploiter les forêts, les arbres qui jalonnent les haies, tirez-en madriers, chevrons, bastaings, charpentes, menuiseries, baraquements.

La France était prospère à une époque où le seul moyen de transport était la charrette, où l'industrie n'existait pas. Le toit de chaume résiste au vent qui fait s'envoler la tuile mécanique et le mur de joncs et de boue séchée mieux que le parpaing moderne fait la « bourrine vendéenne » fraîche en été, chaude en hiver ».

Grâce à ces procédés de fortune, un certain nombre de milliers de mètres carrés de baraquements en pisé, en briques, en moellons de remploi hourdés avec de l'argile sont déjà édifiés. (...)

Au total, environ 40 millions de mètres carrés de planchers sont actuellement habitables dans les maisons réparées provisoirement et, comme nous avons mis en route depuis longtemps et poursuivi la récupération des baraques allemandes et des baraques des chantiers de jeunesse sur tout le territoire, plus de 1 million de m² de baraquements de toute nature serait d'ores et déjà mis à la disposition des sinistrés et des ouvriers qui travaillent pour eux, si, en de nombreux endroits, on ne manquait encore de verre, de conduites d'eau, etc.

Le gouvernement le voit, nous sommes évidemment bien loin d'avoir mis à l'abri décemment tous les sinistrés, mais la situation sera bien meilleure, l'hiver pro-

chain, qu'elle ne l'a été l'hiver dernier et elle peut s'améliorer si certaines mesures sont prises sans différer et exécutées scrupuleusement par toutes les administrations.

Hangars agricoles

Un effort extrêmement important a été entrepris et est activement poursuivi pour mettre à la disposition des agriculteurs des hangars agricoles.

Le ministère de la Production industrielle nous en livrera avant septembre plus de 54 000 m² et atteindra sans doute d'ici la fin de l'année le chiffre de 125 000 m².

Par les moyens artisanaux, nous espérons arriver au chiffre de 60 000 m² pour septembre et de 120 000 m² à la fin de l'année.

Et, en employant les fers des herbes antichars que nous venons enfin d'obtenir de la Guerre et des Domaines, nous espérons réaliser 10 000 m² pour septembre et 55 000 m² d'ici la fin de l'année.

C'est donc, au total, 100 000 m² et 225 000 m² que nous espérons construire, sans compter qu'avec 3 000 tonnes de tôle ondulée importée d'Amérique et un tonnage important de tôles ondulées récupérées, nous avons mis ou sommes en train de mettre à la disposition des agriculteurs près de 500 000 m² de couvertures de hangars agricoles.

Conséquences des restrictions alimentaires sur l'état sanitaire de la France

d'après des documents communiqués
par l'Institut national d'hygiène

*Note documentaire, 15 janvier 1945 **

Première partie : le rationnement et ses conséquences

IV. – Conclusion générale sur l'état de la nutrition (1)

Aucune des données que nous avons rapportées ne permet de tracer un tableau d'ensemble de l'état de nutrition en France durant l'occupation.

Car toutes les enquêtes dont nous disposons ont porté sur les grands centres urbains et nous manquons de données sur l'état de la nutrition des campagnes et des petites villes.

Nous pouvons néanmoins en conclure que dans les grands centres urbains, l'alimentation fut nettement insuffisante, de l'ordre de 1 200 calories pour les adultes. Des malheureux devaient se contenter de la ration officielle proche de 1 000 calories, alors que d'autres consommaient plus de 4 000 calories. La plupart des rations étaient déséquilibrées et beaucoup trop pauvres en protides et lipides animaux.

Ces conditions alimentaires engendrèrent dans les grandes villes un certain nombre de déficiences organiques :

1° Si les normes pondérales et staturales des nouveau-nés restèrent dans les limites habituelles, environ 30 % des enfants ont eu une croissance pondérale nettement insuffisante ;

2° L'amaigrissement fut quasi général dans les populations urbaines, plus faible chez les jeunes que chez les adultes et les vieillards, plus fréquent et plus accentué chez l'homme que chez la femme. En moyenne 70 % des hommes et 55 % des femmes ont perdu 12 % de leur poids.

L'amaigrissement fut très accentué en 1941 et durant les premiers mois de 1942, puis le poids eut tendance à se stabiliser en 1943. 1944 fut marqué par une reprise de l'amaigrissement.

3° L'anémie fut décelable chez la plupart des sujets examinés et le taux des globules rouges fut généralement abaissé un peu au-dessous de 4 millions au millimètre cube ;

4° Les tests biologiques permettent de constater des avitaminoses chez 20 % des sujets, plus fréquemment chez les plus jeunes ;

5° La pathologie de carence fit son apparition ;

6° La tuberculose et les maladies infectieuses se développèrent considérablement.

Cette situation s'est traduite par une augmentation de la mortalité et de la morbidité générales, que nous examinerons dans les deuxième et troisième parties de cette étude.

* NDLR – « Note documentaire », n° 2, ministère de l'Information, Direction des Informations – sans adresse – 15 janvier 1945.

(1) NDLR – Conclusion générale de la première partie (7 pages) intitulée « Le rationnement et ses conséquences ».

Deuxième partie : Conséquences des restrictions sur la mortalité et la morbidité en France de 1940 à 1944

I. - La mortalité générale

Les résultats statistiques connus à ce jour indiquent que le taux de mortalité générale s'est accru en France durant l'occupation dans des proportions assez considérables par rapport aux chiffres de 1938 :

Années	Nombre total de décès	Décès pour 10 000 habitants
1938	621 417	155
1939	639 435	155
1940	734 550	182
1941	660 279	174
1942	638 298	168
1943	609 596	164 (1)

(1) Les chiffres indiqués pour 1943 sont inférieurs par défaut en raison du retard apporté à la transmission de certains bulletins de décès

Ce tableau a été dressé sans tenir compte des décès militaires. Par contre, les victimes civiles des bombardements et les morts de l'exode de 1940 y figurent. Ceci explique l'augmentation de plus de 100 000 décès constatés en 1940.

A partir de 1940, le calcul n'a été établi que pour 86 départements et en 1943 pour 85 départements seulement (chiffres non parvenus pour la Corse).

Si l'on tient compte du fait que ces chiffres ne font pas mention :

- du nombre de prisonniers morts en captivité ;
- du nombre de déportés politiques et de travailleurs civils qui à partir de 1941 sont morts en Allemagne, l'on comprendra qu'ils ne puissent figurer que d'une manière tout à fait insuffisante, le nombre total des décès survenus en France durant les quatre années de l'occupation allemande.

Chaque fois que nous le pourrons, nous signalerons, dans la deuxième partie de cette étude, les taux de mortalité par maladies ou pour d'autres causes.

II. - Evolution de la tuberculose

Introduction. - Il est difficile de fournir des indications très précises sur l'évolution de la tuberculose de 1940 à 1944. Ceci tient à plusieurs causes :

1° la tuberculose n'est pas une maladie à déclaration obligatoire en France. Ce fait explique les difficultés que l'on éprouve à connaître de façon précise l'évolution de la morbidité tuberculeuse ;

2° si la mortalité par tuberculose est généralement mieux connue, la dernière année pour laquelle on possède des renseignements complets est 1938. Depuis, ce n'est seulement qu'en 1943 que l'action conjointe du Service national des statistiques et de l'Institut national d'hygiène permet de réunir des indications pour l'ensemble du territoire français (à l'exception des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) ;

3° on comprendra, dans ces conditions, que la statistique de mortalité soit d'autant plus sujette à erreur que, bien souvent en France, l'enregistrement des décès est fait d'une manière défectueuse. Ce qui a pour effet de grever les départements riches en sanatoriums d'une mortalité tuberculeuse qui n'est pas le fait de la population normale du département.

4° Enfin, les multiples perturbations démographiques survenues depuis 1940 (exode, prisonniers, déportés) rendent difficile l'établissement des statistiques véritablement sérieuses. (...)

Evolution de la mortalité tuberculeuse

Evolution générale

Il n'est pas encore possible, faute de données statistiques suffisantes de schématiser sur un graphique l'évolution et la mortalité tuberculeuse pour la France entière. Cependant, si l'on compare l'année 1943 à la moyenne des cinq années 1933/1938, on constate, comme le prouve

le tableau suivant, une augmentation de 11 % :

1933	131
1934	128
1935	123
1936	120
1938	137
1943	141

Cette augmentation globale traduit mal l'évolution du phénomène, car pendant la guerre certaines régions de France ont vu diminuer la mortalité dans des proportions importantes, alors que d'autres étaient grevées d'une mortalité très forte : c'est le cas notamment du département de la Seine.

Evolution locale

a) *Le département de la Seine.* Ce département est particulièrement intéressant, car les déclarations de décès sont faites d'une manière tout à fait sérieuse.

En 1930, la mortalité tuberculeuse était de 244 pour 100 000 habitants ; (...)

En 1939, la mortalité tuberculeuse était de 172 pour 100 000 habitants ;

En 1940, la mortalité tuberculeuse était de 176 pour 100 000 habitants ;

En 1941, la mortalité tuberculeuse était de 234 pour 100 000 habitants ;

En 1942, la mortalité tuberculeuse était de 201 pour 100 000 habitants ;

En 1943, la mortalité tuberculeuse était de 181 pour 100 000 habitants.

La statistique accuse donc une importante augmentation de la mortalité l'année de l'exode, et concorde avec les impressions cliniques que nous avons vues plus haut. Il ne faut pas oublier cependant que la population a été progressivement privée d'une partie de plus en plus grande de ses membres actifs. Ce fait risque d'amener une certaine perturbation dans les statistiques et de faire croire à une amélioration pour les années 1942-1943 qui n'existe pas en réalité.

b) *Les départements du Rhône, des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse.* Ces départements méritent d'être signalés, car ils ont été le siège, en même temps que des restrictions sévères, d'une augmentation indéniable de la mortalité tuberculeuse. Le tableau suivant permet de le constater :

(Décès pour 100 000 hab.)

Départements	1938	1943	Augmentation
Rhône	149	165	+ 11 %
Bouches-du-Rhône	133	231	+ 74 %
Var	131	221	+ 69 %
Vaucluse	130	179	+ 38 %

Ceci montre que ce sont les départements urbains qui ont été les plus touchés par la tuberculose et que c'est le département des Bouches-du-Rhône, qui a été le plus mal ravitaillé, qui compte le plus de décès.

d) *Conclusion.* On peut considérer que les restrictions ont provoqué une augmentation indéniable de la mortalité tuberculeuse dans les milieux urbains denses et peu de modifications appréciables dans les milieux ruraux, sauf dans le Var et le Vaucluse, particulièrement sous-alimentés. Les régions de France qui paraissent les plus menacées sont : la région parisienne, la région lyonnaise et la région marseillaise.

Evolution suivant l'âge

L'évolution de la mortalité suivant l'âge offre des renseignements très intéressants : c'est ainsi que dans le sexe masculin et pour certains groupes d'âges on a constaté en 1943, une augmentation importante de la proportion des décès par tuberculose par rapport à la mortalité générale, comme le montre le tableau suivant :

15 à 19 ans	+ 25 %
20 à 24 ans	+ 30,8 %
25 à 29 ans	+ 26,6 %
30 à 34 ans	+ 35 %
35 à 39 ans	+ 18,8 %
40 à 44 ans	+ 27,5 %
45 à 49 ans	+ 28,2 %

Dans le sexe féminin, l'augmentation est moins importante et frappe surtout les catégories d'âges de 15 à 24 ans, avec une majoration de :

+ 23 % de 15 à 19 ans

+ 23,2 % de 20 à 24 ans

Ces chiffres se rapportent aux départements de la Seine, du Nord et du Rhône ; ils permettent de conclure que la mortalité tuberculeuse a augmenté au-delà de la 15^e année et surtout chez les hommes.

La morbidité tuberculeuse

Renseignements fournis par les enquêtes cliniques

Evolution de la tuberculose au sein de la population normale

1° De septembre 1939 à la fin de 1940, l'évolution de la tuberculose suit un cours normal ;

2° Au cours des années 1941 et 1942, le tableau clinique se modifie :

a) *Augmentation du nombre des cas.* Tous les médecins ont constaté un accroissement anormal du nombre des malades qui, rapidement, encombrèrent les services hospitaliers de tuberculeux et les sanatoriums.

Les caisses d'assurances sociales virent augmenter les pensions d'invalidité par tuberculose, de 26 % chez les hommes et de 82 % chez les femmes, en 1942, par rapport à 1939.

b) *Augmentation de la gravité de la maladie.* On a constaté une multiplication inhabituelle des formes graves à évolution rapide : tuberculose aiguë, granulies, pneumonie caséuse, broncho-pneumonie à évolution rapide.

Cette gravité s'est manifestée à tous les âges.

d) *Influence de la profession.* Il est intéressant de signaler que l'accroissement de la tuberculose chez les travailleurs manuels a été plus élevé chez les sujets de catégorie T.1 et T.2, que chez les sujets des catégories T. Constatation qui prouve que les suppléments alimentaires accordés aux travailleurs de force n'ont pas suffisamment compensé l'effort supplémentaire exercé.

Evolution de la tuberculose chez les prisonniers

L'institut national d'hygiène n'a pu obtenir de renseignements précis sur la mortalité et la morbidité tuberculeuse des prisonniers français en Allemagne. On s'est borné à étudier le cas des prisonniers rapatriés, qui ne donne qu'une idée imparfaite de la réalité. On peut signaler dès maintenant :

a) une gravité beaucoup plus grande de la tuberculose des prisonniers de guerre, consécutive à un amaigrissement considérable (tuberculose des affamés) ;

b) une plus grande fréquence et une gravité accrue des localisations extra-pulmonaires. Sur 441 prisonniers rapatriés pour tuberculose des séreuses, on a constaté la fréquence des pleurésies traînantes, de polysérites (péritonites, péricardites et méningites) et des rechutes souvent après un long intervalle de bonne santé apparente.

Nouvel aspect de l'évolution clinique de la tuberculose en 1943 et 1944

Depuis la fin de 1943, l'aspect clinique de la tuberculose semble s'être à nouveau modifié. Les formes très graves semblent devenues plus rares et les examens anatomiques ne retrouvent plus actuellement les lésions étendues et les atteintes ganglionnaires si fréquemment trouvées durant les deux années précédentes.

Renseignements fournis par les données statistiques

Evolution de la morbidité tuberculeuse

Il est actuellement impossible d'établir en France une statistique globale de la morbidité tuberculeuse. Aussi ne rapporterons-nous ici que des renseignements fractionnés concernant : les adultes – à Paris, en province et dans certaines professions –, les enfants.

a) *Morbidité tuberculeuse à Paris.* Les renseignements que nous reproduisons sont fournis par les déclarations des dispensaires anti-tuberculeux, qui ne portent par conséquent que sur une fraction de l'ensemble des tuberculeux parisiens.

Le tableau suivant indique le nombre des nouveaux cas de tuberculose

(toutes formes, dans les dispensaires depuis 1937) :

Années	Population	Nouveaux cas de tuberculose	Proportion pour 100 000 habitants
1937	2 829 746	8 471	300
1938	2 829 746	8 608	305
1939	2 640 000	8 359	315
1940	2 320 190	7 569	327
1941	2 323 568	10 569	455
1942	2 278 533	10 059	443

Si l'on compare les années 1941 et 1942 aux années 1937 et 1938, on constate une augmentation des nouveaux cas de tuberculose de 48 %.

b) Morbidité tuberculeuse en province. Comme pour Paris, les chiffres fournis par les dispensaires permettent de constater que, dans l'ensemble des 46 départements situés au nord de la ligne de démarcation, le nombre des cas de tuberculose, qui était de 201 pour 100 000 habitants en 1938, est passé à 234 en 1942, soit une augmentation de 16,4 %.

c) Morbidité tuberculeuse dans certaines professions.

L'institut national d'hygiène a utilisé depuis avril 1944, le nombre des congés de longue durée attribué aux fonctionnaires pour tuberculose, comme donnée statistique. Les renseignements concernent les administrations suivantes : PTT, Finances, Métropolitain. Les renseignements fournis par les Finances et les PTT sont particulièrement intéressants, car les employés sont répartis dans la France entière.

En conclusion, il ressort de ces enquêtes qu'à part l'administration des PTT, où la tuberculose n'a augmenté que chez les sujets de moins de 20 ans, les résultats obtenus auprès des autres administrations indiquent une très nette aggravation de la maladie.

d) La morbidité tuberculeuse chez les enfants. Les renseignements fragmentaires que nous possédons ne concernent

que 10 départements : Côtes-du-Nord (2), Eure, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure (3), Morbihan, Nord, Oise, Seine et Seine-et-Oise.

Le nombre d'enfants tuberculeux de moins de 15 ans est passé, dans ces départements, de : 362 pour 100 000 en 1938, à 407 pour 100 000 en 1942, soit une augmentation de 12,4 %, donc un peu plus faible chez les enfants que chez les adultes.

Conclusion

La guerre a provoqué une aggravation certaine de la tuberculose en France : les cas ont été plus fréquents et plus graves, les décès plus nombreux. L'adulte a été touché plus que l'enfant et l'homme plus que la femme.

Les régions françaises qui ont été le plus frappées par l'aggravation de la maladie sont : les grandes villes, notamment Paris, Lyon, Marseille et leur banlieue. Il y a lieu d'ajouter à cette localisation le littoral méditerranéen dans son ensemble.

Les enquêtes cliniques et statistiques montrent que les années les plus mauvaises ont été 1941 et 1942. 1943 et le début de 1944 ont marqué une certaine détente sur les années précédentes.

III. - Evolution de quelques maladies infectieuses

Typhoïde

a) L'évolution générale de l'endémie typhique en France est caractérisée

(2) NDLR - Côtes-d'Armor.

(3) NDLR - Loire-Atlantique.

par une augmentation régulière des cas depuis 1940.

Alors qu'en 1938 le maximum endémique atteignait 499 cas en septembre ;

en 1940, le maximum endémique passait 790 cas en octobre ;

en 1941, le maximum endémique passait 996 cas en septembre ;

en 1942, le maximum endémique passait 1 627 cas en octobre ;

en 1943 le maximum endémique passait 1 731 cas en septembre.

L'indice de la morbidité annuelle par typhoïde passait de 9,8 en 1938 à 36,6 en 1942. C'est dire que l'endémique typhique a quadruplé durant cette période de six années.

b) L'évolution locale : on constate que le nombre des départements où l'indice de morbidité typhique est inférieure à 10, est passé, de 1938 à 1943, de 59 à 8. Au contraire, celui dont l'indice est compris entre 10 et 50, est passé de 30 à 62 ; celui dont l'indice est compris entre 50 et 100 est passé de 1 à 13. Enfin, le nombre des départements où l'indice est supérieur à 100, qui était nul en 1938, a atteint 3 en 1943.

c) La carte épidémiologique de la typhoïde montre que les deux foyers endémiques permanents de la côte méditerranéenne et de la côte ouest de la France se sont étendus progressivement au reste du pays, pour atteindre des régions très peu touchées comme le bassin parisien, en donnant lieu à des épidémies locales importantes (Nièvre 1942, Côte-d'Or 1943).

Diphtérie

a) *Evolution générale.* L'endémie diphtérique a régulièrement augmenté, d'abord assez lentement jusqu'en 1942, puis brutalement durant les hivers 1942, 1943 et 1944. Ceux-ci ont été marqués par un accroissement considérable de la morbidité, le maximum des cas passant brusquement de :

2 062 en novembre 1941,
à 4 675 en décembre 1942,
et 5 844 en décembre 1943.

De 1938 à 1943, l'indice des morbidités a triplé, passant de 41,6 à 126,4.

b) *Evolution locale.* Le nombre de départements où la morbidité est infé-

rieure à 10 est passé de 13 en 1938 à 0 en 1943. Celui compris entre 10 et 50 est passé de 54 en 1938 à 0 en 1943. Celui compris entre 50 et 150 est passé de 23 en 1938 à 55 en 1943. En outre, alors qu'en 1938 il n'y avait aucun département où l'indice de morbidité dépassât 150, il y en avait en 1943, 20 qui s'échelonnaient entre 150 et 300, et deux qui dépassaient 300.

c) *La carte épidémiologique* montre, en 1938, deux zones principales : la côte de la Manche et la région Est de la France.

De 1938 à 1943, le foyer de la Manche s'est accentué, tandis que celui de l'Est disparaissait. Par contre, un nouveau foyer est apparu de l'embouchure de la Loire à la Gironde. En 1943, la dyphtérie s'est étendue à l'ensemble du territoire.

Poliomyélite

a) *Evolution générale.* Elle est essentiellement marquée par l'épidémie de 1943, qui a fait passer de 500 en 1938 à 1 800 le nombre des cas observés en France. De ce fait, l'indice de morbidité a presque quadruplé. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une épidémie passagère.

b) *Evolution locale.* La carte épidémiologique situe les principaux foyers de la maladie dans le Pas-de-Calais, les Ardennes, la Meuse, l'Allier, le Puy-de-Dôme, la Creuse, le Lot-et-Garonne.

Alors qu'en 1942, 29 départements avaient un indice de morbidité compris entre 1 et 10, en 1943 ce chiffre passait à 69 et 9 départements dépassaient 10.

Méningite cérébro-spinale

a) *Evolution générale.* Elle a été marquée par une poussée épidémique pendant l'hiver 1939-1940 et les premiers mois de 1941. Le nombre des cas a été sept fois plus élevé en 1940 et trois fois plus élevé en 1941 qu'en 1939. L'indice de morbidité est passé de 1 à 5,8. Cette épidémie a d'ailleurs été éphémère.

Fièvre ondulante

Evolution générale. Le nombre total des cas ne paraît pas avoir considérablement augmenté ; par contre, l'indice de morbidité qui marque la poussée estivale s'est nettement accentuée en 1941, 1942, 1943.

Typhos exanthématique

L'année 1942 a été marquée par l'apparition en France d'une petite épidémie de cette maladie presque inconnue sous nos climats. Les cas se sont cantonnés dans le Midi. Quelques-uns ont été signalés dans la région lyonnaise et la Seine. Le nombre total n'a pas dépassé 224.

Dysenterie bacillaire

Une épidémie de dysenterie a sévi de 1940 à 1941. Le nombre des cas a été neuf fois plus élevé en 1940 et quatre fois en 1941 qu'en 1939. Cette épidémie semble liée au transfert massif de population de juin 1940 et à l'installation défectueuse des front-stalag en France. Elle n'a été que passagère.

IV. - Intoxications alimentaires

Bien que ces intoxications ne puissent pas être considérées comme de véritables maladies, elles n'en sont pas moins la conséquence directe des restrictions alimentaires. Il s'est avéré que certains aliments de remplacement, tout en offrant une valeur calorique médiocre, étaient doués d'une toxicité certaine. Il convient de distinguer les intoxications alimentaires par produits de remplacement, des intoxications dues à l'ingestion d'aliments avariés.

Intoxications par produits de remplacement

Les alcools

Quoique après une recrudescence des internements dus à la guerre de 1939-1940, la période des restrictions ait été marquée par une diminution importante des internements et de la fréquence de l'alcoolisme (1939 : 32 300 internements, dont 3 495 pour alcoolisme ; 1943 : 18 201 internements, dont 626 pour alcoolisme), l'alcool n'a pas complètement cessé d'exercer ses ravages en France. Mais ils se sont manifestés sous une forme différente.

a) *La mortalité par cirrhoses*, tout en décroissant, n'a pas complètement disparu (1936 : 17,1 décès par cirrhoses pour 100 000 habitants ; 1943 : 10,6). Elle est même restée assez importante dans les régions grandes productrices de vin et d'alcool, car, en agissant sur une alimenta-

tion pauvre en protéines et en graisse, l'alcool a favorisé l'apparition d'assez nombreux cas de dégénérescence graisseuse.

b) *L'alcool méthylique*. La disparition des liqueurs et apéritifs de marque a été cause de l'apparition d'apéritifs frelatés et particulièrement de pastis qui furent à l'origine de nombreuses intoxications mortelles. Ces apéritifs étaient à base d'alcools industriels (ou dénaturés), mélange d'alcool éthylique (10 à 25 %) et d'alcool méthylique ou même de benzène. L'absorption de ces liquides a causé de graves intoxications avec œdème aigu du poumon, répercussion cérébrale et cardiaque et parfois névrite optique avec cécité souvent définitive.

Sels chimiques

a) *Nitrite de soude*. Le remplacement du sel de cuisine par du nitrite de soude, toxique éminemment dangereux qui transforme l'hémoglobine du sang en méthémoglobine, a été à l'origine de plusieurs intoxications mortelles observées à Paris et à Toulouse.

b) *Phosphate de tri-orthocrésyl*. L'utilisation alimentaire d'huile de paraffine industrielle dont certaines contenaient du phosphate de tri-orthocrésyl, a occasionné des polynévrites des membres inférieurs. Ces intoxications ont été observées chez des ouvriers d'industries mécaniques utilisant les huiles toxiques.

c) *Arsenic*. L'arsenic a été accidentellement ingéré avec de la farine blanche vendue au marché noir et entreposée dans des sacs ayant contenu des engrais arsenicaux. Cent cinquante intoxications mortelles se sont produites dans le Vexin et en Bourgogne. D'autre part, des vignerons utilisant des arseniates comme produits anticryptogamiques ont été atteints de polynévrite arsenicale dont de très nombreux cas ont été observés en Bourgogne.

d) *Légumineuses et autres végétaux*. Les fèves et les fèves ont été à l'origine d'intoxications mortelles (anémie, hémoglobinurie, etc.). Les lentillons ont occasionné des troubles gastro-intestinaux. Certaines graines utilisées comme succédané du café, des feuilles de plusieurs solanées utilisées comme succédané du tabac, des feuilles de rhubarbe consommées comme des épinards

ont occasionné de nombreux troubles graves et souvent mortels.

Intoxications alimentaires par ingestion de produits avariés

Elles ont été fréquentes par suite de mauvaises conditions de transport par

chemin de fer (colis familiaux) et de la préparation assez souvent défectueuse des conserves familiales. Ces dernières occasionnèrent des cas fréquents de botulisme, dont la statistique n'a d'ailleurs pas été établie.

La démobilisation

Formalités et droits

*Notes documentaires et études,
1^{er} octobre 1945 **

La présente étude n'a pas la prétention de tracer un tableau d'ensemble des opérations de démobilisation actuellement en cours. Elle se borne à préciser les catégories de militaires qui sont dès maintenant démobilisables, et à définir leurs droits lorsqu'ils rentreront dans la vie civile.

Le gouvernement aurait pu procéder à une démobilisation en tenant compte uniquement de l'âge des intéressés – c'était le système de la démobilisation par classes – ou bien encore faire intervenir le temps de service accompli, mais il a préféré se prononcer en faveur d'un système mixte, plus souple, qui tient compte tout à la fois de l'âge de l'intéressé, de son activité dans la vie civile et de la durée du service accompli par lui. Ce système s'impose, en effet, dans une période où le pays, en pleine reconstruction, a besoin d'un grand nombre de spécialistes, qu'il convient de dégager le plus rapidement possible de leurs obligations militaires.

La démobilisation se heurte à de grosses difficultés dues, d'une part, à la très grande quantité de militaires à démobiliser, ce qui explique la lenteur des opérations en cours ; d'autre part, à la nécessité de rapatrier les militaires originaires de la Corse ou de l'Afrique du Nord, et enfin aux opérations de démobilisation spéciales aux troupes mobilisées et stationnées en Afrique du Nord.

I. – Militaires démobilisables

Différentes catégories de militaires sont démobilisables à l'heure actuelle au nom de principes assez divers puisque, nous l'avons vu, la démobilisation est une opération de caractère mixte.

Démobilisables qui ont plus
de 2 ans de service

S'ils appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- fonctionnaires ;
- agriculteurs : ouvriers agricoles, exploitants agricoles, ouvriers spécialistes dont la profession se rattache indirectement à l'agriculture (charrons, maréchaux-ferrants, etc) ;
- mineurs des mines d'Afrique du Nord ;
- étudiants en cours d'études ;
- militaires FFI (s'ils ont appartenu aux FFI avant le 8 novembre 1944) ;

Démobilisables par leur
classe

a) *Pour la métropole*

Officiers : réservistes et engagés volontaires, jusqu'à la classe 1935 inclus, s'ils ont été mobilisés dans la métropole.

Sous-officiers et hommes de troupes : réservistes et engagés volontaires mobilisés dans la métropole, jusqu'à la classe 1938 inclus.

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 155, (série française. – XXXVII) ministère de l'Information, Direction des Informations, 14-16, rue Lord-Byron, Paris (8^e), 1^{er} octobre 1945.

b) Pour la Corse, l'Afrique du Nord ou les pays étrangers :

Les militaires réservistes ou engagés volontaires, mobilisés en Corse, Afrique du Nord ou à l'étranger sont démobilisables jusqu'à la classe 1939 inclus aux dates suivantes :

Classe 1937 : du 10 au 15 septembre.

Classe 1938 : du 16 au 20 septembre.

Classe 1939 : du 21 au 25 septembre.

Démobilisables pour raison d'utilité publique

Les membres du service médical (pharmaciens, médecins, dentistes), quel que soient leurs grades : classes 30 à 34 incluse.

Démobilisables de régions plus ou moins éloignées

Démobilisation des classes 1938 et 1939 actuellement en service en Afrique du Nord.

Mesures spéciales

a) Démobilisation des jeunes gens dont les classes n'ont pas encore été appelées (classe 1944 et suivantes). Cette démobilisation est définitive s'ils ont accompli leur temps de service, sinon ils seront rappelés ultérieurement pour compléter leur temps.

b) Mise en sursis sur leur demande des étudiants mobilisés ou engagés volontaires, quel que soit leur temps de service. Ils seront eux aussi rappelés ultérieurement, si besoin est, pour compléter leur temps de service.

Mesures concernant le personnel féminin ou AFAT

a) Démobilisables immédiatement :

– le personnel de l'enseignement public.

– les étudiantes ayant plus de six mois de services.

b) Démobilisables sur leur demande :

– les femmes de déportés ou prisonniers retour d'Allemagne.

– les femmes dont le mari est touché par une mesure de démobilisation en cours ;

– les femmes ayant contracté mariage depuis leur engagement.

– les femmes ayant eu un enfant depuis leur engagement.

Toutes ces mesures de démobilisation seront exécutées dans le courant du mois de septembre. D'autres mesures suivront dans le mois d'octobre pour poursuivre la démobilisation.

II. – Droits du démobilisé au départ de l'unité

Au départ de l'unité le démobilisé a droit :

a) à une prime de 1 000 francs à titre « prime de démobilisation » ;

b) à une permission libérable de trente jours, s'il est engagé volontaire, ce qui équivaut pour lui :

– à percevoir un mois de solde en supplément ;

– à recevoir un titre de permission de trente jours lui permettant de jouir pendant cette période de tous les avantages accordés aux militaires (circulation gratuite dans les trains, parcours gratuit dans le métro, port de l'uniforme).

c) à dix jours de tickets d'alimentation, ceci pour lui permettre de faire les démarches nécessaires en attendant d'obtenir une carte d'alimentation ;

d) à un certain nombre d'effets militaires qu'il peut emporter en retournant chez lui. Un certain nombre d'effets devront être renvoyés à la gendarmerie du lieu de résidence du démobilisé à l'expiration de sa permission libérable, d'autres effets demeurant sa propriété.

Il faut distinguer ici deux cas :

– *le militaire démobilisé est officier* : il conserve alors chez lui un paquetage réduit qu'il devra entretenir et présenter à toute réquisition. Ce paquetage est composé comme suit : 1 couverture, 1 manteau ou canadienne, 1 blouson ou veste, 1 pantalon, 1 ceinture, 1 chemise, 1 caleçon, 1 maillot de corps, 1 paire de chaussettes, 1 coiffure, 1 cravate, 1 paire de chaussures ;

– le militaire démobilisé est un sous-officier ou un homme de troupe : il peut emporter chez lui et conserver à titre personnel : 1 chemise, 1 paire de souliers, 1 caleçon, 1 paire de chaussettes ; il peut emporter chez lui, mais devra par la suite reverser à la gendarmerie du lieu de sa résidence : 1 veste ou blouson, 1 pantalon, 1 coiffure.

III. – Droits du démobilisé dans la vie

En matière travail

L'ordonnance n° 45.875 du 1^{er} mai 1945 parue dans le *Journal officiel* du 2 mai 1945, relative à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des démobilisés assure à ces derniers la sécurité en matière de travail à leur retour dans la vie civile. Le but de cette ordonnance est de faciliter pour le démobilisé la reprise d'une vie normale. Quels sont les moyens à sa disposition ?

a) *Réintégration.* Tout titulaire d'un contrat de travail mobilisé ou engagé a le droit, à sa démobilisation de retrouver son emploi ou un emploi équivalent si son emploi est occupé.

Sa réintégration vaut pour une période d'au moins six mois au cours de laquelle il ne peut être congédié à moins de faute grave.

b) *Priorité d'emploi.* Ceci dans le cas d'emplois déclarés vacants par l'employeur, les démobilisés ont une priorité pour obtenir un emploi dont ils peuvent toujours se réclamer.

c) *Réadaptation professionnelle.* Si à la suite de la guerre le démobilisé qui rentre dans la vie civile a subi une diminution dans sa valeur professionnelle il sera admis par priorité dans un établissement public ou privé assurant la formation ou la rééducation professionnelle.

En matière fiscale

Aucune mesure spéciale n'est appliquée pour les démobilisés ; ils ne sont pas imposables pour la période où ils se trouvaient sous les drapeaux.

Pour la période précédant leur incorporation, s'ils sont redevables au fisc de certaines sommes, leur mobilisation ne supprime pas cette redevance. Toutefois ils

peuvent à leur démobilisation adresser une demande au contrôleur des contributions directes de leur quartier pour obtenir une exonération partielle ou des facilités de paiement. Enfin, contrairement à ce qui s'était passé à la suite de la guerre 1914-1918, il n'est prévu aucun dégrèvement pour les grands blessés et mutilés. (...)

IV. – Avantages spéciaux accordés aux FFL civiles

Le gouvernement s'est préoccupé d'accorder certains avantages aux militaires des Forces françaises libres. (...)

Militaires ayant appartenu
aux FFL avant le
8 novembre 1942

Et ayant servi au moins trois mois dans une unité combattante avant le 6 juin 1944. Pour ceux-là il est prévu :

a) *Un congé avec solde.* Ce congé est de : 1 mois par semestre de service antérieur au 8 novembre 1942 ; 2 mois pour la période du 8 novembre 1942 au 6 juin 1944. La durée de ce congé ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à six mois.

b) *La dotation d'une collection complète d'habits civils.* Soit par le moyen d'un bon permettant d'acquérir gratuitement cette collection ; soit par l'octroi d'une somme forfaitaire de 3 000 francs et la remise de bons de déblocage auprès des commerçants.

Militaires ayant rallié
volontairement l'Afrique
du Nord avant le 6 juin 1944

Et ayant passé trois mois dans une unité combattante avant cette date. Pour ceux-là il est prévu :

a) *Un congé avec solde.*

Ce congé est quinze jours par semestre de service antérieurement au 6 juin 1944. La durée de ce congé ne peut être inférieure à un mois, ni supérieure à deux mois ;

b) *La dotation d'une collection complète d'effets civils* aux mêmes conditions que pour la première catégorie de militaires ci-dessus.

NOTES DOCUMENTAIRES ET ETUDES

N° 201

(SÉRIE FRANÇAISE - LIV)

L'œuvre législative du Gouvernement Provisoire

PREMIÈRE PARTIE

SOMMAIRE

	pages		pages
Introduction générale.	3	1. Les termes du problème constitutionnel.	7
I ^{re} PARTIE. — ŒUVRE POLITIQUE ET PRÉCONSTITUTIONNELLE	3	2. Le referendum du 21 octobre 1945 ..	8
Section I. — Organisation des pouvoirs publics de 1943 à octobre 1945 ..	3	3. Les élections générales du 21 octobre 1945	8
a) Le Gouvernement Provisoire	3	(et, accessoirement les nouvelles règles en matière d'élections : vote des femmes, etc...)	
b) L'Assemblée Consultative Provisoire ..	5	Section IV — Politique coloniale	9
Section II. — Rétablissement de la légalité républicaine	6	(Représentation de l'Empire à l'Assemblée Nationale Constituante ; réforme du statut des français musulmans d'Algérie)	9
Section III. — Œuvre préconstitutionnelle ..	7		



Vers la République nouvelle

L'œuvre législative du Gouvernement provisoire

*Notes documentaires et études,
19-22 décembre 1945 **

Introduction générale

Il y a quinze mois, le Gouvernement provisoire de la République française prenait en mains à Paris (1), la direction du pays.

La succession qui lui était léguée comportait un lourd passif. En matière extérieure, la France se trouvait sans gouvernement reconnu des Alliés (2). En matière économique, les pillages, les destructions et l'appauvrissement progressif résultant d'une occupation et des bombardements de quatre ans, puis d'une lutte acharnée menée sur notre territoire même, paralysaient la production et interdisaient les échanges.

Sur le plan législatif enfin, les institutions transmises ou, plus exactement, abandonnées par le gouvernement de Vichy, portaient les marques de quatre années d'oppression : mépris des libertés

démocratiques, organisation autoritaire de l'Etat, structure corporative de l'économie, paternalisme social, tels étaient les principaux traits de ce régime.

Aussi, dans ce domaine institutionnel, la tâche du Gouvernement provisoire était-elle toute tracée : la suppression s'imposait de tout ce qui rappelait l'occupant ou ses auxiliaires. Mais c'eût été là un programme insuffisant. Il fallait faire face, de toute urgence, à tous les problèmes nouveaux, soulevés par les destructions et la poursuite de la guerre.

La tâche du Gouvernement provisoire s'avérait donc très vaste. Le Gouvernement provisoire s'efforça immédiatement de la mener à bien, compte tenu des moyens existants.

Au moment où la IV^e République, qu'il a si activement préparée, s'apprête à lui succéder (3), l'année même de la victoire, il n'est pas sans intérêt de dresser un bilan de l'œuvre accomplie en quatorze mois de liberté, dont neuf furent également des mois de guerre (...).

* NDLR – Quatre numéros de la revue « Notes documentaires et études » ont été consacrés à l'œuvre législative du Gouvernement provisoire :

– n° 201 (série française – LIV) du 19 décembre 1945 : « Œuvre politique et préconstitutionnelle » ;
– n° 202 (série française – LV) du 20 décembre 1945 : « Œuvre législative et administrative » ;
– n° 203 et 204 (série française – LVI et LVII) du 21 et 22 décembre 1945 : « Œuvre économique et sociale ».
Ministère de l'Information, Direction de la Documentation, 14-16 rue Lord-Byron, Paris (8^e).

(1) NDLR – Le GPRF, présidé par le Général de Gaulle, est installé le 9 septembre 1944 (voir composition en annexe).

(2) NDLR – Celle-ci n'interviendra que le 23 octobre 1944 (Cf. « Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français », p. 61).

(3) NDLR – En fait, le rejet par référendum du premier projet constitutionnel, le 5 mai 1946, repoussera la création de la IV^e République de plusieurs mois.

Première partie : œuvre politique et préconstitutionnelle

I. – Les pouvoirs publics provisoires de 1943 à octobre 1945

Leur organisation comportait : le Gouvernement provisoire de la République française et l'Assemblée consultative provisoire.

Le Gouvernement provisoire de la République française

Tout organisme politique, même de fait et provisoire, exige un statut, s'il veut n'être ni anarchique, ni tyrannique. Le Comité français de Londres avait ressenti cette nécessité, bien qu'il contrôlait uniquement des territoires coloniaux et s'occupât à peu près exclusivement de questions militaires et internationales. Mais cette exigence de règles « constitutionnelles » s'imposa avec une force nouvelle à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, au début de novembre 1942.

Historique sommaire du Gouvernement provisoire de la République française

Création du Comité français
de la libération nationale

A cette époque, une situation politique extrêmement trouble régnait en Afrique du Nord, du fait d'un nouveau venu à la résistance anti-allemande : l'Amiral Darlan. L'action de celui-ci, puis, après son assassinat, l'opposition entre le Général Giraud, commandant en chef, d'une part, et le Comité national français, dirigé par le Général de Gaulle, d'autre part, retardèrent la création d'un organisme politique unique de la France libre.

Après plusieurs mois de négociations, au cours desquelles les influences étrangères avaient joué un grand rôle, un terrain d'entente fut enfin trouvé entre les Généraux de Gaulle et Giraud. Cet accord

reçut force légale par la voie d'une ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la libération nationale (4).

Ce comité, dont les attributions seront examinées ultérieurement, était présidé par deux co-présidents : le Général de Gaulle, chargé de la direction de l'action gouvernementale, et le Général Giraud chargé du commandement en chef et de la direction des opérations militaires.

Conformément à la tradition démocratique interdisant qu'un commandant en chef d'opérations militaires soit en même temps chef du pouvoir civil, un décret du 2 octobre 1943 disposa que le Général Giraud cesserait d'exercer ses fonctions de co-président le jour où il prendrait le commandement effectif des forces en opérations.

D'ailleurs, le Comité français de la libération nationale ne devait rester en fonctions que jusqu'à la date où l'état de libération permettrait la formation d'un gouvernement provisoire, conformément aux lois de la République, et au plus tard jusqu'au jour de la libération totale du territoire.

Création du Gouvernement
provisoire de la République
française

La transformation du Comité de la libération en Gouvernement provisoire ne devait pas attendre aussi longtemps. A la suite d'un vœu émis par l'Assemblée consultative dans sa séance du 15 mai 1944, le changement d'appellation fut réalisé un an jour pour jour après la création du Comité de libération et trois jours avant le débarquement en Normandie, par l'ordonnance du 3 juin 1944 (5).

Mais ce changement de dénomination ne modifiait en rien les dispositions des textes qui avaient fixé les pouvoirs et les conditions de fonctionnement du Comité de la libération : ces règles s'appli-

(4) *JORF*, 1943, p. 1.

(5) *JORF*, 1944, p. 449.

quaient telles quelles au Gouvernement provisoire. Et c'est à ce titre, parce qu'elle a régi pendant deux ans l'exercice des pouvoirs publics, que l'ordonnance du 3 juin 1943 présente encore de l'intérêt.

Statut du Gouvernement provisoire de la République française

En fait, le statut du pouvoir central de la France libre, puis de la France libérée est demeuré à peu près inchangé entre juin 1943 et novembre 1945.

Attributions et pouvoirs du Gouvernement provisoire

Aux termes de l'exposé des motifs de l'ordonnance du 3 juin 1943, le Comité de la libération devait permettre une unification des efforts français dans la guerre. Aussi le Comité était-il chargé, en premier lieu, de diriger ces efforts, sous toutes leurs formes et en tous lieux.

Le Gouvernement provisoire a pris sa succession dans ce domaine comme dans les autres. Mais avec la libération de la France, puis avec la cessation des hostilités, les attributions civiles du Gouvernement devaient prendre une importance relative sans cesse croissante.

Sur le plan civil, comme sur le plan militaire, les attributions du Comité, puis du Gouvernement, étaient fixées en termes très larges : le Gouvernement exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi ; il assure la gestion et la défense de tous les intérêts français dans le monde ; il conclut des traités, accrédite et fait accréditer auprès de lui des représentants diplomatiques. En bref, pour reprendre les termes du décret du 2 novembre 1943, il fixe la politique générale et arrête les directives de l'action dans tous les domaines.

C'est dire que le Gouvernement provisoire réunit le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Organisation et fonctionnement du Gouvernement provisoire

Ces questions sont réglées par un décret du 2 octobre 1943 (6).

Le Comité de libération, puis le Gouvernement provisoire, jusqu'au décret du 4 septembre 1944, furent composés d'un certain nombre de commissaires présidés d'abord par le Président chargé de l'action gouvernementale, puis par le Président du Gouvernement provisoire. A cette date, c'est-à-dire à la suite de la libération de Paris, les commissariats furent transformés en ministères.

Le Président dirige les travaux du Gouvernement provisoire, contrôle l'exécution de ses décisions et assure la coordination entre les commissaires. (...)

Le Gouvernement provisoire, comme le Comité de la libération, se réunit au moins une fois par semaine, et, en outre, de plein droit, si la majorité des membres le demande.

Le Président arrête l'ordre du jour et dirige les débats. Cependant, tout commissaire peut demander l'inscription à cet ordre du jour d'une question qui n'y serait pas portée.

Les décisions prennent en principe la forme d'ordonnances ou de décrets. L'ordonnance est nécessaire pour toutes les matières qui, avant le 16 juin 1940, avaient fait l'objet d'une loi ou d'un acte ayant la valeur d'une loi. Délibérée en séance, elle est signée du Président et contresignée par le ou les commissaires intéressés. Les décisions prises en exécution d'une loi ou d'une ordonnance font l'objet d'un décret signé dans les mêmes conditions. Les décrets sont soit des décrets simples, soit des décrets délibérés en Gouvernement provisoire.

Méthodes de travail du Gouvernement provisoire

Arrêtées en Alger par un décret du 2 novembre 1943 portant règlement intérieur des travaux du Comité français de la libération nationale, elles revêtent un grand intérêt, tant par le souci d'ordre et d'efficacité auquel elles répondent, que par le rôle important qu'elles attribuent à la Présidence du Gouvernement.

1° Organisation des séances.
L'ordre du jour des séances du Comité de la libération puis du Gouvernement provi-

(6) Décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la libération nationale (*JORF*, 1943, p. 168).

soire comprend en principe trois parties : dans la première partie, sont adoptés sans débat, sauf proposition d'un commissaire, les projets pour lesquels le Président estime inutile une discussion générale. La seconde partie est réservée aux communications des divers membres du Gouvernement. La troisième partie est consacrée à la délibération des projets d'ordonnances et de décrets ou de décisions intéressant la politique générale du Gouvernement.

2° *Préparation des ordonnances et décrets.* Tout commissaire qui prend l'initiative d'un projet d'ordonnance en communique l'exposé des motifs et le texte au Président du Gouvernement provisoire, à ceux des autres commissaires dont le contreseing est demandé et au comité juridique (une ordonnance du 21 juillet 1945 a transféré au Conseil d'Etat les pouvoirs de cet organisme).

Lorsque l'accord est réalisé entre les commissaires intéressés et l'avis du comité juridique obtenu, le texte est envoyé au Président qui, s'il est lui-même d'accord, le fait communiquer à tous les membres du Gouvernement. Le projet est porté à l'ordre du jour de la première séance qui suit l'expiration d'un délai de huit jours à dater de la communication. Si le Président estime qu'il y a urgence, le projet est immédiatement inscrit à l'ordre du jour.

Les décrets en conseil sont préparés dans les mêmes conditions.

Les décrets simples sont soumis à la signature du Président par le commissaire intéressé et par l'intermédiaire du Secrétariat du Gouvernement. S'ils intéressent plusieurs commissariats, l'accord doit être réalisé entre ceux-ci avant la soumission à la signature du Président.

L'Assemblée consultative provisoire

La tradition démocratique répugne à l'exercice du pouvoir politique intégral par un collège gouvernemental, nécessairement restreint. (...) Il aurait donc été souhaitable que le Comité de la libération, puis le Gouvernement provisoire gouvernassent en collaboration avec un Parle-

ment et fussent responsables devant lui. Mais, précisément, cette condition était irréalisable parce qu'aucune assemblée n'aurait pu, entre 1940 et 1945, représenter avec fidélité ces courants de l'opinion. D'une part, les assemblées en fonctions en 1939 avaient abandonné leurs pouvoirs le 10 juillet 1940, leurs membres s'étaient dispersés et un faible nombre seulement d'entre eux se trouvaient en territoires libres de l'ennemi. D'autre part, aussi longtemps que la France était occupée, et, même après qu'elle fut libérée, aussi longtemps que les prisonniers et déportés ne furent pas rentrés dans leurs foyers, il était impossible de procéder à des élections pour désigner un nouveau parlement.

Dans ces conditions, toute nouvelle assemblée ne pouvait être qu'instituée par le Gouvernement provisoire, à moins qu'elle se constituât d'elle-même et arbitrairement, ce qui ne pouvait être admis. La première solution retenue, l'assemblée nouvelle n'en était pas moins une assemblée de fait, issue d'un acte d'un gouvernement de fait.

Et cette assemblée n'étant, pas plus que le Gouvernement provisoire, issue du suffrage universel, il ne pouvait être question de rendre responsable le créateur devant la créature : l'expression de l'opinion publique n'était pas, *a priori*, plus fidèlement représentée dans l'assemblée que dans le gouvernement.

Aussi, l'assemblée adjointe au Comité de la libération, puis au Gouvernement provisoire, fut-elle ce qu'elle pouvait seulement être : une assemblée consultative.

L'Assemblée consultative provisoire fut instituée par l'ordonnance du 17 septembre 1943, modifiée par les ordonnances des 15 octobre et 6 décembre de la même année (7). Si ses attributions et son fonctionnement furent peu modifiés pendant deux ans, par contre sa composition évolua sous la pression des faits.

Composition de l'Assemblée consultative provisoire

Le nombre des membres de l'Assemblée fut fixé à 102 en septembre

(7) Ordonnance du 17 septembre 1943 portant constitution d'une Assemblée consultative provisoire, modifiée par les ordonnances des 15 octobre et 6 décembre 1943 (*JORF*, pp. 139, 207, 332).

1943, dont 49 représentants de la Résistance métropolitaine, 21 de la Résistance extra-métropolitaine, 20 du Sénat et de la Chambre des députés, 12 des conseils généraux.

L'ordonnance du 17 septembre 1943 prévoyait des modifications à la composition lors du transfert en France de l'Assemblée. L'ordonnance du 21 avril 1944 avait fixé les conditions de ce renforcement d'effectif : le nombre des représentants de la Résistance métropolitaine devait être immédiatement doublé. En outre, au fur et à mesure de leur libération, les départements devaient élire au scrutin de liste un nombre de délégués proportionnel à leur population. Et lorsque les deux tiers des départements, dont la Seine, auraient élu des représentants, l'Assemblée consultative devait se transformer en assemblée représentative – provisoire elle aussi – chargée de l'élection d'un nouveau Président du Gouvernement provisoire.

Mais la libération du territoire fut si rapide et la réalisation des conditions matérielles nécessaires à une consultation électorale si difficiles à réaliser, que ces élections n'eurent pas lieu.

Et l'Assemblée consultative fut seulement renforcée par la même voie qu'elle avait été constituée, par ordonnance.

L'ordonnance du 11 octobre 1944 (8) répartit comme suit les 248 sièges de la nouvelle assemblée :

- 148 représentants de la Résistance métropolitaine dont 19 de droit (membres du Comité national de la Résistance) et 129 nommés par les comités directeurs des divers mouvements de Résistance ;

- 28 représentants de la Corse et de la Résistance extra-métropolitaine, dont les uns sont nommés par les délégués de la Résistance métropolitaine et les autres par le Conseil de l'ordre de la Libération ;

- 60 représentants des assemblées parlementaires antérieures, élus par un comité de désignation composé de parlementaires résistants (8) ;

- 12 représentants des conseils généraux ou colonial des territoires d'outre-mer.

Enfin, l'ordonnance du 22 juin 1945 (9) institue une cinquième catégorie de membres, composée de 48 prisonniers ou déportés, évadés ou rapatriés après le 11 octobre 1944 et désignés par l'Assemblée elle-même.

Attributions de l'Assemblée consultative provisoire

L'Assemblée consultative était chargée de fournir une expression aussi large que possible, dans les circonstances du moment, de l'opinion nationale.

Comme son nom l'indique, l'Assemblée était consultative : elle n'avait aucun pouvoir de décision propre et les textes qu'elle arrêtait – avis ou vœux – n'avaient aucune forme exécutoire.

Avis

L'Assemblée émettait des avis sur les questions dont elle était saisie par le Gouvernement provisoire (ordonnance des 17 septembre 1943 et 11 octobre 1944, art. 17 et 18). Mais celui-ci était tenu de la consulter sur certaines questions touchant soit aux finances soit aux principes du droit public.

En matière financière, l'avis de l'Assemblée devait être demandé sur le budget général ainsi que sur les projets d'emprunts portant sur une somme supérieure à 500 millions de francs en une ou plusieurs tranches. Les avis de l'Assemblée tendant à une réduction des dépenses civiles ou à un accroissement des charges fiscales obligeaient même le Gouvernement à une nouvelle délibération (ordonnances des 17 septembre 1943 et 11 octobre 1944, art. 18 et 19).

En matière de droit public général, l'avis de l'Assemblée devait être demandé, sauf urgence expressément constatée, avant l'adoption de toute législation touchant au statut des libertés individuelles, à l'organisation des pouvoirs publics et à la structure économique et sociale du pays

(8) La répartition de ces 60 sièges entre les groupes existant au Parlement en 1939 fut réalisée par le décret du 14 octobre 1944 (JO, 15 octobre 1944).

(9) JO, 23 juin 1945.

(décret du 29 avril 1944, art. 1^{er} ; ordonnance du 11 octobre 1944, art. 19).

Hormis ces hypothèses, la consultation de l'Assemblée était seulement facultative pour le Gouvernement. (...)

Vœux, demandes d'explications

En outre l'Assemblée pouvait, sur l'initiative des deux tiers de ses membres, décider de porter à son ordre du jour toute question présentant un intérêt d'ordre national (ordonnances des 17 septembre 1943 et 11 octobre 1944, art. 21 et 22). Elle était ainsi amenée à formuler des vœux.

Elle pouvait, dans les mêmes conditions, demander à tout membre du Gouvernement provisoire de lui présenter un exposé verbal sur une question déterminée présentant un intérêt d'ordre national. Enfin, tout membre de l'Assemblée pouvait poser au Gouvernement par écrit et par l'intermédiaire du président de l'Assemblée (10), une question sur un sujet particulier, à laquelle il devait, en principe, être répondu par écrit. Mais les membres de l'Assemblée n'étaient en aucune manière habilités à interpellier un ministre ou à émettre, à l'égard de la politique menée par le Gouvernement, un vote de méfiance.

Fonctionnement de l'Assemblée consultative provisoire (11) (12)

Les règles adoptées pour le fonctionnement de l'Assemblée consultative n'étaient pas originales et reprenaient dans leurs grandes lignes celles auxquelles étaient soumises les assemblées sous la III^e République.

Ainsi l'Assemblée élisait son bureau, élaborait son règlement intérieur, siégeait publiquement sauf exception, pouvait constituer dans son sein des commissions spécialisées ; ses membres bénéficiaient des immunités traditionnelles (ordonnances des 17 septembre 1943 et 11 octobre 1944, art. 12, 16, 14, 10 *bis* et art. 12, 16, 14 et 10).

Les sessions ordinaires avaient lieu tous les trois mois et duraient un mois. Des sessions extraordinaires, de quinze jours au plus, pouvaient en outre avoir lieu sur convocation du président agissant à la demande des trois quarts des membres ou du Gouvernement provisoire (ordonnance du 1^{er} octobre 1944, art. 11).

Les votes de l'Assemblée devaient être émis à la majorité absolue des membres présents. Pour les votes autres que ceux relatifs à la désignation des membres du bureau, il était procédé par scrutin public si le Gouvernement le demandait ou sur décision du bureau (ordonnance du 11 octobre 1944, art. 15).

II. – Rétablissement de la légalité républicaine

Le gouvernement de Vichy avait, soit sous la pression de l'ennemi, soit en raison de conceptions propres, instauré un régime politique et édicté une législation qui prenaient, sur de nombreux points, le contre-pied des idées philosophiques et politiques admises avant la guerre par la grande majorité du peuple français. Au surplus, les organes directeurs successifs de la France libre n'avaient jamais cessé de considérer ce gouvernement comme un gouvernement d'usurpation.

Aussi une révision de l'œuvre législative du gouvernement issu de l'armistice de 1940 était-elle nécessaire. Elle devint effective – lorsqu'une partie suffisante du territoire fut libérée – avec l'ordonnance du 9 août 1944 (13). (...)

Aspect négatif : suppression du régime de Vichy

Modalités de l'annulation des actes édictés par le gouvernement de Vichy

La première des ordonnances portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, en date

(10) NDLR – Félix Gouin à partir du 7 novembre 1944, élu le jour de la première séance de l'Assemblée consultative.

(11) Sur la procédure détaillée des demandes d'avis à l'Assemblée consultative, voir décret du 29 avril 1944 relatif aux avis formulés par l'Assemblée consultative provisoire en matière législative (*JORF*, 1944, p. 343)

(12) L'Assemblée siégeait au [Palais du] Luxembourg ; ordonnance du 23 octobre 1944 (*JO*, 24 octobre 1944).

(13) Pour l'Alsace-Lorraine recouvrée, le rétablissement de la légalité républicaine est réalisé par voie d'ordonnances spéciales, en raison des particularités locales et du régime allemand auquel a été soumise cette région pendant quatre ans.

du 9 août 1944 (14), pose en principe que la forme du Gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister.

En conséquence (15), les lois et règlements que l'autorité de fait qui s'est imposée à la France a promulgués, les dispositions administratives individuelles qu'elle a décrétées ou arrêtées ne peuvent tirer de sa seule volonté aucune force obligatoire et sont appelées à demeurer inefficaces. En un mot, ces actes sont nuls et de nul effet.

Cependant, des considérations d'intérêt pratique conduisirent à éviter de revenir sans transition aux règles de droit en vigueur à la date du 16 juin 1940 et à maintenir provisoirement certains des effets de droit des textes édictés pendant l'occupation ou même à valider définitivement certaines situations acquises dont le renversement aurait apporté au pays un trouble plus considérable que leur confirmation. Au surplus, certains des textes législatifs, réglementaires ou individuels, intervenus après le 16 juin 1940 n'eussent pas été désavoués par le régime républicain, dans la mesure où ils étaient inspirés par un souci bien compris des nécessités ou de la marche des services. Ces derniers actes devaient être maintenus. A cette fin, l'ordonnance en question dispose que la nullité des actes du pseudo-gouvernement de Vichy doit être expressément déclarée pour être effective.

Ainsi peuvent être distinguées trois grandes catégories de textes : ceux qui sont expressément et immédiatement annulés ; ceux qui sont tacitement et provisoirement maintenus en vigueur ; ceux qui sont expressément validés. Les textes annulés peuvent être eux-mêmes distingués suivant que la nullité s'étend à leurs effets passés comme à leurs effets à venir, ou seulement à ceux-ci.

Principales catégories d'actes ayant donné lieu à annulation expresse

La liste des actes expressément annulés est contenue dans l'ordonnance du

9 août 1944 et dans les ordonnances subséquentes qui l'ont complétée (16), ainsi que dans certaines ordonnances à objectif restreint.

La législation du gouvernement de Vichy s'était adressée à des questions si nombreuses et avait parfois bouleversé si profondément le régime antérieur qu'aucun domaine à peu près n'est resté sans donner lieu à annulation d'un ou de plusieurs actes.

Cette annulation s'est évidemment appliquée en premier lieu aux actes ayant fixé la structure constitutionnelle du régime issu de l'armistice : acte dit « loi du 10 juillet 1940 » par laquelle l'Assemblée nationale donnait tout pouvoir au gouvernement de la République, sous l'autorité du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer... une nouvelle constitution ; actes dits « constitutionnels » dont les principaux avaient fixé les pouvoirs du « chef de l'Etat français », prorogé et ajourné les Chambres, déterminé les modalités de la suppléance et de la succession du « chef de l'Etat », institué le serment des ministres et hauts fonctionnaires au « chef de l'Etat », etc.

L'annulation vise également tous les actes constitutifs d'organismes de gouvernement ou d'administration politique et notamment les actes dits « lois des 16 novembre 1940 et 27 septembre 1941 relatives au comité budgétaire », « loi du 19 février 1943 portant création d'un conseil national », etc.

Ont été également annulés expressément :

- les actes tendant à favoriser l'action, les entreprises ou la propagande de l'ennemi, et notamment ceux instituant le travail forcé au profit de l'Allemagne ;

- les actes portant atteinte aux principes essentiels du régime démocratique ou aux libertés individuelles (liberté de la presse, de réunion, d'association, syndicale, etc.) ;

- les actes qui établissaient ou appliquaient une discrimination basée sur la qualité de juif ;

(14) JO, 15 août 1945.

(15) Ordonnance du 9 août 1944, exposé des motifs.

(16) Ordonnances des 9 août, 11 octobre, 8 décembre 1944, 31 mars et 6 juin 1945 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental (JO, des 10 août, 12 octobre, 9 décembre 1944, 4 avril et 7 juin 1945).

– les actes portant organisation corporative de certaines professions et notamment de l'agriculture ;

– certains actes relatifs à la législation sociale et notamment la charte du travail et le statut des fonctionnaires, etc.

Enfin, les groupements anti-nationaux sont dissous.

Aspect positif : retour aux principes républicains

Mais le rétablissement de la légalité républicaine ne comporte pas seulement un aspect négatif ; il présente aussi, comme l'indique son nom, un aspect constructif. Non seulement parce que les ordonnances précitées laissent subsister un assez grand nombre de textes édictés par Vichy – de ceux dont l'ordonnance du 9 août admet qu'ils n'eussent pas été désavoués par le régime républicain – ; non seulement parce que l'annulation des règles de droit implique *de plano* le retour aux règles juridiques et aux principes en vigueur antérieurement, c'est-à-dire sous la III^e République (libertés diverses, égalité raciale, etc.) ; mais aussi parce que les ordonnances en question portent validation de certains actes promulgués hors du territoire métropolitain par les organismes directeurs successifs de la France libre ; et surtout parce que l'ensemble de l'œuvre législative du Gouvernement provisoire n'est qu'un vaste et patient effort de rétablissement de la légalité républicaine, d'une légalité républicaine adaptée aux circonstances nouvelles (17).

III. – Œuvre préconstitutionnelle du Gouvernement provisoire

Les termes du problème constitutionnel

Encore que reconnu par la grande majorité de l'opinion publique nationale (18), le Gouvernement provisoire restait par son origine un gouvernement de

fait. Comme tel, il devait s'effacer le plus vite possible devant un gouvernement issu d'une consultation populaire générale. Et comme tel aussi, il n'avait aucun pouvoir constituant, non plus d'ailleurs que l'Assemblée consultative.

Dès lors, la question se posait de savoir quelle serait la portée des élections générales que la libération du territoire, le retour de la paix, le rapatriement des prisonniers rendaient possibles.

Un souci mal compris – parce que trop formaliste – de la légalité républicaine aurait pu conduire le Gouvernement à décider de remettre en vigueur purement et simplement la Constitution de 1875 dès que les circonstances l'auraient permis.

Cette solution ne fut pas adoptée, à la fois pour des raisons politiques et pour des raisons juridiques.

Au nombre des raisons politiques figuraient, en premier lieu, les aspirations de la majorité des citoyens, que les crises d'avant-guerre et la défaite de juin 1940 incitaient à demander du « neuf », et aussi le souvenir des discours résolument réformistes prononcés à Londres, puis en Alger par le Général de Gaulle pendant l'occupation ennemie.

Quant aux raisons juridiques, elles tenaient à la véritable démission du Parlement de 1940 remettant ses pouvoirs entre les mains du Maréchal Pétain le 10 juillet 1940.

Mais si le retour à la Constitution de 1875 ne s'imposait pas *a priori*, il ne pouvait non plus être délibérément écarté sans consultation du peuple souverain. Cette consultation fut l'objet du référendum du 21 octobre 1945.

Le référendum du 21 octobre 1945

La consultation du peuple par voie de référendum fut prévue par l'ordonnance du 17 août 1945 (19) et coïncida avec des élections générales dont elle devait dégager le caractère – constituant ou législatif.

(17) Ces questions constituant l'objet même de la présente étude seront traitées dans les deux parties suivantes, sous les différentes rubriques qu'elles concernent.

(18) NDLR – Le GPRF est un gouvernement d'unanimité nationale, toutes les grandes tendances politiques nationales (communistes, socialistes, démocrates-chrétiens, radicaux, modérés) y sont représentées.

(19) JO, 19 août 1945.

Caractère de l'Assemblée élue le 21 octobre

Il découlait de la réponse donnée par le corps électoral à la première des deux questions sur lesquelles il était consulté et qui, aux termes de l'article 2 de l'ordonnance, était ainsi conçue : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit constituante ? ».

S'il avait été répondu *non* à cette première question, l'Assemblée élue aurait formé la Chambre des députés prévue par les lois de 1875. L'élection du Sénat aurait eu lieu dans les deux mois (les conseils généraux avaient été renouvelés les 23 et 30 septembre).

Les réponses affirmatives à cette première question l'emportèrent nettement sur les réponses négatives (18 597 000 *oui*, 697 894 *non*).

Organisation transitoire des pouvoirs publics

Quoi qu'il en fût des réponses adressées à la première question du référendum, le rôle du Gouvernement provisoire était terminé, ainsi que celui de l'Assemblée consultative provisoire, puisqu'une représentation nationale était établie.

a) Autorité chargée d'organiser les pouvoirs. Si l'Assemblée élue le 21 octobre avait été réduite au rôle législatif de l'ancienne Chambre, aucune question transitoire d'organisation des pouvoirs publics ne se serait posée.

Par contre, au cas où l'Assemblée élue aurait reçu du corps électoral des attributions constituantes (et cette hypothèse se réalisa), il importait de régler l'exercice des pouvoirs pour la période d'élaboration du régime nouveau, période pendant laquelle la III^e République n'existait plus et la IV^e pas encore.

Deux attitudes pouvaient être admises sur ce point : ou bien les pouvoirs devaient être organisés préalablement à la réunion de l'Assemblée ; ou bien ils devaient être réglés par la Constituante elle-même. Le corps électoral consulté sur

cette seconde question, adopta la première solution par 12 804 545 voix contre 6 450 480, en approuvant un projet de loi élaboré par le Gouvernement et portant organisation provisoire des pouvoirs publics (20).

b) Modalités de cette organisation. Cette organisation tend au « raisonnable ». Elle fixe les attributions de la Constituante, détermine les conditions de la responsabilité ministérielle, restreint la durée de l'Assemblée.

– *Attributions de l'Assemblée constituante :* l'objet essentiel de l'Assemblée est évidemment d'élaborer une Constitution. Mais celle-ci sera soumise à l'approbation du peuple par voie de référendum dans le mois qui suivront son adoption par l'Assemblée.

L'Assemblée élit au scrutin public et à la majorité absolue des membres la composant, le Président du Gouvernement provisoire de la République (21). Celui-ci constitue son Gouvernement et le soumet à l'approbation de l'Assemblée, en même temps que son programme.

L'Assemblée a le pouvoir législatif et l'initiative des lois, concurremment avec le Gouvernement. Mais celui-ci peut, dans certaines conditions (art. 4, al. 2), demander une seconde délibération sur les textes votés.

L'Assemblée vote le budget, sans toutefois posséder l'initiative des dépenses.

– *Conditions de la responsabilité ministérielle :* leur fixation tend à mettre fin aux excès de l'instabilité ministérielle, déjà si nuisibles avant la guerre et dont la survivance risquerait de conduire la France aux pires désastres, dans une période où les nécessités de la reconstruction, de la planification économique et des négociations internationales dans un monde « durci », imposent la continuité des doctrines et des personnes.

Aux termes de l'art. 1^{er}, alinéa 2 du projet devenu loi, le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée. Mais le rejet d'un texte ou d'un crédit n'entraîne pas sa démission. Celle-ci n'est obligatoire

(20) Ce projet est devenu exécutoire à la suite de sa promulgation par la loi du 2 novembre 1945 (JO, 2 novembre 1945).

(21) NDLR – Le 13 novembre 1945, l'Assemblée constituante élit à l'unanimité le Général de Gaulle à la présidence du GPRF.

qu'à la suite du vote distinct d'une motion de censure, intervenant au plus tôt deux jours après son dépôt sur le bureau de l'Assemblée, et adoptée au moyen d'un scrutin à la tribune, par la majorité absolue des membres composant l'Assemblée.

La responsabilité ministérielle est donc bien rétablie après six ans de suspension ; elle est seulement accompagnée d'une véritable « responsabilité parlementaire », résultant des formalités imposées au renversement des ministères.

– *Durée de l'Assemblée constituante* : enfin, pour éviter les abus d'une Assemblée désireuse de se prolonger ou impuissante à élaborer une Constitution, les pouvoirs de la Constituante expireront le jour de la mise en application de la nouvelle Constitution ou, au plus tard, sept mois après sa première réunion.

Au cas où la Constituante n'aurait établi aucune Constitution dans ce délai, ou au cas où la Constitution élaborée serait rejetée par le corps électoral lors du référendum organisé avant l'entrée en vigueur du texte, il serait procédé à l'élection d'une seconde assemblée, jouissant des mêmes pouvoirs (22).

Les élections générales du 21 octobre 1945

Prévoyant que la libération du territoire serait lente, le Gouvernement avait décidé dès Alger, par l'ordonnance du 21 avril 1944, que les élections se feraient successivement dans les différents départements, le plus tôt possible après leur libération. La retraite relativement rapide de l'ennemi allait conduire le Gouvernement à retarder quelque peu les élections afin qu'elles aient lieu simultanément sur l'ensemble du territoire et avec la participation de tous les prisonniers et déportés. Les élections municipales eurent lieu en avril ; les cantonales furent fixées à la fin septembre, les générales au 21 octobre 1945. (...)

Règles nouvelles et générales concernant les élections

La grande innovation en cette matière est la reconnaissance de la capacité politique de la femme. Le double principe de l'électorat et de l'éligibilité des femmes, posé par l'ordonnance du 21 avril 1944 et maintenu par les textes ultérieurs, marque une modernisation, depuis longtemps nécessaire, de notre système électoral.

D'autre part, les militaires, maintenus en marge de la vie politique par la III^e République, ont été admis à y participer. (...) Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air sont électeurs dans les mêmes conditions que les autres citoyens.

Ils sont de même éligibles dans les mêmes conditions que ceux-ci, sous réserve de certaines incompatibilités ou inéligibilités. (...)

Elections générales du 21 octobre

Aux termes de l'ordonnance du 17 août 1945 (23) instituant les élections générales, le nombre des sièges attribués à chaque département est calculé en fonction du nombre d'habitants de nationalité française dénombrés lors du recensement de 1936. Il est attribué à tout département deux sièges au moins. Tout département comptant plus de 100 000 habitants a droit en outre à autant de sièges que sa population comprend de fois 100 000 habitants au-delà de ce premier chiffre. La fraction subsistante donne droit à un dernier siège si elle excède 25 000.

Les élections ont lieu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. (...)

Le 21 octobre, le peuple votait donc, ainsi qu'il en avait reçu la promesse du Général de Gaulle dès le mois de juin 1940. Il répondait *oui* et *oui* aux deux questions du référendum et envoyait à la Constituante des représentants appartenant pour 80 %, et en nombre à peu près égal, à trois grands partis (24). Une phase nouvelle de

(22) NDLR – Ce qui se passera dans les faits : le premier projet constitutionnel ayant été repoussé par référendum le 5 mai 1946, une nouvelle Assemblée constituante fut élue le 2 juin 1946.

(23) JO, 19 août 1945.

(24) NDLR – Il s'agit respectivement du Parti communiste, du Mouvement Républicain populaire et de la SFIO. Cf. Pierre Bréchon, « La France aux urnes », édition 1995, les Etudes de La Documentation française.

l'histoire constitutionnelle française allait commencer le 6 novembre, avec la séance d'ouverture de la nouvelle Assemblée.

IV. – Politique coloniale

(...) C'est son action spontanée, désintéressée et décisive dans le redressement militaire et politique de la France, qui conféra à l'Empire, avec des titres à notre reconnaissance, des droits plus justifiés que jamais à l'obtention d'un nouveau statut. La Conférence impériale de Brazzaville a posé les principes généraux à suivre dans cette réforme.

Mais la réalisation de celle-ci exigeait que fussent remplies deux conditions préalables : que la guerre fût terminée ; que fût élue une Assemblée vraiment représentative, apte à fixer de manière durable le nouveau régime politique des colonies et le nouveau statut individuel de leurs populations. (...)

Représentation politique de l'Empire

Sous la III^e République, la représentation de l'Empire au Parlement était minime, puisque 10 députés sur 612 et 4 sénateurs sur 314 représentaient les territoires d'outre-mer ; et certaines colonies n'avaient aucun représentant. Sans prétendre instituer une réforme de principe de la représentation coloniale, le Gouvernement provisoire a entendu en accroître très sensiblement l'importance.

Aux termes de l'ordonnance du 22 août 1945 (25), tous les territoires d'outre-mer relevant du ministre des Colonies sont représentés à l'Assemblée constituante. A l'exception de l'Algérie, soumise en principe aux mêmes règles que la métropole, et de l'Indochine, où les circonstances n'ont pas permis de procéder à des élections, l'Empire est représenté par 33 représentants, plus 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc (ordonnance du 15 septembre 1945) (26). Suivant les colonies, les électeurs et électrices, citoyens et non-citoyens prennent part au vote, ou les premiers y sont seuls appelés. Dans le premier

cas, citoyens et non-citoyens constituent un collège électoral mixte ou deux collèges distincts suivant les territoires (27).

Les conditions d'éligibilité sont elles-mêmes très libérales puisque tout électeur âgé de 25 ans, même s'il appartient à un collège de non-citoyens, est éligible dans tous les territoires par l'un ou l'autre collège, sauf les exceptions prévues par les lois en vigueur.

Le vote a lieu au scrutin uninominal à deux tours.

Nouveau statut des Français musulmans d'Algérie

Il a été fixé par l'ordonnance du 7 mars 1944 (28). D'après cette ordonnance, les Français musulmans d'Algérie jouissent de tous les droits et sont soumis à tous les devoirs des Français non musulmans. Tous les emplois leur sont accessibles. Toutes dispositions d'exception légales ou réglementaires les concernant sont abrogées.

Toutefois, ils restent soumis aux règles du droit musulman et aux coutumes locales en matière de statut personnel, à moins qu'ils n'aient expressément déclaré leur volonté d'être placés sous l'empire de la loi française. Il y a là une innovation importante, qui permet aux intéressés de cumuler les avantages acquis aux Français non musulmans avec ceux du statut personnel de droit musulman.

L'ordonnance du 7 mars 1944 opère une distinction entre, d'une part, les Français musulmans titulaires de certains diplômes ou décorations ou ayant rempli certaines fonctions militaires, politiques ou administratives et, d'autre part, ceux qui ne rentrent pas dans ces catégories. Les premiers sont, s'ils ont 25 ans, déclarés citoyens français et jouissent des droits politiques attachés à cette qualité. Les autres sont « appelés à recevoir la citoyenneté française ». L'Assemblée constituante fixera les conditions de cette accession. Mais dès la promulgation de l'ordonnance,

(25) JO, 23 août 1945.

(26) JO, 16 septembre 1945.

(27) Seuls les électeurs et électrices citoyens ont été appelés à participer au référendum du 21 octobre 1945 (ordonnance du 2 septembre 1945).

(28) JO, 18 mars 1944.

ceux d'entre eux qui sont âgés de plus de 21 ans et appartiennent au sexe masculin sont appelés à élire la représentation spéciale aux conseils municipaux, conseils généraux et délégations financières.

Projets d'Union française et de statut politique de l'Indochine

D'après certains projets de réorganisation coloniale, les diverses parties de l'Empire seront appelées à constituer avec la métropole une « Union française » dont les intérêts à l'extérieur seront représentés par la France. Les conditions de participation à l'Union de chacun des territoires et le statut de citoyen de l'Union française seront fixés par l'Assemblée constituante.

Au sein de cette Union, l'Indochine jouira d'une situation particulière et

d'une liberté propre, recommandée par son degré d'évolution et la haute qualité de ses élites (29). Elle possédera, outre des représentants dans les organismes fédéraux de l'Union française, un Gouvernement fédéral de l'Indochine, présidé par le gouverneur général et comprenant sans distinction des Français et des Indochinois. Une assemblée élue sera appelée à voter les impôts, le budget et les lois. Les traités intéressant la Fédération indochinoise seront soumis à son examen. Les libertés démocratiques formeront la base des lois indochinoises. Le progrès sous toutes ses formes sera poursuivi et accéléré. Les ressortissants de chacun des cinq pays constitutifs de la Fédération indochinoise auront accès sans distinction à tous les emplois.

Ainsi l'Indochine se trouvera pourvue du statut d'un « quasi-dominion » (30).

Deuxième partie : œuvre législative et administrative

I. – Cadres et méthodes de l'administration

Quel que soit le régime politique, il importe de trouver un point d'équilibre entre les attributions des administrations centrales et des administrations locales. Mais ce point d'équilibre varie suivant les circonstances : aussi celui-ci fut-il différent pendant la période qui suivit immédiatement la Libération et celle qui lui succéda, pendant laquelle les communications entre la capitale et les départements redevinrent plus normales.

Administration centrale

Départements ministériels

Nombre et attributions
des ministères

Entre la date de création du Comité français de la libération nationale et la libération de Paris, l'administration

centrale de la France libre resta divisée en commissariats. Mais le nombre de ceux-ci s'accrut sans cesse (31), en même temps que leur spécialisation, par suite de l'extension progressive des territoires contrôlés et de l'action gouvernementale.

Les mouvements d'opinion qui suivirent la libération des différentes régions, puis surtout celle de Paris, ôtèrent au Gouvernement toute hésitation sur son caractère vraiment représentatif. Aussi l'ordonnance du 4 septembre 1944 (32) disposa-t-elle que le Gouvernement provisoire était désormais composé de ministres dont les attributions seraient fixées par décret.

Le décret du 10 septembre 1944 fixa à 21, dont un ministère d'Etat (33), le nombre des divisions de l'administration centrale : ministères de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, de l'Air, de l'Eco-

(29) Sur ce point, voir la déclaration arrêtée par le Conseil des ministres dans sa séance du 23 mars 1945.

(30) *NDLR* – *Les événements politiques, diplomatiques et militaires en décideront autrement.*

(31) En juin 1943 : 4 commissariats ; en avril 1944 : 16 commissariats.

(32) *JO*, 8 septembre 1944.

(33) *NDLR* – *Il sera confié à Jules Jeanneney, ancien président du Sénat ; voir composition du GPRF en annexe.*

nomie nationale, des Finances, de la Production, de l'Agriculture, du Ravitaillement, des Colonies, de l'Education nationale, du Travail et de la Sécurité sociale, des Travaux publics et Transports, des PTT, des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, de la Santé publique, de l'Afrique du Nord.

Cette liste subit peu de changements entre septembre 1944 et octobre 1945. Cependant, le ministère de l'Afrique du Nord fut supprimé. En revanche, un décret du 16 novembre 1944 créa un ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Organisation transitoire
des ministères
au moment de la Libération

La succession des ministères aux commissariats du Gouvernement provisoire s'opéra ainsi sans heurts. Mais il importait également de ne pas laisser sans direction les services parisiens de l'administration du gouvernement de Vichy. Or l'avance rapide des armées ne permettait pas aux commissaires de prendre immédiatement et effectivement leurs fonctions dans la capitale.

Cette espèce d'intérim fut confié à des secrétaires généraux provisoires institués par l'ordonnance du 19 mai 1944, nommés après avis du Conseil national de la Résistance. Ces hauts fonctionnaires pouvaient opérer tels mouvements de personnel et prendre toutes mesures conservatoires qu'ils estimaient opportuns. Leurs décisions, immédiatement exécutoires, étaient soumises à la ratification du commissaire compétent dès son installation.

Comité juridique

Une ordonnance du 6 août 1943 avait créé auprès du Gouvernement provisoire un comité juridique chargé : de donner son avis sur les matières pour lesquelles le Gouvernement devait, avant le 16 juin 1940, demander celui du Conseil d'Etat ; d'étudier la révision des textes applicables aux divers territoires en vue d'assurer leur uniformité ; d'assurer la mise en forme juridique des projets d'ordonnances et de décrets.

Le Comité juridique a joué un rôle important dans le travail législatif entre 1943 et 1945.

Il a fonctionné jusqu'à sa suppression par l'ordonnance du 31 juillet 1945, confiant au Conseil d'Etat les attributions qui lui étaient dévolues.

Personnel

Réforme de la fonction publique

Conscient que toute rénovation de la législation et de l'économie française serait inopérante sans une administration compétente et rajeunie, le Gouvernement a entrepris une réforme de la fonction publique. (...)

L'ordonnance n° 45.2283 du 9 octobre 1945 et une série de textes d'application tendent à résoudre le problème du recrutement des fonctionnaires, comme étant le plus urgent. Ces textes s'inspirent de deux préoccupations essentielles :

- rendre l'administration plus efficace en donnant aux fonctionnaires de direction une formation générale et des vues d'ensemble sur le fonctionnement de l'Etat. Ce résultat sera atteint par la substitution, aux concours distincts et spécialisés, de concours plus larges, sanctionnant des études suivies en commun dans une école supérieure d'administration ;

- substituer à l'administration actuelle une administration plus démocratique : cette préoccupation se marque dans l'allocation d'un traitement aux élèves de l'école, ainsi que dans la possibilité offerte à certains agents d'exécution d'accéder, dans certaines conditions, aux emplois supérieurs.

Titularisation
des auxiliaires de l'Etat

S'il est normal que les services publics recrutent pour des besoins exceptionnels et temporaires, des auxiliaires appelés à cesser leurs fonctions après quelques mois ou quelques années de travail, il est au contraire excessif de maintenir la qualification de temporaire à des agents assurés de conserver leur emploi jusqu'à l'âge limite fixé et travaillant à la satisfaction des administrations dans les mêmes conditions que leurs collègues fonctionnaires. Aussi la titularisation des auxiliaires était-elle discutée depuis de nombreuses années, sans avoir jamais abouti.

Ce devait être l'œuvre de l'ordonnance du 21 mai 1945 (34). En vertu de ce texte, pourront être titularisés les agents auxiliaires temporaires employés dans les administrations permanentes et comptant au moins 35 ans d'âge et dix ans de services civils ou militaires validables pour la retraite. (...)

Méthodes

Enfin, l'anachronisme et le caractère dispendieux des méthodes administratives françaises ont incité le Gouvernement à en rechercher l'amélioration et la simplification.

C'est là l'un des objets de l'ordonnance du 6 janvier 1945 (35), dont l'article 2 prescrit l'institution, dans chaque département ministériel, d'une commission ayant charge de définir les méthodes de travail les plus propres à assurer l'accroissement du rendement et l'amélioration de la qualité des services dans l'intérêt public. (...)

Administration locale

Les conditions du retour aux institutions républicaines avaient été prévues dès Alger par l'ordonnance du 21 avril 1944. Mais elles ont nécessairement été modifiées sous la pression des faits.

Administration municipale et départementale

Le retour aux institutions républicaines nécessitant de nouvelles élections, le régime prévu en Alger fonctionna jusqu'en avril 1945 pour les municipalités, jusqu'en octobre pour les conseils généraux.

Ce régime reposait sur le principe que les conseils municipaux et généraux en fonctions en septembre 1939 étaient rétablis, et les conseils municipaux, conseils départementaux, délégations spéciales nommés depuis lors, dissous.

Toutefois, les municipalités ayant favorisé les entreprises de l'ennemi étaient remplacées par des délégations spéciales. Quant aux conseillers généraux ou municipaux ayant trahi les devoirs de leur charge, ils étaient révoqués. En cas d'effectif insuf-

fisant, les conseils étaient complétés, provisoirement par le préfet ou le pouvoir central après avis du Comité départemental de la libération. Ces derniers comités, issus de la Résistance devaient être consultés par le préfet sur certaines matières et cesser leurs fonctions après la mise en place des nouveaux conseils municipaux et généraux.

Celle-ci a été réalisée à la suite d'élections qui ont eu lieu respectivement en avril et septembre 1945 et auxquelles les femmes ont, pour la première fois en France, pris part. (...)

Administration régionale

Les préfectures régionales instituées par le gouvernement de Vichy répondaient à certains besoins déjà signalés avant guerre. Aussi l'institution fut-elle maintenue sous le nom de commissariats régionaux de la République et sous réserve d'une extension des attributions.

L'ordonnance du 10 janvier 1944 (36) dispose que ces commissariats correspondent en principe aux organismes de fait dits « préfectures régionales ». Les commissaires régionaux constituent un corps provisoire dont les membres, nommés par décret, sont révocables *ad nutum*.

Ils ont pour attributions, outre celles essentiellement économiques et policières conférées aux préfets régionaux par les actes du gouvernement de Vichy : d'assurer la sécurité des armées ; de pourvoir à l'administration du territoire et aux besoins de la population ; de rétablir la légalité républicaine.

En outre, des pouvoirs exceptionnels extrêmement larges leurs avaient été conférés pour le cas où les communications auraient été interrompues entre Paris et la région dont ils avaient la charge. L'ordonnance du 29 février 1944, réglementant provisoirement l'état de siège sur le territoire métropolitain, leur avait confié les pouvoirs de police individuelle et collective découlant de cet état de droit. L'état de siège a été supprimé par décret du 12 octobre 1945.

(34) JO, 22 mai 1945.

(35) Ordonnance du 6 janvier 1945, portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat (JO, 7 janvier 1945).

(36) JORF, 6 juillet 1944.

Une ordonnance du 24 octobre 1945, sans apporter de nouvelles précisions, leur assigne un rôle général de représentation du Gouvernement, d'animation, de coordination, et de contrôle des administrations départementales (37).

.....

II. - Justice et droit privé

Les pressions qu'il subissait de la part de l'ennemi, en même temps que son mépris des droits individuels, avaient conduit le pseudo-gouvernement de l'Etat Français à des bouleversements profonds de notre droit privé et notamment de notre droit pénal, généralement dirigés contre toutes les forces de résistance françaises, extérieures et intérieures. La suppression du régime d'exception ainsi institué s'imposait donc comme une première tâche au Gouvernement provisoire.

L'ennemi dans ses exactions et le gouvernement de Vichy dans sa trahison avaient bénéficié de l'aide ou de la faveur d'un certain nombre de Français, traîtres ou « collaborateurs » dont le châtiment, réclamé par la majorité de la nation, constituait la seconde tâche du Gouvernement provisoire.

Enfin, celui-ci a réalisé plusieurs réformes n'ayant aucun lien direct avec la guerre.

Abandon du régime d'exception institué par le gouvernement de Vichy

Ce régime s'était traduit notamment par un certain nombre d'institutions et de procédures judiciaires ou policières d'exception ; le Gouvernement provisoire les a supprimées. Il avait entraîné des dénis de justice et des spoliations ; le Gouvernement provisoire s'est efforcé de les redresser.

Abandon des institutions et des procédures d'exception

Il ne saurait être question ici d'examiner dans le détail les institutions, les procédures, les règles de droit – notamment de droit pénal – à caractère exceptionnel ou antidémocratique qu'avait édictées le gouvernement de Vichy (38). Mais le cas des juridictions et des services de police est suffisamment intéressant pour ne pas devoir être passé sous silence.

Le principe de leur suppression est net, puisque, aux termes de l'article 3 de l'ordonnance du 9 août 1944, sont expressément annulés tous les actes qui ont institué des juridictions d'exception. Les « nécessités » de la défense du régime avaient conduit à en multiplier le nombre et les pouvoirs : Tribunal d'Etat, sections spéciales des cours d'appel, cours martiales... Leur suppression entraîne évidemment celle des textes pénaux et des procédures extraordinaires qu'elles avaient reçu mission d'appliquer et de suivre.

La même ordonnance porte également annulation de tous les actes ayant institué des services de police d'exception, et notamment la milice.

Mais le gouvernement de Vichy n'avait pas seulement institué de nouveaux services de police ; il avait aussi modifié le caractère et le rôle de certains de ceux qui existaient antérieurement. Le retour à la légalité républicaine s'imposait là encore.

Ainsi l'ordonnance du 11 septembre 1945 retire le caractère d'officiers de police judiciaire à un certain nombre de fonctionnaires qui l'avaient abusivement reçu à partir de 1941 (officiers de la garde, secrétaires et inspecteurs de police). Elle le maintient toutefois avec raison aux commandants des brigades de gendarmerie.

De même, la gendarmerie et la garde, rattachées sous l'occupation au ministère de l'Intérieur, font de nouveau partie intégrante de l'armée (ordonnance

(37) *NDLR* – *L'étude se poursuit par l'administration de Paris et de la Seine.*

(38) Pour plus de détails, notamment sur l'abrogation de certaines modifications au Code pénal, on pourra se reporter aux ordonnances successives « portant rétablissement de la légalité républicaine » ou « déclarant nulles » certaines lois pénales de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat Français. On pourra également consulter la petite brochure éditée dans l'été 1944 par le Secrétariat général du Gouvernement provisoire et intitulée : *Commissariat à la Justice, textes législatifs.*

du 5 juillet 1944). Les groupes mobiles de réserves (GMR) sont remplacés par des compagnies républicaines de sécurité (décrets du 8 décembre 1944 et ordonnance des 2 et 7 mars 1945).

**Redressement des effets
de certains actes
du gouvernement de Vichy
ou de l'ennemi**

Les services d'exception judiciaires ou policiers étant supprimés, il convenait encore de discriminer parmi les actes qu'ils avaient accomplis dans le passé ceux qui devaient être maintenus et ceux qui devaient être annulés. (...)

Révision des jugements
prononcés sous l'occupation

1° Principe de cette révision. Il est fixé par l'ordonnance du 6 juillet 1943 (39).

Ce texte, considérant que les citoyens ayant exposé leur vie, leur liberté ou leurs biens par des actes utiles à la libération du pays ont mérité que la légitimité de ces actes soit affirmée et que justice leur soit rendue lorsqu'ils ont été injustement condamnés, déclare légitimes tous actes accomplis postérieurement au 10 juin 1940 dans le but de servir la cause de la libération de la France, quand bien même ils auraient constitué des infractions au regard de la législation appliquée à l'époque où ils ont été commis.

En conséquence, les poursuites en cours pour ces motifs sont suspendues et les condamnations prononcées seront révisées.

2° Modalités de cette révision. La révision est confiée à des chambres de révision instituées dans chaque ressort de cour d'appel et composées du premier président ainsi que des deux conseillers les plus anciens. (...)

3° Contenu de l'arrêt de révision. La cour statue au fond sans cassation ni renvoi. Elle peut seulement confirmer ou annuler la décision attaquée.

En cas d'annulation du jugement, les condamnations sont annulées et disparaissent du casier judiciaire, le montant des amendes et frais est restitué. Les condamnés sont remis dans la pleine possession de leurs biens, libres de toutes charges postérieures à leur mise sous séquestre ou confiscation.

4° Annexe. De quelques cas particuliers. L'examen de la révision des procès, basés sur la légitimité des actes accomplis en vue de la libération de la France conduit à mentionner quelques cas voisins bien que reposant sur des motifs différents.

Une ordonnance du 20 novembre 1944 (40) prescrit l'annulation, à la diligence du ministère public, des condamnations intervenues sous l'occupation en vertu d'un certain nombre de textes déterminés : textes relatifs au travail obligatoire, aux associations secrètes, à la discrimination des Juifs, textes annulés par les ordonnances portant rétablissement de la légalité républicaine, textes d'exception relatifs à la détention d'armes, textes restreignant les libertés de presse, de réunion, etc.

Une ordonnance du 26 avril 1945 (41), considérant que le gouvernement de Vichy a fait exercer contre certaines personnalités politiques, à seule fin de les déconsidérer, des poursuites pour des infractions de droit commun qu'elles avaient commises, annule ces condamnations lorsque la preuve sera rapportée que les poursuites n'auraient pas été intentées si des considérations politiques ne les avaient déterminées.

Les infractions au décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes (42), sont amnistiées par les ordonnances des 1^{er} juillet 1943 et 13 décembre 1944 (43).

Enfin, bien que le préjudice qui leur fut causé ne résultât pas d'un jugement, mais d'un acte administratif, il importe de citer ici l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats et fonctionnaires révo-

(39) Relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits (modifiée plusieurs fois). (*JORF*, 1943, pp. 28, 52, 165 et 1944, p. 4).

(40) *JO*, 22 novembre 1944.

(41) *JO*, 29 avril 1945.

(42) *NDLR* – Décret-loi pris par le Gouvernement Daladier.

(43) *JORF*, 1943, pp 14, 25, 118, et *JO* du 14 décembre 1943.

qués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

Leur réintégration sera prononcée sans délai par l'autorité chargée de leur nomination au 16 juin 1940, si l'examen de leur dossier ne fait ressortir aucune insuffisance ou faute professionnelle grave ou aucun fait entachant l'honneur ou la probité.

Le fonctionnaire sera reclassé, sous certaines conditions, au grade qu'il aurait pu occuper normalement s'il n'avait été victime d'une mesure exceptionnelle. Il a, en outre, droit au rappel du traitement qu'il aurait perçu à son poste, sous réserve des sommes touchées à titre de rémunération professionnelle pendant son éloignement de l'administration.

Réparation des préjudices
matériels causés par l'ennemi
ou sous son contrôle

Le principe de la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle a été posé dans une déclaration solennelle signée par le Comité national français et dix-sept gouvernements alliés le 5 janvier 1943.

Cette déclaration, après avoir marqué le souci de ces gouvernements de s'opposer par tous les moyens au pillage par l'ennemi des territoires qu'il occupe ou sur lesquels il exerce une autorité de fait, réserve les droits de la France de déclarer nuls les transferts et transactions de toute nature effectués pendant la période où le territoire français se trouve directement ou indirectement sous l'autorité de l'ennemi. Et la déclaration souligne que la nullité s'applique aussi bien à la zone occupée qu'à l'ancienne zone non occupée et vise aussi bien les actes de dépossession dont les Allemands se sont rendus coupables que ceux opérés par le gouvernement de Vichy.

Châtiment de la trahison
et de la collaboration

Il eût été insuffisant de rendre leurs droits et leur liberté aux victimes de

l'ennemi ou du gouvernement de Vichy. La morale civique imposait en outre le châtiment de ceux qui, pendant quatre ans, avaient favorisé les entreprises allemandes ou « gouvernementales ».

La règle de non-rétroactivité des lois pénales instituant des délits ou des peines s'oppose, en principe, à ce qu'un accusé soit condamné en vertu de textes promulgués postérieurement à son action. Une telle règle, parfaitement justifiée en temps normal, aurait présenté de graves inconvénients s'agissant des faits de collaboration et de trahison sur lesquels le Code pénal était insuffisamment développé pour faire face à tous les cas qui se sont présentés. Aussi convenait-il d'apporter à cette règle certains tempéraments. Le Gouvernement provisoire s'est efforcé, dans toute la mesure du possible, qu'ils respectent les droits de la personne humaine.

En effet, les textes adoptés posent, en principe, que seuls les crimes et délits prévus par les lois en vigueur au 16 juin 1940 peuvent donner lieu à poursuites proprement pénales et à peines afflictives. Toutefois, les poursuites doivent être facilitées et accélérées ; aussi convient-il de créer des tribunaux spécialement compétents pour connaître des crimes et délits touchant à la trahison : ce sont les cours de justice.

Au surplus, les sanctions pénales ne sont pas les seules, et, suivant les cas et leur situation sociale, les « collaborateurs » s'exposent à quatre sortes de poursuites et de sanctions :

- pénales lorsque leurs actes sont prévus au Code pénal,
- professionnelles (épuration), car nombre d'actes de collaboration ont été accomplis dans l'exercice des fonctions professionnelles,
- politiques (indignité nationale), parce que la trahison est un crime politique au suprême degré,
- financières (confiscation des profits illicites), parce que la trahison ne doit pas être durablement lucrative (44) (45).

(44) La confiscation des profits illicites n'étant pas applicable aux seuls traîtres ou « collaborateurs » et revêtant par ailleurs un caractère financier marqué, sera étudiée dans une brochure ultérieure consacrée à l'œuvre financière du Gouvernement provisoire.

(45) D'après des déclarations faites le 3 novembre par le ministre de la Justice, 96 660 poursuites ont été intentées contre des traîtres ou collaborateurs entre la Libération et le mois de novembre : 27 669 dossiers ont été classés pour insuffisance des charges, 2 000 acquittements ont été prononcés par les cours de justice et 4 800 par les chambres civiques.

Châtiment proprement pénal

La répression pénale des faits de collaboration a été organisée par l'ordonnance du 26 juin 1944 remplacée par celle du 28 novembre 1944 (46).

Le double principe sur lequel reposent ces deux textes est le suivant : les cas les plus graves de trahison étant prévus dans les lois pénales, point n'est besoin d'édicter à leur sujet des textes rétroactifs ; par contre, il importe d'instituer des juridictions spécialisées pour connaître de ces faits.

La compétence et la procédure sont différentes suivant qu'il s'agit de simples citoyens ou au contraire de membres du gouvernement de Vichy et assimilés. Les premiers sont jugés, en principe, par une cour de justice. Les seconds passent en Haute Cour de justice.

Cours de justice

1° Composition des cours de justice. Il est institué, au fur et à mesure de la libération du territoire métropolitain, au chef-lieu de chaque ressort de cour d'appel, une cour de justice, présidée par un magistrat des cours et tribunaux. La cour de justice comprend autant de sections qu'il y a de départements dans le ressort de la cour d'appel.

Chaque section est composée de :

- un magistrat des cours et tribunaux ;
- quatre jurés choisis, en principe, suivant les procédés en vigueur sous la III^e République ;
- un commissaire du Gouvernement remplissant les fonctions du ministère public.

2° Compétence des cours de justice. Les cours de justice sont compétentes pour juger les faits commis entre le 16 juin 1940 et la date de la Libération, qui constituent des infractions aux lois pénales en vigueur le 16 juin 1940, lorsqu'ils révèlent l'intention de leurs auteurs de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi. Cette compétence s'étend également aux actes antérieurs au 16 juin 1940 reprochés aux auteurs des faits ci-dessus visés,

lorsqu'ils procédaient de la même intention.

Les textes en vigueur au 16 juin 1940 se trouvent étendus du fait que les nations alliées en guerre contre l'Axe sont assimilées à la France, et les résistants assimilés aux troupes françaises.

Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'auteur s'est borné à la stricte exécution d'ordres reçus ou d'obligations professionnelles. Toutefois, les textes édictés par le gouvernement de Vichy ne constituent pas le fait justificatif au sens de l'article 327 du Code pénal.

3° Peines encourues et voies de recours. Dès avant le jugement, la mise sous séquestre des biens de l'inculpé peut être ordonnée.

Les peines applicables sont celles prévues par les lois en vigueur au 16 juin 1940. Toutefois, en toute circonstance, la cour déclare acquis au Trésor la rétribution reçue par le coupable et, le cas échéant, le produit du crime ou délit. Elle peut, en outre, prononcer la confiscation de tout ou partie des biens du coupable. Enfin, toute condamnation met celui-ci en état d'indignité nationale.

L'appel n'est pas recevable. Le seul recours contentieux est le pourvoi en cassation et seulement pour motif de violation des droits essentiels de la défense. Le condamné peut former un recours en grâce.

Haute Cour de justice

Dans la Constitution de 1875, le Président de la République devait être jugé par le Sénat, constitué en Haute Cour, soit pour crime de haute trahison, soit pour infractions étrangères à l'exercice de ses fonctions. Les ministres pouvaient être jugés par la Haute Cour à raison de crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Les uns et les autres étaient donc soumis à un régime particulier. Le Gouvernement a conservé ce principe au regard des membres des gouvernements de Vichy. Mais il *n'a pu* maintenir l'organisation du système antérieur : le Sénat s'était « suspendu » de lui-même le 10 juillet 1940. Et, en outre, il *a pu ne pas* maintenir cette organisation : le « chef de

(46) JO, 29 novembre 1944.

l'Etat » n'était le Président de la République ni par son origine, ni par ses pouvoirs, et le jugement des ministres par la Haute Cour n'était, sous le régime républicain, que facultatif.

Aussi, une nouvelle Haute Cour de justice a-t-elle été instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 (47) modifiée par la suite sur des points de détail.

1° Compétence de la Haute Cour de Justice. Elle a compétence exclusive pour juger, pour crimes ou délits commis dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, les personnes ayant participé, sous la dénomination de chef de l'Etat, chef du Gouvernement, ministres, secrétaires d'Etat, sous-secrétaires d'Etat, commissaires généraux, secrétaires généraux du chef de l'Etat, du chef du Gouvernement et des ministères, résidents généraux, gouverneurs généraux et hauts-commissaires généraux, secrétaires généraux du chef de gouvernement qui ont eu leur siège dans le territoire de la métropole entre le 17 juin 1940 et l'établissement sur le territoire continental du Gouvernement provisoire. Elle juge également les actes antérieurs au 17 juin 1940 ou postérieurs à l'établissement du Gouvernement provisoire, s'ils se rattachent au même objet que les précédents.

La Haute Cour a compétence concurrente avec les autres juridictions pour juger les complices ou co-auteurs des personnes désignées ci-dessus.

La délivrance d'un réquisitoire aux fins d'instruction est même obligatoire pour le procureur général en ce qui concerne les membres proprement dits des gouvernements de Vichy (chefs de l'Etat et du Gouvernement, ministres, secrétaires d'Etat).

2° Composition de la Haute Cour et procédure. Elle comprend : le premier président à la Cour de cassation, président ; le président de la chambre criminelle de la même cour, et le premier président de la Cour d'appel de Paris, assesseurs ; vingt-quatre jurés, dont les noms sont tirés au sort à raison de douze sur chacune des deux listes établies par l'Assemblée

consultative et comprenant l'une, cinquante-cinq députés ou sénateurs en cours de mandat au 1^{er} septembre 1939, l'autre, cinquante-cinq personnes choisies librement hors de cette catégorie.

Le ministère public comprend un procureur général et deux avocats généraux.

L'instruction est confiée à une commission composée de cinq magistrats et de six personnes nommées par l'Assemblée, et saisie par réquisitoire du procureur général. Cette commission joue également le rôle de chambre d'accusation.

3° Peines encourues. — Recours. Les peines applicables sont celles du droit pénal commun (art. 7, 8, 9 du Code pénal) et, en outre, celle de l'indignité nationale. Le sursis est inapplicable. La confiscation des biens peut être prononcée.

Ni l'appel, ni le pourvoi en cassation ne sont recevables. Le condamné a seulement la faculté de former un recours en grâce.

Châtiment professionnel : l'épuration

(...) Les méthodes sont différentes dans l'administration et dans les entreprises.

Epuration administrative

Les principes de l'épuration administrative sur le territoire métropolitain sont posés par l'ordonnance du 27 juin 1944 (48).

1° Champ d'application de l'ordonnance du 27 juin 1944. L'ordonnance s'applique aux magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, aux fonctionnaires, agents, employés, ouvriers et membres, quelle que soit leur dénomination, des administrations de l'Etat et autres collectivités publiques, des entreprises subventionnées, concédées ou assimilées, aux officiers ministériels (et avocats), aux militaires de tous ordres, en activité ou en retraite.

2° Actes donnant lieu à épuration. Seront l'objet de sanctions disciplinaires et

(47) JO, 19 novembre 1944.

(48) JO, 6 juillet 1944 ; modifiée par les ordonnances des 25 octobre et 11 décembre 1944 (JO, 26 octobre et 12 décembre 1944).

éventuellement de mesures de sécurité administrative les fonctionnaires qui ont, par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle, depuis le 16 juin 1940 : 1) soit favorisé les entreprises de toute nature de l'ennemi ; 2) soit contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés, notamment par les dénonciations ; 3) soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales ; 4) soit sciemment tiré ou tenté de tirer un bénéfice matériel direct de l'application de règlements de l'autorité de fait, contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940.

3° *Nature des sanctions.* Les commissaires, puis les ministres intéressés peuvent, nonobstant toute disposition antérieure contraire, suspendre tout fonctionnaire coupable d'un des faits sus-mentionnés et, éventuellement, demander au ministre de l'Intérieur son internement.

Les sanctions applicables sont d'ordre professionnel ; elles s'étendent du simple déplacement d'office jusqu'à la révocation avec ou sans pension.

Ces sanctions ne font évidemment pas obstacle à l'action publique, et peuvent même la provoquer, notamment si le ministre intéressé prend l'initiative de transmettre le dossier au ministre de la Justice.

.....

Epuration dans les entreprises

Elle a été instituée par l'ordonnance du 16 octobre 1944 (49). (...)

Châtiment politique : l'indignité nationale

« Les agissements criminels des « collaborateurs » n'ont pas toujours revêtu l'aspect de fait individuels caractérisés susceptibles de recevoir une qualification pénale précise, aux termes d'une règle juridique soumise à une interprétation de droit strict ; ils ont souvent composé une activité antinationale, répréhensible en elle-même. Par ailleurs, les sanctions disciplinaires qui écartent les éléments indignes de l'administration ou des entreprises lais-

sent en dehors de leur champ d'application les autres catégories sociales (50).

Aussi l'ordonnance du 26 août 1944 (51) remplacée par l'ordonnance du 26 décembre 1944 (52) prévoit-elle un crime d'un genre nouveau : l'indignité nationale et une peine nouvelle de caractère politique, la dégradation nationale.

1° *Eléments constitutifs du crime.* Est coupable du crime d'indignité nationale tout Français qui aura, postérieurement au 16 juin 1940, soit sciemment apporté en France ou à l'étranger une aide directe ou indirecte à l'Allemagne ou à ses alliés, soit porté atteinte à l'unité de la nation ou à la liberté des Français, ou à l'égalité entre ces derniers. L'adhésion à certains groupements (Milice, LVF, PPF, etc.), la participation à certains actes (expositions en faveur de l'Allemagne ou de ses doctrines) ou l'exercice de certaines fonctions (emplois supérieurs dans les services de propagande, au commissariat aux questions juives) constituent notamment le crime d'indignité nationale.

2° *Juridiction compétente.* L'indignité nationale est constatée par des juridictions instituées auprès de chacune des sections des cours de justice et appelées chambres civiques. Ces juridictions sont composées d'un magistrat judiciaire et de quatre jurés tirés au sort. Les audiences sont publiques.

3° *Voie de recours.* La seule voie de recours est le pourvoi en cassation, et seulement pour le motif d'atteinte aux droits essentiels de la défense. Le pourvoi n'est pas suspensif.

4° *Peine encourue.* L'indignité nationale est punie de la peine de la dégradation nationale. Cette peine, nouvelle dans notre droit, est une peine infamante, de nature essentiellement politique. Elle comporte notamment la privation des droits d'électorat et d'éligibilité et en général, de tous droits civiques et politiques, l'exclusion de toutes fonctions de directeur dans les services publics ou assimilés, ainsi que dans les écoles, entreprises de presse, de radio, de cinéma, etc.

(49) JO, 17 octobre 1944.

(50) Ordonnance du 26 août 1944. Exposé des motifs.

(51) JO, 28 août 1944.

(52) JO, 27 décembre 1944.

Annexe – Poursuites des crimes de guerre ennemis

Il convient de citer ici, la législation française concernant les crimes de guerre ennemis.

Aux termes de l'ordonnance du 28 août 1944 (53) relative à la répression des crimes de guerre, sont poursuivis devant les tribunaux militaires français et jugés conformément aux lois françaises, les nationaux ennemis ou agents non français au service de l'ennemi, coupables de crimes ou de délits commis depuis l'ouverture des hostilités, en France ou sur les territoires relevant de l'autorité française, ou contre des Français ou certaines catégories de personnes assimilées, ou contre les biens de ces personnes, lorsque ces infractions ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre.

L'ordonnance du 14 octobre 1944 (54) crée à titre temporaire un service chargé de rechercher les crimes de guerre ennemis.

Mesures diverses adoptées par le Gouvernement provisoire

(...) Le Gouvernement a dû assurer, malgré les difficultés, le fonctionnement de la justice. Il a été amené en outre à modifier, par des mesures de détail, un certain nombre d'aspects de notre droit privé.

Le fonctionnement de la justice

Les textes intervenus en cette matière ont été très généralement édictés en raison des difficultés exceptionnelles nées du débarquement, de l'engorgement des tribunaux, des vides causés dans la magistrature par la guerre, la déportation et l'épuration. Ainsi l'ordonnance du 16 juin 1944 (55) prescrit la réquisition à leur poste de tous les magistrats et auxi-

liaires de justice ; autorise, en cas d'urgence, le commissaire à la justice à opérer par arrêté toute suspension, réintégration, affectation ou suspension de magistrat. L'ordonnance du 13 janvier 1945 (56) dispose que les jugements des tribunaux de première instance pourront être rendus valablement par un seul magistrat. Une ordonnance du 14 octobre 1944 (57) institue une chambre temporaire à la Cour de cassation, qui connaîtra des pourvois intentés contre les arrêts rendus par les cours de justice. Cependant les préoccupations temporaires n'ont pas seules guidé le Gouvernement. Ainsi les ordonnances des 17 novembre 1944 et 20 avril 1945 (58) modifient de manière permanente les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la formation du jury criminel en retenant de la « loi du 17 novembre 1941 » les dispositions qui ne sont pas incompatibles avec la légalité républicaine. Le nombre des jurés fixé à 12 par l'article 309 du Code d'instruction criminelle est ramené à 7. La majorité nécessaire à la condamnation devient ainsi de 6 voix contre 4 *. Les femmes peuvent faire partie du jury.

Modification au droit civil

Divorce et séparation de corps

Le gouvernement de Vichy avait cru trouver dans les obstacles au divorce, introduits par la « loi du 2 avril 1941 », le remède à la crise de dépopulation.

L'ordonnance du 12 avril 1945 (59) retient de ce texte les dispositions les plus justifiées et notamment la restriction apportée à la notion d'excès, sévices et injures susceptibles de servir de base à une demande en divorce. Par contre, elle supprime l'irrecevabilité des demandes en divorce formées pendant les trois premières années du ménage et revient à l'obligation de convertir la séparation de corps en divorce, lorsque cette conversion

(53) JO, 30 août 1944.

(54) JO, 15 octobre 1945.

(55) JORF, 1944, p. 505.

(56) JO, 14 janvier 1945.

(57) JO, 19 octobre 1944.

(58) JO, 19 novembre 1944 et 21 avril 1945.

* NDLR – Le texte de l'édition originale a été maintenu, mais il semblerait plus vraisemblable de lire : « La majorité nécessaire à la condamnation devient ainsi de 4 voix au lieu de 6 auparavant ».

(59) JO, 13 avril 1945.

est demandée par l'époux aux torts duquel la séparation a été prononcée. Enfin elle laisse au juge la faculté, qui lui avait été conférée en 1941, d'ajourner les parties, puis de surseoir au jugement. Mais elle abrège les deux délais ramenant le premier à six mois, reconductible pour la même durée, et le second à un an.

.....

Nationalité

Divers textes sont intervenus en matière de nationalité (ordonnances du 24 mai 1944, 6 janvier et 27 septembre 1945); l'ordonnance du 19 octobre 1945 (60) a codifié les textes relatifs à cette matière, et modernisé sur un certain nombre de points la loi du 10 août 1927, dans un esprit imposé par les nécessités de notre situation démographique.

Tout en maintenant les deux formes d'acquisition de la nationalité française (naturalisation et réintégration d'une part, déclaration d'autre part), elle élargit les cas de naturalisation sans condition et étend pour les autres acquisitions, ce qu'on appelle le contrôle de dignité, exercé par le gouvernement.

Dans les diverses hypothèses où la loi ouvre une option entre la nationalité française et une nationalité étrangère, le délai d'option est ramené de un an à six mois et se compte avant la majorité.

La condition de stage, exigée en cas de naturalisation est étendue aux cas d'acquisition de la nationalité par déclaration ou *jure soli*.

Les cas de transmission de la nationalité française par voie de filiation maternelle sont étendus.

Enfin, au lieu de rester étrangère sauf option contraire, l'étrangère qui épouse un Français devient française, sauf volonté contraire expressément manifestée.

Statut des étrangers

Un nouveau statut des étrangers a été fixé par ordonnance du 2 novembre 1945 (61).

Ce texte distingue les étrangers en trois catégories :

a) les étrangers résidents temporaires (touristes, étudiants, travailleurs saisonniers, etc.), qui doivent être munis d'une carte de séjour temporaire, valable un an ;

b) les étrangers résidents ordinaires, c'est-à-dire ceux qui désirent établir en France leur résidence et qui doivent être munis d'une carte de résidence ordinaire, valable trois ans ;

c) les étrangers résidents privilégiés, c'est-à-dire ceux qui justifient, sauf mesures de faveur, d'une résidence ininterrompue de trois ans en France, et qui étaient âgés de moins de trente-cinq ans lors de leur entrée en France. Ces éléments, les plus intéressants du point de vue démographique, notamment par les possibilités d'assimilation qu'ils offrent, doivent posséder une carte de résident privilégié.

Modifications du droit pénal

Comme il était inévitable en temps de guerre et surtout en raison des conditions « anormales » de cette guerre, les modifications de détail apportées au Code de justice militaire ont été assez nombreuses.

Le droit pénal lui-même a fait l'objet de modifications. A côté de mesures dictées, au moins partiellement, par le souci de rétablissement de la légalité républicaine (restriction des cas de délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire, répression des évasions) à côté de mesures imposées par les circonstances (substitution dans certains cas de l'exécution par les armes à la décapitation, délégation provisoire du droit de grâce aux délégués du gouvernement), à côté de mesures tendant à la simplification des méthodes judiciaires (suppression des décimes et élévation corrélatrice du taux des amendes pénales, création d'une quatrième classe de contraventions de simple police), il faut citer l'ordonnance du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante (62), modifiée par celle du 11 juillet 1945 (63).

(60) JO, 20 octobre 1945.

(61) JO, 3 novembre 1945.

(62) JO, 4 février 1945.

(63) JO, 12 juillet 1945.

Cette ordonnance se propose de moderniser le système institué par la loi du 22 juillet 1942.

Les fondements de ce dernier texte, loin d'être abandonnés par le nouveau, y sont développés et renforcés.

Le principe de la minorité pénale se trouve étendu puisque la distinction antérieurement opérée entre mineurs de 13 ans et mineurs de 18 ans – plus sévèrement traités – disparaît en règle générale, ainsi que la notion de discernement, sauf dérogation exceptionnelle découlant d'une décision motivée.

La spécialité de la juridiction pour enfants est, elle aussi, développée :

- le juge et le tribunal pour enfants seront institués dorénavant dans tous les tribunaux de première instance et non plus seulement dans les plus importants ;

- la disjonction des causes permettra dorénavant d'écarter dans tous les cas la compétence des juridictions de droit commun, spécialement lorsque le mineur est inculpé avec des co-auteurs ou complices majeurs.

La procédure est simplifiée, pour permettre une manifestation de la vérité en jugement rapide et pour enlever au procès tout caractère de solennité excessif.

Les « sanctions » sont diversifiées, par la création d'une gamme étendue de placements variés et l'extension du régime de liberté surveillée.

Enfin, le relèvement est facilité par la réforme du casier judiciaire des mineurs délinquants.

III. – Défense nationale

Pendant longtemps l'armée fut considérée comme un service public technique largement autonome dont l'organisation dépendait des seules nécessités de l'art militaire. Les quatre-vingts dernières années ont conféré au problème militaire un caractère politique marqué et vu se former deux conceptions antagonistes de l'armée : la doctrine de la nation armée et celle de l'armée de métier. Entre les deux guerres, la controverse semblait avoir

tourné définitivement à l'avantage de la première. Les progrès techniques récents ont tout remis en question. Avec le développement de l'aviation, le perfectionnement des fusées comme moyen de bombardement, enfin et surtout avec l'invention de la bombe atomique, on peut se demander de nouveau si les masses énormes d'hommes en armes restent une nécessité. Ce nouvel aspect du problème est récent, comme les découvertes dont il est la conséquence. Aussi n'est-il pas résolu. Au surplus, les nécessités des derniers mois de guerre imposaient une intensification de l'effort militaire en cours bien plutôt qu'une réforme des conceptions théoriques ou politiques du rôle de l'armée.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que l'œuvre militaire du Gouvernement provisoire soit minime : son rôle a consisté beaucoup plus à tirer le plus grand parti possible d'un outil vieilli mais existant (le système de la loi du 31 mars 1928) qu'à créer une nouvelle organisation offensive ou défensive, dont les principes ne peuvent être fixés que par la représentation nationale (64).

.....

IV. – Education nationale et jeunesse

C'est une tentation naturelle pour un régime que de chercher à se maintenir. La politique de l'éducation lui en fournit un moyen efficace. Les régimes totalitaires étaient passés – et sont encore – maîtres en ce domaine. Il était inévitable que l'« Etat Français » les imitât. Ses interventions ont été nombreuses et profondes en matière d'éducation. Aussi les textes portant rétablissement de la légalité républicaine ont-ils été conçus dans ce domaine, en termes très généraux.

Le gouvernement de Vichy n'avait pas seulement faussé l'organisation de l'enseignement français par l'introduction de principes antidémocratiques. Il avait également provoqué ou laissé s'opérer des persécutions et des brimades à l'égard de certaines catégories d'étudiants (jeunes

(64) NDLR – L'étude aborde successivement l'organisation des FFI, la formation prémilitaire et le recrutement de l'armée.

gens astreints au service du travail obligatoire, Juifs). Ces mesures en faveur de l'ennemi vinrent s'ajouter aux conséquences de l'état de guerre, au séjour forcé dans les camps, aux engagements dans la Résistance, puis dans l'armée régulière, à l'appel sous les drapeaux, pour interrompre les études d'un grand nombre de jeunes gens. Des mesures spéciales s'imposaient à leur égard afin de leur permettre, avec le retour des conditions normales, une continuation aussi facile que possible de leurs études.

En matière de jeunesse, tout était à faire ou plus exactement à défaire, car s'il n'est pas excessif de dire que le régime de Vichy fut le premier à s'être vraiment « occupé » de la jeunesse, il n'est pas plus excessif d'ajouter que cette sollicitude laissait à désirer tant dans ses moyens que dans ses fins.

Retour aux principes républicains d'éducation et d'enseignement (65)

(...) Trois traits caractérisaient le système éducatif de Vichy : le principe d'autorité, un certain obscurantisme (inavoué, et qui, peut-être, s'ignorait), enfin un esprit de faveur à l'égard de l'enseignement libre. Le Gouvernement provisoire a dû réagir dans ces trois domaines (66).

V. – Information

Presse

Les régimes totalitaires ont fait de l'information un moyen de guerre totale. Les pays démocratiques ont dû eux-mêmes, malgré leur répugnance, s'adapter à cette réalité nouvelle. D'où l'adoption, dans tous les pays, de mesures tendant à

restreindre plus ou moins complètement la liberté de l'information. Mais la fin de la guerre devait amener un relâchement de la « politique d'information » et un retour progressif à la liberté. C'est là l'aspect, maintenant classique, de l'information en temps de guerre dans les pays démocratiques.

En France, deux principes sont venus s'ajouter au précédent.

D'une part, la trahison d'une partie de la presse française sous l'occupation a rendu l'épuration de cette profession d'autant plus nécessaire que la collaboration y avait été plus consciente, plus lucrative, et surtout plus efficace et plus nocive que dans aucun autre secteur de l'activité nationale.

D'autre part, une aspiration vers la pureté et l'honnêteté, née du combat clandestin a conduit un grand nombre de Français à apprécier sans faveur la valeur morale de la presse d'avant-guerre et à souhaiter que s'instaure une autre conception du rôle de journaliste.

Ces trois principes inspirent les trois grands courants de la législation adoptée en matière de presse par le Gouvernement provisoire.

Epuration de la presse

Elle a revêtu deux formes : des sanctions à l'égard des individus, des sanctions contre les entreprises.

Sanctions contre les entreprises de presse

Le principe de ces sanctions avait été institué par l'ordonnance du 22 juin 1944 prévoyant le séquestre des entreprises de presse. Elle a été remplacée par l'ordonnance du 30 septembre 1944 (67) dont les dispositions sont provisoires et doivent s'appliquer seulement en atten-

(65) Parmi les actes du gouvernement de Vichy annulés et dont l'abrogation a entraîné un retour pur et simple au régime antérieur à la guerre, il faut citer notamment : la loi du 18 décembre 1940 portant suppression des écoles normales primaires, celle du 10 mars 1941 sur l'instruction religieuse, deux lois du 15 août 1941 sur l'organisation générale de l'enseignement public et de l'enseignement primaire élémentaire.

(66) *NDLR* – Sont ensuite développés l'abandon du principe d'autorité, l'extension de la gratuité, la suppression des faveurs à l'enseignement libre, les mesures spéciales pour certaines catégories d'étudiants, le domaine de la Jeunesse et des Sports.

(67) Relative à la réglementation provisoire de la presse périodique en territoire métropolitain libéré (*JO*, 1^{er} octobre 1944).

Une ordonnance du 30 septembre 1944 (*JO*, 3 octobre 1944), a soumis les Messageries de la Coopérative des journaux français à un régime d'administration provisoire.

dant le jugement des procès intentés aux entreprises incriminées.

En vertu de ce texte, est interdite la publication de tous les périodiques ayant commencé à paraître après le 25 juin 1940, et de tous ceux qui, paraissant antérieurement, ne se sont pas « sabordés » dans les quinze jours suivant l'armistice s'ils paraissaient en zone nord ou la date du 11 novembre 1942 (68) s'ils paraissaient en zone sud. Toutefois, les périodiques spécialisés dans des matières autres que l'information générale ou la politique pourront être, dans certaines conditions, autorisés à reparaitre.

L'interdiction est maintenue jusqu'au jugement des membres de l'entreprise ou au non-lieu. A défaut de poursuites, l'interdiction prend fin à l'expiration d'un délai prorogé jusqu'au 1^{er} avril 1946.

L'interdiction s'applique à l'usage du titre par toute personne et à l'emploi, par les propriétaires, des installations et outillage de l'entreprise. Les biens sont mis sous séquestre judiciaire et l'administration provisoire supprimée.

Mais l'administration provisoire et le séquestre ne sont que des régimes conservatoires et nullement des mesures pénales. Il importait de sévir contre les entreprises de presse coupables de collaboration. Or, les textes du droit pénal commun sont insuffisants pour atteindre tous les faits de collaboration commis par le canal de la presse, car ils permettent seulement de frapper les individus. Aussi, l'ordonnance du 5 mai 1945 (69) organise-t-elle les poursuites contre les entreprises de presse, d'édition, d'information coupables de collaboration avec l'ennemi.

Elle rend ces entreprises justiciables des cours de Justice et prévoit comme pénalités la dissolution de l'entreprise défaillante et la confiscation, en principe générale, de son patrimoine au profit de l'Etat.

Sanctions contre les individus

Ces sanctions sont prises, en vertu des deux ordonnances des 30 septembre

1944 et 2 mars 1945 (70), par la Commission de délivrance des cartes de journaliste professionnel. La détention de ces cartes étant exigée des journalistes, la Commission fait droit aux demandes ou leur oppose une fin de non-recevoir suivant l'attitude tenue par le demandeur après le 16 juin 1940. Elle examine en outre le cas des journalistes qui, en vue d'éviter le refus, s'abstiennent de demander la carte.

Organisation de la liberté de la presse

Le régime institué par le gouvernement de Vichy ne pouvait, dans ce domaine, être maintenu, même à titre provisoire.

La nouvelle organisation revêt un double aspect, temporaire et définitif.

Les aménagements temporaires à la liberté de la presse

Ils ont résulté de l'état de guerre. Ils dépendent encore de la pénurie de papier journal.

1° *La censure.* L'ordonnance du 6 mai 1944, tout en supprimant la censure préalable en matière politique et diplomatique, l'avait maintenue pour des raisons de sécurité bien compréhensibles et pour la durée de la guerre, en matière militaire (71).

A la suite de la défaite allemande, l'ordonnance du 15 juin 1945 (72) supprima en principe, « conformément aux vœux de l'opinion », le contrôle préventif des informations militaires. Elle maintint cependant un certain contrôle du ministère de la Guerre, habilité à adresser aux journaux une liste limitative de sujets sur lesquels aucune information ne pourrait être publiée sans son autorisation.

Enfin, le retour à l'état de paix fut suivi de l'ordonnance du 12 octobre 1945 supprimant complètement la censure des informations.

2° *La pénurie de papier de presse.* L'insuffisance de notre production et de nos importations de papier a rendu nécessaire un certain contrôle du ministère de

(68) *NDLR* – Date de l'entrée des troupes allemandes dans la zone dite libre.

(69) *JO*, 6 mai 1945.

(70) La seconde relative à l'épuration de la presse (*JO*, 3 mars 1945).

(71) *JORF*, 1944, p. 401.

(72) *JO*, 16 juin 1945.

l'Information sur la consommation de ce produit.

Aux termes de l'ordonnance du 30 septembre 1944 (73), le ministre de l'Information est autorisé, pendant la durée des hostilités, à fixer par arrêté, les prix de vente des journaux et périodiques, les conditions de répartition du contingent de papier qui leur est alloué, le format et la périodicité de ces publications.

L'organisation définitive de la liberté de la presse

Les difficultés nées de la guerre n'ont pas masqué au Gouvernement provisoire les besoins permanents de la presse et notamment l'urgence d'une réforme de la répression des délits de presse.

Tel est l'objet de l'ordonnance du 6 mai 1944 (74). Elle répond essentiellement à deux considérations : il n'est pas possible de tolérer l'impunité ou l'insuffisante punition de ceux qui profiteraient de la liberté de la presse pour troubler l'opinion par des nouvelles fausses ou calomnieuses ; il convient, également, dans la répression de ces délits, d'éviter des procès dangereux par une publicité ostentatoire.

Aussi l'ordonnance élève-t-elle le taux des amendes prévues par la loi du 29 juillet 1881.

Elle précise, en outre, les conditions de répression des fausses nouvelles, en frappant non seulement leur publication ou reproduction mais aussi leur diffusion et en permettant d'arrêter leurs auteurs avant jugement.

Les organes coupables de délits contre la sûreté de l'Etat peuvent être suspendus pour trois mois.

Le délit de diffamation des hommes publics pour faits touchant à leur vie privée est précisé.

La reproduction des débats est réglementée.

Mais, surtout, la procédure est accélérée (75) et la compétence précédemment confiée en principe à la Cour d'assises, même en cas de simple délit, est

remise au tribunal correctionnel dans ce dernier cas – le plus fréquent.

Vers un nouveau statut moral de la presse

Une presse n'est digne de sa mission qu'autant qu'elle est libre, libre non seulement de toute emprise de l'Etat, mais aussi de l'influence de toute puissance financière. Et la liberté comporte la responsabilité. C'est à cette double préoccupation de liberté et de responsabilité que répond l'ordonnance du 26 août 1944 (76) sur l'organisation de la presse française.

Ce texte tend d'abord à déterminer l'origine des capitaux investis dans un périodique : les propriétaires, bailleurs de fonds, etc., doivent être français en principe ; les opérations de prête-nom sont interdites et punies ; dans le cas de société par actions, les actions doivent être nominatives ; le fait, pour le propriétaire ou un collaborateur d'un journal, de recevoir des fonds d'un gouvernement étranger est puni d'emprisonnement et d'une amende de 10 000 à 100 000 francs ; le fait de travestir en informations de la publicité financière est puni d'emprisonnement et d'une amende de 1 000 à 300 000 francs.

L'ordonnance du 25 août 1944 s'efforce également de déterminer le nom et le rôle de chacun des participants à la publication, afin de permettre la mise en jeu des responsabilités. A cette fin, toute publication périodique doit, dans des conditions déterminées, faire connaître au public les noms et qualités de ceux qui en ont la direction de droit ou de fait. Toutes les responsabilités civiles ou pénales, si elles ne peuvent être localisées, sont supportées par le directeur de la publication, dont le rôle est plus actif que celui des précédents « gérants ». Enfin, une vérification par le ministre de l'Information et une publication de la comptabilité dans les colonnes du périodique sont prévues.

Si incomplète qu'elle soit – aucune réglementation définitive des messageries n'a notamment été arrêtée – cette œuvre

(73) JO, 13 octobre 1945.

(74) JORF, 1944, p. 402.

(75) Sous réserve des modifications apportées par l'ordonnance du 13 septembre 1945 (JO, 14 septembre 1945).

(76) JO, 30 août 1945.

de moralité marque un progrès sensible par rapport à l'avant-guerre.

Agences d'information

L'ordonnance du 9 août 1944 abroge l'acte dit « loi » du 25 novembre 1940 portant création de l'Office français d'information (OFI).

Par ordonnances du 22 juin et du 30 septembre 1944 (77), modifiées deux fois par la suite, l'agence Havas a été mise et maintenue sous administration provisoire.

Une autre ordonnance du 30 septembre 1944 a créé, à titre provisoire et jusqu'à son remplacement par une coopérative d'information, sous le nom d'agence France-Presse, un établissement public autonome chargé de recueillir et diffuser tous éléments d'information. L'agence France-Presse dispose gratuitement des biens de l'Office français d'information dissous.

Une ordonnance du 27 juillet 1944 (78) a fixé le statut des sociétés coopératives d'information, qui doit entrer en vigueur dans le délai d'un an après la fin légale des hostilités.

Enfin, une ordonnance du 2 novembre 1945 a institué pour les agences de presse un régime qui reprend, sur un certain nombre de points, le régime provisoire de la presse périodique. Comme les journaux, elles sont protégées contre les « influences susceptibles de compromettre l'impartialité des renseignements qu'elles fournissent » ; toute publicité financière leur est interdite ; le contrôle de leur comptabilité est organisé ; l'identité des propriétaires, actionnaires, dirigeants doit être publiée, etc. En outre, la diffusion à bas prix de documents tendancieux leur est rendue impossible, par l'interdiction des envois gratuits, la limitation des envois de spécimens, etc.

Cinéma

Les possibilités de propagande offertes par la production cinématographique imposaient la révision des films produits sous l'occupation et la mise sous séquestre de certains d'entre eux. Ce fut

l'objet d'une des trois ordonnances du 22 juin 1944 relatives au cinéma, les deux autres traitant de l'industrie et des spectacles cinématographiques après le débarquement.

Ces trois ordonnances ont été abrogées par celle du 30 septembre 1944.

Le régime de la production cinématographique se trouve ainsi être un régime provisoire, puisqu'un certain nombre de textes du gouvernement de Vichy ont été provisoirement maintenus en vigueur, notamment la loi du 26 octobre 1940 portant réglementation de l'industrie cinématographique et celle du 17 novembre 1941 relative au régime des revues d'actualité cinématographiques.

Aucune entreprise cinématographique ne peut donc exercer son activité sans autorisation du ministre de l'Information. La « location » d'un film est accordée moyennant le paiement d'un pourcentage sur la recette du programme (sauf pour les films de moins de 600 mètres, dans certaines conditions). Le métrage d'un programme ne peut excéder 3 800 mètres, non compris les actualités. Chaque programme ne peut comporter plus d'un film supérieur à 1 300 mètres.

Le ministre de l'Information a, en application de la loi du 17 novembre 1941, accordé l'exclusivité des revues d'actualités cinématographiques à une société. Il a toutefois déclaré, dans un récent discours, que le retour à la concurrence s'effectuerait avant la fin de l'année 1945.

L'ordonnance du 3 juillet 1945 donne un caractère permanent à l'obligation – édictée en 1939 – de soumettre au visa du ministre de l'Information les films destinés tant à la projection en France qu'à l'exportation. Les sanctions prévues contre les infractions sont très sévères.

Le régime des avances à l'industrie cinématographique établi par les lois des 19 mai 1941 et 6 juin 1942 est maintenu et développé par les ordonnances des 11 juillet et 28 août 1945.

Radiodiffusion

Parmi les actes du gouvernement de Vichy annulés dans ce domaine, il faut

(77) JO, 8 juillet et 3 octobre 1944.

(78) JORF, 1944, p. 675.

citer notamment : l'acte dit « loi » du 28 octobre 1940 interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public ; les actes portant organisation de la radiodiffusion nationale.

La radiodiffusion métropolitaine a été organisée par les deux ordonnances des 4 avril et 22 juin 1944 (79). Aux termes de cette dernière ordonnance, au fur et à mesure de la libération du territoire métropolitain, le commissaire à l'Information prend en charge et fait exploiter par ses services tous les postes appartenant au

pseudo-gouvernement de l'Etat Français ou exploités par lui ou par des offices d'Etat.

En outre, il est interdit d'utiliser sur le territoire libéré tout matériel susceptible de servir à des émissions radiophoniques et ne rentrant pas dans les catégories précédentes, c'est-à-dire, en fait, tout matériel privé. Ces installations seront mises sous séquestre judiciaire.

Une ordonnance du 23 mars 1945 (80) a opéré le retrait général de toutes autorisations d'exploiter, accordées aux postes privés de radiodiffusion.

Troisième partie : œuvre économique et sociale

I. - Œuvre économique (81)

Pendant quatre ans, l'organisation économique instituée après l'armistice de 1940 allait faciliter les entreprises de l'ennemi en lui permettant d'opérer un véritable contrôle et surtout des prélèvements importants sur tous les secteurs de l'économie nationale. Mais cette volonté de l'ennemi d'asservir et de drainer la production française n'était pas la seule raison qui militât en faveur de l'économie dirigée ; celle-ci était, plus que jamais, imposée par les circonstances, par la pénurie de denrées agricoles et de matières premières, par l'interruption de notre commerce extérieur. Et, en l'absence même de l'occupant, ces circonstances auraient rendu nécessaire une orientation rationnelle de la production et des échanges.

Aussi fut-il impossible, après la fuite puis la défaite des Allemands, de supprimer tout contrôle et toute contrainte de l'Etat sur la vie économique : une telle abstention des pouvoirs publics eût conduit immédiatement et inmanquablement à une hausse catastrophique des prix, interdisant aux plus déshérités l'accès aux pro-

duits les plus essentiels, ruinant la monnaie, la production et, par là même, l'effort de guerre, puis de reconstruction.

Le Gouvernement provisoire a donc recueilli en succession l'organisation économique instituée par le gouvernement de Vichy. Mais, c'est avoir une notion incomplète et superficielle des choses que d'affirmer le pur et simple conservatisme du gouvernement en ces matières. Il est inexact que le système mis sur pied pendant l'occupation ait été purement et simplement maintenu :

1° les organismes ou les méthodes dont l'utilité était le plus discutable ou qui étaient incompatibles avec la légalité républicaine ont été supprimés ; (...)

2° les organismes maintenus à titre provisoire ont, en outre, fait l'objet d'une réforme, souvent méconnue. Le régime économique institué par le gouvernement de Vichy était, en effet, un véritable corporatisme d'Etat. Les responsables placés à la tête des organisations professionnelles étaient certes nommés par les ministres intéressés, mais ils étaient des professionnels. Et placés à la tête d'organismes essentiels à la vie nationale, ils res-

(79) JO, 1944, pp. 292 et 550.

(80) JO, 24 mars 1945.

(81) L'œuvre économique du Gouvernement provisoire ayant été exposée, sous son aspect matériel et statistique, dans le n° 33 des *Cahiers français d'information*, elle sera examinée dans les pages qui suivent exclusivement sous l'angle juridique, législatif et réglementaire.

taient des représentants de leur « corporation ». Ainsi ce n'était pas l'intérêt général, l'intérêt national qui primait les intérêts privés, c'était seulement l'intérêt professionnel. Et l'intérêt national n'est pas un pur et simple faisceau d'intérêts professionnels juxtaposés.

Au contraire, dans le régime actuel, les responsables d'organismes économiques sont souvent des fonctionnaires. Et lorsqu'ils sont d'anciens professionnels, ils sont, soit soumis directement au commissaire du gouvernement placé auprès d'eux, soit soumis directement à la direction technique d'un ministère. Dans les deux cas, l'intérêt général est pris en considération avec et avant l'intérêt de la branche professionnelle intéressée. L'économie dirigée par l'Etat remplace l'économie dirigée par la « corporation » ;

3° ceux des responsables qui avaient, sous l'occupation, trahi les devoirs de leur charge ont été révoqués.

Ainsi le régime économique actuel n'est pas une pure et simple survivance de celui de Vichy. Et si ses défauts, sa lourdeur, son caractère paralysant sont indiscutables, ce n'est pas dans l'organisation législative qu'il faut en voir la cause. Le problème est plus grave, il met en jeu toute l'organisation de l'administration française. Et il y a là une question d'hommes autant qu'une question de textes.

Au surplus, le Gouvernement ne s'est pas borné à réformer le régime économique institué sous l'occupation. Il a également restauré des institutions économiques qui fonctionnaient en 1939 : chambres de commerce, organisations artisanales républicaines.

Enfin, un certain nombre de mesures vraiment nouvelles ont été adoptées : il s'agit ici de quelques nationalisations et de la création des comités d'entreprises. (...)

Législation économique générale

En l'absence des « réformes de structure » que le Gouvernement provisoire ne s'estimait pas qualifié pour réali-

ser, les principes de l'économie dirigée ont été consacrés et confirmés. Certes, aucun texte n'affirme explicitement ce principe que l'économie française est dirigée. Mais ce fait résulte implicitement d'un certain nombre d'ordonnances, traitant les unes de branches particulières de l'économie nationale (agriculture, industrie, crédit, etc.), les autres de matières générales, concernant tous les domaines de la production et des échanges.

Parmi ces dernières matières, il faut citer : l'organisation et le rôle du ministère de l'Economie nationale, l'organisation professionnelle, le contrôle des prix.

Rôle et organisation du ministère de l'Economie nationale

Les attributions du ministre de l'Economie nationale (82), fixées par l'ordonnance du 23 novembre 1944 (83) sont conçues en termes extrêmement larges.

Les directives sont arrêtées par le Gouvernement sur la proposition d'un Comité économique présidé par le Président du Gouvernement et comprenant à titre permanent les dix ministres les plus intéressés à la vie économique du pays. Ce Comité est chargé – et là se marque le rôle important confié à l'Etat dans la vie économique française – de proposer au Gouvernement toutes mesures concernant la politique économique générale, l'adoption d'un plan national et les règles générales à suivre pour la conduite des négociations économiques avec les gouvernements étrangers.

Dans le cadre des directives arrêtées par le Gouvernement et le Comité économique, le ministre de l'Economie nationale est chargé de la direction d'ensemble de la politique économique, de la préparation du plan et du contrôle de son exécution. Il oriente, contrôle, coordonne l'action des ministères économiques.

La planification de l'économie française est confiée à un Bureau du plan

(82) NDLR – Durant l'année 1945, le ministère de l'Economie nationale fut confié successivement à Pierre Mendès France, René Pleven et François Billoux.

(83) JO, 7 décembre 1944.

et à un Comité supérieur du plan, comprenant un certain nombre de sections spécialisées : Comité des investissements, Comité central des prix, Comité central de la répartition, Comité des accords économiques, Comité des approvisionnements.

Politique économique... planification... On ne peut laisser entendre plus nettement, sans l'affirmer explicitement, que l'économie libérale est un souvenir.

Organisation professionnelle (84)

Sous le régime de Vichy, elle était, en principe, le fait des comités d'organisation institués par la loi du 16 août 1940. L'ordonnance du 22 juin 1944 (85) relative aux organismes dits « comités d'organisation » prévoit à la fois leur maintien temporaire et leur aménagement. En bref, elle substitue au corporatisme d'Etat l'économie dirigée par l'Etat. (...)

Contrôle des prix (86)

Il est resté la pièce importante qu'il était sous l'occupation et qu'il constitue dans toute économie dirigée. Le principe en étant antérieur à la guerre, il ne peut être, en aucune manière, considéré comme incompatible avec la légalité républicaine. Il a donc subi peu de changements à la suite de la Libération. L'ordonnance n° 46.1483 du 30 juin 1945 (87) relative à la fixation des prix se borne, pour la plus grande partie, à reprendre et codifier la législation antérieure, résultant notamment de la charte des prix du 21 octobre 1940. Les ministres responsables des différents produits restent notamment compétents, sous l'égide du ministre de l'Economie nationale, pour fixer le niveau des prix, après avis du Comité central des prix. (...)

Une seconde ordonnance du 30 juin 1945, n° 45.1484, prévoit les modalités de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions à la législation économique. Ce texte ne prévoit donc

pas la répression des infractions, à la seule législation des prix, mais aussi à la législation du ravitaillement, de la répartition, de la détention des stocks, etc. Cependant, en fait, l'activité la plus importante du service général du contrôle économique concerne les prix. (...)

Agriculture et ravitaillement

Dans ce domaine, l'insuffisance de nos ressources nationales, les entraves diverses rencontrées par le commerce d'importation, la déficience sanitaire d'une grande partie de la population, la nécessité d'intensifier notre effort de guerre, ont interdit le relâchement des disciplines. Les textes intervenus en ces matières marquent l'intervention de l'Etat sur les trois éléments du problème : la production proprement dite (agriculture) la livraison et la consommation (ravitaillement) (88).

Industrie et commerce

Dans ce domaine, les conséquences de la guerre ont imposé la conservation et le remaniement d'une partie des institutions élaborées sous l'occupation ; la Libération a permis le rétablissement de certains organismes antérieurs à la guerre ; enfin, des soucis politiques et économiques ont conduit à des mesures nouvelles.

Rétablissement de certaines institutions antérieures à la guerre

Sous cette rubrique, il convient de citer le retour au système électif pour la désignation des membres des chambres de commerce, et le rétablissement de l'organisation artisanale antérieure à la guerre.

La première de ces deux mesures traduit l'abandon du système autoritaire instauré par Vichy. La seconde marque la méfiance à l'égard du régime corporatif, pièce maîtresse du régime politique et économique imposé à la France pendant quatre ans.

(84) Sur l'organisation professionnelle particulière à l'agriculture, voir § II. (NDLR – Ce texte n'est pas repris dans la présente édition).

(85) JO, 5 août 1944.

(86) Les prix sous leur aspect statistique seront étudiés dans une étude ultérieure qui traitera de l'œuvre financière du Gouvernement provisoire.

(87) JO, 8 juillet 1945.

(88) NDLR – L'étude aborde ensuite les problèmes liés à l'intensification de la production agricole, l'organisation économique de l'agriculture et l'organisation du ravitaillement.

Mesures nouvelles

Le Gouvernement ne s'est pas borné à un rôle de restauration et de conservation. Il a également innové dans la mesure, du moins, où les innovations lui semblaient être imposées par les faits et souhaitées par la quasi-unanimité de la nation.

Deux ordres de mesures répondent à cette double exigence : la nationalisation de certains secteurs économiques ou entreprises ; l'institution des comités d'entreprise.

Les nationalisations

Le retour à la nation des grandes sources de richesse et l'élimination des monopoles de fait qui asservissent l'Etat et le consommateur avaient été intégrés au programme de redressement national à la fois par le Général de Gaulle et par le Conseil national de la Résistance. Mais de telles mesures se justifient, outre leurs motifs politiques ou moraux, par leur réussite économique. Au surplus, puisqu'elles concernent le droit de propriété, un Gouvernement provisoire peut s'estimer incompétent pour les réaliser par voie générale et préférer laisser le soin de les édicter à un Parlement issu du suffrage populaire. Mais ces scrupules, ce respect profond de la légalité perdent toute raison d'être lorsque les entreprises susceptibles d'être nationalisées ont trahi la cause française sous l'occupation, ou bien encore, lorsqu'elles sont incapables, pour des raisons techniques ou autres, de s'acquitter de leur fonction économique. C'est ce double principe de légalité, d'une part, de justice et d'efficacité, d'autre part, qui a inspiré l'action gouvernementale en matière de nationalisation.

Trois entreprises ou groupes d'entreprises industrielles ont été nationalisés : les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les Usines Renault, la Société des moteurs Gnôme et Rhône.

1° Nationalisation des houillères du Nord et du Pas-de-Calais

Elle est fondée sur des motifs à la fois économiques et sociaux.

Sur le plan économique, la nationalisation des houillères est rendue nécessaire : d'une part, par la pénurie nationale et mondiale de charbon et par l'importance primordiale de ce combustible dans tous les secteurs de l'économie nationale ; d'autre part, par la nécessité d'adopter des mesures générales de rationalisation et de modernisation que seul l'Etat a les moyens de promouvoir.

Sur le plan social, il importe d'assurer au mieux la sauvegarde des intérêts et de la santé des travailleurs, de mettre fin aux conflits incessants entre patrons et ouvriers, de faire participer ceux-ci à la gestion des entreprises.

La nationalisation des houillères, limitée au Nord et au Pas-de-Calais, en raison de l'importance particulière de ce bassin, comporte trois phases : les dirigeants ont d'abord été suspendus provisoirement et remplacés par des administrateurs provisoires ; une organisation provisoire des Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais a été prévue par l'ordonnance du 13 décembre 1941 (89), modifiée par celle du 12 octobre 1945 (90) ; l'organisation définitive doit être fixée avant le 1^{er} janvier 1947.

2° Nationalisation des Usines Renault

Ce sont donc des préoccupations économiques et sociales qui ont amené la nationalisation des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, et si le souci de libérer l'Etat de l'influence de certains groupements industriels ou financiers trouve également son compte dans cette mesure, c'est seulement à titre accessoire. Les mobiles qui ont conduit le Gouvernement provisoire à nationaliser les Usines Renault sont d'un ordre tout différent. La réquisition, puis la nationalisation de cette entreprise constituent une mesure essentiellement pénale ayant pour objet de réprimer la collaboration économique intense et efficace apportée à la production de guerre allemande par le groupement industriel et financier dirigé par Louis Renault. Cependant, dans ce cas, comme dans celui des houillères du Nord, la nationalisation

(89) JO, 14 décembre 1944.

(90) JO, 13 octobre 1945.

comporte d'autres motifs, qui n'auraient pas été suffisants à eux seuls pour décider le Gouvernement à une action immédiate, mais dont l'importance est indéniable. Le groupement des Usines Renault et de leurs filiales constitue, entre les mains de l'Etat, un moyen important de direction du marché de l'automobile.

Au demeurant, le décès de Louis Renault aurait laissé sans tête un groupement économique dont il était à la fois l'actionnaire le plus important et l'animateur le plus entreprenant. Ce fait particulier, certaines destructions occasionnées dans les installations, ainsi que la nécessité d'intensifier l'effort de guerre imposaient dès la Libération une remise en route rapide des usines.

La nationalisation des Usines Renault tend donc à être à la fois une mesure de justice et une mesure de reconstruction. La première tendance se marque dans les modalités de la dissolution du groupement dirigé par Renault, la seconde dans les règles d'organisation et de fonctionnement de la régie qui lui succède.

a) *Dissolution de la Société anonyme des Usines Renault.* Aux termes de l'ordonnance du 16 janvier 1945 (91), la Société anonyme des Usines Renault est dissoute et liquidée. Toutes les actions, valeurs et participations sont attribuées à l'Etat. Mais quant à la liquidation, une distinction est opérée entre

- d'une part, les actions autres que celles dont Louis Renault avait l'administration et la jouissance au moment de son décès et,

- d'autre part, tous les biens, actions, valeurs appartenant à Louis Renault.

Les premières donnent lieu à une indemnité calculée sur la base du dernier bilan approuvé. Les secondes donnent lieu à la confiscation au profit de la nation.

b) *Institution de la Régie nationale des Usines Renault.* Il est institué, sous le nom de Régie nationale des Usines Renault, un établissement de caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie finan-

cière et placé sous l'autorité financière et placé sous l'autorité et le contrôle du ministre de la Production industrielle.

La Régie nationale a pour objet de continuer, dans l'intérêt exclusif de la nation, l'exploitation de la Société dissoute, et d'en gérer et exploiter les biens et installations.

Elle est dirigée par un président directeur général nommé par décret, et assisté d'un conseil d'administration et d'un comité central d'entreprise (92). Le premier de ces deux collèges comprend quinze membres dont sept représentants du gouvernement, deux représentants des usagers et six du personnel. Le second constitue une délégation de onze membres du personnel.

Le Gouvernement a voulu faire de la Régie nationale une organisation souple et efficace. Les pouvoirs du président directeur général sont conçus en termes très larges. En outre, non seulement la Régie est soumise aux règles de comptabilité et de gestion en vigueur dans les entreprises industrielles et commerciales, mais elle est dispensée du contrôle financier prévu par les décrets des 25 et 30 octobre 1935. Le contrôle comptable de l'Etat s'exerce toutefois d'une double manière : par trois commissaires aux comptes, par l'approbation ministérielle des comptes annuels. (...)

3° *Nationalisation de la Société des Moteurs Gnôme et Rhône.*

La nationalisation de la Société Gnôme et Rhône trouve ses motifs, non seulement dans l'action des dirigeants de cette firme sous l'occupation, mais aussi dans les nécessités économiques : le quasi-monopole de la société, accentué sous l'occupation, l'avait conduite à vendre aux plus hauts prix possibles, à négliger dans ses fabrications l'intérêt général du pays, et à acquérir un retard technique important sur les sociétés étrangères.

Une ordonnance du 29 mai 1945 (93) transfère à l'Etat la propriété de toutes les actions de la Société des Moteurs Gnôme et Rhône, à l'exception

(91) JO, 17 janvier 1945.

(92) La composition et les pouvoirs de ces organes sont prévus par un décret du 7 mars 1945 (JO, 8 mars 1945).

(93) JO, 30 mai 1945.

de celles qui lui appartiennent déjà ou sont détenues par des personnes morales de droit public ou des sociétés dans lesquelles l'Etat possède une participation majoritaire. Les conditions d'indemnisation seront fixées par décret ultérieur. La société reste ainsi une société anonyme et conserve les avantages économiques propres à cette forme d'entreprise.

Les comités d'entreprise

L'idée de faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises dont ils sont membres n'est pas nouvelle : la période qui suivit la première guerre mondiale en avait connu la vogue. Mais le rôle important joué par la classe ouvrière dans la Résistance, la nécessité de faire participer tous les agents de la production à la direction de l'économie, enfin, les résultats intéressants donnés à l'étranger et notamment en Grande-Bretagne par les comités de gestion devaient conférer à la notion de gestion ouvrière une actualité nouvelle. D'ailleurs des comités de travailleurs s'étaient spontanément constitués dans certaines entreprises dès leur libération en vue de les remettre en marche pour la poursuite de la guerre.

L'institution des comités d'entreprise découle à la fois des textes spéciaux à certaines entreprises publiques ou nationalisées (Office national industriel de l'azote, Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais, Régie nationale des Usines Renault, Etablissements industriels des ministères militaires), et d'un texte général s'appliquant à l'industrie privée : l'ordonnance du 22 février 1945 (94).

Ce texte tend à légaliser et généraliser les comités d'entreprise créés spontanément. Il prévoit que des comités d'entreprise seront constitués dans toutes les entreprises industrielles ou commerciales employant habituellement au moins cent salariés. Cette constitution pourra également être rendue obligatoire par arrêtés ministériels dans les entreprises comptant moins de cent salariés. Le comité d'entreprise comprend le chef d'entreprise et une délégation du personnel. Les membres de celle-ci sont choisis par les salariés sur des listes établies dans chaque cadre (ouvriers,

employés, ingénieurs, etc.), par les organisations syndicales les plus représentatives.

La coexistence constante dans ces comités du chef d'entreprise et des délégués marque bien le souci de bonne entente qui a inspiré l'institution. Le comité n'est, en effet, nullement conçu comme un organisme revendicatif : ce rôle reste dévolu, comme avant guerre, aux délégués ouvriers. Ces nouveaux organismes ont une double fonction sociale et économique.

Dans le domaine social, ils coopèrent avec la direction à l'amélioration des conditions collectives de travail et de vie du personnel et assurent ou contrôlent la gestion de toutes les œuvres sociales établies dans l'entreprise au bénéfice des salariés ou de leurs familles.

Dans l'ordre économique, le comité étudie les suggestions du personnel tendant à améliorer le rendement et en propose éventuellement l'application. Il propose des récompenses en faveur des travailleurs particulièrement méritants. Il est informé de la marche générale et de l'organisation de l'entreprise. Son rôle, bien que purement consultatif est donc extrêmement large.

Crédit – Transports Commerce extérieur

Crédit

L'organisation du crédit n'a pas subi de modifications d'ensemble entre la Libération et l'élection de l'Assemblée constituante : les réformes de structure notamment ont été réservées pour celle-ci. Aussi les cadres et les méthodes traditionnels du crédit sont-ils restés intacts. L'action du Gouvernement s'est exercée dans trois directions :

- validation de certains actes du gouvernement de Vichy,
- institution de certaines formes exceptionnelles de crédit,
- aménagement de certaines organisations de crédit antérieures à la guerre.

.....

Transports

Dans ce domaine, la plupart des mesures adoptées par le Gouvernement

(94) JO, 23 février 1945.

provisoire l'ont été en fonction de la guerre : les restrictions au trafic civil, la priorité des besoins militaires sont la conséquence directe des opérations militaires, de la pénurie de combustible et de matériel roulant, des destructions opérées entre 1940 et 1945. La seule réforme profonde concerne la nationalisation des transports aériens.

.....

Transports aériens

(...) Ils ont été mis au service de la nation en guerre par voie de militarisation. Ils ont, par la suite, été nationalisés.

L'ordonnance du 19 avril 1943 prévoyait la possibilité de militariser les organes de commandement de l'aéronautique civile ainsi que tout ou partie des entreprises de transports aériens titulaires d'une concession. L'ordonnance du 24 février 1944 rattache au commissariat à l'Air et à la Guerre, pour la durée légale des hostilités prolongée de six mois, l'ancienne direction de l'aéronautique civile, devenue direction des transports aériens. Elle prévoit, en outre, la militarisation des services de la compagnie aéromaritime et des services restés civils du réseau aérien militaire français.

La nationalisation des transports aériens est réalisée (...) par l'ordonnance du 26 juin 1945 (95). Elle s'opère par voie de transfert à l'Etat en toute propriété des actions de la compagnie Air-France et de celles des actions de la compagnie Air-Bleu et Air-France-Transatlantique qui n'appartiennent ni à l'Etat ni à Air-France. Une partie des actions pourra être rétrocédée à certains services ou collectivités publics ou à certains groupements professionnels. L'indemnité de dépossession est fixée par voie interministérielle sur la proposition d'une commission spéciale.

Commerce extérieur

L'occupation et la rupture de nos communications avaient entraîné un ralentissement considérable de notre commerce extérieur. Les nécessités de la reconstruction, du ravitaillement et de l'équipement imposaient la reprise des relations com-

merciales entre la France et les pays étrangers et spécialement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Parce qu'il devait faire face à des besoins exceptionnellement mais inégalement urgents et, en outre, très étendus, notre commerce extérieur a pris depuis la Libération un caractère particulier, un caractère « dirigé ». La pénurie de tonnage d'une part, l'insuffisance de notre provision de devises, d'autre part, imposaient, en effet, l'adoption d'un ordre d'urgence et d'un plan d'importation.

Outre les licences d'importation et d'exportation, qui ne sont pas une institution nouvelle, plusieurs traits marquent ce caractère dirigé de notre commerce extérieur actuel.

Le service des importations et exportations

En vue surtout d'opérer une concentration des demandes et une rationalisation de l'importation, l'ordonnance du 22 juin 1944 (96) a créé, à titre provisoire, un service des importations et exportations (IMPEX), rattaché à la direction du Commerce extérieur. En principe, aucune marchandise ne peut-être importée en France ou exportée hors de France que par les soins de ce service, ou avec une autorisation de la direction du Commerce extérieur.

En fait, l'activité de l'IMPEX s'étend à peu près uniquement aux importations, et spécialement aux importations en provenance des pays où la France possède une mission d'achat (c'est le cas des Etats-Unis). Il est donc excessif de parler d'un monopole du commerce extérieur. Il n'en est pas moins vrai que l'intervention de l'Etat dans cette branche d'activité est très accentuée, puisqu'il contrôle par le moyen des délivrances de licences les opérations commerciales qu'il n'effectue pas lui-même.

Le service des importations et exportations a pour mission d'assurer dans les territoires libérés la réception, la prise en charge, le transit, le chargement et les opérations administratives et financières relatives aux exportations faites par lui. Les opérations de l'IMPEX font l'objet d'un compte spécial du Trésor.

(95) JO, 27 juin 1945.

(96) JO, 5 août 1944.

La suspension
des droits de douane

En vue de faciliter l'introduction en France des marchandises indispensables, au regard desquelles les droits de douane perdraient toute raison d'être dans une période de pénurie comme celle que nous venons de traverser, l'ordonnance du 8 juillet 1944 a suspendu, à titre exceptionnel, les droits de douane applicables aux marchandises importées en France métropolitaine.

La péréquation

La surévaluation du franc dans les cours officiels actuels des changes entrave gravement le développement de nos exportations, qui permettrait pourtant d'alléger le déficit de notre balance commerciale. Aussi un expédient a-t-il dû être prévu. Il s'agit de la péréquation.

D'après l'ordonnance du 19 avril 1945 (97) et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, le ministre de l'Economie nationale est autorisé à prendre toutes mesures utiles pour assurer éventuellement la revente, au prix du marché intérieur français, des marchandises importées et pour rendre possible, au point de vue des prix, l'exécution de programmes d'échanges ayant fait l'objet de conventions avec les pays étrangers.

En vue d'obtenir les ressources nécessaires, des versements pourront être imposés aux importateurs dans la limite de la différence entre les prix français et les prix étrangers.

Le financement des exportations dans ce système est donc assuré par des retenues sur les bénéfices des importateurs. Mais une telle organisation est longue à mettre en marche, et, au surplus, elle ne va pas sans graves difficultés internationales (98).

II. - Œuvre sociale

Le gouvernement de Vichy avait prétendu résoudre les problèmes sociaux. Mais il l'avait fait, sur nombre de points, dans un esprit qui ne pouvait survivre à la

libération du territoire. Aussi le Gouvernement provisoire a-t-il dû opérer, dans ce domaine comme dans les autres, le rétablissement de la légalité républicaine.

En matière démographique et sanitaire, il ne s'est pas borné à rétablir des institutions ; il a préparé l'avenir, non pas tant d'ailleurs par les mesures législatives qu'il a édictées que par les études et les préparations qu'il a mises en chantier.

Enfin, la victoire a donné naissance à un problème nouveau et des plus ardu : celui des prisonniers et des déportés.

Législation sociale
proprement dite

Le Gouvernement provisoire a rétabli ou aménagé les droits normaux des travailleurs. Il a étendu et précisé les conditions d'assurance des risques sociaux.

Les droits normaux des travailleurs

La liberté syndicale a été rétablie ; les salaires ont été aménagés.

Rétablissement
de la liberté syndicale

Corporatif sur le plan économique, le régime institué par le gouvernement de Vichy était paternaliste sur le plan social. Son paternalisme s'était marqué notamment par la suppression de la liberté syndicale et exprimé dans la fameuse charte du travail du 4 octobre 1941. Or le syndicalisme était, sous la République, l'une des pièces essentielles de la vie sociale et économique française. Son rétablissement s'imposait donc.

Il a été réalisé par l'ordonnance du 27 juillet 1944 (99). Aux termes de cette ordonnance, la loi du 4 octobre 1941 est annulée ; les syndicats, unions et fédérations de syndicats professionnels, existant au 3 septembre 1939 et dissous depuis cette date, sont rétablis dans leurs droits et attributions antérieurs. Les membres des bureaux et organismes directeurs de ces groupements sont également rétablis dans leurs mandats, à l'exception de ceux ayant

(97) JO, 20 avril 1945.

(98) NDLR - L'étude se poursuit par l'analyse de la législation en matière de construction.

(99) JO, 30 août 1944.

fait l'objet d'une mesure d'épuration ou d'une condamnation pour collaboration. (...)

Les salaires

Les salaires, bloqués pour la durée des hostilités par le décret du 10 novembre 1939, étaient restés officiellement fixés pendant la durée de l'occupation, à l'exception toutefois des salaires dits « anormalement bas ». La hausse du coût de la vie n'avait pas été accompagnée d'un mouvement correspondant et général des salaires. D'autre part, le relèvement des seuls salaires « anormalement bas » avait eu pour effet de bouleverser la hiérarchie des rémunérations établie par les conventions collectives de 1936-1939. Aussi le Gouvernement provisoire a-t-il entrepris une double action de relèvement général et de remise en ordre des salaires.

1° Relèvement général des salaires. Le relèvement général des salaires a été prévu par l'ordonnance du 24 août 1944 (100). Aux termes de cette ordonnance, les taux minima et maxima des salaires pouvaient, à titre provisoire, être relevés par arrêtés du commissaire aux Affaires sociales ou, sur sa délégation, par arrêtés des commissaires régionaux de la République. La majoration du taux minimum devait être égale en valeur absolue pour les travailleurs de toutes les catégories professionnelles. Elle a été basée sur le chiffre de 1 000 francs pour les salaires mensuels à Paris.

2° Remise en ordre des salaires et traitements. La hausse des prix s'étant poursuivie après la Libération, les salaires ne se sont pas maintenus au niveau résultant de l'ordonnance du 24 août. Mais les relèvements qu'ils ont subis par la suite se sont combinés avec des mesures générales de remise en ordre des salaires ayant pour objet de restaurer la hiérarchie antérieure à la guerre. Cette remise en ordre a été réalisée dans le cadre prévu par le décret du 10 novembre 1939 pour les dérogations au blocage, c'est-à-dire par des arrêtés du ministre du Travail, d'ailleurs très nombreux. Aussi l'« éventail des salaires », qui

s'était trouvé refermé sous l'occupation, s'est de nouveau déployé à la suite de la Libération.

Les traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat ont, eux aussi, fait l'objet de mesures de relèvement et de remise en ordre. Abstraction faite des majorations particulières à certains cadres, le texte intéressant en cette matière est l'ordonnance du 6 janvier 1945 (101) (...).

La couverture des risques sociaux

Un certain nombre de ces risques sont couverts en France depuis assez longtemps. Pourtant, une modernisation de la législation s'imposait dans ce domaine dès avant la guerre ; le Gouvernement provisoire a entrepris de la réaliser. Mais si l'expression « création contribue » (102) a un sens, c'est bien ici. Aussi la réforme est-elle seulement amorcée. Elle résulte de l'adoption d'un plan général de sécurité sociale et de modification de première urgence apportées aux règles légales antérieurement en vigueur en matière d'assurances sociales, d'accidents du travail, etc.

Accidents du travail

Le Gouvernement provisoire a poursuivi trois objectifs : extension du bénéfice de la garantie ; adaptation à la dépréciation monétaire ; mise en harmonie avec le plan de sécurité sociale.

.....
3° Harmonisation avec le plan de sécurité sociale. L'institution d'une organisation unique de la sécurité sociale ne pouvait manquer d'avoir une incidence sur le régime des accidents du travail.

L'ordonnance du 19 octobre 1945 (103) n'opère pas un remaniement général des textes antérieurs concernant les accidents du travail ; elle maintient notamment les règles de procédure. Mais elle codifie et met en ordre les dispositions de 1898-1938, s'efforce de les synthétiser avec certaines de celles en vigueur en Alsace-Lorraine. Et surtout, elle adapte le régime ancien à

(100) JO, 30 août 1944.

(101) JO, 7 janvier 1945.

(102) NDLR. – Le texte de l'édition originale a été conservé, mais il convient certainement de lire « création continue ».

(103) JO, 20 octobre 1945.

l'organisation générale et nouvelle de la sécurité.

L'adaptation au régime nouveau de la sécurité sociale répond essentiellement à la transformation de l'assurance facultative en assurance obligatoire. La responsabilité de l'employeur dans la réparation des accidents du travail n'en subsiste pas moins, elle se traduit par l'obligation de verser la cotisation prévue à cet effet par l'ordonnance portant organisation de la sécurité sociale (104). Mais pour l'attribution des indemnités prévues en cas d'accident, les organismes de sécurité sociale sont intégralement substitués à l'employeur. Les bénéficiaires sont donc assurés de trouver, auprès d'une organisation unique, la garantie des réparations auxquelles ils ont droit, ce qui constitue un considérable progrès.

Assurances sociales

La gestion financière inconséquente du gouvernement de Vichy, d'une part, l'adoption du plan général de sécurité sociale, d'autre part, ont rendu nécessaires un certain nombre de réformes au régime des assurances sociales.

1° Champ d'application. Deux ordonnances des 20 octobre 1944 et 20 juin 1945, ont dû, en raison des majorations de salaires intervenues depuis le dernier relèvement du plafond d'assujettissement, porter celui-ci de 48 000 à 60 000 puis à 120 000 francs (105). L'ordonnance du 19 octobre 1945 (106) est allée plus loin : désormais, tous les salariés appartenant aux catégories définies par le décret-loi du 28 octobre 1935 sont assujettis aux assurances sociales, lors même que leur rémunération annuelle dépasse 120 000 francs. Mais, dans ce dernier cas, leur cotisation est calculée sur la base de ce plafond et non sur la base du salaire réel ; car la cotisation n'est pas un impôt.

Cet élargissement révèle le souci du Gouvernement d'étendre progressivement les assurances sociales à l'ensemble de la population.

2° Financement. La multiplication du nombre des cotisants aura pour effet

d'accroître les ressources des assurances sociales.

Le même effet résultera de l'ordonnance du 30 décembre 1944 qui porte de 8 à 12 % la double cotisation ouvrière et patronale. Cet assainissement financier de l'organisation des assurances sociales était devenue nécessaire en raison du déficit des caisses, dû notamment au financement de la retraite des vieux travailleurs. Le gouvernement de Vichy n'avait en effet accompagné l'institution de cette retraite d'aucune création directe correspondante, susceptible d'en assurer le financement ; celui-ci était opéré dans les mêmes conditions que pour l'assurance-vieillesse des assurances sociales.

3° Tarifs médicaux. (...) Les tarifs seront désormais fixés par accords entre les syndicats médicaux et les caisses, sous réserve d'approbation par une commission mixte nationale.

4° Assurance de longue maladie. Dans la législation de 1928-1935, les assurés ne pouvaient, sauf exception, obtenir les prestations de l'assurance maladie pendant plus de six mois, après lesquels ils devaient passer sous le régime assurance-invalidité et ce, à condition d'être atteints d'une incapacité de travail d'au moins deux tiers. Ce régime ne permettait notamment pas le traitement de la tuberculose.

L'ordonnance du 19 octobre 1945 ouvre aux assurés sociaux, atteints d'une longue maladie, le droit aux soins que nécessite leur état et à une allocation mensuelle, pendant le temps nécessaire à leur rétablissement, dans la limite de trois ans et sous réserve d'une enquête individuelle. Les intéressés pourront en outre, éventuellement, prétendre à une allocation s'ils reprennent leur travail avec une rétribution réduite au terme d'une longue maladie.

5° Réorganisation de l'assurance-vieillesse. L'assurance-vieillesse a été réorganisée par l'ordonnance du 19 octobre 1945. Le régime défini par cette ordonnance repose sur le principe de la répartition qui, bien que plus onéreux que la capi-

(104) Voir plus bas.

(105) Le relèvement a été opéré pour les A.S. agricoles par l'ordonnance du 19 avril 1945 (JO, 20 avril 1945).

(106) JO, 20 octobre 1945.

talisation, est imposé par les circonstances économiques.

En vue de tenir compte de l'état démographique de la France et des nécessités de la reconstruction, l'ordonnance du 19 octobre adopte un système d'assurance ayant pour effet d'encourager le prolongement d'activité au-delà de 60 ans : à cet âge en effet, la retraite concédée sera, en principe, seulement égale à 20 % du salaire de base. Si la liquidation est demandée après 60 ans, le montant ainsi déterminé sera majoré de 4 % du salaire de base pour chaque année d'assurance accomplie postérieurement à cet âge.

En outre, des pensions proportionnelles sont prévues au bénéfice des salariés comptant quinze années d'assurance ; enfin le montant du salaire de base pourra être fictivement majoré au cours de certaines années, pour tenir compte de la dépréciation monétaire.

Allocation aux vieux travailleurs salariés

La loi du 14 mars 1941, qui avait institué l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n'avait prévu aucune ressource particulière pour son financement. La charge financière en résultant était prélevée sur les ressources normales des assurances sociales, sans distinction suivant que les vieux travailleurs étaient ou non d'anciens assurés sociaux (107). Or si ce procédé se justifie pleinement au regard des vieux travailleurs de la première catégorie, il est inadmissible s'agissant des retraités de la seconde.

Aussi l'ordonnance du 30 décembre 1944 (108) prévoit-elle la création de ressources spéciales destinées à couvrir les charges de l'allocation aux vieux travailleurs non assurés sociaux ; il s'agit d'une contribution spéciale à la charge des employeurs. (...)

Le plan de sécurité sociale

Dans la plupart des grandes nations belligérantes, la guerre a vu l'éla-

boration de plans de prévoyance sociale. La France n'a pas fait exception. Son plan de sécurité sociale, conçu dans un double souci de simplification et d'efficacité, est consigné dans l'ordonnance du 4 octobre 1945 (109). Mais en raison de la préexistence de législations distinctes relatives aux assurances sociales, aux accidents du travail, aux allocations familiales, etc. dont l'harmonisation et la synthèse seront difficiles, il n'entrera en vigueur que progressivement.

1° *Domaine de la sécurité sociale.*

Dans son état définitif, l'organisation de la sécurité sociale est conçue comme devant garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, et couvrir les charges de maternité et les charges familiales qu'ils supportent. Ainsi se marque la large ambition du plan. Il prétend à devenir général, à la fois quant aux personnes, puisque tous les travailleurs y seront soumis ainsi que leurs familles, et quant aux risques, puisque tous seront garantis (110).

Cette ambition ne pourra être réalisée que dans un certain délai, après modification des règles actuelles relatives aux divers risques. Mais l'organisation de la sécurité sociale assure, dès à présent, le service des prestations prévues par les législations concernant les assurances sociales, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales et de salaire unique, dans le cadre de chacune de ces législations, en attendant leur harmonisation et leur synthèse.

2° *Organisation administrative et financière.* (...) La nouvelle organisation de la sécurité sociale tend à être unique, à la fois quant aux organismes chargés de la gérer et quant aux ressources financières appelées à la couvrir.

a) Quant aux organes, le plan prévoit que, dans son état définitif, la gestion de la sécurité sociale sera assurée par des caisses primaires, des caisses régionales,

(107) Ainsi furent absorbées les réserves constituées pendant plus de dix ans par la caisse générale de garantie.

(108) JO, 31 décembre 1944.

(109) JO, 6 octobre 1945.

(110) Le développement des procédés d'assurance obligatoire ayant enlevé aux sociétés de secours mutuels une large part de leur activité, le statut de la mutualité a été réformé par ordonnance du 19 octobre 1945 (JO, 20 octobre 1945).

une caisse nationale de sécurité sociale. A chaque échelon, ces caisses seront uniques, et ce, dans un double sens : en premier lieu, parce que chacune d'elles couvrira l'ensemble des facteurs d'insécurité sociale ; en second lieu, parce que, dans un même cadre géographique, il ne peut et doit exister qu'une seule institution couvrant l'ensemble des bénéficiaires (111).

Cependant, à titre transitoire, pour la période d'adaptation des services, des caisses spéciales subsisteront pour les allocations familiales et de salaire unique.

b) Quant à la cotisation, elle sera, elle aussi, unique, en ce sens que les travailleurs, d'une part, les employeurs, de l'autre, verseront une somme globale les couvrant à la fois contre les divers risques sociaux : maladie, accidents du travail, charges familiales, etc. (...)

Garantie contre le chômage

Le problème de la main-d'œuvre est, depuis la Libération, extrêmement complexe en France, car, dans le temps même où certaines branches se plaignent d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, la pénurie de matières premières et le retour des prisonniers donnent naissance à une crise de chômage.

L'ordonnance du 24 mai 1945 (112) tend à redresser cette situation en facilitant et coordonnant la répartition de la main-d'œuvre. Elle institue un monopole du placement au profit des bureaux de placement publics et prévoit la suppression – en principe, dans le délai d'un an – de tous les bureaux de placement payants. Elle met, en outre, sur pied un régime de contrôle des mouvements de main-d'œuvre, et de contrôle des licenciements. Elle prévoit, enfin, la possibilité d'astreindre certaines entreprises à une autorisation préalable à tout embauchage.

Dans la mesure où le chômage subsisterait, le Gouvernement s'est attaché à le rendre plus supportable pour les travailleurs privés d'emploi. L'allocation aux

chômeurs a été relevée à plusieurs reprises, en liaison avec la hausse du coût de la vie, et notamment par décret du 1^{er} mai 1945.

Politique démographique et sanitaire

Dès avant la guerre, la situation démographique de la France était assez inquiétante et assez connue pour qu'il soit inutile d'y insister (113). Six ans de lutte et d'oppression n'ont fait que l'aggraver. Le Gouvernement provisoire n'a eu ni le temps ni les moyens de mettre sur pied un plan démographique général. Mais il s'est efforcé de parer au plus pressé.

Une véritable politique démographique repose, non seulement sur un souci de quantité, mais également de qualité. Les faveurs à la famille ne sont rien sans une protection parallèle de la santé. Et celle-ci est tout à la fois particulièrement nécessaire et particulièrement difficile à organiser dans les circonstances présentes en raison des privations et du séjour de troupes étrangères, d'une part, et de la pénurie de médicaments et d'installations, d'autre part. (...)

Famille et démographie

La politique démographique du Gouvernement provisoire l'a conduit, en attendant une action plus vaste, à adopter trois ordres de mesures : le relèvement et l'extension de l'aide financière à la famille, la création d'un Institut d'études démographiques, l'adoption d'un statut des associations familiales.

Aide financière à la famille

La réforme du régime des allocations familiales fait l'objet d'études depuis plusieurs mois. Il a paru néanmoins nécessaire et urgent au Gouvernement provisoire, en présence des relèvements successifs de salaires et de la hausse constante du coût de la vie, de soumettre les allocations familiales à des majorations parallèles, de

(111) Les professions agricoles restent cependant soumises à leur régime actuel.

(112) JO, 25 mai 1945.

(113) NDLR – A partir de 1934, le nombre annuel des décès est plus important que celui des naissances. La faiblesse du nombre des naissances dans les années trente est une des conséquences de la catastrophe démographique qu'a été la guerre de 1914-1918. En 1945, un phénomène est encore mal perçu, celui de l'augmentation sensible des naissances depuis 1942-1943, première manifestation d'une tendance durable qui sera appelée le Baby boom.

manière à rétablir un équilibre relatif entre les chefs de famille et les célibataires. (...)

Création de l'Institut d'études démographiques

L'ordonnance du 24 octobre 1945 crée, sous le nom d'Institut national d'études démographiques, un établissement public chargé d'étudier les problèmes démographiques sous tous leurs aspects, de rassembler la documentation, ouvrir les enquêtes, rechercher les moyens susceptibles de contribuer à l'accroissement quantitatif et à l'amélioration qualitative de la population (114).

Santé publique

Les mesures de faveur à la famille et la politique démographique seraient inefficaces si elles n'étaient accompagnées de mesures tendant à préserver et améliorer l'état sanitaire de la population. Le Gouvernement provisoire en a tenu compte. Il s'est attaché à développer l'influence de la médecine dans la vie sociale, à lutter contre l'alcoolisme, à enrayer enfin le développement d'un certain nombre de maladies, particulièrement dangereuses pour le corps social.

Le rôle du médecin dans la vie sociale

Les règles d'exercice de la médecine ont été précisées ; le rôle du médecin s'est trouvé étendu par le développement du contrôle médical obligatoire.

1° Exercice et organisation des professions médicales. Jusqu'à la guerre de 1939, les professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme étaient restées régies par la loi de 1892, malgré leur évolution de fait et malgré le développement des lois sociales et du syndicalisme médical. Depuis de nombreuses années, la nécessité d'instituer un organisme investi d'un pouvoir disciplinaire s'était fait sentir.

Elle avait abouti, sous l'occupation, à la création d'un ordre des médecins. Mais celui-ci ne répondait pas aux prin-

cipes démocratiques. Et la suppression des syndicats de médecins aboutissait à confier au même organisme le soin de défendre les intérêts professionnels et celui d'assurer la discipline de la profession.

Une ordonnance du 24 septembre 1945 (115) fixe les règles nouvelles d'exercice et d'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme. Les trois ordres qu'elle crée sont chargés de maintenir la discipline et l'honorabilité de chacune des trois professions. Ils ont également pour rôle de défendre l'indépendance de la profession contre les tiers qui chercheraient à s'immiscer dans l'exercice de la médecine pour la transformer en entreprise commerciale. Les syndicats médicaux sont rétablis par ordonnance du 15 décembre 1944 et conservent leur rôle de défense des intérêts professionnels.

2° Contrôle médical scolaire. (...)

Une ordonnance du 18 octobre 1945 (116) tend à uniformiser et à rendre plus efficaces les procédés du contrôle médical scolaire.

Elle pose, en principe, qu'au cours de leur sixième année, tous les enfants sont obligatoirement et gratuitement soumis à une visite médicale et que des examens périodiques sont ensuite effectués pendant toute la durée de la scolarité. Les membres du personnel enseignant et les personnes vivant en contact avec les enfants seront également soumis à un examen périodique de dépistage des maladies contagieuses. Des centres médico-sociaux seront créés dans les villes d'une certaine importance. Enfin, un comité consultatif d'hygiène scolaire sera chargé d'étudier un plan d'amélioration hygiénique des locaux scolaires.

3° Protection médicale maternelle et infantile. Par suite de la guerre, la mortalité infantile atteint actuellement un pourcentage très élevé. Aussi une ordonnance du 2 novembre 1945 coordonne-t-elle et amplifie-t-elle les dispositions contenues dans plusieurs textes parus entre 1939 et 1942 et ayant pour objet d'enrayer ce mouvement.

(114) NDLR – Sa direction est confiée à Alfred Sauvy.

(115) JO, 28 septembre 1945.

(116) JO, 19 octobre 1945.

L'obligation du certificat prénuptial est maintenue. Toute femme enceinte doit faire l'objet d'au moins trois examens au cours de sa grossesse et d'un examen post-natal dans le mois qui suit l'accouchement. L'ordonnance organise également la protection médico-sociale des enfants à domicile, la surveillance dans les consultations de nourrissons, la surveillance médicale des nourrices. Elle précise les conditions d'attribution de l'allocation journalière aux femmes en couches. Enfin, elle prévoit la délivrance gratuite et obligatoire d'un carnet de santé à chaque enfant.

Lutte contre l'alcoolisme

(...) L'ordonnance du 20 octobre 1945 constitue une mesure importante dans ce domaine, puisqu'elle tend à limiter le nombre des débits de boissons.

Elle substitue le régime de l'autorisation préalable à celui de la simple déclaration pour toute ouverture, cession ou transfert de débit de boisson (...).

Mais, surtout, elle prévoit l'obligation, pour l'acquéreur ou le légataire d'un débit de boissons, de supprimer un débit déjà existant, sauf s'il s'agit d'une commune comptant moins de trois débits au total et moins d'un débit par 450 habitants. (...)

Lutte contre certaines maladies contagieuses

La tuberculose a fait de grands progrès au cours des dernières années, en raison des privations résultant de la guerre et de la captivité. Aussi la lutte contre la tuberculose est-elle devenue plus que jamais actuelle. Elle était organisée en France depuis une trentaine d'années. Et la tâche du Gouvernement provisoire consistait bien plus à coordonner et à réformer qu'à créer. Elle a été entreprise par l'ordonnance du 31 octobre 1945 (117).

Trois dispositions sont essentielles dans ce texte. En vue d'une meilleure coordination, les méthodes de traitement et les mesures de prévention sont dirigées dans chaque département par un médecin spécialisé. Le diagnostic est rendu plus

précoce par des examens phtisiologiques de certaines collectivités, provoqués ou contrôlés par le médecin phtisiologue départemental. Et surtout la lenteur du placement, due à l'absence d'information sur les disponibilités des sanatoriums et à la complexité des formalités, est corrigée : un bureau central fournira désormais aux médecins départementaux tous renseignements sur les disponibilités ; les formalités interviendront après le placement, notamment en ce qui concerne la prise en charge par les collectivités publiques des malades ne pouvant subvenir aux frais de leur séjour. La guérison deviendra ainsi plus sûre ; elle sera également plus stable lorsque aura été organisée la réadaptation professionnelle – actuellement à l'étude – des tuberculeux récemment sortis de sanatorium.

Correspondant à un souci semblable de coordination et d'efficacité, une ordonnance du 1^{er} octobre 1945 a réorganisé les centres de lutte contre le cancer et mis sur pied une surveillance prolongée des malades rendus à leur milieu social. Enfin, l'ordonnance du 18 juillet 1945 a précisé et étendu les moyens de lutte antivénérienne dans les prisons.

La crise du logement

C'est là l'un des problèmes les plus graves posés par l'état social actuel de la France. Sa solution ne s'impose pas seulement dans le cadre de la reconstruction et des dommages de guerre. Des constructions nouvelles sur des terrains nouveaux doivent être entreprises, des aménagements et des améliorations doivent être opérés. Une meilleure répartition des locaux doit être recherchée.

Construction d'immeubles et aménagement des locaux existants

L'impossibilité de résoudre par la seule initiative privée le problème de l'habitat urbain et rural est apparue depuis longtemps. Aussi l'Etat doit-il réunir lui-même les moyens financiers et techniques indispensables à l'accomplissement de cette tâche. A cet effet, l'ordonnance du 28 juin 1945 (118) crée un service national

(117) JO, 1^{er} novembre 1945.

(118) JO du 29 juin 1945.

du logement ne jouissant d'aucun monopole, mais chargé d'entreprendre, pour le compte de l'Etat, les travaux nécessaires de construction et d'amélioration d'immeubles d'habitation. La gestion des immeubles ainsi construits ne lui sera d'ailleurs pas confiée, mais reviendra à des sociétés d'habitation à bon marché ou à des offices. (...)

Meilleure utilisation
des locaux existants

Les mesures d'aménagement, les constructions et les reconstructions d'immeubles ne feront sentir leurs effets qu'après un délai assez long. Encore ceux-ci seront-ils peu sensibles dans les régions ayant été relativement peu éprouvées par les bombardements et notamment dans la région parisienne. Aussi des mesures à effet plus immédiat s'imposaient-elles. Elles ont été le fait de l'ordonnance du 11 octobre 1945 (119).

Ce texte repose sur cette constatation que, dans les villes non sinistrées, les locaux sont bien plutôt mal répartis et mal utilisés qu'insuffisants en nombre. Il tend à porter remède à cette mauvaise répartition. A cet effet, il prévoit un certain nombre de mesures exceptionnelles dont certaines auront un caractère temporaire.

La suspension des réquisitions du temps de guerre, édictée le 22 juin, était insuffisante. La liquidation des services inutiles et le regroupement de ceux qui doivent être maintenus s'imposaient. L'ordonnance du 11 octobre confie aux préfets tous les pouvoirs pour réaliser dans un délai rapide ce regroupement. (...)

D'une manière plus générale, dans les villes où sévit la crise du logement, il ne peut être procédé à aucune location ou sous-location qui ne comporte une occupation suffisante des locaux. Trois mesures essentielles doivent permettre d'atteindre ce but – le « plein emploi » des locaux :

a) l'ordonnance du 11 octobre institue une forte taxe sur les pièces excédant le nombre jugé suffisant dans les villes où existe la crise. Cette taxe a pour objet, en pénalisant les détenteurs de locaux insuffisamment occupés, de les inciter à les sous-

louer ou à les échanger contre d'autres moins importants ;

b) dans les villes où l'Etat a pris en charge le financement des constructions de baraquements provisoires, il est alloué aux personnes, qui abandonnent leur résidence principale, une importante prime au départ.

L'application de ces dispositions est assurée par un service municipal du logement et par un comité consultatif municipal du logement, institués dans chacune des communes intéressées ;

c) à ces mesures, tendant à favoriser les échanges et les sous-locations volontaires, s'ajoute une mesure de contrainte dont la menace aura pour effet d'assurer l'efficacité des précédentes : il s'agit de la procédure de logement d'office instituée en vue de remplacer la procédure de réquisition. Mais les catégories de personnes susceptibles de bénéficier de cette mesure exceptionnelle sont limitativement énumérées dans l'ordonnance : sinistrés, prisonniers, déportés, fonctionnaires mutés.

Au surplus, des sanctions sévères sont prévues contre les délinquants, car les intérêts sociaux en cause sont trop graves pour que puissent être tolérées les défaillances individuelles.

Œuvre sociale extraordinaire :
prisonniers, déportés,
travailleurs en Allemagne

Le problème des prisonniers, déportés et assimilés n'était pas exceptionnel seulement par sa nature ; il l'était également par son ampleur. Le rapatriement de deux millions de Français dans des délais extrêmement brefs en raison de la rapide avance des troupes, les secours immédiats ou durables à apporter à une masse humaine si nombreuse et généralement si déficiente, la réadaptation de ces exilés à une vie civile bouleversée durant leur absence, posaient des questions extrêmement ardues, que le Gouvernement provisoire s'est efforcé de résoudre dans un minimum de temps et dans des conditions rendues particulièrement défavo-

(119) JO, 19 octobre 1945.

rables par l'absence ou l'insuffisance des moyens matériels et financiers d'un pays dépouillé et ruiné.

Rapatriement et accueil

S'il n'a pas toujours été réalisé suivant le plan d'ensemble arrêté, le rapatriement l'a par contre, et à la surprise générale, été dans un temps record et par tous les moyens disponibles.

Il a été dirigé par les missions françaises de rapatriement à l'étranger, créées par l'ordonnance du 8 février 1945 (120). Composées d'un petit nombre d'agents civils assistés d'un corps de personnel militaire, elles étaient destinées à préparer, dans quinze nations différentes, les conditions matérielles et morales qu'exigeait le rapatriement des prisonniers et déportés et, d'une manière générale, de tous les exilés.

Le rapatriement posait la question de l'accueil. Elle a été résolue par l'ordonnance du 3 avril 1945 (121). Deux principes l'inspirent : d'une part, il importe de généraliser et de faciliter la création des centres d'accueil et de maisons de repos pour les rapatriés. Aussi toute personne privée est-elle libre, comme toute collectivité publique, d'ouvrir un organisme de ce genre. Mais, d'autre part, il importe de protéger les rapatriés contre l'exploitation à laquelle pourraient tenter de les soumettre certains intérêts privés. Aussi la création de ces centres et maisons est-elle subordonnée à l'autorisation du préfet et les organismes autorisés sont-ils soumis au contrôle de l'administration.

Aide matérielle et faveurs aux rapatriés

Aide matérielle

Pour faire face à ses premières dépenses, l'ordonnance du 5 avril 1945 a reconnu à tout prisonnier, déporté politique ou travailleur déporté français, le droit à l'obtention d'une prime dite d'accueil de 1 000 francs lors de son retour sur le territoire français.

L'ordonnance du 11 mai 1945 (122), réglant la situation des rapatriés en

général, a précisé les conditions d'obtention de cette prime. Elle a également institué, mais au bénéfice des seuls déportés politiques, une indemnité spéciale dite de déportation, fixée à 5 000 francs et portée par la suite à 8 000 francs. Elle a prévu enfin la possibilité de leur attribuer des effets d'habillement gratuits.

Les prisonniers ont droit à la liquidation de leur solde. Mais la crainte de l'inflation a conduit à fixer certains plafonds aux distributions de fonds susceptibles d'en résulter. En attendant cette liquidation, les prisonniers ont droit à une avance, dont le montant varie suivant le grade. Enfin, une prime de démobilisation de 1 000 francs leur a été versée.

La situation au regard des assurances sociales, des déportés et réfractaires a été fixée par l'ordonnance du 26 décembre 1944. Les premiers, évidemment négligés par la législation de Vichy, sont assimilés aux prisonniers de guerre assurés sociaux s'ils remplissaient, lors de leur arrestation, les conditions légales d'attributions des prestations. Ils peuvent donc, notamment, recevoir éventuellement une pension d'invalidité pour maladie ou infirmité contractée au cours de la déportation, lorsque cette maladie ou infirmité ne donne lieu à attribution d'une pension au titre d'aucune autre législation.

Quant aux réfractaires au travail obligatoire, ils sont considérés comme s'étant trouvés en état de chômage involontaire.

Congé

Afin de leur permettre de reprendre leur vie familiale interrompue, les rapatriés se sont vu attribuer un congé de libération, d'une durée de quinze jours pour les travailleurs requis et d'un mois pour les prisonniers de guerre et déportés. (...)

Protection de la santé des rapatriés

Les conditions de vie imposées, en Allemagne, aux prisonniers, déportés et travailleurs ont causé, dans bien des cas,

(120) JO, 9 février 1945.

(121) JO, 4 avril 1945.

(122) JO, 12 mai 1945.

des états pathologiques préjudiciables non seulement à eux-mêmes, mais également à leur entourage et à la nation tout entière.

Et la visite médicale subie lors du rapatriement n'est pas toujours suffisante pour déceler ces affections, car certaines d'entre elles sont à évolution lente. Aussi, une ordonnance du 20 avril 1945 (123) a-t-elle organisé le contrôle médical des rapatriés. Elle se propose un triple but : apprécier l'état de santé de chaque rapatrié afin qu'il puisse être avisé d'avoir à se soigner ; rechercher les foyers de contagion et mettre en œuvre éventuellement les mesures prophylactiques appropriées ; déterminer la capacité de travail de chaque rapatrié en vue de son reclassement.

Le contrôle médical institué est obligatoire pour tous les rapatriés. Il comprend deux examens gratuits pratiqués, le premier, dans le mois qui suit le rapatriement ; le second, au plus tôt quatre mois et au plus tard sept mois après le retour. En cas d'affection, le libre choix du médecin traitant est absolu. (...)

Enfin, en vue de leur permettre de réparer plus facilement les effets des privations subies, les prisonniers de guerre, prisonniers politiques et internés des camps de concentration se sont vu attribuer, par le décret du 3 août 1944, et pour les six mois suivant leur retour de captivité, le bénéfice de rations alimentaires doubles de celles allouées dans leur département aux consommateurs de la catégorie A.

Mesures adoptées en vue de permettre aux rapatriés la reprise de leur activité professionnelle

Toutes les mesures précédemment étudiées avaient pour objet une aide matérielle ou sanitaire aux rapatriés : leur appli-

cation était nécessairement temporaire. Le problème véritable du rapatriement est ailleurs : c'est celui de la réadaptation. Plusieurs textes ont eu pour objet de le résoudre : ils concernent la reprise de leur activité par les rapatriés. Les mesures sont différentes suivant qu'il s'agit de salariés, d'entrepreneurs ou d'étudiants (124).

.....

Conclusion

Ainsi décrite à grands traits, l'action législative du Gouvernement provisoire apparaît comme s'étendant à toutes les branches de la vie nationale.

Ses résultats ont été, suivant les domaines, très divers. Et le chef du Gouvernement a lui-même reconnu que l'œuvre accomplie comportait des lacunes et des insuffisances. Mais la guerre, la courte durée de ses fonctions, enfin et surtout, l'insuffisance des moyens matériels imposaient au Gouvernement un ordre de priorité.

Et, pour qui veut être objectif, ces lacunes apparaîtront difficilement évitables, et bien secondaires auprès de ce qui a été effectivement acquis : la victoire, la restauration des libertés, la mise en place et la préparation des institutions qui assureront demain la reconstitution politique et matérielle du pays.

Certes, le chemin qui reste à parcourir est bien long encore. Mais ce n'est là qu'un motif supplémentaire pour lutter et pour travailler. Les paroles du chef du Gouvernement et la volonté de la nation attestent que demain verra la prolongation et l'intensification de l'action d'hier. La France demandait une révolution par la loi ; cette révolution s'accomplit.

(123) *JO*, 25 avril 1945.

(124) Des mesures spéciales ont en outre été prises en ce qui concerne les candidats fonctionnaires (Ordonnance 15 juin 1945), les praticiens (Ordonnances 18 juillet 1945), etc. Elles ne seront pas étudiées ici. Pour les étudiants, voir deuxième partie, IV. *NDLR* – *Suivent les détails concernant les salariés et les entrepreneurs.*

Les finances publiques de la France depuis la Libération

Notes documentaires et études,
4 et 5 avril 1946 *

Première partie : monnaie et budget

Introduction

Janvier 1946, seize mois après la Libération, marque une date dans l'évolution économique de la France. Ce serait là, en l'absence même de tout événement politique exceptionnel, une raison suffisante pour inciter tous les départements ministériels à faire le bilan de leur activité, des résultats acquis et des échecs essuyés au cours des dix-huit premiers mois de liberté recouvrée.

Parce que la crise politique récente (1) a été, en grande partie, suscitée par la situation financière, et parce que sa solution a été retardée par des discussions d'ordre financier, c'est dans ce domaine qu'il importe – plus que dans tout autre – de voir « où nous en sommes et où nous allons ».

La situation financière d'un pays s'apprécie à quatre éléments : sa monnaie, son budget, son système fiscal, sa dette. C'est sur cette base (...) que sera étudiée l'évolution des finances françaises entre septembre 1944 et janvier 1946.

I. – La monnaie

La monnaie n'est pas seulement un facteur important de la vie économique nationale. Elle constitue également un élément d'équilibre international. C'est donc à la fois sur le plan intérieur et sur le plan extérieur qu'il convient de décrire la politique monétaire française de septembre 1944 à janvier 1946.

La politique monétaire
intérieure

Le problème

Les termes du problème

L'abondance des disponibilités monétaires constituait, au moment de la Libération, l'un des éléments les plus inquiétants de notre situation économique et financière.

Elle provenait de l'écart important qui s'était établi au cours des années de guerre et d'occupation, entre le revenu national réel – qui est une somme de produits et de services – et le revenu nominal, somme des revenus nominaux des individus.

Durant la phase de guerre, la conduite du combat imposa à l'Etat des sacrifices financiers considérables. Ceux-ci ne pouvaient manquer d'entraîner un déficit budgétaire important, que l'emprunt était impuissant à couvrir seul. Le recours aux avances de la Banque de France devenait dès lors inéluctable. Il en résulta des émissions de monnaie.

Entre le 1^{er} septembre 1939 et le 10 juin 1940, les avances à l'Etat ont atteint le montant total de 140 milliards, dont il convient toutefois de déduire 20 473 millions d'avances antérieures à la guerre, remboursées le 1^{er} mars 1940, grâce à une réévaluation de l'encaisse-or. Dans le même temps, le montant des billets en circulation passait de 142 359 millions à 174 469 millions.

* NDLR – Deux numéros de la revue « Notes documentaires et études » sont consacrés aux Finances publiques : n° 275 (série française. – LXXXVII) du 4 avril 1946 « Monnaie et budget » ; n° 276 (série française. – LXXXVII) du 5 avril 1946 : « L'impôt et la dette publique ». Secrétariat d'Etat à la Présidence du Conseil et à l'Information, Direction de la Documentation, 14-16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

(1) NDLR – Il s'agit du départ du Général de Gaulle le 20 janvier 1946.

Après l'armistice de juin 1940, les frais d'occupation à verser à l'Allemagne ne furent pas incorporés au budget général. Leur financement fut assuré par la voie d'avances de l'Institut d'émission, pour un montant global de 425 000 millions (2).

Quoi qu'il en fût de l'imputation définitive des dépenses de guerre ou d'occupation, qu'elle fût budgétaire ou extra-budgétaire, l'effet de ces émissions monétaires fut sensiblement le même dans les deux cas. Que les capitaux nominaux ainsi mis en circulation fussent employés par l'Etat français à des achats de matériel de guerre, économiquement improductifs, ou qu'ils fussent utilisés par les autorités d'occupation à l'acquisition de produits français pour les besoins de la Wehrmacht ou de l'Allemagne, le résultat était le même : le volume des disponibilités monétaires s'accroissait, celui des denrées et produits utilisables diminuait.

Certes, toutes les unités monétaires émises en vue du financement de la guerre ou de l'occupation ne demeuraient pas sur le marché en l'état où elle avaient été lancées. Une partie était définitivement prélevée par le Trésor sous forme d'impôts. Une autre partie se transformait en dépôts divers : dépôts bancaires, dépôts en comptes postaux, dépôts en caisses d'épargne ou en bons du Trésor à court terme.

Il importe de voir que ces dernières formes de disponibilités monétaires présentent moins de dangers pour la stabilité de la monnaie que les billets de banque. En effet, lorsque ceux-ci sont déposés en compte bancaire ou postal ou dans une caisse d'épargne, ils sont utilisés en grande partie par les établissements dépositaires à l'achat de bons du Trésor à court terme. Or, le placement de bons du Trésor, soit qu'il s'effectue directement auprès du public, soit qu'il s'effectue auprès des grands établissements financiers, dispense l'Etat d'une nouvelle émission de monnaie, puisque l'argent frais lui est fourni en échange des bons qu'il délivre. Au contraire, lorsque les billets de banque sont thésaurisés ou circulent sur le

marché des produits, ils ne rentrent pas dans les caisses de l'Etat et celui-ci se trouve contraint, pour faire face à ses dépenses – par hypothèse, considérables – de mettre en circulation de nouvelles unités monétaires. Dans le premier cas, le « circuit » fonctionne : les billets, partis des caisses de l'Etat, y reviennent. Dans le second cas, il est rompu.

De cette distinction entre les billets de banque d'une part, les dépôts divers et bons du Trésor d'autre part, il ne faudrait cependant pas conclure que les premiers soient seuls dangereux pour la stabilité de la monnaie. Ils le sont d'avantage certes, et surtout plus immédiatement, mais les autres formes de disponibilités monétaires font également peser sur le franc une menace très lourde. C'est qu'en effet les dépôts en banque, postaux, en caisse d'épargne, s'ils ne sont pas liquidés, sont facilement liquidables. Quant aux bons du Trésor, s'ils ne peuvent être à tout moment remboursés, ils sont du moins à court terme, ce qui permet aux propriétaires de mettre rapidement fin à leur prêt en cessant de les renouveler. Et surtout ils peuvent être escomptés avant l'échéance : dans ce cas, la Banque de France peut se trouver contrainte d'émettre des billets de banque pour faire face au réescompte que sont susceptibles de lui demander les banques.

L'abondance des disponibilités qui vient d'être décrite constituait pour la monnaie un danger d'autant plus grand que ces disponibilités se trouvaient en présence, sur le marché, d'une masse de produits extrêmement restreinte. (...)

L'indice de la production industrielle était tombé de 105 en août 1939 (base 100 en 1938), à 58 en 1942, 52 en 1943, 40 en 1944, et 19 en août 1944 – point le plus bas.

La méfiance de notre avenir monétaire constituait elle-même une cause de ralentissement sinon de la production, du moins des échanges, en incitant les producteurs à stocker leurs produits plutôt qu'à les échanger contre une monnaie dont la stabilité était des plus incertaines.

(2) Ce n'est évidemment pas là le seul élément du coût de l'occupation : il conviendrait d'y ajouter notamment le déficit du clearing franco-allemand, les prélèvements sur notre économie, etc.

Une telle situation, inquiétante dans l'immédiat, menaçait de devenir désastreuse par la suite. En effet, en raison même de la production insuffisante, la monnaie quasi inutilisable sur le marché des produits se trouvait thésaurisée, c'est-à-dire réservée. Comme telle, son action sur le niveau des prix était retardée. Mais il était à craindre que cette action se déclenchât précisément dès les premiers signes de reprise économique. (...)

Les effets d'une telle fuite devant la monnaie sont bien connus : elle conduit inmanquablement à une hausse des prix et à une inflation constamment accélérées. L'excès de la demande par rapport à l'offre entraîne une hausse des prix, celle-ci engendre à son tour l'élévation des salaires, donc des prix et aussi du déficit budgétaire. L'inflation se trouve précipitée. C'est le cycle infernal.

Aussi importait-il que la masse des disponibilités monétaires en excédent restât inoffensive jusqu'au jour où, compte tenu des majorations des prix déjà réalisées, notre économie aurait pu, par suite de la production intensifiée, assimiler l'ensemble de la circulation monétaire réelle ou latente (dépôts, bons).

Une solution préconisée

Au moment de la Libération, la méthode de déflation systématique, inaugurée en Corse et dont la Belgique renouvela l'expérience, possédait un assez grand nombre de partisans en France.

Nombre d'esprits préconisaient l'échange ou l'estampillage des billets et le blocage des comptes courants. Pour chaque individu les moyens de paiement excédant un certain plafond – forfaitaire et très modeste – auraient été bloqués, qu'ils prissent la forme de billets ou celle de dépôts. Ils auraient, par la suite, fait l'objet de déblocages progressifs au fur et à mesure des possibilités. Toutefois, un solde aurait sans doute été obligatoirement converti en valeurs d'Etat à long terme.

Nul ne peut dire quels auraient été les résultats de cette méthode.

Mais, en fait, elle se heurtait à des difficultés importantes, à la fois techniques, psychologiques et économiques.

Difficultés techniques. Cette opération, pour être fructueuse, devait être réalisée immédiatement, afin d'empêcher les possesseurs de sommes importantes et gagnées dans le commerce avec l'ennemi ou dans le marché noir, de prendre des mesures de sécurité et de placement. Or, une telle hâte était rendue impossible non seulement par la présence de l'ennemi sur une fraction encore large du territoire, mais aussi par l'ampleur de l'opération elle-même. La circulation fiduciaire, voisine de 600 milliards, le nombre des comptes courants (de l'ordre de 3 millions) exigeaient une préparation matérielle longue et minutieuse. Au surplus, le stock de billets nécessaires à l'échange et dont l'impression avait été entreprise à l'étranger, n'était pas immédiatement suffisant.

Difficultés psychologiques. Le Gouvernement craignait que le blocage des billets et des fonds avancés à l'Etat à court terme ne portât au crédit public une atteinte d'autant plus inopportune que le poids des dépenses de guerre et l'insuffisance des recettes imposaient un recours constant à l'emprunt. Au surplus, une telle mesure frappait aussi durement tous les citoyens, que l'origine de leurs disponibilités fût illicite ou, au contraire, au-dessus de tout soupçon.

Difficultés économiques. Enfin, il était à redouter qu'une ponction massive et brutale sur la circulation monétaire entraînant une paralysie de la vie économique nationale en entravant les échanges aux divers stades du cycle de distribution, et en rendant plus précaire encore la situation de certaines entreprises dont la trésorerie devait précisément, à la veille d'une reprise économique, être à l'aise.

Les méthodes adoptées

Ces inconvénients décidèrent le Gouvernement – après de longues discussions intérieures – à écarter cette méthode et à lui préférer des solutions plus classiques, qu'il estimait plus propres à tenir compte des possibilités matérielles, à préserver le crédit public et à ne pas gripper le mécanisme des échanges (3).

Mais l'objectif de ces méthodes restait le même : une diminution du vo-

(3) NDLR – Le choix de cette solution entraîne la démission de Pierre Mendès France, ministre de l'Economie nationale, ardent défenseur de l'autre politique. Son portefeuille est confié au ministre des Finances, René Pleven.

lume des disponibilités monétaires et plus spécialement du volume des billets de banque en circulation.

Le Gouvernement s'est attaché à restreindre le volume de la circulation monétaire proprement dite (billets de banque) au profit des comptes de dépôts dont le montant peut être, en grande partie, utilisé par les établissements dépositaires à la souscription de bons du Trésor, il s'est attaché à consolider une partie des disponibilités monétaires de toute nature, en favorisant le placement à long terme.

A la première préoccupation a répondu l'échange des billets; à la seconde, l'emprunt de la Libération. Ces deux mesures seront étudiées dans l'ordre inverse, qui est l'ordre chronologique.

L'emprunt de la Libération (4)

L'emprunt de la Libération est intervenu le premier.

1° Les buts de l'emprunt de la Libération

Le but principal de l'emprunt de la Libération était d'opérer cette ponction parmi les disponibilités monétaires, dont nous venons de montrer la nécessité. En fait, s'il était à prévoir que le montant d'une ponction volontaire serait moins appréciable que celui d'une ponction réalisée par voie de blocage, du moins l'emprunt constituait-il aux yeux du Gouvernement et des épargnants un moyen plus classique et plus propre à entretenir cette « confiance » en laquelle les deux ministres des Finances (5) qui se succédèrent voyaient le meilleur facteur de reconstruction financière. (...)

Les conditions techniques dans lesquelles il fut émis (au pair et à 3 %) permettaient d'assurer la stabilisation du taux de l'intérêt à un niveau très bas, circonstance que le ministre des Finances estimait très favorable au démarrage de l'économie et à la reconstruction des entreprises. (...)

Enfin, l'emprunt de la Libération devait permettre de parvenir à une meilleure répartition de la dette publique.

C'est un fait bien connu qu'entre septembre 1939 et novembre 1944, l'augmentation du volume de la dette publique avait résulté du seul gonflement des bons du Trésor et des avances de la Banque de France. Aussi le pourcentage de la dette à court et moyen terme et de la dette envers les banques d'émission dans l'ensemble du volume de la dette de l'Etat était-il passé de 32 % à 71 %.

Cette structure nouvelle des engagements de l'Etat était avantageuse pour celui-ci aussi longtemps que duraient la pénurie des denrées et la léthargie de la production, car elle lui permettait de recevoir des prêts à un taux d'intérêt très modeste. Mais elle risquait de devenir dangereuse en raison de son instabilité. Car il était à craindre que, au moment de la reprise économique, les possesseurs de capitaux cessassent de renouveler leurs prêts à l'Etat pour investir leurs fonds à des conditions plus avantageuses, dans le circuit de production. Des retraits massifs de fonds risquaient de soumettre alors le Trésor, partant la monnaie, à une rude épreuve.

2° Les résultats de l'emprunt de la Libération

Précédé d'une vaste campagne que rendait inutile l'enthousiasme de la population, le succès de l'emprunt de la Libération a dépassé les prévisions les plus optimistes, puisque les souscriptions ont atteint 164 milliards, soit plus de 4 000 francs par habitant. Le nombre des souscriptions s'éleva à 2 300 000, chiffre jamais atteint au cours d'émissions antérieures.

L'origine des fonds de souscription était la suivante :

	en milliards	en %
Circulation de billets	73	44,5
Avoir en compte courant	54	33
Circulation des bons du Trésor et d'épargne	37	22,5
Total	164	100

(4) Cf. La politique financière de la France depuis la Libération. Deuxième partie, p. 8 (NDLR – cf. p. 182 de la présente édition).

(5) NDLR – Aimé Lepercq qui sera tué dans un accident d'automobile et René Pleven qui lui succède à partir du 16 novembre 1944.

Ainsi, pour 55,5 % les souscriptions étaient libérées sur avoir en comptes courants ou sur titres de dette à court terme.

Dans les deux cas, en définitive, il y avait simple consolidation d'une dette flottante, puisque, en fait, le montant des dépôts en banque est largement utilisé par les établissements financiers à la souscription de bons du Trésor.

Mais la Trésorerie recevait cependant pour 73 milliards – soit 44,5 % du montant de l'emprunt – d'argent frais, prélevé sur la circulation monétaire proprement dite.

L'emprunt de la Libération n'a pas seulement abouti à un large prélèvement sur le volume des disponibilités monétaires, mais aussi à un changement de structure, à une consolidation de la dette publique.

Les avances provisoires de la Banque de France à l'Etat (6) ont été, dans une large mesure, remboursées à la suite de l'emprunt de la Libération et sont passées, entre le 31 août et le 28 décembre 1944, de 74 550 millions à 15 850 millions.

En même temps, le pourcentage de la dette flottante dans les engagements de l'Etat diminuait considérablement (...).

L'échange des billets

La consolidation de la masse monétaire *dans son ensemble* avait été l'objet de l'emprunt de la Libération. Mais nous avons montré précédemment que sur les 164 milliards des souscriptions, 73 seulement avaient été prélevés sur la circulation des billets. Il importait que le Gouvernement fit porter un nouvel effort sur cette masse monétaire en partie stérile, et l'obligeât à se placer en dépôts bancaires ou postaux employés à souscrire aux émissions du Trésor.

1° Les buts et les modalités de l'opération

Ce fut là l'un des objets de l'opération d'échange des billets. Le 2 juin 1945, le ministre des Finances et de l'Economie nationale annonçait la décision du Gouver-

nement de procéder à l'échange des billets de la Banque de France alors en circulation contre des billets d'un type nouveau.

Aux termes du discours du ministre, l'objet de l'opération était triple:

a) elle devait permettre à l'Etat d'acquiescer la valeur des billets et des bons emportés par l'ennemi, envoyés hors de France dans des conditions frauduleuses, perdus ou détruits au cours des hostilités, ou que les détenteurs ne viendraient pas présenter à l'échange ;

b) elle devait permettre « de photographier la fortune en espèces et en bons de chaque Français » en vue de l'impôt sur le capital et sur l'enrichissement alors projeté ;

c) elle devait, enfin, provoquer la transformation d'un grand nombre de « billets oisifs » en bons du Trésor, en bons de la Libération, soit directement, soit par voie de dépôt en banque ou à la poste.

L'ordonnance n° 45.1126 du 30 mai 1945 déterminait les modalités de l'opération (7).

Les billets de la Banque de France de 5 000, 1 000, 500, 100 et 50 francs et les billets de même montant émis pour les besoins des troupes alliées en France cessèrent en principe d'avoir cours légal et force libératoire à compter du lundi 4 juin 1945. Ils devaient être échangés *franc pour franc*, sans aucun prélèvement ni blocage, contre des billets de types nouveaux.

Les billets de 5, 10 et 20 francs ne furent pas retirés de la circulation (...) afin de ne pas « gripper » à l'excès le mécanisme des échanges pendant la durée des opérations (...).

Quant aux bons à court et moyen terme – bons d'armement, du Trésor, de la Défense nationale, d'Epargne, de la Libération, de la Caisse nationale de crédit agricole – ils devaient être soumis, suivant leur montant, à l'estampillage ou à l'échange contre de nouvelles formules.

Enfin, les dépôts en banque, aux comptes postaux, dans les caisses d'épargne restaient disponibles, leur recensement étant opéré par les soins des établissements chargés de les gérer.

(6) Il ne s'agit pas ici des avances à l'Etat en vue du paiement des frais d'occupation.

(7) JO du 3 juin 1945.

2° Les résultats de l'échange des billets

En douze jours, 16 millions de personnes vinrent présenter à l'échange, dans 35 000 guichets servis par 120 000 personnes, pour 400 milliards de francs de billets sans compter les bons.

Les deux objets qui nous intéressent dans cette partie de notre étude furent atteints :

– le Trésor retira de l'opération un profit appréciable, du fait de la non-présentation à l'échange d'un grand nombre de billets de banque. En fait, il n'est pas possible de chiffrer exactement et définitivement le montant de ce bénéfice, puisque les gouvernements étrangers se sont vu octroyer un délai important pour la présentation à l'échange de leurs avoirs en francs et puisque un certain nombre de situations exceptionnelles ne sont pas encore dénouées. On peut toutefois évaluer à une trentaine de milliards environ le montant des billets « absents ou honneux » (8) ;

– d'autre part, et ce résultat est encore plus important, le montant de la circulation des billets de banque a subi une diminution considérable et sans précédent dans notre histoire monétaire. Le tableau suivant retrace les étapes.

Montant des billets de banque en circulation

Dates	Sommes en francs
5 octobre 1944	632 294 591 350
28 décembre 1944	572 510 268 170
17 mai 1945	588 608 548 765
24 mai 1945	580 794 539 900
31 mai 1945 (1)	548 945 403 890
2 juin 1945 (environ)	473 000 000 000
2 août 1945 (1)	444 475 906 575

(1) Le bilan de la Banque de France n'a pas été publié entre le 31 mai et le 2 août 1945.

Mais, abstraction faite de la part due aux non-présentations, cette réduction de circulation s'est accompagnée d'un

accroissement marqué des dépôts en banque, aux comptes postaux et dans les caisses d'épargne (...).

Le ministre des Finances a déclaré que « les résultats obtenus à cet égard avaient dépassé toutes les prévisions, même les plus optimistes ». Observant fidèlement les consignes qui les invitaient à déposer à l'avance le maximum de leurs réserves, les citoyens avaient déposé plus de 150 milliards avant le commencement de l'échange » (9). Du 15 mai au 3 juin, les dépôts en caisses d'épargne augmentaient de 26 milliards, les dépôts aux comptes de chèques postaux doubleraient, les dépôts en banque gonflaient de 60 % en province, de 35 % à Paris.

Et il n'y avait pas là un simple mouvement passager, né des circonstances et prenant fin avec elles, car on sait maintenant que la plupart des sommes déposées en comptes y ont été maintenues.

La réduction du volume des billets en circulation n'entraîna pas seulement un accroissement des dépôts en banque, aux chèques postaux et dans les caisses d'épargne, mais aussi une souscription massive de bons à court terme, tant du fait du public que du fait de la remise au Trésor d'une partie des fonds déposés dans les établissements financiers. La situation des bons subit en effet le mouvement suivant :

Date	En millions de francs
15 mai 1945	592 061
31 mai 1945	610 518
30 juin 1945	688 683

De cet ensemble de circonstances résulta une aisance remarquable de la trésorerie puisque le solde du compte courant du Trésor à la Banque de France passa entre le 31 mai et le 2 août 1945, de 27 à 102 milliards. Dans le même temps, l'Etat pouvait rembourser à l'Institut d'émission les derniers 19 milliards d'« avances provisoires » dont il fut encore détenteur (10).

(8) La formule est de M. Pleven, ministre des Finances. Compte rendu à l'Assemblée constituante. Séance du 26 juin 1945 (*JO débats de l'Assemblée constituante*, page 1209).

(9) *Ibid.*

(10) Il n'est pas question ici des avances consenties à l'Etat en vue du règlement des frais d'occupation.

L'inflation

Le succès de l'emprunt de la Libération avait permis d'opérer une ponction importante sur les disponibilités monétaires. L'échange des billets avait entraîné un aménagement intéressant des liquidités qui subsistaient et notamment un dégonflement massif de la circulation fiduciaire. C'est dire assez que la méthode appliquée était bonne.

Mais dans le même temps où il réduisait le volume et les dangers de la circulation, l'Etat l'accroissait par la voie de l'inflation. Placé devant une augmentation des dépenses publiques que ne suivait pas l'évolution des recettes et des souscriptions

aux bons, le Trésor se trouvait contraint de faire appel aux procédés monétaires.

L'importance de l'inflation pendant la période étudiée n'apparaît pas nettement à qui considère le seul montant des billets de banque en circulation à fin août 1944 et fin décembre 1945, précisément parce que les unités monétaires émises ont été transformées en dépôts bancaires, postaux, etc., à l'occasion de l'échange des billets. Mais on peut facilement, sinon apprécier exactement l'importance de l'inflation, du moins en avoir une idée, si l'on considère l'ensemble de ces facteurs. Le tableau suivant permet d'avoir une vue approximative de l'inflation depuis la Libération.

Disponibilités monétaires en France depuis la Libération (1) (en milliards)

Catégories	Fin août 1939	Fin août 1944	Fin décembre 1944	Fin juin 1945	Fin septembre 1945	Fin décembre 1945
Billets de banque	142	620	573	444 (2)	496	570
Comptes et dépôts en banque	—	244 (3)	261	392	367	375
Comptes courants postaux (avoirs des particuliers)	5	26	29	43	44	—
Avoirs en caisses d'épargne	27 (4)	140	169	244	253	259 (5)

(1) Ce tableau est évidemment incomplet : il ne contient pas l'indication des dépôts dans un certain nombre d'établissements publics ou semi-publics importants (Caisse des dépôts et consignations, Crédit foncier, Banques populaires, etc.), il ne contient pas non plus les bons du Trésor. En ce qui concerne ceux-ci, seuls devraient être pris en considération les bons appartenant au public, car on aboutirait à un double emploi si l'on tenait compte des bons détenus par les banques, étant donné que les fonds ayant servi à leur souscription figurent déjà au poste : dépôts bancaires.

(2) au 2 août 1944.
(3) au 30 septembre 1944.
(4) moyenne annuelle 1939.
(5) au 15 novembre 1945.

D'ailleurs, même en ce qui concerne la circulation fiduciaire proprement dite, l'inflation apparaît nettement si, au lieu de considérer comme un tout la période qui s'étend d'août 1944 à janvier 1945, on y voit la juxtaposition de trois phases successives, chacune des deux premières étant séparée de la suivante par une opération exceptionnelle :

- de septembre 1944 à fin janvier 1945, le montant des billets en circulation tombe de 628 milliards à 562 milliards (emprunt de la Libération) ;
- mais, dès fin février, un nouveau gonflement de la circulation s'amorce :

celle-ci passe de 562 milliards fin janvier à 569 fin février, 580 fin mars, 581 fin avril ;

- à l'annonce du prochain échange des billets, la circulation tombe à 549 milliards fin mai ;
- puis, effet de cet échange, elle s'effondre et apparaît à 444 milliards au bilan du 2 août ;
- mais dès la fin août, elle se relève à 470 milliards, à 496 fin septembre, 529 fin octobre, 556 fin novembre, 570 fin décembre.

C'est donc bien l'inflation et non les autres aspects de la politique monétaire menée depuis août 1944, qui a grevé lourdement les finances de la France. Mais en

définitive, cette inflation était rendue inéluctable par le poids d'un budget trop lourd pour les possibilités financières de l'économie française.

La politique monétaire extérieure

L'étude de la situation financière extérieure de la France depuis la Libération doit porter sur quatre points : le change de sa monnaie, ses moyens de règlements internationaux, la confiance qu'inspirent ses engagements, son adhésion à l'organisation monétaire internationale.

La politique des changes

L'incidence du cours des changes sur le commerce extérieur d'un pays est bien connue : la surévaluation de la monnaie nationale, si elle gêne l'exportation et le tourisme, favorise par contre les importations. Sa sous-évaluation, au contraire, stimule sensiblement l'exportation et l'industrie touristique, mais entrave les achats à l'étranger.

Aussi la fixation d'un cours de change n'est-elle pas une opération purement arbitraire et livrée au hasard. Elle doit tenir compte des nécessités économiques de l'heure. A cet égard, on peut distinguer deux phases dans la politique française des changes depuis 1944.

Le franc surévalué

En mars 1944, les taux de change du franc en vigueur dans l'Empire (200 francs pour la livre, 49,56 francs pour le dollar) furent étendus au territoire métropolitain, avec adoption de cours corrélatifs pour les autres monnaies étrangères. Les cours correspondants lors de la déclaration de guerre s'établissaient à 176,62 francs et 43,60 francs.

Cette décision « provoqua de la surprise » (11). Il était, en effet, couramment admis que de tels taux d'équivalence entraînaient une certaine surévaluation de notre monnaie nationale, compte tenu de l'appauvrissement de la France et de la hausse des prix qui s'y était produite depuis le début de la guerre.

En fait, cette décision tendait à tenir compte de cette vérité que les Français oubliaient trop facilement, à savoir que la France ne s'était pas seule appauvrie et que la guerre avait exercé sur toutes les nations son action destructive ou, à tout le moins, paralysante (12).

Au surplus, dans la mesure où la surévaluation du franc résultant de l'accord de mars 1944 était réelle, elle était en même temps justifiée par des motifs de politique économique et financière – au début du moins.

D'une part, la consécration par ces accords de taux très peu supérieurs à ceux de 1939 attestait aux yeux du monde la confiance des puissances alliées dans le redressement de notre monnaie et, par tant, de notre économie. Et il n'y avait pas là une pure satisfaction d'orgueil, car l'affirmation d'une telle confiance exerçait une sérieuse influence modératrice sur tous les éléments qui, en France ou à l'étranger, spéculaient jusqu'alors à la baisse du franc. (...)

D'autre part, le cours élevé du franc ne pouvait, dans les mois qui suivirent la libération du territoire, exercer aucune influence nuisible sur notre commerce extérieur. En effet, les destructions, la disette de matières premières et d'équipement marquaient puissamment notre économie : celle-ci était tout entière tournée vers l'importation. Nos besoins étaient immenses, nos ressources extrêmement faibles.

Enfin, le cours élevé du franc permettait de restreindre sensiblement les achats des soldats alliés dans un pays qui, comme le nôtre, n'avait pas trop de tous ses biens et de tous ses produits pour survivre.

Le franc dévalué

1° Les raisons de la dévaluation

Mais les motifs incitant au maintien des cours du franc à 200 et 49,56 francs perdirent progressivement une large part de leur valeur, du fait de la continuation de la hausse des prix après la Libération.

En effet, les prix qui avaient pu être contenus dans des limites relativement étroites aussi longtemps qu'avait duré la

(11) Déclaration de M. Mendès France, ministre de l'Economie nationale, le 6 septembre 1944.

(12) D'après M. Mendès France, même déclaration.

léthargie économique, ne tardèrent pas, sous l'influence conjuguée des majorations de salaires consenties et du démarrage économique escompté, puis amorcé, et surtout de l'inflation, à « crever le plafond ». Dès lors, le décalage entre les prix français et étrangers ne pouvait que s'accroître, rendant plus artificiels les cours des changes édictés en mars 1944.

Nos industries d'exportation, qui s'étaient reconstituées assez rapidement, se trouvèrent bientôt en mesure d'expédier vers l'étranger des articles susceptibles de nous procurer des devises. Mais la coexistence de prix français trop élevés et d'un taux de change ayant pour effet de surestimer le franc entravait l'essor de nos exportations en décourageant les acheteurs étrangers. Les surtaxes de péréquation, instituées par l'ordonnance du 29 avril 1945, et qui tendaient à faire couvrir par une partie du bénéfice des importateurs les pertes des exportateurs ne pouvaient complètement remédier à cette situation : d'une part, parce qu'elles constituaient un système complexe et très lourd à manier et, d'autre part, parce que, étroitement apparentées au « dumping », elles justifiaient, de la part des producteurs étrangers, des suspicions dont le commerce international ne saurait longtemps s'accommoder.

Enfin, la nécessité d'instaurer un ordre économique international mettait au premier plan des préoccupations, dans les derniers jours de décembre 1945, le souci d'assurer une certaine discipline et une certaine stabilité des monnaies. La proximité de la date-limite d'adhésion aux accords de Bretton Woods (13) conférait à ceux-ci une actualité nouvelle.

Certes, leur ratification n'impliquait pas pour la France la nécessité de faire connaître immédiatement au Fonds monétaire international le pair qu'elle entendait fixer pour sa monnaie (14). en qualité d'ex-pays occupé, elle était à même d'obtenir un délai pour cette communication. Mais il était hautement désirable

qu'au moment où elle affirmait sa volonté de collaboration monétaire internationale, elle en donnât des gages indiscutables.

2° Les modalités de la dévaluation

A la suite d'une longue délibération gouvernementale tenue dans la journée du 25 décembre 1945, le *Journal officiel* du 26 décembre publia un avis de l'Office des changes fixant les nouveaux cours du franc. Ces cours étaient basés sur la double parité suivante :

1 £ = 119,10669 francs,

1 \$ = 480 francs.

Les autres devises s'établissaient à des cours correspondants, savoir :

Dollar canadien	environ 108 F
Ecu portugais	4,83 F
Franc suisse	27,60 F
Franc belge	2,71 F

Le poids *théorique* du franc, par l'intermédiaire du dollar (1 \$ = 0,88867 gramme d'or fin) s'établit donc actuellement à 0,00746 gramme d'or fin ou 0,008288 d'or au titre de 900/1 000. C'est dire qu'il représente 2,57 % ou 1/39 environ du franc de Germinal An XI.

Les moyens de paiement français à l'étranger

Au moment de la Libération, la situation de la France, en ce qui concerne les moyens de paiement sur l'étranger, était des plus satisfaisantes. Car le Gouvernement provisoire, qui avait fait suite au CFLN et au Comité national de Londres (15) s'était interdit de prélever la moindre partie des avoirs de la métropole en or ou en devises (16). Et le stock d'or de la Banque de France, heureusement sauvegardé lors de la retraite de 1940, mis en lieu sûr, à l'abri de toutes les exigences ou sollicitations, nous revenait intact une fois la tourmente passée.

Mais les besoins de la reconstruction de la France, ceux du ravitaillement de la population devaient imposer pendant fort longtemps de gros sacrifices financiers.

(13) NDLR. — Du 1^{er} au 22 juillet 1944, quarante-quatre Etats réunis à Bretton-Woods dans le cadre de la Conférence monétaire et financière internationale des Nations Unies adoptent un système de parité fixe entre les monnaies qui seront définies en or ou en dollars. Une instance régulatrice, le Fonds monétaire international, est créée.

(14) Sur ce point, voir paragraphe 4 (NDLR — « Adhésion au FMI » texte non reproduit dans cette édition).

(15) NDLR — Cf. les *Étapes de la reconnaissance du Gouvernement français et l'admission de la France dans les conseils européens*.

(16) Conférence de presse de M. Mendès France, ministre de l'Economie nationale, 6 septembre 1944.

Or, par suite de la disette générale, notre commerce d'exportation ne devait pas être immédiatement en mesure de nous procurer les devises étrangères indispensables au règlement de nos achats à l'étranger. Quant aux devises introduites en France pour les besoins des soldats alliés, leur montant devait décroître rapidement avec la fin des hostilités et l'évacuation de notre territoire.

Aussi l'Etat se devait-il de trouver par d'autres méthodes – nécessairement exceptionnelles – les moyens financiers propres à couvrir nos dépenses à l'étranger. Trois procédés ont été utilisés à cet effet : la cession d'or par la Banque de France au Fonds de stabilisation des changes, l'acheminement vers la réquisition des avoirs français à l'étranger, l'obtention de crédits extérieurs.

La cession d'or au Fonds de stabilisation des changes

En fait, le Fonds de stabilisation des changes ne remplit plus l'office qui lui était dévolu entre 1936 et 1939 et qui consistait à soutenir le cours du change du franc. Cette fonction est maintenant dévolue au contrôle des changes dont le fonctionnement a été renforcé. Le Fonds de stabilisation est chargé d'opérer les règlements à l'étranger, en or ou en devises, des dépenses résultant de l'exécution du plan d'importation.

En septembre 1945, la Banque de France a cédé au Trésor en vue d'une rétrocession au Fonds de stabilisation, une somme de 10 milliards de francs destinée à payer nos importations.

C'était la première cession d'or (17) depuis celle de 30 milliards intervenue en février 1940, sur laquelle le Fonds avait vécu depuis lors, en raison de l'interruption du commerce extérieur et dont il possédait encore, lors de la Libération, une partie importante.

Au début de janvier 1946, a eu lieu une nouvelle cession d'or, portant sur un poids de 400 tonnes de fin et un montant de 53 611 160 000 francs (francs Plevén). Le stock d'or de l'Institut d'émission s'établit ainsi depuis le début de jan-

vier, après cession et réévaluation, à 129 816 556 128 francs.

Le régime des avoirs en monnaies étrangères et des avoirs à l'étranger

C'est en grande partie son portefeuille étranger qui avait assuré à la France depuis de nombreuses années, sa puissance financière et son rayonnement politique. Le Gouvernement a estimé, étant donné les nécessités impérieuses de notre commerce d'importation à l'heure actuelle, devoir préparer la mobilisation de ce portefeuille au profit de l'économie nationale.

A cet effet, il fallait le connaître. Cela a été l'objet de mesures de dépôt ou de recensement. Aux termes de l'ordonnance du 7 octobre 1944, les devises étrangères conservées sur le territoire français doivent être déposées chez un intermédiaire habilité à cet effet par le ministre des Finances. Les valeurs mobilières étrangères ou « assimilées » (libellées en monnaies étrangères ou comportant une garantie de change par exemple) doivent être déposées auprès d'une banque, d'un agent de change, d'un courtier ou d'un établissement enregistré. Moyennant l'accomplissement de cette formalité, elles demeurent négociables. Ainsi, les titres déposés ont été déclarés à l'Office des changes par les banques. Il n'est plus possible d'encaisser anonymement sur des titres étrangers au porteur, des coupons en fraude des droits du Trésor.

Mais tous les avoirs étrangers appartenant à des Français ne se trouvent pas sur le territoire national. Certains sont à l'étranger. L'Etat avait entrepris dès 1939 d'en rendre la déclaration obligatoire pour en dresser l'inventaire au cas où leur mobilisation deviendrait nécessaire. L'opération a été reprise, dans un esprit plus rigoureux. Les déclarations de 1939 avaient été notoirement au-dessous de la réalité. Pour combler cette lacune, l'ordonnance du 16 janvier 1945 offre le choix aux défaillants entre une régularisation peu coûteuse et le risque de sanctions très sévères. Les fraudeurs de 1939, qui ont déclaré leurs avoirs en 1945, échappent à

(17) Voir toutefois, sur la question de l'or de la Banque de Belgique, page suivante.

toutes poursuites mais sont toutefois soumis à un droit de légitimation de 20 % de la valeur des avoirs, droit dont le Trésor attend un montant important de devises étrangères, puisque 65 000 déclarations ont été enregistrées contre seulement 25 000 en 1939.

Enfin, au terme prévisible de cet acheminement, l'article 3 de la loi du 26 décembre 1945 autorise le Gouvernement à procéder, par décret, à la réquisition, au profit du Trésor, de l'or, des devises et valeurs mobilières étrangères ainsi que des biens situés à l'étranger et appartenant à des Français résidant habituellement sur les territoires français.

L'obtention des crédits
extérieurs

L'exportation massive de notre or ou la liquidation de notre portefeuille étranger constituent des mesures extrêmement graves, car elles engagent l'avenir : rien n'est moins certain que le retour en France de cet or d'ici à quelques années, si ce n'est celui des valeurs étrangères dans notre portefeuille. Car il est douteux que des pays, maintenant équipés, laissent ressaisir par nos épargnants, dans les années à venir, les valeurs dont la reconstitution de notre économie aura imposé la liquidation.

C'est en cela que les crédits extérieurs sont avantageux. Car ils n'entament pas le patrimoine mobilier national. Et il est probable que les pays étrangers qui nous ont consenti ou nous consentiront des prêts seront plus disposés à importer pour nous permettre de les rembourser qu'ils ne seraient prêts à le faire pour nous permettre de leur racheter les valeurs mobilières que, bien contre notre gré, nous leur aurions remises en paiement de fournitures !

Ces avantages des crédits extérieurs ont conduit le Gouvernement provisoire à engager des négociations en vue de leur obtention. Il convient de signaler dans ce domaine la convention du 4 décembre 1945 entre la République française et l'Export-Import Bank, approuvée par la loi du 26 décembre 1945. Aux termes de cette convention, l'Exim-Bank consent à la France, en vue de financer l'achat aux Etats-Unis d'un certain nombre de produits spécifiés, un prêt de 550 000 000 de dollars au taux d'intérêt de 2 3/8 %, remboursable en 30 ans.

Ce n'est là qu'un premier pas. De nouveaux pourparlers vont être engagés aux USA en vue de l'obtention d'un autre prêt plus important.

Pour que de telles négociations pussent réussir, il fallait que la France inspirât confiance par sa volonté d'honorer ses engagements.

La sauvegarde du crédit
de la France

Deux occasions devaient lui permettre de donner des gages de sa bonne foi : l'affaire de l'or de la Banque de Belgique, la reprise du service de la dette extérieure.

L'or de la Banque
de Belgique

L'encaisse-or de la Banque de Belgique avait été transportée en France en mai 1940, au moment de l'agression allemande. Durant l'occupation, l'Allemagne contraignit la France à lui remettre cet or. Lorsque la Banque de Belgique nous en demanda la restitution, nous aurions pu, en droit strict, lui opposer l'exception de force majeure et refuser de lui rendre l'équivalent du dépôt. Et ceci d'autant plus que tout espoir n'était pas perdu que la Belgique pût récupérer le métal précieux, lorsque l'Allemagne serait vaincue et envahie. La France n'en a rien fait : elle a amputé son propre stock de quelque 200 tonnes pour désintéresser la Banque nationale belge. Cette ponction d'or s'est traduite de la manière suivante dans le bilan hebdomadaire de la Banque de France :

	21 décembre 1944	28 décembre 1944
Encaisse-or	84.597.595.843.04	75.151.012.571.64

La reprise du service
des emprunts français à l'étranger

Le Trésor français était débiteur avant la guerre de 1939 sur un certain nombre de marchés étrangers et notamment en Hollande, en Suisse, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis.

Depuis le mois de juin 1940, le service des emprunts extérieurs avait été suspendu en raison de l'occupation et de la

rupture des relations financières qu'elle avait entraînée. Il a été repris en 1945 avec rappel des coupons arriérés. Un tel respect des engagements passés ne peut que renforcer notre crédit à l'étranger et favoriser par la suite la conclusion de ces emprunts extérieurs dont nous disions précédemment qu'ils étaient indispensables à notre redressement (18).

II. - Le budget

Le montant des dépenses

(...) Malgré la suppression des dépenses résultant de l'occupation (19), le poids du budget s'est alourdi, en raison à la fois de l'extension de son rôle et de l'accroissement des dépenses traditionnelles.

La suppression des frais d'occupation

Les contributions imposées à la France par l'ennemi étaient de trois catégories : une indemnité quotidienne ; des règlements divers ; la couverture du déficit du clearing franco-allemand.

L'accroissement des dépenses résultant de l'extension du rôle de l'Etat

La France a dû poursuivre la guerre, amorcer sa reconstruction, secourir les rapatriés, aider à démarrer son économie paralysée ; les dépenses qui en ont résulté se sont traduites par un gonflement du budget.

Les dépenses militaires

L'intensification de la lutte contre l'Allemagne et le Japon a imposé des

charges nouvelles et accrues au budget de l'Etat. Pour l'ensemble de l'année 1945, les crédits militaires se sont élevés à :

	en milliards
1 ^{er} trimestre (ordonnance du 30 décembre 1944)	43,3
2 ^e trimestre (ordonnance du 31 mars 1945)	41,9
3 ^e trimestre (ordonnance du 30 juin 1945)	37,1
4 ^e trimestre (décret du 9 octobre 1945).	37,6
Collectif du 17 juillet 1945	6,7
Total de l'année	166,6

Ce chiffre apparaît considérable si on le compare à la fois aux dépenses militaires d'avant-guerre et aux possibilités financières et économiques actuelles de la France. Aussi longtemps que durait la guerre, les besoins militaires devaient cependant bénéficier d'une priorité absolue.

Mais le chiffre des dépenses militaires ne devait pas considérablement diminuer dans le dernier semestre de 1945 (74,7 milliards contre 85,2 milliards au cours du premier). Et en 1946, les crédits prévus tout d'abord pour un montant de 160 milliards (20) pour l'ensemble de l'année, puis ramenés à 125 milliards, se sont élevés encore à 40 milliards pour le premier trimestre. (21). (...)

Dépenses de reconstruction

(...) Voici approximativement comment on peut évaluer le coût de la reconstruction, dont la charge sera évidemment répartie sur un grand nombre d'exercices :

(18) NDLR - L'étude se poursuit par l'adhésion de la France au Fonds monétaire international.

(19) A vrai dire, les dépenses d'occupation n'étaient pas consignées dans les documents budgétaires, car les gouvernements français dans leur espoir d'en demander ultérieurement le remboursement (?) avaient prescrit une comptabilisation spéciale des frais entraînés par la présence des troupes ennemies sur notre territoire. Mais, en réalité, si ces dépenses n'étaient pas budgétaires du point de vue comptable, elles l'étaient indiscutablement du point de vue financier. Aussi seront-elles ici considérées comme telles.

(20) M. Philip, ministre des Finances, a déclaré à la commission des Finances de l'Assemblée constituante que s'ils ne faisaient l'objet d'aucune compression, les crédits s'élèveraient pour 1946 à 190 milliards.

(21) NDLR - La discussion à l'Assemblée, fin décembre 1945, du budget militaire a donné lieu à un vif débat entre les parlementaires et le Général de Gaulle qui est hostile à une réduction des crédits militaires. Dans la discussion, ce dernier évoque l'hypothèse de son prochain départ.

Opérations	Coût définitif (en milliards)
Déblaiement et déminage	50
Reconstruction immobilière :	
Immeubles d'habitations	100
Immeubles industriels	900
Construction d'abris provisoires	30

A ces chiffres, il convient d'ajouter les indemnités à verser aux sinistrés pour la reconstruction de leur mobilier, des outillages, des stocks, des matériels d'exploitation agricole, etc.

Il faudra comprendre également le montant des dommages causés aux collectivités locales, services et établissements publics (PTT, SNCF).

En bref, on peut admettre que le coût total de la reconstruction s'établira aux environs de 2 000 milliards (22) dont l'Etat acquittera ou avancera la quasi-totalité.

L'aide aux prisonniers et déportés rapatriés, aux réfugiés, à leurs familles et à celles des mobilisés

(...) Sur les quelque 40 milliards de crédits destinés aux rapatriés en 1945 et sur les 9 milliards ouverts au budget du Secrétariat général aux prisonniers, déportés et réfugiés (23) en 1946, il convient de citer les postes suivants, qui sont les plus importants :

Postes	1945 (en millions)	1946 (en millions)
Alimentation des rapatriés	2 850	122
Habillement	2 000	2 300
Transports	1 494	427
Allocations en espèces aux réfugiés et sinistrés	8 890	3 522
Indemnités aux rapatriés	7 200	mémoire
Allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est incorporé, prisonnier, déporté ou travailleur en Allemagne		
Aide médicale temporaire aux rapatriés	13 600	3 000

(24)

(22) Chiffre cité par M. Dautry, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme à la tribune de l'Assemblée consultative.

(23) Et au ministère de la Santé publique.

(24) *NDLR – Le texte se poursuit par l'étude des subventions à la production de pain, de lait, de beurre et de viande, à la production charbonnière, à la SNCF, etc.*

(25) Discours de M. Pleven, ministre des Finances à la tribune de l'Assemblée constituante, le 30 décembre 1945, (*JO débats*, p. 594).

(26) *Ibid.*

L'accroissement des dépenses budgétaires traditionnelles

L'accroissement des dépenses publiques n'a pas résulté seulement de l'extension nouvelle donnée au rôle de l'Etat. Les postes traditionnels de dépenses se sont eux-mêmes accrus dans des proportions importantes.

Les dépenses de personnel

En 1938, il y avait 687 000 appoin-tés par l'Etat. En 1945, il y en a eu 1 036 000, sans compter les 497 000 fonc-tionnaires des collectivités locales et ser-vices concédés, les 390 000 agents de la SNCF et les 300 000 militaires à solde men-suelle (25).

Ainsi, on peut estimer qu'un total de 2 200 000 personnes, soit 10 % de la population active du pays, est actuellement au service de l'Etat ou des collectivités publiques (26).

Les dépenses de personnel ont été considérablement augmentées de 1945 à 1946, puisqu'elles sont passées de 44 700 millions à 62 343 millions, sous l'effet notamment de l'augmentation de l'indemnité de résidence. Et pourtant, le chiffre de 44 700 millions pour 1945 tient compte des augmentations de traitement décidées par l'ordonnance du 6 janvier 1945.

La charge de la dette publique

C'est le poste « dépenses de per-sonnel » qui constitue la masse de crédits la plus considérable de tout le budget de 1946. La seconde masse, dans l'ordre d'importance, comprend les crédits affec-tés à la charge de la dette publique.

Le service des intérêts de la dette est passé de 14 milliards en 1938 à 29 900 millions en 1945 et 36 799 millions en 1946. Mais, alors qu'il représentait, en 1938, 16 % des dépenses budgétaires totales, il ne représente plus en 1946 que

7 % de l'ensemble des dépenses. Bien que le capital de la dette ait quintuplé depuis 1938, la charge annuelle de la dette a seulement été multipliée par 2,5. C'est là le résultat d'une politique d'abaissement du taux de l'intérêt, sans cesse poursuivie depuis 1940.

C'est surtout sur le poste dette flottante que porte l'augmentation entre 1945 et 1946.

.....

Les autres dépenses

Les autres postes de dépenses ont subi également, entre 1945 et 1946, à l'exception du poste « dépenses diverses », un accroissement important dû notamment à la hausse des prix.

La colonne « charges sociales » notamment, malgré le retour des prisonniers au cours de 1945, se trouve passer entre 1945 et 1946 de 12 800 millions à 20 323 millions, sous l'effet en particulier des mesures de protection sanitaire adoptées au cours de 1945.

De même, les subventions passent de 14 607 millions à 25 307 millions, du fait surtout des subventions du budget général aux collectivités locales (14 305 millions).

Le tableau suivant permet une comparaison des crédits ouverts respectivement par l'ordonnance du 31 mars 1945 (27) et par la loi du 31 décembre 1945 (28).

Catégories de dépenses	Crédits ouverts	
	par l'ordonnance du 31 mars 1945 (en millions)	par la loi du 31 décembre 1945 (en millions)
I. – Dépenses ordinaires :		
Dette publique	29 900	36 799
Dette viagère	33 099	40 126
Pouvoirs publics	235	409
Personnel	40 216	62 343
Matériel et fonctionnement des services	9 879	13 979
Travaux	3 129	5 352
Charges sociales	12 550	20 323
Subventions	14 607	25 307
Dépenses diverses	5 034	4 353
II. – Dépenses résultant des hostilités	58 033	62 284
III. – Dépenses d'équipement	7 286	—
Total	213 968	271 275

Ce tableau ne tient pas compte des crédits additionnels ouverts au cours de l'année 1945.

Les recettes
et le déficit budgétaire

(...) Le budget des services civils s'est élevé en 1945 à 279 205 612 000 francs, compte tenu des crédits additionnels ouverts les 21 juillet, 22 octobre et 22 novembre 1945.

Les crédits militaires se sont élevés pour la même période à 166 600 millions.

Le montant total des dépenses budgétaires prévues au titre de l'exercice 1945 s'élevait ainsi à quelque 446 milliards.

Pour 1946, le montant total des crédits civils a été fixé par la loi de finances du 31 décembre 1945 à 271 274 606 279 francs. Mais il s'agissait là de crédits initiaux, dont l'expérience montre qu'ils sont toujours insuffisants, sauf changement

(27) *Journal officiel* du 3 avril 1945.
(28) *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1946.

radical de politique financière en cours d'exercice. et M. Philip (29) a pu annoncer à la commission des Finances (30) de l'Assemblée constituante, que les dépenses civiles se seraient établies en réalité à 403 milliards si aucune restriction n'était intervenue en cours d'année. Et si l'on tient compte des crédits militaires évalués à 190 milliards (31) au titre de 1946, c'est à

590 milliards environ que s'établissait, à l'ouverture de l'exercice, le montant des dépenses budgétaires de l'Etat.
Certes, les recettes budgétaires ont subi depuis la Libération, sous l'influence conjuguée de la reprise économique et de la hausse des prix, une augmentation importante, dont rend compte le tableau suivant :

I. – Etat. – Produits fiscaux (en millions de francs)

Nature des recettes	1944	1945 (11 mois)
Contributions directes	44 118	51 551
Enregistrement	7 641	9 512
Timbre	2 694	2 761
Opérations de Bourse	317	228
Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers	5 347	4 821
Douanes	532	3 177
Contributions indirectes	4 017	7 397
Taxes indirectes spéciales	19	50
Taxes sur le chiffre d'affaires	24 544	36 375
Taxes sur les transactions	10 427	19 202
Sucre et saccharine	1 498	1 652
Monopoles	78	344
Exploitations industrielles	622	62
Domaines	3 074	4 726
Total	104 928	141 859
Produits divers	16 069	13 491
Produits recouvrables en Algérie	—	97
Total général	120 997	155 448

II. – Caisse autonome d'amortissement (en millions de francs)

Nature des recettes	1944	1945 (onze premiers mois (1))
Tabacs	7 351	11 510
Allumettes	515	494
Successions	6 954	8 059
Taxe à la première mutation	439	653
Total	15 259	20 716

(1) Chiffres provisoires

(29) NDLR – André Philip est ministre des Finances du gouvernement Félix Gouin qui a succédé, le 29 janvier 1946, au deuxième cabinet du Général de Gaulle.

(30) Le 1^{er} février 1946.

(31) Evaluation de M. Philip, même date.

Quant aux prévisions de recettes pour 1946, voici comment elles se décomposent d'après la loi du 31 décembre 1945 :

Prévisions de recettes pour l'exercice 1946 (en millions)	
Nature des recettes	Sommes
Contributions directes (dont profits illicites : 18 450)	69 355
Enregistrement	15 828
Timbre	3 251
Opérations de Bourse	411
Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers	6 655
Douanes	6 190
Contributions indirectes	13 179
Taxe sur les transactions	31 500
Taxes sur le chiffre d'affaires	63 288
Monopoles	530
Impôt de solidarité nationale	33 309
Total	243 498
Exploitations industrielles	3 246
Produits et revenus du domaine de l'Etat	6 764
Produits divers	32 330
Ressources exceptionnelles	3 560
Total général	289 472

Mais, malgré cet accroissement réel ou prévu des recettes, le déficit n'en a pas moins été considérable. Evalué par M. Philip, ministre des Finances, à 339 milliards pour 1945, on pouvait prévoir qu'il s'établirait pour 1946 aux environs de 303 milliards (32).

Un tel déficit constituait pour les finances et la monnaie françaises un élément de dangereuse instabilité. Car il entraînait inévitablement le recours à l'inflation.

En effet, « l'Institut de conjoncture évalue approximativement le revenu national probable de 1946 à 1 300 milliards de francs. Or, avant la guerre, 15 à 20 % du revenu étaient épargnés, le reste étant

consacré aux dépenses de consommation. Ainsi, cette année, l'épargne nationale probable ressortirait à 260 milliards, ne pouvant de toute façon couvrir un déficit probable de 310 à 320 milliards » (33).

En définitive, c'est donc bien le gonflement excessif des dépenses publiques depuis la Libération qui constituait l'élément le plus dangereux de la politique financière menée pendant cette période. Car par la pression excessive qu'il exerçait sur l'économie privée, le budget entravait partiellement la reprise économique, en même temps que l'inflation nécessaire à l'« équilibre » financier de l'Etat compromettait l'avenir de la monnaie.

(32) Chiffre donné par M. Philip, ministre des Finances à la commission des Finances de l'Assemblée constituante, le 1^{er} février 1946.
 (33) M. Philip, ministre des Finances, conférence de presse du 7 février 1946.

Deuxième partie : l'impôt et la dette publique

II - La dette publique (34)

La guerre puis l'occupation ont imposé au Trésor des sacrifices financiers considérables. Des dépenses aussi exceptionnelles par leur montant que par leur nature ne pouvaient être financées seulement par voie d'impôt. Le recours à l'emprunt s'imposait donc à l'Etat, même

au regard de la plus stricte orthodoxie financière.

Quelque justifiée et inévitable qu'elle fût, cette politique d'emprunt n'en a pas moins sérieusement obéré la situation financière de la France. Lorsque le Gouvernement provisoire prit en mains la responsabilité du pouvoir, le montant de la dette publique s'élevait à 1 523 milliards, soit plus du triple de ce qu'il était à la veille des hostilités. (...)

Catégories de dettes	Situation de la dette au			
	31 août 1939		31 août 1944	
	Montant (en millions)	%	Montant (en millions)	%
Dette perpétuelle	55 036	12	44 298	3
Dette amortissable par annuités ou par voie de rachat en bourse	185 774	42	300 907	20
Dette remboursable par annuités	62 241	14	74 504	5
Dette à moyen et à court terme	106 649	24	586 613	38
Dette envers les banques d'émission	36 042	8	516 734	34
Total	445 742	100	1 523 056	100

L'Etat ne pouvait espérer rembourser – fût-ce partiellement – cette dette dans l'immédiat ni même dans un proche avenir. Car la poursuite de la guerre, les secours à allouer aux rapatriés, aux sinistrés, l'aide à octroyer en vue de la reprise économique entraînaient un accroissement des dépenses dans le moment même où les recettes fiscales se trouvaient réduites par suite de la paralysie économique résultant de la pénurie de matières premières et de la rupture des moyens de communications. Bien au contraire, le nouveau gouvernement devait envisager et préparer une nouvelle extension de la dette en vue d'assurer la couverture des dépenses publiques.

Ce sont ces trois éléments :

– modification de la structure de la dette,

– allègement relatif de son service,
– nécessité d'emprunter encore, qui ont dominé la politique menée depuis août 1944 en matière de crédit public. Au premier répond l'emprunt de la Libération, au second la conversion de certains fonds, au troisième, les encouragements à l'épargne.

L'aménagement de la dette

Nous avons exposé précédemment les dangers que présentait pour la monnaie le volume considérable de la dette flottante, passée entre le 31 août 1939 et le 31 août 1944, de 106 449 millions à 586 613 millions. Le danger des avances de la Banque de France est également indiscutable, puisque ces avances s'accompa-

(34) NDLR – La deuxième partie de l'étude sur les Finances publiques est consacrée à l'impôt et la dette publique (n° 276, 5 avril 1946) ; seule l'étude de la dette publique est retenue ici.

gnent d'une création de monnaie et d'un accroissement de la circulation.

L'emprunt de la Libération (35)

Aussi convenait-il d'opérer une réduction de ces deux catégories de dette.

Ce fut l'un des objets de l'« emprunt de la Libération », lancé en novembre 1944. Tout se prêtait alors au succès de cet emprunt : l'abondance des disponibilités monétaires, le vaste élan d'enthousiasme qui avait suivi la Libération, la paralysie de l'économie même, qui rendait difficile un emploi immédiat des fonds dans leur secteur privé.

Autorisé par décret du 4 novembre 1944, l'emprunt de la Libération fut un grand succès national. Bien qu'émis au pair et à 3 %, c'est-à-dire au taux le plus bas pratiqué en France depuis 1914, il rapporta 164,4 milliards, chiffre sans précédent dans notre histoire financière. Le nombre de souscriptions s'éleva à 2 300 000 dont :

- 1 150 000 pour moins de 10 000 francs,
- 1 100 000 entre 10 000 et 100 000 francs,
- 70 000 entre 100 000 et 1 000 000 de francs,
- 2 000 pour plus de 1 000 000 de francs.

chiffres qui mettent en lumière la participation générale de la population au succès de l'opération. (...)

Par ses résultats, l'emprunt de la Libération présente le double caractère d'emprunt de consolidation et d'emprunt en argent frais. Il est emprunt de consolidation dans la mesure où les souscriptions ont été libérées à l'aide de bons du Trésor ou de dépôts bancaires, postaux, etc., puisque les fonds correspondant à ces dépôts étaient déjà précédemment prêtés au Trésor, soit sous forme de bons (par les banques) soit sous forme de dépôts à son compte (comptes chèques postaux). Il est emprunt en argent frais dans la mesure où le montant des souscriptions a été prélevé sur le montant de la circulation des billets.

Mais le résultat recherché était atteint dans les deux cas. Dans le second cas, les disponibilités de trésorerie de l'Etat se trouvaient accrues au moment même où la circulation se dégonflait. Dans le premier cas, le volume de la dette flottante se trouvait réduit dans une proportion appréciable. Les dangers de demande de remboursements massifs se trouvaient par là-même restreints.

D'ailleurs, le poste « Dette à moyen et court terme » ne se trouva pas seul réduit au lendemain de l'emprunt de la Libération. Le Trésor utilisa une partie de ses disponibilités en argent frais à rembourser une fraction des avances qu'il avait reçues de la Banque de France.

Au 31 décembre 1944, la situation de la dette publique était profondément différente de ce qu'elle était au 31 août 1944.

Catégorie de dettes	Situation			
	au 31 août 1944		au 31 décembre 1944	
	Sommes (en millions)	%	Sommes (en millions)	%
Dettes perpétuelles	44 298	3	208 779	13
Dettes amortissables par voie de tirage au sort ou de rachat en bourse	300 907	20	300 277	19
Dettes remboursables par annuités	74 504	5	72 054	4
Dettes à moyen et à court terme	586 613	38	572 410	36
Dettes envers les banques d'émission	516 734	34	466 034	28
Total	1 523 056	100	1 609 554	100

(35) Cf. La politique financière de la France depuis la Libération. Première partie, p. 5. (NDLR – Cf. p. 168 de la présente édition).

L'emprunt auprès de la Caisse des dépôts et consignations

Un décret du 20 mars 1946 a, d'autre part, autorisé le ministre des Finances à émettre, sous forme de titres de semestrialités, un emprunt d'un montant maximum de 10 milliards, portant intérêt au taux semestriel de 1,5 % et remboursable en 30 ans. Les semestrialités sont uniformes et l'Etat s'interdit de convertir cet emprunt ou de le rembourser par anticipation. L'émission en a été totalement réservée à la Caisse des dépôts et consignations pour lui permettre d'employer une partie des importantes disponibilités qu'elle détient tant pour son compte propre que pour celui des services dont elle assure la gestion.

L'allègement relatif du service de la dette

Le capital de la dette importe peu à l'équilibre du budget. Seule compte à ce point de vue la charge de son service. En 1941 et 1942, l'Etat s'était efforcé d'obtenir un allègement relatif de cette charge en compensant partiellement par une diminution du taux d'intérêt l'augmentation due à l'accroissement constant du capital.

Cette politique d'abaissement du taux de l'intérêt fut poursuivie après la Libération. Elle devait permettre à l'Etat de financer à bon compte son déficit budgétaire. Elle devait également favoriser le démarrage et la reconstitution de notre économie.

Les modalités de la conversion

Le droit commun

La tenue remarquable en Bourse du 3 % perpétuel, dans les semaines qui suivirent son émission, permit la stabilisation à ce niveau du taux de l'intérêt sur le marché financier. Une conversion devenait dès lors techniquement réalisable. Elle a fait l'objet d'un décret du 19 janvier 1945 (36).

Aux termes de ce texte, les porteurs de rentes 4 % 1917, 4 % 1918, 4 1/2 % 1932 (tranches A et B) avaient le choix entre, d'une part, le remboursement de leurs inscriptions et, d'autre part, leur

conversion en rentes 3 % amortissables. Ils avaient deux semaines pleines pour exercer leur option.

Les rentes nouvelles à 3 % étaient amortissables en 60 ans et 3 mois au maximum, soit par rachat en Bourse, soit par remboursement au pair à la suite de tirages au sort semestriels.

Les conditions spéciales aux petits rentiers

Une conversion entraîne un allègement des dépenses publiques. Mais il en résulte d'ordinaire une évidente compression des revenus des rentiers. Or, la situation de ceux-ci est devenue, depuis quelques années, en raison notamment de l'avalissement de la monnaie, extrêmement critique. Aussi convenait-il à l'occasion de la conversion, de se préoccuper de leur sort. Des conditions particulièrement avantageuses ont été consenties aux plus modestes d'entre eux.

Les résultats de la conversion

La conversion de janvier-février 1945 atteignit pleinement son but.

Affectant un total de 107 milliards de rente, dont la majeure partie au taux de 4 1/2 %, elle devait permettre d'alléger de 1 milliard et demi par an le montant du service de la dette.

Du même coup, elle devait permettre de stabiliser à 3 % le taux de l'intérêt sur le marché financier, taux que le gouvernement estimait particulièrement favorable au financement de la reconstruction économique.

En fait, il se révéla que la conversion avait parfaitement correspondu aux conditions du marché : l'épargne manifesta une nouvelle fois sa confiance dans les destinées du pays, puisque 98,5 % des porteurs de rentes soumises à conversion acceptèrent la réduction du taux d'intérêt ou demandèrent à bénéficier des conditions de faveur. (...)

La diffusion de l'épargne

Le poids de son budget a continué d'imposer à l'Etat un recours constant aux

(36) JO du 21 janvier 1945.

ressources d'emprunt, en même temps que le gonflement de la circulation monétaire l'a conduit à lutter par tous les moyens contre la thésaurisation. Pour cette double raison, le Gouvernement provisoire s'est efforcé de diffuser l'épargne en la « démocratisant ».

Les bons de la Libération

En fait, le public modeste souscrit peu aux emprunts à court terme du Trésor. Certes, les souscriptions des banques sont effectuées dans une très large mesure à l'aide des dépôts des clients, sous réserve d'une couverture en caisse de l'ordre de 10 %. Et ainsi on peut dire que la nation tout entière, ou du moins tous les titulaires de comptes courants souscrivent indirectement aux titres d'Etat à court terme.

Mais si ce système est commode pour l'Etat puisqu'il lui permet de s'adresser aux banques pour le placement de ses bons, il est par contre spoliateur pour l'épargne, puisque les banques profitent seules de l'intérêt qu'elles ne ristournent généralement pas à leurs déposants, même en partie. Ainsi le véritable propriétaire des fonds prêtés n'en tire aucun revenu et c'est le dépositaire qui touche les intérêts de fonds qui ne lui appartiennent pas en propre.

C'est à restreindre cette injustice que vise l'institution des bons de la Libération (décret du 31 mars 1945) (37).

Ces bons, d'un type absolument nouveau sont des bons du Trésor remboursables à vue six mois après l'émission, mais assortis d'un taux d'intérêt progressif qui encourage les porteurs à les conserver en portefeuille aussi longtemps qu'un besoin pressant de numéraire ne les oblige pas à s'en dessaisir.

Ainsi que le stipule le décret du 31 mars 1945 (art. 1^{er}, § 2), les bons de la Libération sont réservés à la petite épargne. Ils ne peuvent, sous peine de confiscation, être souscrits, acquis ou détenus pour leur propre compte, à quelque titre que ce soit, par les banques, entreprises et établissements financiers, les agents de change et les courtiers en valeurs

**Taux d'intérêt
et valeur de remboursement
des bons de la Libération
suivant les époques**

Durée comptée à partir de la date d'émission	Taux d'intérêt moyen	Valeur de rembour- sement (1)
6 mois	1,45 %	967
1 an	1,77 %	977
18 mois	1,875 %	987
2 ans	2,08 %	1 000
2 ans 1/2	2,25 %	1 014
3 ans	2,35 %	1 028
3 ans 1/2	2,41 %	1 041
4 ans	2,44 %	1 054
4 ans 1/2	2,47 %	1 067
5 ans	2,50 %	1 080

(1) Valeur d'émission : 960 francs.

mobilières, ni par les entreprises industrielles ou commerciales constituées sous la forme de sociétés par actions dont le capital excède un million de francs.

Les avantages des bons de la Libération profitent tout à la fois au Trésor et aux porteurs.

Ceux-ci y trouvent la possibilité de constituer auprès du Trésor des dépôts à vue (sauf dans les six premiers mois) à un taux particulièrement avantageux, alors qu'ils ne leur rapporteraient rien en principe s'ils étaient constitués dans une banque. En outre, le système nouveau est beaucoup plus avantageux que la souscription aux bons du Trésor classique, car celle-ci oblige les épargnants qui ne peuvent prévoir exactement la durée de leur prêt soit à souscrire des bons à six mois ou un an qui, après renouvellement continuent de rapporter un intérêt modeste, soit à demander avant son échéance l'escompte d'un bon à deux ans ou trois ans, opération qui exige un certain nombre de formalités et surtout des frais.

Quant au Trésor, il trouve dans les bons de la Libération un moyen efficace de prélever sur la circulation monétaire un

(37) JO du 3 avril 1945.

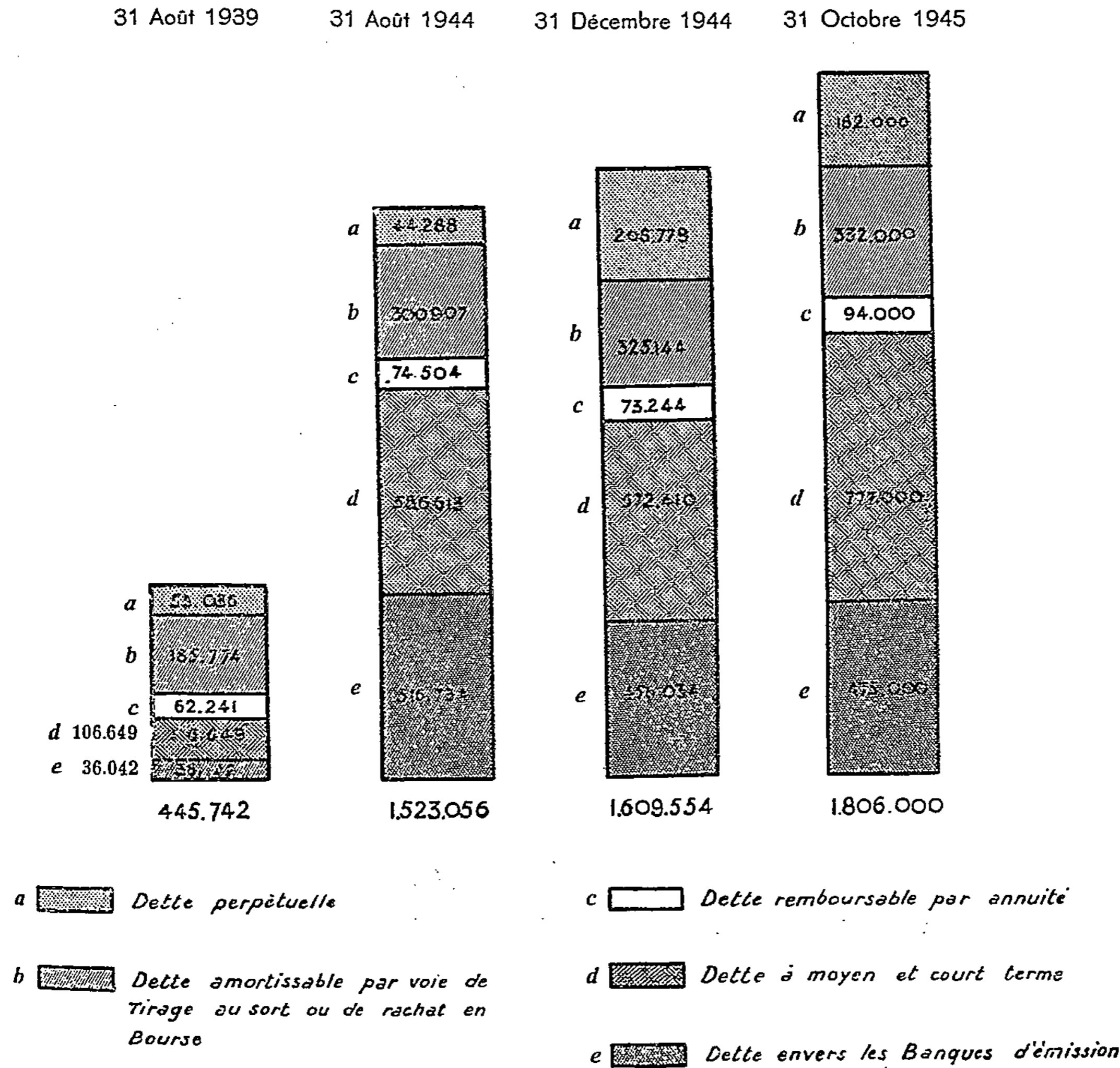
certain nombre de milliards que les dépôts en banque ne sauraient attirer, étant donnée l'absence de rémunération.

Dans le domaine de l'épargne, soumis si impérieusement aux facteurs psychologiques, la valeur d'une institution ne s'apprécie pas d'après ses qualités théoriques, mais d'après son succès. Celui des bons de la Libération est éloquent et plaide en leur faveur : à la date du 31 octobre, il en existait 36 milliards en circulation.

Le mouvement national de l'épargne

L'effort de l'épargne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis a puissamment contribué à la victoire alliée dans la guerre contre l'Allemagne. Il a été encouragé et soutenu par l'institution dans chacun de ces deux pays, de mouvements d'épargne chargés de la propagande et de la collecte en vue des emprunts d'Etat. Les résultats attestent que cette organisation n'a pas été inutile. En Grande-Bretagne, du 2 septembre 1939

Evolution de la dette publique (en millions)



au 31 mars 1945, le volume de la dette publique a augmenté de 13 778 millions de £, ce qui revient à dire que chaque citoyen a souscrit en moyenne aux emprunts publics pour un montant de 293 £ (58 600 francs) (38). Aux Etats-Unis, c'est la somme de 1 575 dollars (78 750 francs) (39) qu'a souscrite chaque citoyen entre juin 1940 et juin 1945.

De tels exemples comportaient des enseignements. La France les a retenus. La propagande en vue de la souscription aux emprunts d'Etat a commencé avec l'ouverture de l'exposition interalliée de l'épargne qui connut un gros succès et avec la tournée du camion-cinéma prêté au ministère des Finances par le mouvement britannique d'épargne.

Il restait à mettre sur pied une organisation permanente et systématique de l'épargne. Ce fut l'objet de l'ordonnance du 13 octobre 1945 (40) portant création d'un mouvement national d'épargne.

L'organisation de ce mouvement tend à être « dynamique, cohérente et ramifiée ». Elle comporte trois échelons :

- au sommet, le Comité national d'épargne, organe directeur du mouvement, présidé par le ministre des Finances ;
- dans chaque localité, un Comité local d'épargne.
- à tous les échelons et dans tous les milieux, des groupes d'épargne ;

Les adhérents de ces groupes pourront effectuer des versements en espèces ou acheter des timbres d'épargne, dits « timbres de la victoire » qu'ils échangeront, lorsqu'ils en posséderont une quantité suffisante contre des titres.

III. – Conclusion

S'il est un domaine où les jugements hâtifs doivent être bannis, c'est bien en matière financière. Et c'est particulièrement vrai pour la période qui s'est écoulée entre août 1944 et janvier 1946.

La politique financière a, en effet, pendant ces dix-huit mois, été très inégale : la compression monétaire réalisée en deux phases, l'adaptation de la fiscalité par l'institution de deux impôts nouveaux pouvaient donner d'excellents résultats. Mais l'inflation constante a compromis le succès de cette politique dans son ensemble. Car il ne sert à rien de prélever les disponibilités monétaires émises dans le passé, si, au même moment l'Etat en émet de nouvelles pour un montant considérable en vue de faire face aux nécessités de son budget. En définitive, c'est bien dans l'accumulation des déficits budgétaires depuis 1938 qu'il faut voir, avec l'affaiblissement général de l'économie française durant la même période, les deux causes essentielles de la crise financière qui vient d'atteindre à son paroxysme.

(38) Equivalence en francs calculée sur la base d'une parité de 200 francs à la livre, cours qui correspond à la majeure partie de cette période.

(39) Même remarque, le dollar étant compté sur la base de 50 francs.

(40) JO du 14 octobre 1945.

Ne pas oublier

Le camp de concentration de Struthof (Bas-Rhin)

L'activité de l'Institut d'anatomie de Strasbourg pendant l'occupation allemande

*Notes documentaires et études,
8 septembre 1945 **

I. – RAPPORT OFFICIEL sur une inspection au camp du Struthof (Bas-Rhin), (1^{er} janvier 1945)

Le camp de Struthof est situé sur le territoire de la commune de Natzwiller, à 8 kilomètres du village, et desservi par la gare de Rothau.

Edifié par les Allemands en 1940 sur un plateau, à 800 mètres d'altitude, il a une capacité de 3 000 places.

A la libération de Strasbourg (1), les autorités allemandes du camp ont été surprises et tous les dossiers sont restés sur place ainsi que certains internés qui ont été libérés.

Il est établi à l'heure actuelle, aussi bien par les témoignages recueillis que par l'examen des dossiers, que des atrocités ont été commises à Struthof.

J'ai signalé par ailleurs que le camp comporte une salle d'autopsie, un four crématoire et une infirmerie très bien organisée. Il possède aussi une chambre à gaz avec éclairage intérieur et hublots vitrés, une salle de douches et des chambres nues servant pour les exécutions.

D'après le Commandant du service des renseignements, qui, assisté d'un groupe d'officiers, a été chargé d'identifier

les internés français ayant séjourné à Struthof, il est établi que :

1° dans la salle d'autopsie, des opérations de vivisection sur des hommes ont été pratiquées (par le professeur Hirth, chef de l'Institut anatomique de Strasbourg, de 1941 à 1944).

2° dans la chambre à gaz, il a été fait un essai de gaz vésicant sur 19 femmes juives enfermées ensemble, préalablement déshabillées devant le personnel, et dont l'agonie a duré un quart d'heure sous les yeux des médecins qui suivaient les progrès de l'intoxication (les cris ont été entendus par des voisins du camp) ;

3° à l'infirmerie étaient faits des essais de traitements sur les malades, un médicament désigné étant uniformément employé pendant un mois, quelle que soit la maladie. Après cette période, *quel que soit* l'effet produit, le traitement était arrêté et les malades abandonnés à eux-mêmes. L'effet des médicaments dans chaque cas était séparément observé et noté ;

4° en outre, des maladies ont été volontairement données à des sujets sains pour faire des expériences – greffe de tissus cancéreux notamment – et il a été trouvé un rapport dans lequel le médecin du camp, qui avait demandé l'envoi d'une centaine de nomades pour une expérience, protestait parce que seuls une dizaine d'entre eux étaient susceptibles de la supporter. Une cinquantaine de nomades de plus lui furent d'ailleurs, paraît-il, envoyés ;

5° des opérations de stérilisation volontaire ou forcée étaient pratiquées

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 140, (« Ordre nouveau » et collaboration. – IX), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27 rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 8 septembre 1945.

(1) NDLR – 23 novembre 1944.

chaque semaine : les statistiques mensuelles en font foi ;

6° dans les salles spécialement aménagées (sol en ciment incliné, avec, au centre, grille d'écoulement des eaux), des internés étaient exécutés par coups de revolver dans la nuque ; le tueur du camp percevait pour chaque exécution deux décilitres d'eau-de-vie, un morceau de saucisse et deux cigarettes. Cet individu, devenu fou à sa 360^e exécution, a été exécuté à son tour ;

7° les punitions corporelles suivantes étaient appliquées :

a) distribution de coups de nerf de bœuf ; l'interné était placé sur un chevalet après avoir été préalablement douché à l'eau chaude pour assouplir sa peau. Il recevait les coups en présence des autres internés nus, devant lui succéder, et obligés de chanter pendant l'opération. Après un certain nombre de coups, le patient évanoui était jeté dans une baignoire d'eau glacée, et, s'il ne revenait pas à lui, était porté à la morgue et au four crématoire ;

b) pendaison par les bras liés derrière le dos à des crochets placés dans une chambre étanche, dans laquelle une tuyauterie amenait de l'air chaud ; le patient, les épaules désarticulées, résistait rarement à un chauffage un peu prolongé.

Enfin, on fait remarquer que le four crématoire, qui brûlait les corps placés sur un chariot métallique, chauffait, en service, l'appareil à douches utilisé pour la préparation aux bastonnades.

Les cendres des corps n'étaient pas toujours déposées dans des urnes (on brûlait jusqu'à cinq et six corps à la fois) : elles ont, à un certain moment, été répandues dans le jardin du camp ; des ossements calcinés en ont été retirés. Le Commandant les a fait recueillir et placer dans des urnes funéraires ;

8° enfin, lors des tentatives d'évasion, tout interné abattu par un gardien rapportait à celui-ci une permission exceptionnelle de 5 jours. Il est prouvé que, dans bien des cas, des internés ont été abattus pour avoir, *sur ordre du chef de baraque*, dépassé de quelques mètres le périmètre de sécurité du camp, ce qui permettait au gardien d'avoir une récompense. Il est aussi établi que, lorsqu'un interné déplaisait au chef de baraque nazi, il était invité, par son chef de chambrée, à se pendre, et de nombreux cas de suicide ont été enregistrés.

Le Commandant précise que le camp a contenu jusqu'à 7 000 internés à la fois, se décomposant en quatre groupes :

1° les condamnés de droit commun ;

2° les politiques ;

3° les objecteurs de conscience ;

4° les Juifs.

Les Français, qui ont été internés, dans ce camp étaient considérés comme internés politiques. Parmi eux a figuré M. le général Frère, mort au camp, à 62 ans, à la suite (« officiellement ») d'une diphtérie, mais qui, d'après le Commandant, paraît avoir succombé au cours d'un essai de médicament.

II. - Témoignages et enquêtes

Témoignages d'anciens détenus

Nous reproduisons ci-dessous le témoignage porté sur le camp de Struthof par d'anciens détenus et gardiens. Nous laissons à ce document, communiqué par le Service des crimes de guerre, la forme simple et sans apprêt d'un témoignage direct (2).

(2) Les documents utilisés pour établir ces témoignages sont les suivants :

1. *SCHAEF* :

a) *Dossier transmis le 12 janvier 1945 par le Major G. Shapp ;*

b) *Dossier transmis le 2 mars 1945 par le Major G. Shapp.*

2. *Rapport du Chef d'escadron Pavart, en date du 1^{er} février 1945.*

3. *Rapport d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, en date du 31 janvier 1945.*

4. *Rapport du docteur Rislter, en date du 15 mars 1945.*

5. *Rapport du secrétaire général de la Police pour le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, en date du 26 février 1945.*

6. *Déclaration signée de M. Sylvain Zanetti, en date du 20 décembre 1944, qui reçut les confidences d'un SS du camp de Struthof durant l'occupation.*

7. *Déclaration signée de Léopold Steiner, voiturier du camp de Struthof durant l'occupation.*

8. *Déclaration signée de Ernest Idouz, fermier à Struthof.*

9. *Déclaration d'Herbelin Louis, domicilié au Havre, évadé d'Allemagne, qui travailla comme prisonnier au camp de Struthof.*

« Le camp de détention, dit de Struthof, a été construit près de Natzwiller en 1941-1942, sur l'emplacement d'un terrain de ski, au flanc d'une montagne de 850 mètres.

Le camp est entouré par une double enceinte de fils barbelés et électrifiés, haute de 4 mètres, contenant un chemin de ronde dominé par les tourelles du mirador. Dans le chemin de ronde, balayé la nuit par des projecteurs, circulaient des SS accompagnés de chiens.

Nombre de SS : 250 à 400 environ.

A l'intérieur de l'enceinte se trouvait une série de baraques en bois pouvant contenir 160 personnes chacune, une baraque spéciale avec salles de tortures, d'autopsie, four crématoire et une autre baraque contenant une chambre à gaz.

Le nombre des détenus variant sans cesse, allait de 3 000 à 6 000, tant Russes que Polonais, Français et même Allemands.

Régime du camp

Nourriture. La nourriture était peu abondante. L'ancien garde du camp Jean Ehrardt déclare : « On donnait aux détenus, le matin après le réveil (en été 4 h 1/2, en hiver 5 h 1/2), un peu de café sans sucre ni pain ; à 9 heures, environ 100 grammes de pain avec un peu de margarine ; à midi, ainsi que le soir, 150 grammes de pain et une soupe qui n'était que de l'eau. De plus, une partie des aliments réservée aux détenus était souvent détournée de sa destination.

Habillement et couchage. Très peu habillés, n'ayant qu'une ou deux couvertures en coton, les détenus couchaient sur des paillasses. « J'ai vu, poursuit Jean Ehrardt, pendant des périodes de surpeuplement du camp, cinq détenus dormir sur deux paillasses. »

Régime du travail. Les détenus travaillent dans des carrières de granit et de sable ainsi qu'à la construction de routes. Le travail était très pénible ; on exigeait,

en effet, des travailleurs un rendement très élevé, et, lorsqu'ils n'atteignaient pas le rendement forcé, ils étaient privés de nourriture pour le lendemain. Le travail était surveillé par un chef nommé « Capo », détenu lui-même, désigné par les surveillants du camp. Ce chef d'équipe était responsable de l'effort des détenus, en ce sens qu'il devait stimuler leur travail en les battant à coups de bâton au besoin, et, lorsque le rendement forcé n'était pas atteint, il recevait lui-même 25 coups de bâton, à moins qu'il ne prouve qu'il avait, pendant le travail, battu les détenus, en montrant les traces des coups sur le corps des détenus. Les « Capo », recrutés parmi les criminels de droit commun, avaient sur les autres détenus un droit de vie et de mort.

Sur les lieux de travail, les détenus étaient entourés d'un cordon de SS. Tous les détenus qui essayaient de traverser ou qui par malheur étaient à hauteur du cordon étaient abattus à la mitrailleuse.

Un des geôliers SS Fuchs, de souche alsacienne de Mulhouse, était particulièrement connu pour sa cruauté. Lorsqu'il arrivait un nouveau convoi de « bleus » et que ces derniers parvenaient sur les lieux de travail, Fuchs prenait la casquette de l'un des détenus et la jetait à l'extérieur du cordon de surveillance en disant : « Si ce soir tu n'as pas ta casquette à l'appel, tu sais ce qui t'attend. » Le bleu essayait de chercher son couvre-chef et c'est alors que Fuchs le descendait à la mitrailleuse. Motif : « A essayé de s'évader. »

Tous les soirs, il y avait appel. Il arrivait souvent que le chef du camp s'exprimait en ces termes « Ce soir vous êtes 465 ; demain matin, je ne veux en voir que 460. » Il fallait que ce désir soit accompli et alors, la nuit, un bourreau passait dans les baraques et, au hasard, pendait ou étranglait cinq de ces malheureux. Le lendemain, à l'appel, on ne comptait que 460 détenus.

10. Déclaration reçue le 21 janvier, à 14 heures, par le lieutenant Day, au 5^e bureau de l'état-major de la 1^{re} Division française libre.

11. Déclaration signée de Schanger Albert, chauffeur au camp de Struthof, demeurant à Natzwiller, datée du 22 janvier 1945.

12. Déposition en date du 22 janvier 1945, de Jean Ehrardt, ancien gardien au camp de Struthof.

13. Rapport en date du 24 mars, du chef du SR du FN (région d'Alsace) Robert Baillard, relatant l'audition du témoin Martin Winterberger, ancien détenu de Struthof, évadé en août 1942, actuellement à la 1^{re} DFL.

14. Déclaration de M^{lle} Edith Schmidt, assistante du docteur von Haagen, signée du 9 janvier 1945.

Discipline. Le régime disciplinaire était rigoureux. Les gardiens avaient le droit de frapper les détenus et lâchaient leurs chiens sur eux. Les « Capo » eux-mêmes avaient droit de vie et de mort sur leurs camarades.

Le nommé Schanger, chauffeur du camp de Natzwiller, déclare que, sur 50 Français qui arrivèrent au camp au cours de l'été 1943, il y eut 8 morts parmi eux à la suite de morsures de chiens. Les SS leur faisaient en effet porter de grosses pierres et excitaient sur eux 2 chiens policiers ; ceux qui tombaient étaient frappés et mordus par les chiens jusqu'à ce qu'ils se relevassent. Ce même témoin raconte qu'il vit des officiers français qui se tenaient debout avec peine, car leurs mollets avaient été déchirés par les chiens et les chairs pendaient en lambeaux, personne n'ayant le droit de panser leurs plaies ; les blessés incapables de travailler étaient privés de nourriture au repas de midi. Le témoin poursuit : « J'ai vu un Français étendu à terre les pieds déchirés, les os des talons à nu, sans aucun pansement. Un SS de garde m'a dit : « Voilà un Juif qui va mourir ; il était commandant d'armes à Saverne. »

Environ 15 jours ou trois semaines après l'arrivée de ces 50 Français, raconte Schanger, j'ai pu entrer en conversation avec l'un d'eux qui m'a dit que des 50 arrivés ils n'étaient plus que 4 et que tous les autres étaient morts de leurs blessures faites par les morsures de chiens et aussi de faiblesse car on les laissait sans nourriture.

Les gardiens, ayant droit à une prime lorsqu'ils ramenaient mort ou vif un détenu qui s'était évadé, tuaient parfois un détenu, qui n'avait nullement cherché à s'évader, pour toucher la prime, prétextant ensuite qu'il y avait eu tentative d'évasion.

Un ex-détenu du camp de Struthof, évadé en août 1942, Martin Wintergerber, natif de Greswiller, rapporte les faits suivants : Le 12 décembre 1941, le matin à 9 heures, les détenus sont rassemblés. On porte à leur connaissance qu'un paquet de tabac a été volé à l'un des gardiens et que le délinquant devra le rendre sur le champ ; tous les détenus déclarent ne pas être en possession de tabac, et c'est alors que les brutes SS commencent leur jeu macabre. Ordre est donné à tous de se déshabiller ; il faut une température de 8° sous zéro ; per-

sonne ne fait d'objection, sachant que ce serait un suicide et c'est alors que l'on put voir près de 500 êtres humains tout nus, attendre la suite des événements. A midi, les premiers tombaient, les uns morts de congestion, les autres perdant connaissance ; ces derniers étaient ranimés à coups de cravache, mais aucun de ceux-là ne se relevaient et ils mouraient tous, les reins brisés. Le soir, à 18 heures, on compta 27 morts, ceux-ci étaient délivrés ; mais il restait tant d'autres hommes pour lesquels les souffrances n'étaient pas à leur fin ! En effet, beaucoup d'autres détenus furent atteints de congestion pulmonaire et eurent de fortes fièvres. Lorsque les brutes raffinées s'en aperçurent, ils dirent « Ah ! vous avez des chaleurs, eh bien on va vous rafraîchir. » Et c'est ainsi qu'ils furent jetés dans des baignoires d'eau glacée, et quand ils avaient perdu connaissance, ils se noyaient ou étaient jetés à temps hors de la baignoire dans une salle cimentée où ces loques humaines se traînaient à terre, cherchaient un peu de chaleur sur le corps d'un camarade qui allait expirer dans quelques instants. W... décrit cette scène de la façon suivante : il compare ces loques nues à des « asticots » dans une boîte. Il a vu un de ces malheureux chauffer ses doigts dans le nez d'un de ses camarades. C'est une des scènes les plus horribles qu'il a vues à Struthof. Dans cette même nuit, il y eut 32 morts. W... affirme avoir vu dans cette salle cimentée les geôliers prendre les mesures d'êtres vivants pour leur cercueil et leur apposer le cachet sur la cuisse confirmant qu'ils étaient morts numéro tant et tant.

Pour une bagatelle, les détenus étaient frappés à coups de bâton ou de cravache, le nombre de coups variant suivant la gravité de la faute commise (25, 50, 75, 100). Une autre torture consistait à pendre les détenus par les mains pour leur faire avouer quelque chose.

W... a été pendu pendant 3 heures et il en résulta des souffrances inimaginables ; ce qui ne l'empêcha pas de garder le silence le plus complet, ce qui exaspérait les geôliers.

Soins. Absence complète de soins. Ainsi les détenus frappés par leurs gardiens ou mordus par les chiens ne devaient recevoir aucun pansement, ni soin d'aucune espèce.

Mise à mort. Celle-ci avait lieu pour la moindre vétille et s'exécutait par pendaison ou fusillade, sans oublier l'asphyxie par passage dans la chambre à gaz ou la mort des suites d'expériences médicales.

Le commandant du camp dressait toutes les semaines un état numérique des morts qu'il envoyait à ses supérieurs. Nous possédons le modèle de cet état où on relève 5 catégories de morts : morts par maladies, fusillés, pendus par exécution, pendus par suicide (individus se pendant eux-mêmes après en avoir reçu l'ordre) ; suicidés.

Les morts étaient incinérés dans le four crématoire et leurs cendres servaient d'engrais au potager du camp ; seules les cendres des victimes allemandes (car ils exécutaient des détenus allemands) étaient recueillies dans les urnes, vendues de 75 à 100 RM à leurs familles.

Expériences médicales. Les prisonniers servaient de cobayes à des médecins de Strasbourg, en particulier aux docteurs Hirth, Wimmser et von Haagen.

Les médecins susnommés pratiquaient, avec la complicité des SS, des injections de lèpre, de peste et d'autres maladies sur les détenus de manière à observer les effets de ces contaminations ; plusieurs traitements étaient essayés pour une même maladie. L'expérience terminée, si les sujets n'étaient pas morts, ils étaient exterminés et incinérés. Ainsi, en 1944, 200 personnes sont mises à la dispo-

sition du docteur von Haagen et 150 sont alors immunisées contre le typhus exanthématique, 50 étant réservées comme témoins. A l'ensemble des 200, il est alors inoculé du virus thyphique (déposition de M^{lle} Schmidt, assistante du professeur von Haagen).

De même, ces médecins faisaient des expériences avec des gaz sur ces malheureux dans une chambre à gaz située hors du camp. En une seule journée, le 10 août 1943, 86 femmes furent asphyxiées et leurs corps incinérés immédiatement après.

Il est de même établi que :

– le 11 août 1943, 15 femmes furent gazées ;

– le 13 août 1943, 14 femmes furent gazées ;

– le 17 août 1943, 30 hommes furent gazés ;

– le 19 août 1943, 20 hommes furent gazés.

Nombre total des victimes au camp de Struthof :

1 668 femmes environ et plus de 10 000 hommes, sur un total de 45 000 détenus passés dans ce camp.

Parmi les exécutions en masse il faut citer : l'exécution de 392 Français (92 femmes et 300 hommes dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944). (3)

(3) NDLR – L'étude se termine par un compte rendu d'enquête du « service de recherche des crimes de guerre » sur l'activité criminelle du professeur Hirth directeur de l'Institut d'anatomie de Strasbourg pendant l'occupation.

Le massacre d'Oradour-sur-Glane

*Notes documentaires et études,
9 juin 1945 **

Le document que nous publions ci-dessous a été établi par un commissaire des Renseignements généraux de la Haute-Vienne, à la date du 4 juillet 1944. Ce témoignage essentiel, sur le crime perpétré, il y a un an, par une compagnie de SS, se passe de commentaires. Il présente un intérêt d'autant plus grand qu'il a été rédigé par un fonctionnaire du « gouvernement » de Vichy.

Le 4 juillet 1944

La commune d'Oradour-sur-Glane, située sur le canton de Saint-Junien, à 13 kilomètres de cette ville et 22 kilomètres à l'est de Limoges, comprend une population de 1 750 habitants. Elle se compose d'un bourg qui s'étend le long du chemin de grande communication n° 3, à partir de la Glane, sur une longueur de un kilomètre environ, et qui compte approximativement 800 habitants, et de petits hameaux éparpillés dans la campagne à des distances variables.

Dans le courant de l'après-midi du 10 juin dernier, le bourg d'Oradour fut le théâtre de sévères représailles exercées par des troupes allemandes qui procédèrent à l'exécution de tous les habitants du bourg sans distinction. Des foyers d'incendie furent systématiquement allumés à l'intérieur de toutes les maisons d'habitation, édifices publics, église et granges, et le bourg d'Oradour dans son intégralité tomba en ruines.

Tous les immeubles sans exception ont été la proie des flammes et ne conservent que leur stricte ossature, déchiquetée par places par les brasiers. Des coquettes villas, des maisons rustiques, mais confortables, subsistent uniquement les murs latéraux privés de leurs portes et fenêtres, noircis et écroulés par endroits. Les toitures, les planchers, en général, se sont effondrés sur le sol en formant des amas de décombres constitués par des poutres, des pierres, des moellons, des plâtras. Tous les

meubles ont été détruits et l'on peut voir des objets métalliques tels que les ustensiles de cuisine, les cadres de bicyclette, les appareils sanitaires, les radiateurs de chauffage central tordus et parfois déformés par l'ardeur des flammes.

Du bourg désert, où seuls des murs noircis et meurtris en révèlent encore l'existence, plusieurs jours après l'incendie, une odeur âcre se dégageait encore des brasiers et des charniers.

I. – Témoignages

Voici les récits donnés par des personnes rescapées qui ont vécu le drame et qui reconstituent en partie les phases successives de la tuerie.

Déclaration de M. Jean Senon

Agé de 28 ans, commis boulanger à Oradour, où il était domicilié, [il] a perdu toute sa famille dans l'incendie et, (...) de sa demeure située au premier étage d'un immeuble sis au champ de foire, [il] a été le témoin oculaire des scènes qu'il relate :

« Vers 14 heures, le 10 juin, quatre à cinq auto-mitrailleuses allemandes ont traversé le bourg d'Oradour en empruntant la rue principale Emile-Desourteaux, et venant de la route de Limoges ; après avoir atteint l'extrémité nord de l'agglomération, quelques-unes d'entre elles ont fait le trajet inverse et se sont dirigées vers l'église.

Au même instant, des soldats allemands, vêtus de la tenue de campagne de camouflage et qui appartenaient à des formations SS, ont cerné le village, en suivant les champs et les prés environnants.

Aussitôt après, des nombreux habitants d'Oradour se rassemblaient sur le champ de foire, et j'ai appris par la suite qu'ils se conformaient ainsi aux ordres des Allemands qui leur avaient dit que ce rassemblement était rendu nécessaire pour permettre un contrôle de leurs cartes d'identité.

Une demi-heure après l'arrivée des Allemands, six cents personnes environ,

* NDLR – « Notes documentaires et études », n° 75, (« Ordre nouveau » et collaboration. – V), ministère de l'Information, Direction des Informations, 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1^{er}), 9 juin 1945.

comprenant hommes, femmes et enfants, étaient groupées sous la surveillance d'une quarantaine de soldats en armes, qui les fractionnèrent ensuite en deux parties : l'une comprenant les femmes et les enfants, l'autre les hommes.

Le premier groupe, composé de femmes et d'enfants, fut dirigé vers l'église par une dizaine de SS tandis que les hommes s'assirent sur la bordure du trottoir, sur deux rangs.

De 14 heures à 15 h 30 environ, les fusillades crépitèrent de tous côtés, et j'ai su ultérieurement qu'elles étaient destinées à rassembler dans Oradour les travailleurs des champs.

Vers 15 h 30, les Allemands firent lever les hommes pour former quatre groupes comprenant chacun une cinquantaine d'hommes ; les deux premiers furent dirigés vers la partie haute du bourg et les deux autres vers la partie basse.

En particulier, un groupe fut dirigé vers la grange Laudy, située rue du Cimetière, en contrebas de quelques mètres du champ de foire, et peu d'instant après j'entendis le bruit d'une fusillade.

Aux environs de 16 heures, sept jeunes cyclistes en short qui paraissaient être des touristes étrangers à Oradour, furent conduits sur le champ de foire et gardés par une dizaine de SS ; après s'être concertés, ces derniers firent déposer aux touristes leurs bicyclettes et, sous mes yeux, je les vis mitrailler à bout portant les jeunes gens devant la forge Beaulieu qui tombèrent aussitôt sur le sol. (Les bicyclettes, après l'incendie, furent trouvées par les équipes de secours à proximité de l'endroit indiqué par le témoin).

Vers 16 h 30, les SS firent sortir des étables les animaux (1) et commencèrent à incendier les maisons ; à cet instant, j'ai quitté mon appartement pour me réfugier dans un jardin situé derrière ma maison.

Vers 19 heures, une sentinelle prit sa faction à quelques mètres de moi sans m'apercevoir et resta là jusqu'à 5 heures du matin ; elle ne fut pas relevée par la suite. De temps en temps, elle échangeait au cours

de la nuit, avec une lampe de poche, des signaux avec une sentinelle voisine.

Les bruits de mitraillades se firent entendre jusqu'à 22 heures. » (2)

Témoignage de M^{me} Raufanche

Née Dumont Marguerite, le 19/12/1897, à Limoges (section de Landouge), [elle] a perdu dans la tuerie son mari, son fils et ses deux filles :

« Vers 14 heures, le 10 juin, des soldats allemands armés firent irruption dans ma demeure et me sommèrent de rejoindre avec mon mari, mon fils et mes deux filles, le champ de foire ; nous exécutâmes immédiatement cet ordre.

De tous côtés affluaient les habitants, puis les enfants des écoles que je vis arriver en groupes ; au bout de quelques instants, nous fûmes séparés en deux groupes : l'un contenant les femmes et les enfants, l'autre les hommes.

Avec le premier groupement, dont j'évalue le nombre à 800 environ, je fus dirigée vers l'église, puis enfermée dans cette dernière qui, en un instant, fut remplie de femmes et d'enfants. Avec les écoliers, des bambins de tous âges se trouvèrent avec leurs mamans qui avaient poussé dans le lieu saint les voitures d'enfant.

Pendant plus d'une heure, nous demeurâmes enfermées sans connaître le sort qui nous était réservé.

Ensuite, deux jeunes soldats âgés de 20 à 25 ans, pénétrèrent dans l'église et déposèrent en son centre une grande caisse entourée de ficelles ; ils y mirent le feu et aussitôt une épaisse fumée se répandit. Des femmes et des enfants commencèrent à tomber sur le sol, notamment dans la nef droite.

Pour éviter l'asphyxie, je me dirigeai vers la porte de la sacristie se trouvant à gauche du maître-autel, et une fois que celle-ci fut ébranlée, puis ouverte sous nos coups, j'entrai avec une trentaine de personnes dans la sacristie. Je m'assis sur les marches de l'escalier et ma fille, qui était également assise à mes côtés fut tuée par une balle provenant de l'extérieur et qui

(1) NDLR – Est-il nécessaire de souligner cet épisode : les femmes et les enfants enfermés dans l'église qui allait être la proie des flammes mais les animaux, dans le même temps, sortis des étables avant leur incendie !

(2) NDLR – Le texte se poursuit par un autre témoignage.

l'atteignit à la gorge. (Sur la façade de l'église, la fenêtre de la sacristie est entourée de points d'impact qui indiquent que des coups de feu ont été tirés de l'extérieur dans la sacristie.)

J'entendis à plusieurs reprises des bruits de mitraille dans l'église. (De nombreuses douilles de cartouches furent trouvées dans l'église, ainsi que des points d'impact, notamment dans la première chapelle de la nef droite, où fut découvert le charnier.)

Je vis ensuite les Allemands jeter des chaises et des fagots sur les corps qui jonchaient le sol dans la nef droite, à proximité de la petite porte de sortie, et y mettre le feu. (C'est dans cette partie de l'église que s'étendait un grand charnier constitué par des cendres d'os, des lambeaux de chair calcinée, des ossements ; d'après les alliances, les bijoux et garnitures métalliques répandus en quantité importante dans le charnier, on peut estimer à quelques centaines le nombre des victimes qui trouvèrent la mort à cet endroit).

Quelques instants après, les Allemands se dirigèrent vers la sacristie et nous mitraillèrent à bout portant. (Dans cette salle, dont le plancher s'est effondré sous l'action du feu, une trentaine de cadavres calcinés furent extraits des décombres par les équipes de déblaiement).

Je fermai les yeux, je ne fis aucun mouvement afin de donner l'illusion de la mort et je ne fus pas atteinte par les balles. Dès que les soldats furent partis, je gagnai le chœur de l'église : là, avisant un escabeau situé derrière le maître-autel, je pus, grâce à lui, atteindre la fenêtre centrale de l'abside, dont le grillage était en partie enlevé et je me laissai tomber sur le sol d'une hauteur de trois mètres environ sans m'occasionner de blessure.

Une jeune maman qui se trouvait encore dans l'église m'aperçut et me cria de saisir son bébé : elle le jeta par la fenêtre que je venais de franchir, mais je ne pus l'atteindre ; elle-même se jeta ensuite sur le sol.

Les bruits de nos voix attirèrent l'attention des soldats allemands qui tirèrent sur nous ; j'avais précédé la jeune femme et

je courais en passant derrière le presbytère dans un jardin semé de petits pois, situé en contrebas de l'église, lorsque je fus atteinte par quelques balles. Sans un cri, je me laissai tomber sur le sol et je restai là jusqu'au lendemain vers 17 heures, heure à laquelle il me fut possible d'appeler du secours. » (La maman et le jeune bébé sont tombés sous les balles ; en effet, le cadavre du jeune bébé a été découvert à proximité de l'édicule situé dans un jardin à droite et à quelques mètres de l'église ; il gisait la face contre terre, le crâne scalpé et ses jambes dévorées par des animaux, mais son tronc était intact. Il s'agissait du jeune Yvernaud, âgé de neuf mois. Le cadavre de sa mère a été découvert également dans le même jardin ; elle a été enterrée par les Allemands, sous une légère couche de terre ; son corps était intact, mais sa tête était broyée); (3)

Déclaration de M. Normand

Ancien directeur des « Nouvelles Galeries » à Limoges, résidant 9, avenue du Maréchal-Pétain, [il] se trouvait le samedi 10 juin, en compagnie de sa femme, dans le tramway qui fut arrêté par les Allemands aux abords d'Oradour-sur-Glane.

« Je me rendais en compagnie de ma femme, à Oradour-sur-Glane par le tramway départemental qui, ce jour-là, avait quitté Limoges dans les environs de 18 heures.

Après la station de Veyrac, où on avait appris que de graves incidents se passaient à Oradour, le tramway, qui avait continué sa marche, stoppa à l'embranchement de la route de Saint-Victorien, à 200 mètres environ d'Oradour. Il devait être 19 h 30.

De chaque côté de la route, des mitrailleuses servies par des soldats allemands étaient en batterie. Un Allemand qui paraissait agir en qualité d'interprète, s'approcha du convoi et donna l'ordre aux voyageurs de rester dans les voitures sans descendre.

A ce moment, la ferme de M. Juge, située sur la route du Puy, ainsi que d'autres maisons brûlaient, mais la villa Le

(3) NDLR – Le texte se poursuit par d'autres témoignages.

Verrine, qui est située à 20 mètres de la route, était encore intacte. Nous vîmes alors des grenadiers entrer dans cet immeuble, puis en ressortir. Quelques minutes ne s'étaient pas écoulées qu'une épaisse fumée bleue s'éleva, suivie de longues flammes qui embrasaient bientôt la façade et le toit.

Une heure s'écoula, puis je remarquai qu'un Allemand se détachait à bicyclette pour demander vraisemblablement des instructions, car à son retour, il pria tous les voyageurs qui se rendaient à Oradour de descendre. Je me gardai de faire connaître ma destination et restai dans le tramway avec ma femme.

Une vingtaine de personnes ayant obtempéré à l'ordre qui leur avait été donné furent aussitôt encadrées, puis conduites à droite, par la route du Mas-du-Puy. Les ayant perdues de vue, j'ai ignoré pendant toute la durée de notre séjour ce qu'elles étaient devenues.

Une demi-heure après ce départ, un Allemand qui parlait très correctement le français, monta dans la voiture, vérifia ma carte d'identité, celles de tous les autres hommes, mais s'abstint de regarder celles des femmes.

Cette vérification terminée, l'ordre fut donné au conducteur de refouler son train et nous partîmes en reculant jusqu'à Veyrac. Nous étions de retour à Limoges à 23 heures. » (4)

Des déclarations recueillies ci-dessus, des témoins entendus et des constatations matérielles faites, il résulte que la tuerie d'Oradour s'est déroulée dans les circonstances suivantes :

Le 10 juin, vers 14 heures, une formation de SS en tenue de campagne (vareuses de camouflage), montée sur camions et autos-mitrailleuses, arriva dans le bourg d'Oradour, venant de la route de Limoges.

Des automitrailleuses au nombre de quatre ou cinq longèrent le bourg en suivant la route principale Emile-Desourteaux, et s'arrêtèrent à son extrémité nord ; aussitôt après, une partie de ces engins redescendit vers l'église. Pendant ce temps, des SS déployés en tirailleurs, cer-

naient le bourg à une distance de 1 kilomètre environ de ce dernier, à travers champs, et intimaient l'ordre aux personnes qu'ils rencontraient de regagner le bourg.

Les habitants qui ne se conformèrent pas à cette injonction et qui essayèrent de prendre la fuite furent abattus, et une quinzaine de corps furent retrouvés quelques jours plus tard par les équipes de secours, enterrés isolément par les Allemands dans les champs ; ces cadavres, qui n'avaient pas été calcinés, portaient uniquement des blessures occasionnées par balles.

En particulier, sur la route des Bordes qui vient rejoindre le bourg à hauteur de l'église, des SS fusillèrent sans sommation les personnes qu'ils aperçurent ; quatre cadavres furent trouvés sur cette route, enterrés dans les mêmes conditions que ceux signalés ci-dessus.

On cite en particulier le cas de M. Foussat André, né le 24 octobre 1905 à Oradour, marié, père d'un enfant, minotier et membre de la municipalité de la commune précitée, qui fut abattu dans les circonstances suivantes :

avisé par ses voisins de la présence des Allemands à Oradour, M. Foussat, qui se trouvait sur la route des Bordes à un endroit assez éloigné du bourg, tint cependant à regagner ce dernier en dépit des conseils de prudence qui lui furent prodigués ; il répliqua à ses voisins qu'étant membre de la municipalité, que, de plus, ayant la conscience tranquille, il ne pouvait rien lui arriver de fâcheux. Il partit donc avec sa bicyclette en direction d'Oradour et, apercevant à quelque distance des soldats allemands, il agita son mouchoir pour leur faire comprendre qu'il désirait parler avec eux ; aussitôt, il fut atteint par une rafale de balles et son cadavre fut trouvé quelques jours plus tard.

Tandis que, à l'extrémité du bourg, les SS faisaient rentrer dans celui-ci les personnes dispersées, d'autres militaires en armes obligèrent la population à se rassembler sur le champ de foire, en poussant devant eux les personnes qui se trouvaient

(4) NDRL – Suivent deux déclarations.

dans la rue et faisant sortir de leur demeure les gens qui s'y trouvaient.

Au début de ces opérations de ramassage, des personnes assurent que les Allemands se présentèrent au domicile du maire, le D^r Paul Desourtaux, et l'invitèrent à leur faire connaître les endroits où étaient déposées éventuellement des armes ; le maire ayant répondu qu'il n'en existait pas à sa connaissance, les SS lui auraient demandé de désigner trente otages ; il aurait alors refusé et se serait offert lui-même ainsi que sa famille en tant qu'otages.

Il fut abattu l'un des premiers à proximité du champ de foire, et son cadavre a été découvert enfoui le premier dans une fosse creusée par les Allemands derrière le chais Denis, situé rue Desourtaux (cf. croquis) (5) et qui contenait quarante cadavres calcinés. Dans la poche de son veston, son portefeuille qui fut préservé des flammes était troué en deux endroits par des balles.

Le rassemblement sur le champ de foire semble avoir eu lieu de 14 h 15 à 15 heures ; il est à noter que la population se plia docilement à cette mesure, car la plupart des habitants n'eurent pas conscience du sort qui leur était réservé.

Sept cents personnes environ furent ainsi groupées et comprenaient approximativement deux cents hommes, cinq cents femmes et enfants dont deux cent cinquante élèves des écoles qui furent pris dans leurs salles de classe. Les Allemands séparèrent ensuite en deux fractions : les hommes, d'une part, et les femmes et les enfants, d'autre part.

Un interprète allemand demanda aux habitants s'ils possédaient des armes ; leur réponse fut négative.

Pendant un certain temps, des fouilles furent entreprises dans les maisons.

Ensuite et vraisemblablement vers 15 heures, les femmes et les enfants, escortés par une dizaine d'Allemands, furent conduits vers l'église, où ils restèrent enfermés près d'une heure sans être fixés sur leur sort. Là, se trouvaient des femmes et des enfants de tous âges qui ignoraient encore le danger qu'ils couraient.

Vers 16 heures, deux soldats allemands pénétrèrent dans l'église et déposèrent en son milieu une grosse caisse ; ils y mirent le feu et aussitôt une épaisse fumée se dégagait. Sous son effet, des femmes et des enfants commencèrent à tomber sur le sol. Quelques instants plus tard, des fagots et les chaises de l'église furent jetés sur les corps des victimes, enflammés, et les cadavres furent calcinés.

Il est à noter qu'une trentaine de personnes, dont M^{me} Raufanche réussirent à gagner la sacristie après avoir défoncé la porte faisant communiquer cette salle avec l'église, après le dépôt de l'engin asphyxiant ; ces personnes qui échappèrent ainsi à la mort furent abattues quelques instants plus tard par les SS qui pénétrèrent dans l'église et qui les mitraillèrent à bout portant à l'exception de M^{me} Raufanche.

Leurs cadavres furent découverts par les équipes de déblaiement, gisant sous les décombres constitués par des plâtras provenant de la chute du plancher et des escaliers de la sacristie provoquée par l'incendie. Les corps étaient calcinés et cependant certains purent être reconnus par leur famille.

Tandis que ces événements se déroulaient dans l'église après le départ des femmes et des enfants, les hommes, sur l'ordre des Allemands, se rangèrent en colonne par trois sur le champ de foire et firent face ensuite au mur. Après s'être assis et être restés dans cette position pendant un certain temps, ils furent dénombrés par les Allemands, qui formèrent quatre à cinq groupes comprenant trente hommes environ ; les groupes escortés par des SS furent conduits dans les granges Senon, rue du Cimetière, Milord, rue Emile-Desourtaux, dans les garages Desourtaux, Denis et dans la remise Beaulieu, situés dans cette dernière rue.

Une forte détonation paraissant provenir d'une grenade se fit entendre vers 16 heures et marqua le commencement des mitraillades et des exécutions qui durent être concomitantes dans ces granges et dans l'église.

Les hommes, après être rentrés dans les fermes et garages, furent poussés

(5) NDLR – Le croquis mentionné ne figure pas dans l'édition originale.

contre les murs faisant face aux portes d'entrée et furent abattus par les armes automatiques. Lorsque tous les corps jonchèrent le sol, les SS achevèrent ceux d'entre eux qui bougeaient encore et, ensuite, jetèrent sur eux des fagots et du foin et y mirent le feu.

Ensuite, méthodiquement, ils allumèrent des foyers d'incendie dans toutes les maisons du bourg dont aucune ne fut épargnée, après avoir fait sortir des étables les animaux qui s'y trouvaient.

L'incendie se propagea et tout le bourg fut en flammes. Jusqu'à 22 heures, les mitrillades retentirent et elles étaient dirigées sans doute contre toutes les personnes qui étaient restées cachées dans leur demeure pendant le ramassage et que le feu faisait fuir.

En particulier, sept jeunes touristes à bicyclette qui avaient été arrêtés après les départs des hommes vers les granges, furent mitraillés à bout portant et leurs bicyclettes furent retrouvées par les équipes de déblaiement.

Les Allemands, après 22 heures, laissèrent des sentinelles en faction jusqu'à 5 heures du matin autour du bourg ; une partie d'entre eux se rendirent en camions à Nieul où ils fêtèrent leurs exploits, tandis que les autres sablèrent le champagne dans une maison du bourg qu'ils avaient épargnée, mais qu'ils brûlèrent par la suite.

Ils quittèrent Oradour le lendemain matin vers 10 heures, mais ils revinrent dans la matinée du lundi 12 juin, pour essayer de faire disparaître les traces trop flagrantes de leur tuerie. Ainsi, ils enterrèrent les cadavres non calcinés des personnes qu'ils avaient abattues dans les champs, nettoyèrent l'église et creusèrent des fosses où ils enfouirent tous les cadavres qui n'étaient pas entièrement carbonisés (6).

IV. - Les victimes et les assassins

Le nombre des victimes paraît s'élever au minimum à 800 personnes ; en effet, la population du bourg atteignait déjà ce chiffre, et il y faut ajouter un certain

nombre de personnes venues des hameaux voisins qui vinrent à Oradour prendre part aux distributions de viande et de tabac, ainsi que les enfants habitant ces hameaux et qui se trouvaient à l'école du bourg.

D'autre part, quelques parents de ces élèves, ayant vu l'incendie, quittèrent les hameaux pour se précipiter à Oradour, avec l'autorisation des Allemands, mais on ne les revit plus ; ils viennent donc grossir la liste des victimes, avec une trentaine de personnes arrivées de Limoges pour assurer leur ravitaillement.

Il semble qu'il y ait approximativement 550 hommes et femmes qui trouvèrent la mort à Oradour.

Les enfants furent relativement nombreux en raison des séances de vaccination qui se déroulaient ce jour-là. Il y avait 158 élèves des écoles, 60 enfants réfugiés de Paris, 40 enfants de l'école lorraine, soit 258 enfants auxquels il y a lieu d'ajouter une trentaine de bébés, qui tous, à l'exception de quelques rares cas, trouvèrent la mort dans l'église.

Les Allemands qui participèrent à ces exécutions appartenaient aux formations de SS ; d'après les renseignements obtenus, il semble que leur effectif ait été équivalent à celui d'une compagnie.

Ils étaient régulièrement encadrés par des officiers, comme l'attestent plusieurs témoins, en particulier les personnes qui se trouvaient dans le tram arrêté par les Allemands.

D'autre part, les exécutions paraissent avoir été préméditées et organisées suivant un plan qui fut strictement suivi. (...)

Les ordres, d'après l'avis de plusieurs témoins, étaient transmis notamment par des séries de coups de sifflet et par un haut-parleur.

Enfin, les personnes qui furent arrêtées à leur descente du tram furent conduites auprès d'un officier qui prit la décision de les libérer ; ce fait montre que les SS n'avaient pas le droit d'exécuter les personnes, sans un ordre préalable de leur chef.

Au sujet des motifs qui ont déterminé ces sanglantes représailles, on ne peut

(6) NDLR - Le texte se poursuit par une description des traces du massacre dans l'église, les granges et les garages.

qu'émettre des hypothèses. Il paraît certain tout d'abord qu'aucun acte répréhensible n'a été commis dans le bourg d'Oradour à l'égard des autorités occupantes.

Néanmoins, d'après le témoignage de M. Sage, sa femme, qui a reçu les confidences d'un soldat allemand, a rapporté que les SS auraient voulu venger l'assassinat d'un officier supérieur allemand commis dans la région par les « terroristes ».

Ce motif expliquerait assez l'état de surexcitation dans lequel paraissaient plongés les SS, ce qui est apparu aux yeux de nombreux témoins.

Cependant, la nouvelle du meurtre d'un officier supérieur à Oradour n'a pas été connue.

Il a été signalé, néanmoins, l'arrestation dans l'après-midi, le 9 juin dernier, d'un officier et de trois militaires allemands, opérée par les « hors la loi », à Nieul. Deux de ces militaires auraient été tués et un autre fait prisonnier. Quant à l'officier, il se serait évadé au cours de la nuit suivante.

Il paraît peu vraisemblable que les agissements du maquis aient entraîné des représailles à Oradour-sur-Glane, qui est situé à une quinzaine de kilomètres de la localité de Nieul, où ces incidents ont eu lieu.

D'après une autre thèse qui aurait la faveur des autorités d'occupation de Limoges, trois militaires allemands auraient été faits prisonniers dans les environs d'Oradour et deux d'entre eux auraient été fusillés. Parmi eux se serait trouvé un officier subalterne du service de l'Intendance, qui aurait réussi à s'évader au cours de la nuit après avoir été dépouillé de ses vêtements. Il aurait donné l'alerte à Limoges et les représailles auraient été effectuées immédiatement après.

Ces faits n'ont pas pu être démontrés, et ne sont pas parvenus à la connaissance des habitants de cette région.

Enfin, une autre thèse qui est également soutenue par certains est celle qui consiste à dire que les représailles ont été effectuées par les Allemands, parce qu'ils pensaient qu'un dépôt d'armes était dans le bourg. Les personnes qui soutiennent ce point de vue allèguent que les Allemands ont interrogé dès leurs arrivée le maire à ce sujet, et ensuite toutes les personnes réunies sur le champ de foire, et qu'après, ils ont effectué des perquisitions dans toutes les maisons afin de découvrir ces armes.

Il est à noter que le 8 juin dernier, vers 19 heures un soldat allemand fut tué et un autre blessé à Saint-Junien par des maquisards au cours d'un transbordement de voyageurs revenant par train d'Angoulême et se dirigeant vers Limoges. Le lendemain, des Allemands appartenant à la division SS motorisée qui étaient arrivés à Limoges, venant de Toulouse, se rendirent à Saint-Junien. Dès leur arrivée, ils édifièrent des barrages dans les rues et cantonnèrent ensuite dans cette localité jusqu'au lendemain.

Il s'agirait de la 3^e compagnie du 1^{er} régiment de SS d'après les inscriptions murales qui ont été relevées sur les lieux du cantonnement.

Le samedi 10 juin, la compagnie se rassembla sur le champ de foire, vers 13 h 15, et elle partit ensuite en camions ou en autochenilles en prenant la route de Limoges. Les témoins ont vu ensuite sept camions découverts avec bancs transversaux, occupés par des SS munis de mitraillettes, une autochenille et deux ou trois motocyclistes au carrefour des quatre routes ; entre la Maloise et la Borre, vers 13 h 30, venant de Saint-Junien et se dirigeant vers Oradour-sur-Glane.

En conséquence, on peut estimer que c'est cette compagnie qui a entrepris les représailles d'Oradour-sur-Glane.

III - Annexes

Composition du Gouvernement provisoire *

1^{er} Cabinet Charles de Gaulle

10 septembre 1944 ⁽¹⁾ –
21 novembre 1945 ⁽²⁾

Président : *Charles de Gaulle*

Ministre d'Etat : *Jules Jeanneney*

Garde des Sceaux, ministre de la Justice : *François de Menthon*, puis *Pierre-Henri Teitgen* (à partir du 30 mai 1945)

Affaires étrangères : *Georges Bidault*

Intérieur : *Adrien Tixier*

Guerre : *André Diethelm*

Marine : *Louis Jacquinot*

Air : *Charles Tillon*

Economie nationale : *Pierre Mendès France*, puis *René Pleven* (à partir du 6 avril 1945)

Finances : *Aimé Lepercq*, puis *René Pleven* (à partir du 16 novembre 1944)

Production industrielle : *Robert Lacoste*

Agriculture : *Tanguy Prigent*

Ravitaillement : *Paul Giacobbi*, puis *Paul Ramadier* (à partir du 16 novembre 1944) et *Christian Pineau* (à partir du 30 mai 1945)

Colonies : *René Pleven*, puis *Paul Giacobbi* (à partir du 16 novembre 1944)

Education nationale : *René Capitant*

Travail et Sécurité sociale : *Alexandre Parodi*

Transports et Travaux publics : *René Mayer*

Postes, Télégraphes et Téléphones : *Augustin Laurent*, puis *Eugène Thomas* (à partir du 27 juin 1945)

Information : *Pierre-Henri Teitgen*, puis *Jacques Soustelle* (à partir du 30 mai 1945)

Prisonniers, Déportés, Réfugiés : *Henri Frenay*

Santé publique : *François Billoux*

Afrique du Nord : *Général Catroux*

Reconstruction et Urbanisme : *Raoul Dautry* (à partir du 16 novembre 1944)

Deuxième Cabinet Charles de Gaulle

21 novembre 1945 ⁽³⁾ –
26 janvier 1946 ⁽⁴⁾

Président et Défense nationale : *Charles de Gaulle*

assisté d'un

Ministre des Armées (Terre, Air, Marine) : *Edmond Michelet* (D) ⁽⁵⁾

et d'un

Ministre de l'Armement : *Charles Tillon* (D)

Ministres d'Etat : *Vincent Auriol* (D), *Francisque Gay* (D), *Louis Jacquinot* (D), *Maurice Thorez* (D)

Justice : *Pierre-Henri Teitgen* (D)

* L'ordonnance du 3 juin 1944 (JO du 8 juin, p. 449) a substitué au nom du Comité français de la libération nationale, celui de Gouvernement provisoire de la République française ; et le décret du 10 septembre 1944 (JO du 12 septembre 1944) a fixé la composition de ce Gouvernement provisoire.

(1) Date du décret fixant la composition du Gouvernement provisoire de la République française.

(2) Lettre du chef du Gouvernement provisoire de la République française en date du 6 novembre 1945 marquant que ses pouvoirs expireraient lorsque l'Assemblée nationale aurait élu son bureau ; élection du bureau : séance du 8 novembre 1945.

(3) Election du Président du Gouvernement provisoire de la République française (séance du 13 novembre 1945) ; Nomination des membres du Cabinet le 21 novembre (JO du 22 novembre 1945).

(4) Démission du 20 janvier 1946 (lettre lue à la séance du 22 janvier 1946).

(5) Député (D).

Intérieur : *Adrien Tixier* (D)

Affaires étrangères : *Georges Bidault* (D)

Agriculture et Ravitaillement : *Tanguy Prigent* (D)

Reconstruction et Urbanisme : *Raoul Dautry*

Travaux publics et Transports : *Jules Moch* (D)

Education nationale : *Paul Giacobbi* (D)

Colonies : *Jacques Soustelle* (D)

Finances : *René Pleven* (D)

Travail : *Ambroise Croizat* (D)

Postes, Télégraphes et Téléphone : *Eugène Thomas* (D)

Information : *André Malraux*

Production industrielle : *Marcel Paul* (D)

Population : *Robert Prigent* (D)

Economie nationale : *François Billoux* (D)

Chronologie

1945

1^{er} janvier

A Washington, la France signe la déclaration des Nations Unies.

3-5 janvier

Défense des abords de Strasbourg par la première Armée française sous les ordres du général de Lattre de Tassigny.

6-17 janvier

Conférence de Hot Springs (Etats-Unis) sur les problèmes du Pacifique.

12 janvier

L'offensive de von Rundstedt dans les Ardennes est stoppée.

16 janvier

Nationalisation des Usines Renault.

21 janvier

Un décret autorise le remboursement des rentes 4 % 1917-1918 et 4 1/2 % 1932. Conversion possible en rentes 3 % amortissables en 60 ans.

27 janvier

Charles Maurras, directeur de *L'Action française*, est condamné à la réclusion perpétuelle.

27 janvier au 3 février

Congrès du Front national (mouvement créé en 1941 qui rassemblait des résistants de diverses origines politiques et qui était très proche du Parti communiste).

2-3 février

Libération de Colmar.

4 février

Libération de l'Alsace.

4-12 février

Conférence de Yalta (Crimée) entre Churchill, Staline et Roosevelt.

6 février

Robert Brasillach, rédacteur en chef de *Je suis partout*, est fusillé.

10 février

M. Lacoste, ministre de la Production industrielle, annonce la création des « Offices professionnels » qui se substituent aux comités d'organisation créés par Vichy en 1940.

13 février

Prise de Budapest par les Russes.

14 février

Bombardement de Dresde.

15 février

La France ratifie le pacte franco-soviétique.

22 février

Une ordonnance institue les comités d'entreprise.

28 février

Washington et Paris signent des accords de prêt-bail et d'aide réciproque, à la suite de quoi la France reçoit du ravitaillement et des biens d'équipement.

2 mars

Le général de Gaulle annonce, dans un discours consacré à la reconstruction à l'Assemblée consultative, la nationalisation prochaine des grandes sources d'énergie (charbon, électricité, pétrole), des principaux moyens de transport et des moyens de transmission, ainsi que le contrôle de l'Etat sur le crédit.

4 mars

La Syrie, le Liban, l'Egypte, l'Irak, le Yémen, l'Arabie Saoudite, la Transjordanie constituent au Caire la Ligue arabe. Les troupes américaines atteignent le Rhin.

6 mars

Le gouvernement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la

Chine invitent 39 nations, dont la France, à la Conférence de San Francisco.

6-8 mars

Traversée du Rhin par l'armée américaine.
Prise de Cologne par les Américains.

7-9 mars

Attaque japonaise contre l'Indochine.

13-18 mars

Pour son premier procès, la Haute-Cour de Justice condamne l'amiral Esteva à la réclusion perpétuelle

15 mars

La Moselle est franchie par la troisième Armée américaine.

19 mars

Les troupes françaises entrent en Allemagne.

20 mars

Première réunion de l'Assemblée municipale provisoire de Paris.

24 mars

Les armées britanniques du général Montgomery franchissent le Rhin.

27 mars

Les Américains débarquent à Okinawa (archipel des Riou-Kiou).

28 mars

Washington annonce qu'à la demande de la France la Syrie et le Liban ont été invités à la Conférence de San Francisco.
L'Assemblée consultative se prononce, par 128 voix contre 48, pour la suppression immédiate des subventions accordées aux écoles privées, par le gouvernement de Vichy.

29-30 mars

Discussion de la loi de finances.

4 avril

La première Armée française prend à revers la ligne Siegfried et pénètre dans la Forêt-Noire jusqu'à Freudenstadt.

5 avril

Démission de Pierre Mendès France, ministre de l'Economie nationale, en

désaccord avec René Pleven, ministre des Finances, qui va cumuler les deux portefeuilles (Finances et Economie nationale).

9-10 avril

Kœnigsberg, en Prusse orientale, tombe au pouvoir des troupes russes du maréchal Vassilevski.

12 avril

Parution au *Journal officiel* des premiers arrêtés relatifs à l'augmentation des salaires.

Mort à Warm-Springs (Géorgie) de Franklin D Roosevelt, Président des Etats-Unis. Conformément à la Constitution, le vice-Président Harry Truman lui succède.

13 avril

Libération de Vienne par les troupes russes.

17 avril

Déclenchement de l'offensive russe contre Berlin.

Les alliés prennent Düsseldorf et achèvent l'occupation de la Ruhr.

21 avril

L'estuaire de la Gironde est libéré.

Les troupes françaises prennent Siegmaringen, le réduit du Tyrol et entrent à Berchtesgaden.

19-22 avril

Sur le chemin de San Francisco, Georges Bidault rend visite à Washington au Président Truman.

L'armée russe du maréchal Joukov pénètre dans Berlin.

22 avril

Les troupes françaises prennent Stuttgart et Fribourg-en-Brisgau.

25 avril

Les troupes américaines et les troupes russes font leur jonction sur l'Elbe.

26 avril

Les troupes françaises prennent Constance, franchissent le Danube, encerclent la Forêt-Noire.

Le maréchal Pétain se livre aux autorités françaises.

Ouverture de la Conférence internationale de San Francisco pour l'organisation de la sécurité collective d'après-guerre.

27 avril

Arrestation de Mussolini.

28 avril

Himmler adresse aux Anglo-Américains une offre de paix sans condition.

Exécution de Mussolini.

29 avril

Premier tour des élections municipales. Pour la première fois, les Françaises votent.

30 avril

Suicide de Hitler dans l'abri souterrain de la Chancellerie du Reich à Berlin.

1^{er} mai

La radio allemande annonce la mort de Hitler, l'amiral Doentiz lui succède.

Prise de Berlin par les Russes.

Les Français entrent en Autriche.

Intervention de Georges Bidault à San Francisco, qui revendique pour la France « tous les droits et toutes les responsabilités qui sont le lot des Etats de premier rang ».

1^{er}-2 mai

Le 1^{er} mai, importante manifestation populaire organisée, de la Bastille à la Nation, par le CNR, la CGT, les partis communiste et socialiste.

4 mai

Toutes les forces allemandes d'Allemagne du Nord-Ouest, de Hollande et du Danemark capitulent.

7 mai

Capitulation définitive du Reich, à Reims, au GQG du général Eisenhower, le 2 086^e jour de la guerre.

8 mai

Fête de la victoire.

L'acte de capitulation est ratifié à Berlin au quartier général du maréchal Joukov.

Libération de la Rochelle et de Lorient.

A San Francisco, le comité exécutif de la Conférence des Nations Unies décide :

– en Assemblée plénière (de l'ONU) les décisions importantes seront adoptées à la majorité des deux tiers. Tous les organismes de l'ONU suivront cette procédure.

– seules, les questions de procédure seront tranchées à la simple majorité.

8-9 mai

Troubles en Algérie. Dans le Constantinois et en Petite Kabylie.

9 mai

Libération de Dunkerque et de Saint-Nazaire.

13 mai

Deuxième tour des élections municipales.

16 mai

A San Francisco, la France est admise comme membre permanent du Conseil de sécurité.

30 mai

Remaniement ministériel : MM. Ramadier et de Menthon quittent le gouvernement, respectivement remplacés par Christian Pineau et P.H. Teitgen qui abandonne le ministère de l'Information à Jacques Soustelle.

5 juin

Conférence des chefs alliés à Berlin (Eisenhower, Montgomery, Joukov, de Lattre de Tassigny) ; la France obtient une zone d'occupation en Allemagne.

8 juin

Conférence de San Francisco : accord sur le droit de veto.

21 juin

Les Américains achèvent la conquête de l'île d'Okinawa.

22 juin

Réforme de la Fonction publique, création de l'ENA.

25 juin

Le MLN (majorité), l'OCM, Libé-Nord, CDLR, et Libérer et Fédérer constituent l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR).

26 juin

Signature de la charte des Nations Unies.
Fin de la Conférence de San Francisco.

26-30 juin

Dixième congrès du parti communiste français.

28 juin

Les loyers, bloqués depuis 1939, sont augmentés à partir du 1^{er} juillet.
Création de la Caisse nationale d'entretien et d'amélioration de l'habitat.

30 juin

Ordonnance portant réglementation et blocage des prix, répression des infractions à la législation économique.

4 juillet

Les troupes alliées occupent Berlin.
Regroupement des zones d'occupation en Allemagne.

9 juillet

Le Conseil des ministres adopte un projet constitutionnel qui prévoit :
– l'élection d'une Assemblée ;
– un référendum afin de savoir si la Constitution de 1875 reste valable ou si l'Assemblée élue sera constituante.

10-14 juillet

Etats généraux de la Renaissance française (1 800 délégués) convoqués par le CNR.
Bombardement massif de Tokyo et du nord du Japon par les Américains.

13 juillet

Publication du projet gouvernemental de référendum.

18 juillet

Ouverture de la conférence de Postdam (Truman, Churchill, Staline), qui examine les problèmes territoriaux de l'Europe.

23 juillet

Ouverture du procès Pétain devant la Haute-Cour. Le 15 août, Pétain est condamné à mort ; sa peine est commuée en détention perpétuelle.

25 juillet

Discussion budgétaire à l'Assemblée.

26 juillet

Après le succès du Parti travailliste aux élections britanniques. Attlee remplace Churchill comme Premier ministre.

30 juillet

Par 230 voix contre une, l'Assemblée consultative adopte le projet d'impôt de solidarité.

31 juillet

Sept mouvements « modérés » forment l'Entente républicaine.

1^{er} août

Pierre Laval, livré par l'Espagne, est interné à Fresnes.

2 août

Fin de la conférence de Postdam.

3 août

L'Assemblée consultative siège pour la dernière fois.

4 août

Les Trois Grands invitent la France aux travaux de la commission des Réparations, à Moscou.

6 août

Les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon, à Hiroshima.
Le 9, deuxième bombe, sur Nagasaki.

8 août

Le gouvernement choisit la représentation proportionnelle pour les élections du 21 octobre.
L'URSS déclare la guerre au Japon.

12-15 août

37^e congrès de la SFIO.

15 août

Le Japon capitule sans condition.

17 août

Le gouvernement français ratifie les accords de San Francisco.
Traité russo-polonais délimitant la frontière commune des deux pays.

21 août

La France est autorisée à négocier avec le Japon et désigne le général Leclerc comme plénipotentiaire.

20-30 août

Congrès du parti radical.

22-26 août

Entretiens du général de Gaulle avec le Président Truman à Washington.

23 août

Création de la « délégation des gauches », initiative de la CGT, groupant les mouvements de gauche.

25 août

Les Etats-Unis annoncent la cessation des opérations prêt-bail.

28 août

Débarquement des Américains au Japon ; entrée à Tokyo.

29 août

Le gouvernement décide d'alléger le régime des restrictions et du rationnement.

2 septembre

Le général Mac Arthur reçoit sur le *Misouri*, en rade de Tokyo, la capitulation officielle du Japon.

11 septembre au 2 octobre

Conférence à Londres des cinq ministres des Affaires étrangères de France, Grande-Bretagne, URSS, Etats-Unis et Chine.

23-30 septembre

Elections cantonales en France.

3 octobre

Joseph Darnand est condamné à mort. Il est fusillé le 10 octobre.

MM. Byrnes, à Washington, et Bevin, à Londres, affirment que la France doit participer à l'élaboration des traités avec les puissances ennemies.

4 octobre

Procès de Pierre Laval devant la Haute-Cour.

4 et 19 octobre

Ordonnances sur la Sécurité sociale.

15 octobre

Pierre Laval, condamné à mort, est exécuté.

21 octobre

Elections législatives et référendum sur les pouvoirs et la durée de l'Assemblée.

24 octobre

Naissance officielle de l'Organisation des Nations-Unies.

6 novembre

Première séance de l'Assemblée constituante au Palais-Bourbon.

10 novembre

Conférence Attlee-Truman, sur le *Potomac*, sur l'énergie atomique.

A Paris, 17 pays participent à la conférence des Réparations.

13 novembre

L'Assemblée constituante élit à l'unanimité le général de Gaulle chef du Gouvernement provisoire de la République.

16 novembre

Signature d'un accord économique franco-suisse.

20 novembre

Ouverture à Nuremberg du procès des criminels de guerre.

21 novembre

Constitution du deuxième ministère de Gaulle.

23 novembre

Le général de Gaulle expose son programme à l'Assemblée.

2 décembre

Nationalisation de la Banque de France, du Crédit lyonnais, de la Société générale et de la BNCL.

4 décembre

Première réunion de la Commission de la Constitution.

12 décembre

Grève des fonctionnaires qui réclament une augmentation de leurs traitements.

13-16 décembre

2^e congrès national du MRP (Mouvement républicain populaire) à Paris.

22 décembre

Création du PRL (Parti républicain de la liberté).

Création du Commissariat général au Plan.

26 décembre

Les accords de Bretton Woods sont approuvés par l'Assemblée.

La dévaluation du franc est décidée.

27 décembre

Fin des travaux de la conférence de Moscou.

28 décembre

Rétablissement de la carte de pain, supprimée au mois de novembre. La ration de pain est diminuée.

27 décembre au 1^{er} janvier

Discussion budgétaire à l'Assemblée. Le budget est adopté par 525 voix contre 32 (modérés).

1946**1^{er} janvier**

Le gouvernement évite de peu d'être renversé sur les problèmes constitutionnels.

2 janvier

L'Assemblée constituante se met en vacances jusqu'au 15. Le général de Gaulle quitte Paris pour quelques jours de repos sur la Côte d'Azur.

10 janvier

Première assemblée générale de l'ONU.

20 janvier

Démission du général de Gaulle. Félix Gouin, socialiste, président de l'Assemblée, lui succède.

Table des Notes documentaires et études

Année 1945

Série française

- | | | | |
|--------|---|----------|--|
| I. | – <i>Conséquences des restrictions alimentaires sur l'état sanitaire de la France</i> – n° 2*. | XXV. | – <i>La situation des transports et des acheminements postaux depuis la Libération.</i> – n° 113. |
| II. | – <i>Les besoins de la France en machines outils.</i> – n° 10. | XXVI. | – <i>La situation politique intérieure de la France durant le premier semestre 1945, vue par la presse soviétique.</i> – n° 119. |
| III. | – <i>La personnalité de M. Jacques Maritain.</i> – n° 13. | XXVII. | – <i>La crise franco-japonaise de juin 1940. Rapport présenté par le Général Catroux.</i> – n° 120. |
| IV. | – <i>Les destructions en France.</i> – n° 17. | XXVIII. | – <i>Les télécommunications.</i> – n° 123. |
| V. | – <i>La situation du cuir.</i> – n° 18. | XXIX. | – <i>L'impôt de solidarité nationale.</i> – n° 126. |
| VI. | – <i>Des comités d'organisation aux offices professionnels.</i> – n° 28. | XXX. | – <i>L'immigration étrangère en France.</i> – n° 127. |
| VII. | – <i>Les réformes de structure.</i> – n° 29. | XXXI. | – <i>Le plan de sécurité sociale.</i> – n° 128. |
| VIII. | – <i>L'activité d'une manufacture d'armes française.</i> – n° 36. | XXXII. | – <i>Le port et la ville de Nantes. Destructi-
ons et reconstructions.</i> – n° 131. |
| IX. | – <i>La Confédération générale agricole.</i> – n° 38. | XXXIII. | – <i>Le crédit agricole en Algérie.</i> – n° 135. |
| X. | – <i>La bataille du plateau des Glières.</i> – n° 46. | XXXIV. | – <i>Les mines de potasse d'Alsace.</i> – n° 138. |
| XI. | – <i>La réorganisation de l'enseignement en Algérie.</i> – n° 49 | XXXV. | – <i>La charte syndicale d'Amiens.</i> – n° 152. |
| XII. | – <i>Le problème de l'alcoolisme en France.</i> – n° 51. | XXXVI. | – <i>Le port de Bordeaux et ses annexes depuis la Libération.</i> – n° 153. |
| XIII. | – <i>L'armée française et la campagne de Tunisie.</i> – n° 56. | XXXVII. | – <i>La démobilisation (formalités et droits).</i> – n° 155. |
| XIV. | – <i>Le problème du logement.</i> – n° 60. | XXXVIII. | – <i>L'avenir du port de La Pallice-La Rochelle.</i> – n° 156. |
| XV. | – <i>La célébration de la Victoire par l'Assemblée consultative.</i> – n° 61. | XXXIX. | – <i>Le problème de la main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment. En vue de la reconstruction.</i> – n° 157. |
| XVI. | – <i>Le deuxième anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance.</i> – n° 69. | XL. | – <i>Les Sables d'Olonne port de pêche et de commerce.</i> – n° 160. |
| XVII. | – <i>L'industrie du machinisme agricole en France.</i> – n° 80. | XLI. | – <i>Les conseils généraux.</i> – n° 165. |
| XVIII. | – <i>Le régiment de chasse Normandie-Niemen.</i> – n° 82. | XLII. | – <i>La situation démographique et sanitaire de la France.</i> – n° 172. |
| XIX. | – <i>La situation économique en Algérie.</i> – n° 89. | XLIII. | – <i>La délinquance juvénile en France.</i> – n° 173. |
| XX. | – <i>Le port de Rouen et l'industrie rouennaise depuis la Libération.</i> – n° 91. | XLIV. | – <i>Le syndicalisme français et la Confédération générale du travail.</i> – n° 175. |
| XXI. | – <i>La législation des loyers (1918-1945).</i> – n° 99. | XLV. | – <i>Le reboisement en Algérie et la restauration des sols.</i> – n° 181. |
| XXII. | – <i>Les Constitutions de la France de 1789 à nos jours.</i> – n° 103. | XLVI. | – <i>Les nationalisations en France.</i> – n° 182. |
| XXIII. | – <i>Les secours aux sinistrés depuis la Libération.</i> – n° 104. | | |
| XXIV. | – <i>La situation du bassin métallurgique de la Moselle.</i> – n° 106. | | |

Note. – Le numéro en chiffres romains porté avant le titre de chaque note est le numéro d'ordre dans chaque série. Le numéro en chiffres arabes porté à la suite du titre est le numéro d'ordre de la note dans la suite générale de toutes les notes documentaires et études.

*NDLR – Les titres en gras correspondent aux textes repris, en totalité ou en partie, dans la présente édition.

- XLVII. – *L'aide financière à la famille française.* – n° 183.
- XLVIII. – *Situation actuelle du travailleur agricole en France.* – n° 184.
- XLIX. – *L'équipement hydro-électrique français.* – n° 185.
- L. – *L'école navale.* – n° 187.
- LI. – *La région pétrolifère du Sud-Ouest.* – n° 191.
- LII. – *L'organisation antituberculeuse en France.* – n° 195.
- LIII. – *L'hydraulique et le développement agricole en Algérie.* – n° 196.
- LIV. – *L'œuvre législative du Gouvernement provisoire* (première partie). – n° 201.
- LV. – *L'œuvre législative du Gouvernement provisoire* (deuxième partie). – n° 202.
- LVI. – *L'œuvre législative du Gouvernement provisoire* (troisième partie – fascicule I). – n° 203.
- LVII. – *L'œuvre législative du Gouvernement provisoire* (troisième partie – fascicule II). – n° 204.
- LVIII. – *La presse clandestine en France sous l'occupation allemande* (1940-1944). – n° 206.
- LIX. – *Les Français dans la campagne d'Italie* (1943-1944). – n° 207.
- LX. – *Les organes de l'économie dirigée. Les offices professionnels.* – n° 208.
- LXI. – *Les données générales du problème de l'énergie.* – n° 210.

Série coloniale

- I. – *Les réalisations de la France combattante en Afrique équatoriale française.* – n° 4.
- II. – *Les réalisations de la France combattante au Cameroun sous mandat français.* – n° 6.
- III. – *La réforme du statut des musulmans algériens.* – n° 9.
- IV. – *Le deuxième anniversaire de la conquête du Fezzan.* – n° 11.
- V. – *Les réalisations de la France combattante à Madagascar et à la Réunion.* – n° 25.
- VI. – *Le rôle des colonies françaises du Pacifique dans la guerre de Libération.* – n° 27.
- VII. – *L'Afrique occidentale française depuis le débarquement allié en Afrique du Nord.* – n° 31.
- VIII. – *La mise en valeur de l'Indochine française (I. – l'Agriculture).* – n° 76.
- IX. – *La mainmise japonaise sur l'Indochine française.* – n° 78.
- X. – *L'occupation japonaise et l'économie indochinoise.* – n° 90.

- XI. – *La situation économique en Tunisie.* – n° 94.
- XII. – *La mise en valeur de l'Indochine française.* – n° 95.
- XIII. – *L'œuvre de la France en Indochine. L'enseignement.* – n° 108.
- XIV. – *Le ralliement de l'Afrique équatoriale française à la France libre.* – n° 112.
- XV. – *L'Indochine française délivrée.* – n° 115.
- XVI. – *Djibouti et le chemin de fer franco-éthiopien.* – n° 122.

France d'outre-mer

- II. – *La participation de la France d'outre-mer aux élections générales.* – n° 164.
- III. – *Le Cambodge.* – n° 170.
- IV. – *Madagascar et la France* (1895-1945). – n° 211.

Série européenne

- I. – *La dernière crise ministérielle italienne et l'incident Sforza.* – n° 3.
- II. – *La situation en Norvège.* – n° 5.
- III. – *En Italie fasciste.* – n° 7.
- IV. – *La situation économique et financière de l'Allemagne à la fin de 1944.* – n° 12.
- V. – *Les modifications apportées à la Constitution de l'URSS le 2 février 1944.* – n° 14.
- VI. – *L'Italie et les Alliés.* – n° 15.
- VII. – *Mesures démographiques prises par le gouvernement de l'Union soviétique.* – n° 23.
- VIII. – *L'avenir de la marine marchande britannique.* – n° 30.
- IX. – *L'économie de guerre en Grande-Bretagne.* – n° 30.
- X. – *Le procès Suvich-Roatta.* – n° 34.
- XI. – *Chronique des affaires polonaises.* – n° 35.
- XII. – *Les comités mixtes de production en Grande-Bretagne.* – n° 37.
- XIII. – *La révolte du ghetto de Varsovie.* – n° 54.
- XIV. – *Les Pays-Bas sous la domination allemande.* – n° 62.
- XV. – *L'exécution de Heydrich et les massacres de Lidice et de Lezaky.* – n° 63.
- XVI. – *Discours de guerre du Maréchal Staline.* – n° 67.
- XVII. – *L'administration militaire française en Allemagne.* – n° 68.
- XVIII. – *La Résistance autrichienne.* – n° 72.
- XIX. – *Le Danemark sous l'occupation allemande.* – n° 84.
- XX. – *La frontière russo-polonaise.* – n° 87.
- XXI. – *Aperçu sur le régime parlementaire en Grande-Bretagne.* – n° 98.

- XXII. – *Budgets de famille et niveaux de vie des ouvriers en Grande-Bretagne.* – n° 102.
- XXIII. – *Législation et activités sociales en Suède.* – n° 109.
- XXIV. – *Les plans de sécurité sociale. Le plan Beveridge.* – n° 111.
- XXV. – *L'éducation populaire en Suède.* – n° 142.
- XXVI. – *Hygiène et services sanitaires en Suède.* – n° 143.
- XXVII. – *La question de l'habitat en Suède.* – n° 145.
- XXVIII. – *La question de l'Istrie, de la Vénétie Julienne et de Trieste.* – n° 159.
- XXIX. – *Marché noir et inflation en Italie.* – n° 162.
- XXX. – *Histoire du Labour Party.* – n° 166.
- XXXI. – *La réforme du régime scolaire en Angleterre.* – n° 169.
- XXXII. – *Les destructions de guerre et la reconstruction aux Pays-Bas.* – n° 176.
- XXXIII. – *La question du Tyrol du Sud.* – n° 188.
- XXXIV. – *Chronologie des relations franco-italiennes.* – n° 190.
- XXXV. – *Le « Service de la Jeunesse » en Grande-Bretagne.* – n° 192.
- XXXVI. – *La production de guerre britannique.* – n° 193.
- XXXVII. – *La Pologne nouvelle. – I. L'époque de 1914 à 1939. – II. L'aspect actuel de l'Etat polonais.* – n° 194.
- XXXVIII. – *Les Etats de l'Europe centrale et orientale dans la seconde Guerre mondiale (1938-1945).* – n° 197.
- XXXIX. – *Les Etats de l'Europe centrale et orientale dans la Seconde guerre mondiale (1939-1945).* – n° 198.
- XL. – *Les relations franco-britanniques.* – n° 200.

Série américaine

- I. – *Le retour des soldats canadiens à la vie civile.* – n° 43.
- II. – *L'ossature administrative de l'économie dirigée aux Etats-Unis.* – n° 53.
- III. – *Les Etats-Unis et le problème colonial.* – n° 66.
- IV. – *L'effort de guerre au Canada.* – n° 79.
- V. – *La République présidentielle aux Etats-Unis.* – n° 97.
- VI. – *Le contrôle des prix aux Etats-Unis.* – n° 134.
- VII. – *La politique canadienne du logement.* – n° 144.
- VIII. – *L'influence politique des groupes ethniques aux Etats-Unis.* – n° 209.

Série asiatique

- I. – *Huit années de résistance chinoise à l'agression japonaise.* – n° 92.

Série internationale

- I. – *Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français et l'admission de la France dans les Conseils européens.* – Sans numéro.
- II. – *The United Kingdom Commercial Corporation.* – n° 8.
- III. – *L'UNRRA : Une étape de la guerre à la paix.* – n° 16.
- IV. – *Les transports aériens internationaux.* – n° 19.
- V. – *L'activité du Bureau international du travail pendant la guerre.* – n° 20.
- VI. – *Les événements d'Argentine et la politique des Nations-Unies.* – n° 21.
- VII. – *Les transports aériens internationaux. (suite)* – n° 22.
- VIII. – *Le prêt-bail.* – n° 26.
- IX. – *La France et le pool maritime interallié.* – n° 32.
- X. – *Les transports aériens internationaux (suite).* – n° 39.
- XI. – *Le Mouvement de l'Allemagne libre.* – n° 41.
- XII. – *La Conférence des Dominions de 1944 et la Conférence de Chatam House.* – n° 44.
- XIII. – *La ligue des Etats arabes.* – n° 45.
- XIV. – *La question des Italiens de Tunisie.* – n° 47.
- XV. – *Le Rhin et la sécurité française.* – n° 48.
- XVI. – *L'acte final de la Conférence aérienne internationale de Chicago.* – n° 50.
- XVII. – *Déclarations du Président Roosevelt, relatives à la France. (1939-1945).* – n° 52.
- XVIII. – *Déclarations de M. Winston Churchill, relatives à la France* – n° 57.
- XIX. – *De Dumbarton Oaks à San Francisco.* – n° 58.
- XX. – *La capitulation de l'Allemagne.* – n° 59.
- XXI. – *Le « plein emploi » dans une société libre.* – n° 64.
- XXII. – *Comparaison entre le pacte de la SDN et les propositions de Dumbarton Oaks.* – n° 65.
- XXIII. – *Le châtimement des crimes de guerre.* – n° 70.
- XXIV. – *Le statut de Tanger (I).* – n° 71.
- XXV. – *Les projets américains de pipe-line et la politique du pétrole dans le Moyen Orient.* – n° 73.
- XXVI. – *La France et les Etats du Levant.* – n° 74.
- XXVII. – *Le statut de Tanger (II).* – n° 77.
- XXVIII. – *La question de l'« International Trusteeship ».* – n° 81.
- XXIX. – *Extrême-Orient et paix du monde (Première partie).* – n° 86.

- XXX. – *Le régime de l'occupation interralliée de la Rhénanie.* – n° 88.
- XXXI. – *L'ossature administrative de l'économie dirigée au Canada.* – n° 93.
- XXXII. – *Extrême-Orient et paix du monde (I).* – n° 96.
- XXXIII. – *Extrême-Orient et paix du monde (II).* – n° 100.
- XXXIV. – *L'industrie cinématographique en Grande-Bretagne.* – n° 101.
- XXXV. – *Le problème des Détroits.* – n° 105.
- XXXVI. – *Le débarquement allié sur les côtes de Provence.* – n° 107.
- XXXVII. – *Extrême-Orient et paix du monde (III-1).* – n° 110.
- XXXVIII. – *Chronologie des relations russo-japonaises.* – n° 116.
- XXXIX. – *Causes générales et développement de l'impérialisme japonais.* – n° 117.
- XL. – *Extrême-Orient et paix du monde (III-2).* – n° 118.
- XLI. – *La Conférence de San Francisco et la Charte des Nations-Unies.* – n° 121.
- XLII. – *Les grandes régions économiques dans la géographie mondiale du transport aérien.* – n° 124.
- XLIII. – *Les importations principales en Chine avant la guerre.* – n° 125.
- XLIV. – *Les Établissements britanniques dans l'Île de Bornéo.* – n° 128.
- XLV. – *La sécurité sociale au Canada.* – n° 130.
- XLVI. – *Extrême-Orient et paix du monde (III-3).* – n° 132.
- XLVII. – *L'immigration aux Etats-Unis.* – n° 133.
- XLVIII. – *L'aviation civile et la paix.* – n° 136.
- XLIX. – *L'immigration en Australie.* – n° 137.
- L. – *La politique canadienne de reconstruction.* – n° 139.
- LI. – *L'immigration au Canada.* – n° 141.
- LII. – *Extrême-Orient et paix du monde (III-4).* – n° 146.
- LIII. – *L'œuvre de la France au Levant (1919-1940).* – n° 143.
- LIV. – *L'avenir de l'aviation civile. – Le transport des denrées périssables.* – n° 148.
- LV. – *Le Siam. – Impérialisme et ambitions territoriales.* – n° 149.
- LVI. – *L'organisation générale du transport aérien britannique.* – n° 150.
- LVII. – *Les colonies italiennes.* – n° 154.
- LVIII. – *Les ressources mondiales de pétrole.* – n° 158.
- LIX. – *La coopération intellectuelle internationale.* – n° 163.
- LX. – *La zone américaine d'occupation en Allemagne.* – n° 167.
- LXI. – *Le référendum en Suisse, aux Etats-Unis et en URSS.* – n° 168.
- LXII. – *Les budgets des Nations-Unies de 1939 à 1944 et les dépenses de guerre.* – n° 171.
- LXIII. – *Culture et civilisation de l'Inde.* – n° 174.
- LXIV. – *La Birmanie.* – n° 177.
- LXV. – *L'Union soviétique et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).* – n° 178.
- LXVI. – *L'organisation inter-américaine.* – n° 179.
- LXVII. – *La Cour internationale de justice* – n° 180.
- LXVIII. – *Le châtimement des criminels de guerre.* – n° 186.
- LXIX. – *Les fleuves internationaux.* – n° 189.
- LXX. – *La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.* – n° 199.
- LXXI. – *Le premier congrès international des Femmes (Paris, 26-30 novembre 1945).* – n° 205.
- « Ordre nouveau » et collaboration**
- I. – *Le procès de l'Amiral Esteva.* – n° 33.
- II. – *L'occupation allemande en Alsace et en Lorraine : les tentatives de germanisation. (1940-1944).* – n° 40.
- III. – *Le massacre d'Ascq.* – n° 42.
- IV. – *Le Gouvernement Laval et le débarquement allié.* – n° 55.
- V. – *Le massacre d'Oradour-sur-Glane.* – n° 75.
- VI. – *L'activité de la Société Ostland en France.* – n° 83.
- VII. – *L'activité des archivistes allemands en France.* – n° 85.
- VIII. – *En Tchécoslovaquie. – Le calvaire d'un convoi de déportés.* – n° 114.
- IX. – *Le camp de concentration de Struthof (Bas-Rhin) et l'activité de l'Institut d'anatomie de Strasbourg pendant l'occupation allemande.* – n° 140.
- X. – *Les requêtes allemandes de main-d'œuvre française.* – n° 161.
- Hors série ***
- Chronologie des principaux événements internationaux. Année 1944.*
- Mémoire adressé par le Colonel Charles de Gaulle aux Généraux Gamelin, Weygand et Georges, et à MM. Daladier et Reynaud le 26 janvier 1940.*
- Conférence de presse faite par le Général de Gaulle à Paris le 25 janvier 1945.*

* NDLR – Les treize premiers numéros de cette série ne sont pas numérotés dans l'édition originale.

Conférence faite au palais de Chaillot le 26 janvier 1945 par le Gouverneur Laurentie sur « l'Empire au secours de la métropole ».

Conférence faite par le Général Kœnig au Palais de Chaillot le 18 janvier 1945.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle le 5 février 1945.

Le plan de Dumbarton Oaks.

Allocution de M. Jefferson Caffery, ambassadeur des Etats-Unis en France, radiodiffusée le 10 février 1945.

Discours prononcé à la radio par M. Frenay, ministre des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés, le 9 février 1945.

Mesures d'évacuation prises en Haute-Italie par les Allemands.

Conférence faite au palais de Chaillot, le 12 février 1945, par M. Boutet, président du Conseil supérieur des Ponts et Chaussées, vice-président de la SNCF.

Discours prononcé par le Général de Gaulle à l'Assemblée consultative, le 2 mars 1945.

Discours prononcé par le Général de Gaulle le 14 mars 1945.

Aperçu général sur les mouvements de la Résistance. – n° 14.

Projet d'amendements du Gouvernement français aux propositions relatives à l'établissement d'une organisation internationale générale. – n° 15.

Conditions générales du statut dont bénéficiera l'Indochine libérée de l'envahisseur. – Texte arrêté par le Conseil des ministres le 23 mars 1945. – n° 16.

Discours prononcé par M. Plevén, ministre des Finances, à la tribune de l'Assemblée consultative le 29 mars 1945. – n° 17.

Discours prononcés par le général de Gaulle le 2 avril 1945. – n° 18.

Exposé de M. Gaspard, le 20 mars, sur la production et la distribution de l'électricité. – n° 19.

Discours de M. Plevén, le 21 avril 1945. – n° 20.

Discours radiodiffusé, prononcé par le Général de Gaulle, le 25 avril 1945. – n° 21.

Exposé de M. Blum-Picard sur la situation charbonnière. – n° 22.

Allocutions radiodiffusées de M. Dupraz, à Radio-France et Radio-Maroc. – n° 23.

L'industrie textile en France. – Exposé de M. Bot. – n° 24.

Discours de M. Georges Bidault à la Conférence de San Francisco. – n° 25.

Les personnalités politiques des Etats-Unis. – Exposé de M. Levi-Strauss. – n° 26.

Discours du Général de Gaulle à l'Assemblée consultative, le 15 mai 1945. – n° 27.

Exposé de M. Parodi sur la remise en ordre des salaires. – n° 28.

Allocution radiodiffusée de M. Robert Lacoste, le 7 mai 1945. – n° 29.

Le programme quinquennal de l'industrie automobile française. – Exposé de M. Pons. – n° 30.

Discours du Général de Gaulle, le 24 mai 1945. – n° 31.

Plan quinquennal de rééquipement de l'industrie française en machines outils. – Exposé de M. Pons. – n° 32.

Discours radiodiffusé de M. Plevén, le 2 juin 1945. – n° 33.

Conférence de presse du Général de Gaulle, le 2 juin 1945. – n° 34.

Déclaration concernant la défaite de l'Allemagne. – n° 35.

Discours radiodiffusé prononcé par M. Pineau le 9 juin 1945. – n° 36.

Allocution radiodiffusée de M. Soustelle. – n° 37.

Allocution de M. Tixier à la radio d'Alger, le 30 juin 1945. – n° 38.

Independence Day – 4 juillet 1945. – n° 39.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle le 12 juillet 1945. – n° 40.

Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945. – n° 41.

Discours prononcé à Brest le 21 juillet 1945 par le Général de Gaulle. – n° 42.

L'épargne et la reconstruction de la France. – n° 43.

L'impôt de solidarité nationale, discours de M. Plevén prononcé le 25 juillet à l'Assemblée consultative. – n° 44.

La Norvège après la Libération, exposé de M. Karl Huitfeldt, attaché de presse à la Légation de Norvège, le 25 juillet 1945, au ministère de l'Information. – n° 45.

Texte intégral du communiqué publié à l'issue de la Conférence de Potsdam. – n° 46.

Rapport officiel de la Conférence tripartite de Potsdam. – n° 46.

Déclarations du Général Catroux à la presse le 1^{er} août 1945 au sujet des événements d'Indochine en juin 1940. – n° 47.

Le rôle de la France dans les recherches sur l'énergie atomique. Une déclaration de M. Dautry. – n° 48.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle à Béthune le 11 août 1945. – n° 49.

Allocution radiodiffusée prononcée par M. Jacques Soustelle, ministre de l'Information, le 15 août 1945, à l'occasion de la capitulation du Japon. – n° 50.

Déclaration faite à la conférence de presse du 3 août 1945, par l'amiral Thierry d'Argenlieu. – n° 51.

Conférence de presse faite par le Général de Gaulle à l'ambassade de France à Washington le 28 août 1945. – n° 53.

Allocution radiodiffusée de M. Soustelle, ministre de l'Information prononcée le 28 août 1945, sur la Libération de Paris. – n° 54.

Déclaration faite à la conférence de presse du 27 août 1945 par M. Elie Harfouche, directeur du journal libanais « Al Hadiss ». – n° 55.

Discours de M. Cusin, commissaire de la République, délégué à l'Economie nationale, prononcé à Bordeaux, le 28 août 1945, pour l'anniversaire de la Libération. – n° 56.

Charte des Nations-Unies comprenant le statut de la Cour internationale de justice signée à San Francisco le 26 juin 1945. – n° 57.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle le 4 septembre 1945, à l'occasion du 75^e anniversaire de la République. – n° 58.

Allocutions radiodiffusées prononcées le 4 septembre 1945 par MM. Christian Pineau, ministre du Ravitaillement ; Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle ; René Mayer, ministre des Travaux publics et des Transports, à l'occasion d'une émission intitulée : « Après la libération... la liberté » – n° 59.

Le pourcentage de représentation aux prochaines élections. – n° 60.

Texte des allocutions diffusées par la Radiodiffusion française au cours de la deuxième émission « Après la libération... la liberté », le samedi 22 septembre 1945. – n° 61.

L'Ecole nationale d'administration. – n° 62.

France et Tchécoslovaquie. – n° 63.

Conférence de presse du Général de Gaulle du 12 octobre 1945. – n° 64.

Programme du Conseil national de la Résistance. – n° 65.

Conférence de presse de M. Christian Pineau, ministre du Ravitaillement, le mardi 30 octobre 1945. – n° 66.

La renaissance de l'économie française. Exposé de M. Cusin, commissaire de la République,

délégué du ministre de l'Economie nationale, le 5 novembre 1945, à l'Ecole nationale d'organisation économique et sociale. – n° 67.

Discours radiodiffusé prononcé le 11 novembre 1945 par le Général de Gaulle. – n° 68.

Déclaration du Général de Gaulle après son élection comme Président du Gouvernement provisoire de la République française, le 13 novembre 1945. – n° 69.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle le 17 novembre 1945. – n° 70.

Les Conseils généraux économiques. Discours de M. Bertaux, commissaire de la République de la région de Toulouse, prononcé le 18 octobre 1945 à la séance inaugurale du Conseil régional économique. – n° 71.

Discours prononcé par M. le ministre plénipotentiaire Yves Chataigneau, Gouverneur général de l'Algérie à la séance d'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée financière, le 3 décembre 1945. – n° 72.

Discours radiodiffusé prononcé par le Général de Gaulle le lundi 10 décembre 1945. – n° 73.

Conférence de presse de M. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement le 7 décembre 1945. – n° 74.

Discours prononcé par M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, à la séance de clôture de la Conférence de Paris sur les réparations. – n° 75.

Conférence de presse de M. Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, le 26 décembre 1945. – n° 76.

Allocution radiodiffusée prononcée par M. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, le samedi 29 décembre 1945, à 19 h 55. – n° 77.

Allocution radiodiffusée prononcée par le Général de Gaulle le 31 décembre 1945. – n° 78.

Achevé d'imprimer
sur les presses de l'imprimerie Bialec S.A.
54000 Nancy, en septembre 1995
dépôt légal n° 42685

La **documentation** Française
29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07

Restaurer Réformer Agir

La France en 1945

Textes rassemblés par **Patrice Liquière**
Préface de **François Bloch-Lainé**

1945-1995, cinquante années se sont écoulées depuis la victoire des Nations Unies sur les dictatures fascistes et nazies. Pour l'ensemble des belligérants, 1945 est aussi l'An 1 de la remise en route de tous les rouages d'Etats affaiblis et ravagés par le conflit. En France, l'œuvre à accomplir par les pouvoirs publics pour répondre aux multiples attentes est immense. Connaître la réalité, l'analyser, la diffuser, rédiger des études et constituer des dossiers sur les problèmes du temps était une nécessité. Le rôle des services de documentation était de première importance. On se souvenait trop du manque de moyens des gouvernements d'avant-guerre dans ce domaine. Dès 1941-1942, aux heures les plus sombres du conflit, une poignée d'hommes et de femmes, à Londres et à Alger, se sont attelés à cette tâche ; avec des moyens dérisoires le futur service de documentation du Gouvernement provisoire prenait forme. Il donnera naissance, à la Libération, à la Documentation française. Les textes rassemblés dans ce recueil sont un témoignage du travail accompli alors. Ils sont aussi, par leurs sujets, leur forme et leur style, le reflet d'une époque, celle d'un pays redevenu libre et maître de son destin.

La Documentation française, 29, quai Voltaire 75007 Paris
ISSN 1152-5495 ISBN 2-11-003415-7 DF 5 3707-1

Prix : 80 F

9 782110 034151



Préface par François Bloch-Lainé

Présentation

I. - La France en guerre

La guerre intérieure

Aperçu général sur les mouvements de la Résistance

La presse clandestine en France sous l'occupation allemande (1940-1944)

Programme du Conseil national de la Résistance

La guerre extérieure

Conférence faite au palais de Chaillot, le 26 janvier 1945, par le Gouverneur Laurentie sur l'Empire au secours de la métropole

Le régiment de chasse Normandie-Niémen

Le débarquement allié sur les côtes de Provence (15 août 1944)

La victoire

Les étapes de la reconnaissance du gouvernement français et l'admission de la France dans les conseils européens

Déclarations du Président Roosevelt relatives à la France (1939-1945)

La capitulation de l'Allemagne

Les grandes conférences interalliées de 1945

II. - Un pays libéré à reconstruire

Face aux priorités

Les destructions en France

Les secours aux sinistrés depuis la Libération

Conséquences des restrictions alimentaires sur l'état sanitaire de la France

La démobilisation (Formalités et droits)

Vers la République nouvelle

L'oeuvre législative du Gouvernement provisoire

Les finances publiques de la France depuis la Libération

Ne pas oublier

Le camp de concentration de Struthof (Bas-Rhin) pendant l'occupation allemande

Le massacre d'Oradour-sur-Glane

Annexes

Composition du Gouvernement provisoire

Chronologie de l'année 1945

Table des titres parus en 1945 dans la revue "Notes documentaires et études"

Note de la rédaction

Les titres des parties et des chapitres (en caractères gras dans le sommaire) et les notes de bas de page en caractères italiques (NDLR) ont été ajoutés par la rédaction en 1995 à l'occasion de la publication de ce recueil. Tous les autres titres - titres généraux des articles, titres et sous-titres du texte - et les notes de bas de page sans mention particulière figuraient dans les documents originaux de 1945.